

LES RESEAUX :

(D)ECRIRE LES LIENS, (DE)CONSTRUIRE DES RELATIONS

Textes réunis par Hélène Frison et Marie Salgues



Centre de Recherche sur l'Espagne Contemporaine

Université Sorbonne Nouvelle

2023

Image de couverture générée par Adobe Firefly (à partir des mots clés : Espagne ; France ; Amérique Latine ; Réseaux .
Couverture et maquette : Hélène Frison et Marie Salgues

Les réseaux : (d)écrire les liens, (dé)construire des relations

Études coordonnées par Hélène Frison et Marie Salgues

Publication du Centre de Recherche sur l’Espagne Contemporaine

Collection « Les Travaux du CREC en ligne », n°14

Université Sorbonne Nouvelle

2023

ISSN 1773-0023

Table des matières

INTRODUCTION

Marie Salgues et Hélène Frison	p. 4
--------------------------------------	------

RESEAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

- * Eugenio de Aviraneta : du réseau d'espionnage au réseau textuel

Marie Salgues	p. 16
---------------------	-------

- * Folklore et sociabilité savante au XIX^e siècle : Antonio Machado y Álvarez, entre réseaux nationaux et transnationaux

Mercedes Gómez-García Plata	p. 43
-----------------------------------	-------

- * Le(s) réseau(x) français de Vicente Blasco Ibáñez : itinéraire d'un auteur-éditeur international (1890-1928)

Cécile Fourrel de Frettes	p. 69
---------------------------------	-------

PROPAGANDE CULTURELLE, CULTURE VISUELLE EN RESEAUX

- * Du réseau urbain au réseau social : le graffiti madrilène (1982-2022)

Lisa Garcia	p. 101
-------------------	--------

- * L'Espagne et les réseaux culturels européens : le Conseil de l'Europe et l'Exposition d'art roman de 1961

Évelyne Ricci	p. 123
---------------------	--------

- * *L'Unión Ibero-Americana* et le Comité France-Amérique sur le « Pont du Monde » : réseaux et propagande culturelle dans l'isthme de Panama (années 1910-1920)

David Marcilhacy	p. 143
------------------------	--------

LES RESEAUX : UNE LECTURE CONCEPTUELLE APPLIQUEE

- * Réseau, rhizome, maillage : à la recherche de modèles pour cartographier l'exil républicain espagnol de 1939

Eve Fourmont Giustiniani	p. 172
--------------------------------	--------

- * Réseaux culturels en Europe : forces et faiblesses des acteurs non étatiques et des projets transnationaux

Laurent Martin	p. 214
----------------------	--------

- * La « comunidad imaginada » en red : una propuesta de análisis

Ferran Archilés i Cardona	p. 227
---------------------------------	--------

Les réseaux : (d)écrire les liens, (dé)construire des relations

Hélène FRISON
Université Sorbonne Paris Nord
Pléiade UR-7338

Marie SALGUES
Université Sorbonne Nouvelle
CRAL UMR-8566 (EHESS/CNRS) – CREC UR-2292

De 2017 à 2022, le Centre de Recherche sur l'Espagne Contemporaine avait choisi comme thématique pluri-annuelle celle des réseaux, qui a permis, au gré d'un calendrier largement interrompu par la pandémie, de fructueux échanges et débats au cours de ces cinq années. L'ouvrage que nous présentons est le fruit de ce travail et réunit des recherches menées par des membres du CREC ou par des invités qui avaient été conviés afin de poser, au-delà des strictes frontières de l'hispanisme parfois, des jalons méthodologiques et dans le but d'ouvrir le questionnement sur les enjeux soulevés par cette notion. Cette recherche collective avait également servi de cadre à la mise en place, en 2019 par Ainhoa Gilarranz, d'un blog sur la question, intitulé « enredarte », qui offrit un autre support aux recherches de l'équipe sur la question des réseaux, en même temps qu'il nous mettait en réseaux, les uns avec les autres et nous projetait sur les réseaux sociaux¹.

¹ <https://enredarte.hypotheses.org/>

Quand elle a créé ce blog, Ainhoa Gilarranz était chercheuse postdoctorale au CREC / Université Sorbonne Nouvelle. Elle est actuellement chercheuse postdoctorale *María Zambrano* au département d'Histoire, Théories et Géographie Politique de la Faculté de Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université Complutense de Madrid.

Parler de réseaux dans le domaine de la recherche évoque immédiatement le syntagme « réseaux sociaux » qui, avant de renvoyer au web, désigne un concept très développé en sociologie et qui a déjà largement évolué, donnant lieu à divers courants. Cette voie extrêmement féconde, réutilisée ensuite par les historiens, permet de mettre en relation les acteurs de l'histoire (politique, sociale, économique, littéraire, etc.) et de reconstituer les déterminants d'une action, les relations d'un individu, ses possibles adjuvants, etc. En ce sens, la notion flirte parfois avec celle de champ, telle qu'a pu la définir Bourdieu, mais sans la recouper. Pour reprendre notamment le raisonnement mené par A. Viala, dans un champ donné, qui engloberait toutes les composantes, elle permet des analyses beaucoup plus fines qui s'attardent sur un point de l'ensemble, un élément – et ce, que l'on choisisse une analyse à l'échelle micro ou macro (Marneffe et Denis (éd.), 2006, p. 263-280).

En adoptant une perspective quelque peu différente, mais toujours pour souligner la différence entre champ et réseau, quand ils réfléchissent à la difficulté, pour les écrivains belges, de se positionner dans le champ littéraire francophone, centré sur l'Hexagone, P. Aron et B. Denis considèrent, dans leur introduction, que la théorie des champs de Bourdieu est « mieux faite pour décrire les positions dominantes en les dotant d'un contenu spécifique (...) que les positions dominées » (*Id.*, p. 15-16). Ils ajoutent que l'analyse par réseau s'avère, à l'inverse, particulièrement efficiente pour « mettre au jour un type particulier de capital, dont on fera l'hypothèse qu'il est puissamment mobilisé au sein des "institutions faibles" » (*Ibid.*). Là, le capital social, l'entregent, vient palier un positionnement en périphérie du champ littéraire.

On pourrait d'ailleurs rapprocher cette analyse de la théorie des polysystèmes² d'Even-Zohar et Toury, à propos de la traduction, qu'ils définissent comme, a priori, périphérique dans le système littéraire d'un pays donné, mais dont la place finale est conditionnée par les rapports de forces entre le système littéraire de la langue d'origine de l'ouvrage et celui de la culture cible. Que l'on pense en termes de champ littéraire ou de système, c'est bien l'analyse de réseau et des réseaux qu'il tisse qui permet de comprendre la stratégie et les succès de Blasco Ibáñez quand il s'érige directeur d'une maison d'éditions dans un système culturel espagnol dominé par la puissance de Paris, « méridien de Greenwich de la littérature » (Casanova, 2002) dont il cherche à récupérer le capital symbolique. En effet, dans son article, Cécile Fourrel de Frettes explique comment l'auteur tire parti de différents réseaux

² Pour une présentation synthétique de la théorie des polysystèmes, on pourra lire les pages 13-22 que lui consacre Kristiina Taivalkoski-Shilov dans *La tierce main : le discours rapporté dans les traductions françaises de Fielding au XVIII^e siècle*, Arras, Artois Presses Université, 2006.

professionnels et de cercles de sociabilité pour développer son activité et accroître sa notoriété, devenant ainsi une figure majeure, non seulement de la littérature espagnole mais aussi de la promotion de la littérature française en Espagne.

Ainsi, et cet exemple le montre, reconstituer les réseaux d'un acteur de l'histoire, qu'il soit homme politique, anonyme à la recherche d'un poste, écrivain, etc., permet une approche sociologique et historique, contextualisée, dans tous les domaines d'appartenance desdits acteurs, élargissant au-delà des frontières du domaine historique – qui s'est très largement approprié l'outil conceptuel des réseaux – les possibles applications. Afin de ne pas se limiter, toutefois, à ce type d'études, on peut élargir le spectre de cette notion, ce qui conduit à dépasser les querelles d'école telles qu'elles ont pu surgir entre sociologues, tout en offrant une approche renouvelée de terrains moins directement abordés jusqu'ici. C'est ce qu'ont fait notamment des chercheurs belges en 2006, en tentant d'appliquer cette notion à la littérature (Marneffe et Denis (éd.), 2006). A. Viala propose, en synthèse des communications de l'ouvrage, une définition large que l'on pourrait retenir : « structure réticulée, à usage de circulation, de communication » (*Ibid.*, p. 266).

Circulation et communication, deux termes qui peuvent, de nouveau, faire écho aux questions de traduction et qui nous rappellent qu'Antoine Berman (1999) a établi l'importance des réseaux langagiers dans un texte en décrivant les tendances déformantes auxquelles (peut) se livrer le traducteur. De nombreuses études ont déjà souligné la validité de cette approche, que l'on pourra étendre, en analyse textuelle ou sémiotique, à toutes sortes de réseaux qui se tissent entre les signes, non seulement dans un ouvrage singulier, mais aussi dans l'ensemble de l'œuvre d'un auteur ou entre les productions de plusieurs créateurs. Retrouver les liens forts qui sous-tendent et/ou relient les créations permet de souligner la cohérence et le fonctionnement d'une œuvre, de dessiner l'univers propre d'un auteur, sa singularité, ou, au contraire, d'insister sur son insertion dans le moment historique et culturel auquel il appartient. Ainsi, lorsque Lisa Garcia met en lumière l'évolution des pratiques madrilènes du graffiti depuis ses origines dans les rues de la capitale jusqu'aux publications sur les réseaux sociaux, elle interroge sur les fondements mêmes de cette pratique puisqu'à travers l'usage des nouvelles technologies, ce sont les notions de traçabilité, de visibilité et de mémoire qui sont remises en question.

Mais concevoir ainsi les réseaux peut également nous entraîner dans le sillage de Deleuze et Guattari dont la notion de rhizome, à la fois entretient des rapports, de contiguïté presque, avec celle de réseau, tout en faisant un pas de côté, selon l'analyse que livre Eve Fourmont

Giustiniani, car elle permettrait de dépasser le dilemme posé par la structure réticulaire qui conduit à choisir entre la prise en compte de la temporalité ou de la spatialité de l'objet étudié.

Les réseaux, enfin, dans l'acception la plus récente du terme, liée à internet, renvoient désormais à un nouveau type d'écriture, celle qu'accueille le web, qui permet de faire un texte en réseaux, avec notamment ces nouvelles créations qui surgissent de la lecture que fait l'internaute, construisant le texte au fil de ses clics sur l'écran, ou avec les écritures collaboratives « en réseaux », etc. Si cet aspect n'est pas abordé ici, il constitue indéniablement un pan incontournable de la réflexion sur la littérature en réseau et on pourra se reporter, pour le domaine hispanique, au numéro monographique coordonné par Melissa Lecointre et Gianna Schmitter (2023), dont l'introduction éclaire les interrogations que soulèvent ces nouvelles œuvres.

On l'a dit, les historiens se sont très tôt approprié ce concept et l'ont appliqué à leur discipline avec des résultats très fructueux. En ce qui concerne le domaine espagnol, des recherches ont été menées, plus particulièrement en histoire moderne (avec la constitution d'une immense base de données autour de l'équipe de J.-P. Dedieu, et la création d'un outil pour constituer des graphes, alimenter cette base, etc. auquel peuvent se former ceux qui le souhaitent)³. Il n'est sans doute pas étonnant que ce soit l'époque moderne qui montre le plus grand dynamisme dans ce domaine puisque, si l'on en croit notamment l'un des principaux chercheurs sur la question, José María Imízcoz Beunza (1996, p. 14-19), l'analyse de réseaux est fondamentale et incontournable pour l'appréhension des sociétés d'Ancien Régime, dont on ne peut pas rendre compte par des études basées sur les classes sociales ou sur l'individu.

Dès lors, on pouvait s'interroger sur la pertinence d'un questionnement autour des réseaux pour la période contemporaine ; ou, du moins, sans doute allait-il falloir définir très précisément chacun des termes pris dans l'analyse des réseaux, et toujours chercher à voir le poids exact de ces réseaux dans les actions des individus. Ainsi, l'historien F.-X. Guerra met-il en valeur « l'invention de l'individu » (1990, p. 248) comme acteur politique dans les sociétés « modernes » occidentales. Il décrit, pour les sociétés anciennes, des acteurs collectifs avec une action unitaire (une seigneurie, une parentèle, etc.) qui, s'ils existent encore aujourd'hui (les syndicats par exemple), sont de nature éminemment différente, du fait des liens et de l'imaginaire à l'œuvre. Les liens d'Ancien Régime, immuables car déterminés par

³ https://www.casadevelazquez.org/fileadmin/fichiers/globiber/Pdfs/Fichoz_consultation_02.pdf sur l'utilisation très pratique de l'outil. On pourra également consulter, pour une présentation plus générale de l'utilisation de ce genre de bases de données en histoire, Jean-Pierre Dedieu et Álvaro Chaparro, « De la base au réseau. L'apport des bases de données à l'étude des réseaux », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 12 | 2013, mis en ligne le 31 mai 2018, consulté le 23 septembre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/framespa/2173> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/framespa.2173>

la naissance (le lieu, l'état auquel on appartient, sa parentèle, etc.) fondés sur la tradition, établissant une relation d'homme à homme, hiérarchique et inégalitaire, font des sociétés d'alors des agglomérats de groupes juxtaposés en dehors desquels l'existence individuelle n'est pas pensable. À l'inverse, dans les sociétés mises en place à l'époque contemporaine, l'appartenance à un groupe résulte d'un choix, les relations sont (théoriquement, au moins) égalitaires et prendre la tête de tel ou tel groupe devient un enjeu puisque cela ne relève plus de lois immuables qui désignent les détenteurs des divers pouvoirs et fonctions. C'est, à grande échelle, la question de la souveraineté nationale et de la représentation de la nation qui se pose. L'individu, dès lors, se construit plus que jamais par les réseaux dans lesquels il s'insère puisque ceux-ci résultent, censément en tout cas, d'une suite de choix.

Par ailleurs, aussi bien F.-X. Guerra (1990, p. 257) qu'Antonio Robles Egea (1996, p. 3) évoquent les lenteurs qui pèsent sur l'histoire et qui font qu'il n'y a pas de rupture radicale. Ainsi, dans un volume consacré à l'étude de « *Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea* », José Álvarez Junco (1996, p. 71-94) intitule son chapitre, de façon très révélatrice, « *Redes locales, lealtades tradicionales y nuevas identidades colectivas en la España del siglo XIX* »⁴. Il conclut sur le fait que la culture politique de la Restauration est marquée par « la persistencia de rasgos del Antiguo Régimen, respetados por la revolución liberal en su fase oligárquica » (*Ibid.*, p. 77).

De même, l'exemple de l'espion Aviraneta met au jour les recoupements encore lisibles, au milieu du XIX^e siècle, entre l'Ancien Régime et la modernité politique de l'époque contemporaine. Marie Salgues souligne ainsi les paradoxes qu'incarne cette figure qui, tout en saisissant l'efficacité de l'utilisation de l'opinion publique et la nécessité d'appartenir à des réseaux, reste néanmoins profondément fidèle, en dépit du fait que cela l'éloigne progressivement du pouvoir, à la reine régente.

Dans ce contexte, et en tenant compte des nuances de l'évolution en cours à l'époque contemporaine, dessiner des trajectoires personnelles en les référant aux réseaux qu'elles font apparaître prend tout son sens, même s'il faut également rester attentif aux possibles écueils de la démarche biographique comme le soulignait Bourdieu. Reconstruire une trajectoire oblige à construire un « récit de vie » avec une logique, un déroulement qui, à terme, peuvent inscrire la personne dans une sorte de destinée écrite par avance. Le sociologue prévient :

Essayer de comprendre une vie comme une série unique et à soi suffisante d'événements successifs sans autre lien que l'association à un « sujet » dont la

⁴ C'est nous qui soulignons.

constance n'est sans doute que celle d'un nom propre, est à peu près aussi absurde que d'essayer de rendre raison d'un trajet dans le métro sans prendre en compte la structure du réseau, c'est-à-dire la matrice des relations objectives entre les différentes stations. Les événements biographiques se définissent comme autant de placements et de déplacements dans l'espace social, c'est-à-dire, plus précisément, dans les différents états successifs de la structure de la distribution des différentes espèces de capital qui sont en jeu dans le champ considéré. (Bourdieu, 1986, p. 71)

On le voit, réseau et champ, même si le premier terme est utilisé ici pour construire une image, sont des notions qui, a minima, dialoguent et penser une trajectoire individuelle en l'insérant dans un faisceau d'événements, dans un réseau social, est une façon d'échapper aux dangers de « l'illusion biographique ».

Au moment de dresser un premier bilan des analyses de réseaux menées en histoire, Michel Bertrand, Sandro Guzzi-Heeb et Claire Lemerrier soulignaient que cela avait suscité un intérêt nouveau, ou renouvelé, pour « los “espacios informales”, las relaciones personales, o incluso la capacidad de los individuos de construir, al menos parcialmente, su propio entorno » (2011, p. 2). Ces études micro eurent également leur pendant à une échelle macro, où des outils tels que Fichoz autorisent des observations systématisées permettant de rendre compte de structures beaucoup plus larges. Les réseaux egocentrés, même parfois de taille modeste, nous renseignent sur ces relations et interactions entre individus, et viennent s'insérer dans un cadre plus large d'analyse. L'article de Mercedes Gómez-García Plata analyse ainsi le dynamisme du réseau égocentré de Machado – entre amitiés et cercles nationaux, d'une part, et la communauté scientifique européenne, d'autre part – comme un élément participant à l'institutionnalisation de la discipline du folklore.

Appliquée non plus à des individus, mais à des organismes étatiques et/ou culturels à l'échelle d'un pays, ou à l'aune des relations transnationales qui leur servent de cadre, l'analyse des réseaux prend encore une autre dimension. Ainsi partant de l'exemple de l'organisation de l'exposition européenne d'art roman qui a lieu en 1961 en Espagne, Évelyne Ricci retrace les enjeux politiques, en termes de normalisation et de légitimation du régime franquiste, soulevés au sein du Conseil de l'Europe. L'article de David Marciilhacy, quant à lui, s'intéresse aux réseaux culturels établis par la France et l'Espagne, à travers l'implantation d'associations, comme stratégie diplomatique destinée à pallier le recul de leur influence dans la région de l'isthme centraméricain.

Si tous les chapitres de l'ouvrage tentent d'explorer les différentes voies ouvertes par les travaux que l'on vient de citer, leur inscription dans le domaine de l'histoire culturelle permet sans doute aussi d'élargir les domaines d'études, plus strictement littéraires ou d'histoire politique et économique qui étaient privilégiés jusqu'ici. On remarquera que dans le *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, qui date de 2010, l'entrée « Réseau » n'a pas été retenue, soulignant que ce terme, à l'époque tout au moins, n'était pas considéré comme particulièrement pertinent dans le lexique de l'histoire culturelle. S'emparer de cet outil d'analyse depuis l'histoire culturelle, c'est l'appliquer à des objets qui, en général, sont écartés par d'autres types d'histoire. Cela peut également permettre d'en enrichir l'étude avec d'autres types de sources, ce qui conduit parfois à l'émergence de données inattendues. Le bilan reste à faire dans le domaine de l'histoire culturelle, en général, et pour les études hispaniques en particulier.

En Espagne, une revue en ligne est consacrée exclusivement à la question des réseaux⁵, depuis un point de vue sociologique et historique. Nombre d'articles fournissent des pistes, des analyses, très stimulantes, ne serait-ce que méthodologiquement, mais ils adoptent, donc, une perspective qui ne se revendique pas comme celle de l'histoire culturelle.

Dans ce sens, les trois articles qui viennent clore le volume tentent de poser les jalons d'une réflexion plus méthodologique (réseau vs rhizome), en faisant le choix d'un objet plus spécifiquement d'histoire culturelle (les identités nationales) ou en s'interrogeant sur les structures européennes qui voulurent penser la culture européenne dont nous sommes acteurs et récepteurs.

Le premier article présente la réflexion menée par Eve Fourmont Giustiniani au moment de visualiser l'exil républicain de 1939, qui se caractérise, entre autres éléments, par sa nature plurielle et mouvante, et qui requiert donc, à ce titre, une cartographie spécifique. Le second, écrit par Laurent Martin, met en regard deux types de réseaux d'intellectuels européens ayant participé à la circulation d'idées européistes dans la deuxième moitié du XXe siècle. Tandis que le premier, constitué autour de Denis de Rougemont, voit le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et aspire à la construction d'une Europe de la culture, le second, essentiellement composé d'experts auprès du Conseil de l'Europe, visait à favoriser les échanges, entre les pays européens, ayant trait au domaine de la culture, afin de formuler, contrairement au précédent réseau, des propositions concrètes. Finalement, le troisième article analyse la construction de l'identité nationale à l'aune des réseaux – individuels, étatiques,

⁵ *Redes: Revista hispana para el análisis de redes sociales* <https://dialnet.unirioja.es/servlet/revista?codigo=5186> (page consultée le 27-IX-2023).

culturels, symboliques, communicationnels, etc., – qui la définissent. Ainsi, comme l'explique Ferran Archilés i Cardona, si chaque « communauté imaginaire » se construit sur l'idée de sa singularité essentielle, celle-ci ne prend sens qu'en lien avec les autres, donc dans une perspective transnationale.

Ces trois articles qui constituent la dernière partie de cet ouvrage, font suite aux deux précédentes séquences : la première, consacrée à quelques figures espagnoles de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, retrace des trajectoires individuelles à travers le prisme des réseaux auxquels elles ont appartenu ; la deuxième quant à elle, s'intéresse plus particulièrement aux fonctionnements des réseaux en tant que tels et analyse leurs conséquences.

Quand nous avons mis en place cette thématique, notre ambition (telle qu'elle était affichée sur le site) était de

cartographier les parcours, les liens, les traces, autrement dit les réseaux qui se tissent de façon plus ou moins éphémère autour d'une œuvre, d'une notion, d'une personne (artiste, homme politique, écrivain) puis dans un second temps d'analyser comment à un instant T ils configurent des ensembles signifiants, des dispositifs, des trames, soit un paysage culturel en mouvement. (CREC, 2017)

Nous espérons que ce volume aura atteint ce but.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- ÁLVAREZ JUNCO, José, 1996, « Redes locales, lealtades tradicionales y nuevas identidades colectivas en la España del siglo XIX », in ROBLES EGEA, Antonio (coord.), *Política en penumbra: patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, p. 71-94.
- BAKIS, Henry, 1993, *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Paris, PUF, Que sais-je ?
- BERMAN, Antoine, 1999, *La traduction et la lettre ou l'auberge du lointain*, Paris, Seuil.
- BERTRAND, Michel, GUZZI-HEEB, Sandro et LEMERCIER, Claire, 2011, « Introducción: ¿en qué punto se encuentra el análisis de redes en Historia? », *REDES – Revista hispana para el análisis de redes sociales*, Vol. 21, n° 1, p. 1-11. URL : https://ddd.uab.cat/pub/redes/redes_a2011m12v21/redes_a2011m12v21p1.pdf (page consultée le 25 septembre 2023)
<http://revista-redes.rediris.es>
- BOURDIEU, Pierre, 1996, « L'illusion biographique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Paris, Vol. 62-63, p. 69-72. URL : https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317 (page consultée le 25 septembre 2023).
- CASANOVA, Pascale, 2002, « Paris, méridien de Greenwich de la littérature », in CHARLE, Christophe et ROCHE, Daniel (dir.), *Capitales culturelles, capitales symboliques. Paris et les expériences européennes*, Paris, Publications de la Sorbonne, p. 289-296.
- CREC (Centre de Recherches sur l'Espagne Contemporaine), 2017, « Thématique pluriannuelle 2017-2022 – CREC-PARIS 3 », site crec-paris3.fr, en ligne : <https://crec-paris3.fr/thematique-pluriannuelle-2017-2022> (page consultée le 04 avril 2019).
- DEDIEU, Jean-Pierre et CHAPARRO, Álvaro, 2013, « De la base au réseau. L'apport des bases de données à l'étude des réseaux », in *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 12 | 2013, mis en ligne le 31 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/framespa/2173> (page consultée le 23 septembre 2023).

- GUERRA, François-Xavier, 1990, « Pour une nouvelle histoire politique : acteurs sociaux et acteurs politiques », in *Structures et cultures des sociétés ibéro-américaines. Au-delà du modèle socio-économique. Colloque international en hommage au professeur François Chevalier, 29-30 avril 1988*, Paris, Éditions du CNRS, p. 245-260.
- IMÍZCOZ BEUNZA, José María, 1996, « Comunidad, red social y élites: un análisis de la vertebración social en el AR », in IMÍZCOZ BEUNZA, José María (coord.), *Élites, poder y red social: las élites del País Vasco y Navarra en la Edad Moderna (estado de la cuestión y perspectivas)*, Bilbao, UPV-EHU, p. 13-50.
- LECOINTRE, Melissa y SCHMITTER Gianna, 2023, « Présentation. Poétiques espagnoles y latinoaméricaines en red: entre globalidad y singularidad », in *América sin Nombre*, Alicante, 28, p. 9-16. URL: <https://americasinnombre.ua.es/article/view/23707> (page consultée le 25 septembre 2023)
- MARNEFFE, Daphné de et DENIS, Benoît (éd.), 2006, *Les réseaux littéraires*, Bruxelles, Le Cri / CIEL.
- MERCKLE, Pierre, 2004, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères ».
- RACINE, Nicole et TREBITSCH, Michel (dirs.), 1992, *Cahiers de l'IHTP*, CNRS, n°20, *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*.
- Redes: Revista hispana para el análisis de redes sociales*
URL: <https://dialnet.unirioja.es/servlet/revista?codigo=5186> (page consultée le 27 septembre 2023)
- ROBLES EGEA, Antonio, « Introducción », in ROBLES EGEA, Antonio (coord.), *Política en penumbra : patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI, p. 1-18.

Partie 1

RESEAUX ET TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES

Eugenio de Aviraneta : du réseau d'espionnage au réseau textuel

Marie SALGUES
CREC – UR 2292
CRAL – UMR8566 (EHESS/CNRS)
Université de la Sorbonne Nouvelle

Résumé

Cet article porte sur un espion espagnol, Eugenio de Aviraneta e Ibargoyen, né en 1792 et mort en 1872. D'une famille basque (mais installée à Madrid), il va être envoyé chez des parents habitant Irun pour apprendre le français et ce choix, destiné à faire de lui un commerçant, espèrent ses parents, va en faire un homme de la marge et en marge. Il fait ses armes pendant la Guerre d'Indépendance, défend ensuite ses convictions libérales, part au Mexique, revient et, après des rebondissements multiples, passe au service de la reine régente pendant la Première Guerre carliste. Il s'efforce de semer la zizanie dans le camp adverse et revendique, jusqu'à sa mort, avoir été le véritable artisan du *Convenio de Vergara*, le traité qui marque la fin de cette guerre. Figure haïe de l'espion qui nage en eaux troubles, il reste fidèle à la reine régente jusqu'à ses derniers jours, alors même qu'elle est rapidement renversée après la fin de la guerre. À une période d'émergence difficile de l'État libéral, Aviraneta se situe à l'interstice entre le monde finissant d'Ancien Régime et cette nouvelle Espagne qui advient et la position intermédiaire qu'il occupe explique sans doute son échec à l'heure de profiter des succès de ses missions.

Mots-clés : Espagne – Première Guerre carliste – Espionnage – Réseaux – Opinion publique

Resumen

Este artículo trata de un espía español, Eugenio de Aviraneta e Ibargoyen, nacido en 1792 y muerto en 1872. Su familia vasca, instalada en Madrid, lo manda a casa de unos parientes en Irún, para que aprenda a hablar francés y esta decisión, destinada a convertirlo en un negociante (según esperan sus padres) hace de él un hombre del margen y al margen. Da sus primeros pasos de combatiente durante la Guerra de la Independencia, defiende luego sus convicciones liberales, se embarca para México, vuelve y, tras numerosas peripecias, pasa al servicio de la reina regente durante la Primera Guerra carlista. Se esfuerza por sembrar cizaña en el bando opuesto y hasta su muerte va a reivindicar como un logro suyo la firma del Convenio de Vergara, el tratado que pone fin al conflicto. Encarna la figura odiada del espía en cuanto que hombre de los tejemanejes en la sombra, se mantiene fiel a la reina regente hasta sus últimos

días, aun cuando ella pierde rápidamente su puesto al mando del Estado después de finalizada la guerra. En un momento de difícil emergencia del Estado liberal, Aviraneta se sitúa en el intersticio entre el mundo agonizante del Antiguo Régimen y la nueva España que está naciendo y su posición intermediaria sin duda explica su fracaso cuando se trató de aprovechar el éxito de sus misiones.

Palabras clave: España – Primera Guerra carlista – Espionaje – Redes – Opinión pública

Abstract

This article is about a Spanish spy, Eugenio de Aviraneta e Ibargoyen, who was born in 1792 and died in 1872. From a Basque family (but settled in Madrid), he was sent to live with relatives in Irun to learn French and this choice, intended by his parents to make him a merchant, made him a man of the fringes and on the fringes. He earned his stripes during the War of Independence, then defended his liberal convictions, left for Mexico, returned and, after many twists and turns, entered the service of the Queen Regent during the First Carlist War. He tried to sow discord in the opposing camp and claimed, until his death, to have been the real architect of the *Convenio de Vergara*, the treaty that marked the end of that war. As a hated figure of the spy who swims in troubled waters, he remained loyal to the Queen Regent until his last days, even though she was quickly overthrown after the end of the war. At a time of the difficult emergence of the liberal state, Aviraneta is situated at the intersection between the world of the Old Regime and the new Spain that is emerging, and the intermediate position he occupies no doubt explains his failure to take advantage of the success of his missions.

Keywords: Spain – First Carlist War – Espionage – Networks – Public Opinion

Eugenio de Aviraneta (1792-1872) est un véritable personnage, y compris au sens littéraire du terme comme on le verra, qui traverse le XIX^e siècle en participant notamment à plusieurs conflits armés. C'est une figure qui se voile et se dévoile en pointillé, selon qu'il est dans la clandestinité ou sous le feu des projecteurs, en fonction aussi de ses activités, parfois difficiles à cerner puisqu'elles sont celles d'un espion, pendant une bonne partie de sa vie active au moins.

S'il agit dans les années qui marquent le basculement entre l'Ancien Régime et la monarchie constitutionnelle, Aviraneta est, à plus d'un titre, le révélateur d'un moment charnière. En effet, l'espionnage, sa nature, son acceptation basculent également avec l'avènement des États-nations qui modifient profondément les codes et le fonctionnement d'un « métier » en réalité très ancien. Or, dans la façon dont Aviraneta comprend et joue son rôle, deux éléments clefs vont entrer en ligne de compte. Le premier est l'utilisation de la publicité, de l'opinion publique, une nouveauté liée à l'avènement du libéralisme mais dont on sait qu'elle est très largement partie prenante de l'évolution du statut de l'espion. D'autre part, Aviraneta est un homme de réseaux et cela nous conduit à poser la question du sens et de la structuration de ces réseaux. Si

l'époque moderne est, en général, donnée comme structurellement articulée par d'innombrables réseaux¹, qu'en est-il de l'époque contemporaine ? Dans un monde nouveau où tous les citoyens sont égaux, où les liens de vassalité, de subordination, qui définissaient les relations d'Ancien Régime, sont censés avoir disparu, qu'en est-il des réseaux ? Parle-t-on de la même chose ? Quelles éventuelles conséquences dérivent de leur structuration, le cas échéant ? En quel sens peut-on parler de réseaux dorénavant ? L'étude des représentations et des stratégies de publicité mises en œuvre par Aviraneta permet de comprendre comment il décide de s'insérer dans un réseau – et dans quel réseau. Nous verrons que la structuration de son réseau témoigne de sa position entre rupture et continuité, entre silence et révélations publiques, autant de contradictions qui disent la permanence, dans toute époque nouvelle et pour différente qu'elle soit, d'éléments du passé.

Que sait-on d'Aviraneta ? Eugenio de Aviraneta e Ibargoyen, d'une famille de petite bourgeoisie, est né en 1792 à Madrid. Enfant, il est envoyé chez les parents français de sa mère à Irun dans l'espoir qu'il devienne commerçant, métier pour lequel l'apprentissage de la langue de Molière serait un atout. Il va et vient à Bayonne, fréquente les nouvelles idées, devient franc-maçon, fonde une loge (El Aventino) à Irun, qu'il préside. Puis la Guerre d'Indépendance éclate et, à partir de la victoire de Bailén, il prend parti contre l'occupant français et s'engage aux côtés des guérilleros, ce qui le conduit à côtoyer deux des plus célèbres : El Empecinado mais, tout d'abord et surtout, le *Cura Merino*, une sorte de pied de nez malencontreux que fait l'Histoire à celui qui n'a de cesse de se présenter comme le champion du libéralisme contre l'absolutisme, mais dont la crédibilité se voit quelque peu entachée par ce premier combat. En effet, le *Cura Merino* devient ensuite un des plus fervents et cruels défenseurs de l'absolutisme et Aviraneta luttera pour abattre lui-même son ancien chef. Pendant le *Trienio liberal*, alors qu'il occupe de modestes fonctions administratives à Aranda de Duero, on fait appel à lui pour poursuivre le *Cura Merino*, en soulignant qu'il donne ainsi les plus grandes preuves de son attachement à la Constitution et à la liberté. C'est bien ainsi qu'Aviraneta l'entend et le revendique, et il côtoie de nouveau El Empecinado dans cette lutte. En 1823, il est fait prisonnier, on le conduit à Séville, d'où il s'échappe. Il passe à Tanger, Gibraltar, en Grèce où il rencontre Lord Byron, puis revient en France. En 1825, il s'embarque pour le Mexique, avec une cargaison à vendre et va y rejoindre un oncle riche qui y commerce de longue date. Son

¹ José María Imízcoz Beunza (2009, p. 93) rappelle que « las relaciones de patronazgo y clientelismo resultaron centrales para la construcción de la Monarquía agregativa ».

² Dans un article lumineux, François-Xavier Guerra (1990, p. 245-260) montre à quel point la structuration en réseaux des sociétés d'Ancien Régime et contemporaines diffère.

oncle meurt, il se fait spolier tout son héritage par un cousin et, en 1827, suite au décret d'expulsion du Mexique de tous les Espagnols, il part pour la Nouvelle-Orléans. Au début de l'année 1828, il s'embarque pour La Havane et présente au capitaine général de l'île, avec qui il avait coïncidé en 1820 auprès d'El Empecinado, un plan de reconquête du Mexique. Pendant les préparatifs, Aviraneta écrit pour un journal marchand. L'arrivée du Brigadier Barradas, en juin 1829, mandaté par Madrid pour mener une expédition de reconquête du Mexique, met fin aux projets d'Aviraneta de débarquement à Veracruz au profit de l'Espagne. « Obligé » de participer à la tentative malheureuse dudit brigadier Barradas (juillet-septembre 1829), il y gagne une nomination de « comisario de guerra » mais se retrouve partie prenante de ce désastre militaire. Il retourne à la Nouvelle-Orléans, puis revient sans doute à Cuba (où il écrit pour la presse), se trouve de nouveau en France en 1831 et, en 1833, il est en Espagne.

En 1834, après avoir vécu pendant des mois dans la clandestinité, il est arrêté, ainsi que quelques personnes dont certaines très en vue³, pour complot et tentative de révolution, autour d'une société secrète, La Isabelina, qu'il a fondée en 1833. Très vite, il se retrouve seul accusé encore incarcéré (sans doute par un manque d'entregent, en comparaison avec ses acolytes) et sa défense consiste, dès lors, à prouver que, pour qu'il y ait complot, il faut un réseau et que s'il est seul accusé, l'accusation tombe d'elle-même. Franc-maçon, il devient ensuite espion, sans doute policier également⁴, et se révèle donc comme un homme de réseaux. Vers la fin de la Première Guerre carliste, il agit secrètement pour le gouvernement et la reine régente Marie-Christine contre les carlistes et va constituer une trame aussi complexe que romanesque qui permet, par le biais d'une fausse société secrète, d'incriminer Maroto, alors général en chef des armées de don Carlos, aux yeux de ses frères d'armes et de semer la zizanie dans le camp carliste. Il appelle cette affaire « le Simancas »⁵, nom qui vient désigner la somme de faux documents créés pour faire croire à cette affabulation. C'est là son véritable joyau, sa seule réussite en fait, même si on mesure difficilement les conséquences exactes de cette machination. Lui n'hésite pas et passe le reste de sa vie à dire qu'il porte l'entière responsabilité de la fin de la guerre puisque le Simancas serait le véritable artifice qui conduisit au *Convenio de Vergara*, cette espèce d'armistice que signent, pour les libéraux, le général Espartero et, pour les carlistes,

³ Palafox, Espronceda, Juan Van Halen, parmi d'autres (García Rovira, 2000, p. 141).

⁴ Ce qu'accrédite, notamment, son expulsion de Madrid, tout à fait illégale, avec Chico, le chef de la police, en avril 1847. Les journaux et les Cortes se feront largement l'écho de cette atteinte aux droits fondamentaux des deux hommes. Cf. notamment, les articles « Crónica parlamentaria » de *El Eco del comercio*, 13-IV-1847, p. 3 ; « Cortes. Senado – Sesión del día 13 », de *El Católico*, 14-IV-1847, p. 4-5 ; « Senado, sesión du 13-IV-1847 » de *El Espectador*, 14-IV-1847, p. 2, parmi de nombreux autres. *El Clamor público* parle textuellement de « los dos agentes de policía Chico y Aviraneta » (« Madrid 16 de abril. Destierros », 16-IV-1847, p. 1).

⁵ L'historien Diego Valor Bravo (2014, p. 107-134) a retrouvé aux archives du Palacio de Madrid tous les documents du Simancas, qu'il décrit et analyse.

le général Maroto. Fort de ce succès, il est à nouveau envoyé par le gouvernement en mission secrète en Catalogne, pour les tout derniers mois de la guerre, mais il échoue à réitérer son exploit précédent. Il retourne une fois de plus en France, où il assiste impuissant à l'éviction de la reine mère Marie Christine qui doit céder sa place de régente à Espartero et partir en exil. Lui-même est expulsé vers la Suisse par les autorités françaises, probablement à la demande de Madrid puisqu'Espartero ne veut à aucun prix de sa présence en Espagne. Ce n'est qu'en 1843, une fois le régent exilé en Angleterre, qu'Aviraneta peut revenir dans la mère patrie. Il y occupe une place dans la police (on ignore pendant combien de temps) et, jusqu'à la fin de sa vie, envoie des rapports à Marie Christine, ne reniant jamais sa fidélité envers elle. Il se marie tardivement (avec une comédienne française, dont il est le lointain parent et qui est beaucoup plus jeune que lui) et il meurt, dans une certaine pauvreté, en 1872 à Madrid. Alors qu'il a fait plusieurs fois de la prison pour ses idées (ou pour son « employeur »), alors qu'on le crédite de certains succès indéniables au cours de ses missions, il doit quémander avancement et reconnaissance et même accepter, parfois, un cadeau de la reine Marie Christine pour ne pas tomber dans la misère. Si celle-ci l'a toujours soutenu (elle fait même verser une pension à sa veuve), elle semble être la seule et dans des limites suffisamment restreintes pour que la trajectoire d'Aviraneta ne suscite, a posteriori, que des jugements très négatifs (Baroja, 1964, p. 17). Peut-être le simple fait d'être un « espion » constitue-t-il déjà une explication, en soi, à la détestation dont il fut toujours l'objet, mais la temporalité dans laquelle il s'inscrit n'est probablement pas étrangère, non plus, à « l'échec » d'Aviraneta.

Cette biographie, nécessairement succincte malgré le foisonnement d'événements qui la composent, a pu être reconstituée à partir de plusieurs documents ; les innombrables écrits qu'il a lui-même produits, nous y reviendrons, mais aussi des textes qui ont tissé autour d'Eugenio de Aviraneta une sorte de maillage serré qui a presque autant de sens que le contenu lui-même de ces documents. En effet, le nom d'Aviraneta appelle immédiatement un autre patronyme, beaucoup plus célèbre, celui de Pío Baroja, l'homme qui fit le plus pour faire connaître ce personnage singulier de l'Espagne du milieu du XIX^e qui était un parent un peu lointain de l'écrivain basque. Si l'œuvre la plus connue à son sujet est une sorte de biographie, *Aviraneta o la vida de un conspirador* (1931), Baroja a écrit 22 autres ouvrages sur son ancêtre. Il s'agit cette fois de romans, qui composent la série intitulée « *Memorias de un hombre de acción* », où Aviraneta est présent de façon parfois plus diffuse⁶, ce qui a conduit les exégètes du romancier

⁶ Longhurst (1971, p. 328-345) en fait l'élément de cohésion de toute la série et ce qui lui donnerait son caractère de « romans historiques » puisqu'Aviraneta a existé, une démarche qu'Albert Dérozier lui reprocha vertement dans le compte rendu qu'il publia de l'étude de Longhurst. (Dérozier, 1976. p. 393-397).

basque à traquer les éléments du puzzle pour tenter de reconstituer le réseau textuel que dessine le personnage historique. Nous ne referons pas ici ce cheminement, et garderons la seule « biographie » pour l'interroger depuis le réseau qu'elle-même a tissé. En effet, José Luis Castillo Puche, également romancier de son état, a écrit un ouvrage *Memorias íntimas de Aviraneta o manual del conspirador*, sous-titré « (réplica a Baroja) » puisqu'il s'offre comme une sorte de réponse au livre de Baroja, dont il serait le pendant et la correction nécessaire. Castillo Puche, qui insiste sur le fait qu'il n'est pas historien et que ce n'est pas son propos, reproche à Pío Baroja – qui fait le même aveu en ouverture de son texte – de s'être laissé séduire par son ancêtre, d'avoir pris au pied de la lettre tous les documents qu'il a laissés (et il en laissa énormément, nous le verrons), sans y appliquer le moindre sens critique ; il lui reproche, en somme, de n'avoir pas fait œuvre d'historien... Galdós met également en scène notre personnage, dans ses *Episodios nacionales* dont on sait qu'ils ont vocation à dresser, en quelque sorte, le grand récit national du libéralisme⁷.

Aviraneta ou l'occupation de la sphère publique par l'écrit

C'est en travaillant sur les rapports que font à leurs autorités de tutelle les commissaires français envoyés par le gouvernement français près des principaux généraux de l'armée libérale à la fin de la Première Guerre carliste (1839-40) que j'ai découvert l'existence d'Eugenio de Aviraneta. Le commissaire Zaragoza écrit au Maréchal Soult, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, le 24 janvier 1840 une très longue lettre⁸ où il raconte l'arrestation de celui qu'il appelle Avilaneta, à peine arrivé à Saragosse, sur un ordre secret envoyé par le général Espartero au commandant général d'Aragon, qui se trouve être le frère dudit commissaire. Le récit, haut en couleurs, présente Aviraneta comme un être cruel, responsable de plusieurs meurtres et, pourtant, missionné secrètement par le gouvernement de la reine régente Marie Christine. D'autres rapports⁹ racontent ce que les historiens savent déjà, notamment par la version qu'en donna Aviraneta lui-même : il ne doit qu'à une maladresse initiale des autorités civiles de ne pas être fusillé par Espartero et on le relâche finalement après 18 jours de détention, sur ordre de Madrid. Jusqu'au tout dernier moment, Espartero a fait

⁷ On citera (en reprenant Ortiz-Armengol, 1994, p. 15) *Un faccioso más y algunos frailes menos* ; Mendizábal ; De Oñate a la Granja ; Vergara.

⁸ Centre des Archives diplomatiques du Ministère des Affaires Étrangères (AMAE), CP/801 – Espagne, p. 91-94.

⁹ AMAE, CP/801 – Espagne, p. 138-139, Senilhes, 1840 // CP/801 – Espagne, p. 143-144, Zaragoza, 04-II-1840 // CP/801 – Espagne, p. 147-148, Zaragoza, 07-II-1840.

semblant de croire que le sauf-conduit trouvé sur le prisonnier était un faux pour essayer, coûte que coûte, de le faire fusiller.

Ces documents d'archives, témoignages d'acteurs extérieurs au réseau d'Aviraneta, accréditent la véracité du récit général de cette arrestation, dont on doit l'origine à Aviraneta lui-même, puis à Baroja, qui puise ses informations chez son parent, et à ceux qui reprennent les écrits de l'écrivain¹⁰. Ces rapports jouent, en quelque sorte, le rôle de caution historique d'un récit que Baroja reprend sans jamais l'interroger et que Castillo Puche n'aborde que pour tenter de le déconstruire. Cette démarche de remise en cause des textes d'Aviraneta culmine dans l'approche d'Ortiz-Armengol (1994)¹¹, qui consacre les 588 pages de son ouvrage à pointer ce qu'il considère comme des erreurs, mensonges, contre-vérités ou silences intéressés de la part d'Aviraneta. Dès le début, d'ailleurs, les écrits d'Aviraneta suscitent des réponses et des polémiques, par le biais de la presse notamment, qui sert de support pour tenter de démontrer la fausseté de tel ou tel passage des divers mémoires justificatifs ou récits de vie qu'Aviraneta ne cesse de diffuser. La question de savoir ce qui est vrai, ou pas, dans ces différents textes autographes, celle de la possibilité d'utiliser la littérature comme source historique à partir des ouvrages de Pío Baroja, ne m'intéressent pas ici¹². C'est au niveau des représentations et des stratégies de publicité que je me situe, pour voir les composantes du réseau d'Aviraneta dont le positionnement est révélateur des difficultés et aspirations qui sont les siennes. Comme le rappelaient M. Bertrand et C. Lemerrier (2011, p. 2), l'étude des réseaux permet de mettre en lumière « la capacidad de los individuos de construir, al menos parcialmente, su propio entorno ».

La première remarque que suscite l'abondance d'écrits publiés par Aviraneta¹³ est celle du paradoxe d'un espion, personnage de l'ombre par définition, dont l'invisibilité est un pré-requis nécessaire à la bonne réalisation de ses tâches, mais qui n'a de cesse de crier à tous les vents ce

¹⁰ Antonio Pirala (1856), un des rares historiens à mentionner Aviraneta, et à le faire en bien, tire, lui aussi, ses informations directement d'Aviraneta lui-même, du récit qu'il a construit de ses faits et gestes.

¹¹ L'homme est diplomate et il occupe notamment le poste d'ambassadeur d'Espagne à Manille, de 1981 à 1987. C'est par le réseau ainsi tissé qu'il put avoir accès à des archives (privées à l'époque, déposées, depuis, à l'Archivo Histórico Nacional de Madrid) de la reine Marie Christine, alors entre les mains d'une descendante de son époux, le duc de Riansares, laquelle était mariée à un diplomate, Alberto López-Herce. Toute l'histoire de l'espionnage souligne par ailleurs à quel point espionnage et diplomatie ont partie liée. (Sur les liens diplomatie/espionnage, voir Dewerpe, 1994, p. 153-177).

¹² On pourrait arguer qu'il existe une différence entre les 22 romans de la série « Memorias de un hombre de acción » et la biographie *Aviraneta o la vida de un conspirador*, dont Baroja détaille, en ouverture, les sources qui en fondent l'historicité. Mais les choses sont en fait plus compliquées, comme le prouve, par exemple, le fait que le chapitre X de la biographie (« La acción de los Carbonarios ») recopie textuellement, selon l'aveu même de l'auteur, un passage de son roman *Con la pluma y el sable*. (Baroja, 1964, p. 71).

¹³ On ne sait rien des tirages ni des conditions de diffusion des différents opus d'Aviraneta. On trouvera une liste de ses écrits en annexes.

qu'il vient de faire et de raconter en détails le moindre de ses faits et gestes. Il faut dire qu'il a la fâcheuse habitude de se trouver toujours au mauvais endroit, au mauvais moment, ce qui est à l'origine d'un certain nombre de ses écrits. Dans le cas de la *Memoria dirigida por D. E. de A. al presidente del consejo de ministros. Madrid 18 de noviembre de 1839*, selon ce qu'il raconte lui-même, il s'agit, dans un premier temps, d'un rapport qui lui a été demandé par la reine Marie Christine sur ce qu'il vient d'accomplir dans les provinces du Nord et qui a abouti à la signature du *Convenio de Vergara*. Il a été légèrement corrigé par le ministre Pita Pizarro, qui a joué les intermédiaires tout au long du processus, et sera finalement lu en Conseil des ministres. Première anomalie, ce qui était un rapport secret va être publié trois fois (par ou à la demande de son auteur)¹⁴ et la première, deux ans à peine après les faits. Toutefois, à y regarder de plus près, ce dévoilement n'est sans doute pas anodin et participe, en réalité, de la frontière que le nouvel ordre politique établit entre privé et public. En effet, selon Alain Dewerpe (1994, p. 109), « la frontière du secret est (...) instable, mouvante, malléable. Le régime d'opinion publique structure le secret suivant un continuum qui va du secret le plus absolu à la publicité. Il s'y agit à la fois de maîtriser le secret (se réserver l'information) et dans le même temps de gérer la relation entre le silence et la parole, le secret et la publicité ». À la fin de l'année 1840, Marie Christine a été chassée d'Espagne et le pouvoir est revenu à Espartero, le grand vainqueur de la Première Guerre carliste. En 1841, depuis l'exil, la souveraine déchue va comploter pour le renverser, un coup d'État qui n'aura finalement pas les résultats escomptés. C'est dans cette conjoncture qu'il faut replacer la publicité qui est soudain faite aux agissements d'Aviraneta. La publication du rapport prouve, non seulement, qu'Espartero n'est pas le héros unique et solitaire que l'on pensait, voire qu'il a peu à voir avec le *Convenio de Vergara* qui a infléchi définitivement le cours de la guerre, mais que c'est par le biais du gouvernement de Marie Christine, à la demande de celle-ci, qu'est entré en jeu l'acteur véritable de la signature du *Convenio*. Cette tentative pour discréditer Espartero éclaire également a posteriori la détestation que le général nourrissait à l'encontre de l'espion dont il ne pouvait ignorer les actes, quand il ordonna de l'arrêter et voulut le faire fusiller en 1840 : l'action de l'espion ternit considérablement celle du soldat, qui se bat à la loyale et qui, en montrant une supériorité évidente, oblige l'adversaire à négocier ; elle lui vole donc le mérite (unique) de ce traité.

Le deuxième élément qui surprend d'emblée est le début de ce Mémoire. En effet, sommé de retracer les événements récents, Aviraneta écrit :

¹⁴ On trouve, en outre, quelques fragments publiés dans la presse (*El Correo nacional* des 21, 22 et 26 juin 1841), mais sans son autorisation, écrit Aviraneta à la reine Marie Christine, depuis son exil en Suisse (Garrido, 2018, p. 18 et suivantes).

Para dar á V.E. y al gobierno de S.M. cuenta circunstanciada é idea clara y suficiente del modo como he desempeñado la comision que en nombre de S.M. la augusta Reina Gobernadora se me confirió el 18 de diciembre de 1838, creo necesario empezar su relato por la que tambien se me encargó el 4 de junio de 1837, por ser una y otra de igual naturaleza, y conferidas directamente por un mismo ministro de la corona. *Víctima yo en las convulsiones políticas de mi patria y de la ingrata perfidia de ciertos hombres que por desgracia han figurado en ellas, con desprecio, ó tal vez castigo de mis largos, continuados y señalados servicios á favor de la causa de la libertad, me encontraba en fines de mayo de 1837 en esta capital, olvidado y pobre*, cuando el Pretendiente con el mayor y mas florido número de su faccion hacia la espedicion que titularon Real, invadiendo el Aragon. El gobierno, ó á lo menos el ministro de la Gobernacion D. Pio Pita Pizarro, recelando una esplosion general que debia tener preparada en secreto el partido carlista en las provincias interiores de la Península, y queriendo descubrir bien las tramas que acerca de ella indicaban algunas noticias ó papeles que parece habia interceptado, relativas á la existencia en Andalucía de proyectos subversivos, alimentados y dirigidos desde Bayona de Francia por personajes de los principales servidores del ex-Infante, desplegaba la mayor actividad, tanto para averiguar con certeza las ramificaciones de la indudable conjuracion, cuando para frustrar los intentos de los conjurados. Sin yo conocerle, y sin saber por donde S.E. me conociese, hizo que el gefe de seccion de dicho ministerio D. José María Cambronero (*que en los dias de mayor peligro á la muerte del Rey D. Fernando VII, trabajó conmigo y otros distintos patriotas, para salvar el trono la Reina, é impulsar la causa de la libertad*) me llamase del retiro en que me hallaba: me habló de parte del ministro, é hizo patente la situacion del reino, el peligro que amenazaba y la necesidad que habia de indagar con toda la seguridad y estension posible los planes del enemigo. Consultóme el arbitrio que pudiera adoptarse para conseguir con mas eficacia este objeto, asegurándome que se harian los sacrificios pecuniarios que fuesen al efecto necesarios. Aunque las circunstancias eran críticas y el estado de la incursion carlista no daba treguas para emplear los medios lentos que son á propósito para tan difíciles averiguaciones, sin embargo, *abrasado del celo patrio que me animaba*, le aseguré no omitiria todos los recursos que me sugeriase mi imaginacion para desentrañar los secretos que tanto interesaban á la causa pública, y le hice varias observaciones que el gobierno debió encontrar justas y útiles, puesto que resolvió mi marcha aun sin haber yo visto ni conocido al ministro que me comisionaba. A su nombre

me dió Cambronero instrucciones verbales y cuatro mil reales para mis gastos. (Miraflores, 1843-1844, p. 545-547)¹⁵

Ce passage nous intéresse, tout d'abord, parce qu'il présente ce qui constitue un leitmotiv chez Aviraneta : sa douleur face à ce qu'il estime être un manque de reconnaissance flagrant de ses bons et loyaux services. On y lit, ensuite, sa volonté de se présenter comme un ardent défenseur de la patrie, du trône, de la liberté, toutes causes qui se mélangent et semblent le pousser à des actions parfois contradictoires. Se revendiquant républicain, au tout début de sa trajectoire, parce qu'il y voit la forme suprême de la liberté, il devient ensuite le plus ardent défenseur du trône de Marie Christine (au moment où elle incarne le parti des libéraux contre les carlistes) puis de la seule personne de Marie Christine (qui s'éloigne de plus en plus d'un quelconque progressisme), à laquelle il reste éternellement reconnaissant d'avoir promulgué en 1832 une amnistie qui lui avait permis de rentrer en Espagne. Ce mélange de motivations marque aussi une conscience très nette, chez Aviraneta, de son statut d'espion et de la constitution en cours de la patrie comme un motif noble. En effet, A. Dewerpe retrace la mauvaise réputation qu'eurent de tout temps les espions (moins si l'on est en temps de guerre, toutefois, qu'en temps de paix) pour souligner que l'avènement de l'État-nation va inverser cette image puisqu'ils agissent désormais sous l'influence d'une cause supérieure, la nation, laquelle « endosse le poids des moyens immoraux » (Dewerpe, 1994, p. 30).

Autre point récurrent des écrits d'Aviraneta, l'énumération des gens (haut placés) avec lesquels il va être en contact, mais dans une configuration où il se situe toujours en première ligne. Il se dessine, pour lui-même et aux yeux des autres, un véritable réseau égo-centré, dont il est chaque fois la clé de voûte. C'est ainsi que Cambronero (alors membre du Ministère de *Gobernación*) se retrouve à avoir travaillé « avec lui » à sauver le trône à la mort de Ferdinand VII. Mais surtout, il va consacrer les huit premières pages de ce rapport à justifier ses actes de l'année 1837, mettant en lumière l'importance qu'il accorde à l'opinion publique et à en recevoir l'approbation. Le 12 août 1837, dans l'*Eco del Comercio* (p. 4), il fait publier une sorte de droit de réponse à ce que différents journaux avaient publié en juillet, l'impliquant dans un soulèvement militaire à Hernani qui coûta la vie à deux officiers, en blessa grièvement un troisième et obligea le général Conde de Mirasol à se déguiser pour aller chercher refuge sur un navire anglais. Dans ce démenti, Aviraneta s'insurge contre les mensonges publiés à son encontre, nie toute implication (il était à Pau au moment des événements), se dit prêt à répondre

¹⁵ L'orthographe de l'époque a été respectée. C'est moi qui souligne.

de toutes ces fausses accusations devant un tribunal et donne son retour à Madrid comme la preuve ultime de son innocence. Quand il rappelle ces faits dans son *Mémoire*, Aviraneta souligne que s'il pensa, à l'époque, publier un Manifeste qui aurait contenu tout ce qu'il avait tu dans l'article de l'*Eco del Comercio*, il y renonça car « no me pareció político revelar en tales momentos los secretos ú objeto de mi viaje á Francia » en conséquence de quoi « Me entregué al silencio y volví á confundirme en la obscuridad y la pobreza ». Ce silence ne dure toutefois que le temps d'un soupir puisque « Pasado el riesgo y calmadas las pasiones á ruego de las muchas instancias de mis amigos, publiqué el 20 de junio de 1838 mi *Vindicacion y Observaciones* sobre la guerra civil de España, impresa en Madrid, donde se hallan los principales autores de las tramas fraguadas contra mí » (Miraflores, 1843-1844, p. 552). Moins d'un an plus tard, donc, toujours en pleine Guerre carliste (même si l'aura de don Carlos est terriblement ternie, y compris entre les siens), Aviraneta décide de rendre publics aussi bien la mission secrète qui lui fut confiée que les moyens mis en œuvre pour la remplir.

Ce n'était pas la première fois qu'Aviraneta se trouvait en situation de devoir se défendre. En 1835, Mendizábal le contacte par le biais du ministre de la *Gobernación*, Gil de la Cuadra, pour qu'il se rende en Catalogne où la situation est critique à cause de la guerre. Il lui demande d'aider Espoz y Mina (aux côtés duquel Aviraneta a combattu durant le Triennat libéral) qui, selon lui, manque de talents diplomatiques, et rédige donc une lettre pour introduire Aviraneta auprès du capitaine général de Catalogne. Aviraneta arrive dans la ville comtale le 27 décembre 1835. Il rencontre l'épouse d'Espoz y Mina, en l'absence de son mari, et parcourt la cité pour tenter de voir ce qui s'y passe. Le 4 janvier 1836, la foule prend d'assaut la Ciudadela et massacre les prisonniers carlistes qui s'y trouvent. Aviraneta nie évidemment qu'il ait eu quoi que ce soit à voir dans cette tuerie mais, le 5 au soir, la police le tire de son lit et l'embarque de force, avec d'autres personnes, sur un navire anglais afin de tous les déporter aux Canaries. Le texte *Mina y los proscritos* qu'il rédige à quatre mains avec un autre déporté et qu'il publie en 1836, tentera de faire toute la lumière sur les fausses accusations dont il fut l'objet. Par-delà les différentes accusations dont il souhaite être lavé, en multipliant ses prises de parole, Aviraneta fait preuve d'une véritable modernité en tant qu'agent secret. En effet, selon l'analyse d'A. Dewerpe (1994, p. 284),

L'ancien officier du renseignement et l'ancien agent tendent à grandir le rôle qu'ils ont, individuellement ou collectivement, joué. Il convient, tôt ou tard, de donner toute la publicité voulue aux actes passés, d'en écrire l'histoire avant que d'autres ne s'en chargent, d'y cacher les échecs par le récit des victoires, de s'y octroyer les palmes pour

les refuser à d'autres. Plaider sa cause, placer l'homme dans l'histoire, faire de l'espion l'accoucheur du présent : l'exaltation du moi va bien à l'autobiographie d'agent secret.

Aviraneta, un homme de et en réseaux

C'est, en fait, l'ouverture d'un espace public de débat, l'essor d'une opinion publique sur l'autel de laquelle l'histoire intronisera, ou non, ses héros, qui semble conditionner le comportement d'Aviraneta. En ce sens, il se révèle être un homme de son temps, ce que son adhésion à la franc-maçonnerie et sa fascination pour les sociétés secrètes soulignent également. Roger Chartier a montré comment l'incroyable diffusion de la franc-maçonnerie dans la France du XVIII^e a pu traduire une « pulsion égalitaire », dès lors que, et sans méconnaître les limites des loges elles-mêmes, « [l]a maçonnerie enclaverait ainsi une aire de “sociabilité démocratique” à l'intérieur d'une société qui ne l'est pas, donnant l'exemple de la possible constitution du lien social à partir, non de l'appartenance obligée à des corps séparés et hiérarchisés, mais de l'égalité essentielle qui existe entre les individus » (Chartier, 2000, p. 233). C'est donc, tout d'abord, une façon différente de se situer par rapport aux autres, dans son réseau de relations interpersonnelles, que la franc-maçonnerie va offrir à Aviraneta qui y adhère très tôt, avant 1808. Si, dans la société d'Ancien Régime, un même réseau intègre également des personnes de différents états, les conditions de relations sont, évidemment, totalement autres. En introduction à un ouvrage sur « Patronazgo y clientelismo », Imízcoz Beunza et Artola Renedo (2016, p. 9-10) rappellent :

La definición estricta de tales relaciones se suele sintetizar como el establecimiento de un vínculo diádico entre desiguales, que comporta un intercambio recíproco de servicios. El patrono aporta la protección, el acceso a los recursos o la mediación ante distintas instancias a las que el cliente no puede acceder por sí mismo. Este, por su parte, da su apoyo al patrono, encontrándose por lo tanto en una posición de sumisión que es solamente relativa por ser los servicios prestados necesarios en igual grado para ambas partes de la relación. Como último elemento característico se suele citar su carácter no contractual, nula o escasamente institucionalizado.

Et ils ajoutent (2016, p. 10) :

Partiendo de la corte, hasta la periferia territorial, pasando por los señoríos, las relaciones de este tipo poseen un potencial integrador a distintos niveles. Permiten al monarca, en la cúspide, gobernar con intermediarios de confianza situados en distintas esferas, desde el nivel local hasta el imperial.

Cette modification de la nature des relations interpersonnelles, entre citoyens désormais égaux entre eux, est, bien entendu, au cœur de la révolution libérale mais, tant que celle-ci n'est pas installée, la franc-maçonnerie, notamment, constitue une façon de contourner la hiérarchie en place. Aviraneta peut d'ailleurs se féliciter d'y avoir adhéré puisque sa condition de franc-maçon lui permet, raconte Baroja, d'échapper à une probable exécution en 1812, de pouvoir espionner les officiers de l'armée du duc d'Angoulême et de rapporter de précieux renseignements en 1823, de préparer son évasion ensuite, quand il a été arrêté par les absolutistes, de s'attirer immédiatement la bienveillance de Lord Byron chez qui il restera quinze jours et, enfin, d'échapper de nouveau à une arrestation en 1840 (1964, p. 55, 74, 90, 100 et 219-220). Il s'éloigne finalement de la franc-maçonnerie, notamment quand il crée La Isabelina, société aux aspirations très libérales que les francs-maçons ne regardaient pas d'un très bon œil semble-t-il.

Aviraneta cherche donc à restructurer différemment ses liens interpersonnels, afin de faire bouger les lignes de sa propre sphère, pour élargir ses relations et s'attirer une reconnaissance *publique* à laquelle il ne peut prétendre autrement. C'est en ce sens qu'il va insister sur son engagement de patriote et ce, d'autant plus que, selon toute vraisemblance, son père fut un *afrancesado*... C'est d'ailleurs pour écrire une tout autre histoire qu'Aviraneta publie en 1870 *Las guerrillas españolas o las partidas de brigantes en la Guerra de la Independencia. Receta para la curación de la enfermedad de Francia contra la invasión de los ejércitos extranjeros, dedicada á las Comisiones de Armamento y Defensa de los Departamentos de Francia por un español enemigo constante de toda dominación extranjera*. Sous couvert de faire profiter de son expérience une France qui s'enferme dans le conflit franco-prussien (avec la modestie qui le caractérise), Aviraneta présente une histoire des guérilleros de 1808 où son père est devenu « el director », c'est-à-dire une sorte de chef haut placé des guérillas dans les environs de Burgos.

Par ses tâches d'espionnage, menées très habilement, en même temps qu'il structure un réseau d'intermédiaires, Aviraneta se place surtout comme homme indispensable auprès de différents rouages du pouvoir qui, progressivement, le mènent jusqu'à la reine régente, alors à la tête du pays. Le réseau, dans ce cas, est à penser en deux parties très différentes, même si l'une justifie l'autre. En effet, d'un côté, se trouve le réseau d'agents à la solde d'Aviraneta, le

réseau d'espionnage qu'il tisse peu à peu et qu'il n'est guère aisé de recomposer. Si l'on peut citer quelques noms, des pseudonymes¹⁶, en revanche, une certaine adresse d'Aviraneta pour le chiffage¹⁷, sa situation à la frontière franco-espagnole (espace en marge et de la marge, par définition), son implication dans un conflit civil comme la Première Guerre carliste¹⁸ sont autant de facteurs qui opacifient ses actions en tant qu'espion. Par ailleurs, comme dans le reste de l'Europe, l'espionnage reste, en ces débuts de XIX^e siècle, une activité « personnelle » dont l'institutionnalisation commence à peine à être pensée, ce qui laisse peu de traces exploitables pour son étude postérieure¹⁹. L'un des commissaires français détachés près des généraux libéraux observe d'ailleurs le déséquilibre existant entre un espionnage constant, du côté des carlistes, mené surtout par la population civile, et l'ignorance totale dans laquelle se trouvent les armées de Marie Christine, dépourvues de tout outil adéquat (Colonel Senilhes au général Harispe, 01-I-1840, Centre historique des Archives de Vincennes, GR E4 24).

Écriture autobiographique et *relaciones de méritos*

Réseau d'espionnage balbutiant, donc, monté de toutes pièces par Aviraneta, qui lui attire demandes et protection de différents acteurs politiques ou serviteurs du gouvernement, de plus en plus haut placés. Cette ascension fulgurante jusqu'à côtoyer la reine mère le situe, temporairement, au centre d'une sorte de réseau de pouvoir puisque tout, ou presque, part d'elle, à un moment où la sphère du politique est en train de se restructurer précisément autour de la place du monarque²⁰. Mais cette centralité ne dure pas, tout d'abord puisque Marie Christine est chassée du pays en 1840, mais aussi parce que la question de la légitimité de la parole politique va se jouer de façon très différente au fur et à mesure que l'avancée du libéralisme, même

¹⁶ Baroja (1964, p. 164-165) détaille l'identité de quelques-uns des principaux agents d'Aviraneta.

¹⁷ Outre l'utilisation d'encre sympathique, entre autres méthodes de « camouflage » des documents, Aviraneta établit un code chiffré pour ne pas avoir à mentionner de noms. On en trouve des exemples dans « Claves cifradas utilizadas por Eugenio Aviraneta Ibarгойen y firmadas como Brook » (AHN, Archivo de María Cristina de Borbón-Dos Sicilias y Borbón, Reina Gobernadora, DIVERSOS-TITULOS_FAMILIAS,3359, LEG.21,Exp.2. [1840]).

¹⁸ La nationalité basque d'Aviraneta est un atout pour circuler dans les provinces du Nord mais le rend suspect, pour certains, d'acointances avec l'ennemi dans une guerre *civile* où le frère est aussi l'ennemi. Galdós, dans *Vergara*, s'il ne cite jamais Aviraneta par son nom (ce qu'il fait, en revanche, dans *Mendizábal*) met en scène un personnage qui le représente et sous-entend qu'il sert parfois le camp carliste, à défaut d'être un véritable agent double.

¹⁹ « Apparus à la fin du XIX^e siècle, les services secrets sont une invention récente et les conditions institutionnelles de la création d'un espace politique réservé, qui accompagnent la construction de la bureaucratie d'État, font problème. » (Dewerpe, 1994, p. 121).

²⁰ Jean-Pierre Dedieu (2005, « résumé ») souligne que « L'Ancien Régime politique se caractérise par deux traits qui vont connaître une profonde mutation au XIX^e siècle : l'importance des relations interpersonnelles, même privées, dans ce qui est défini comme le champ politique ; le monopole du roi sur la parole politique légitime ».

fragile, redéfinit la sphère publique et politique. S'il sait se déplacer et recentrer en partie son réseau, comme le prouve le fait qu'il devienne policier après l'exil de sa protectrice, Aviraneta va toutefois rester fidèle à Marie Christine et continuer à l'informer préférentiellement jusqu'à la fin de sa vie, se retrouvant ainsi dans un réseau qui glisse vers la périphérie du pouvoir. Les archives privées de Marie Christine témoignent d'une correspondance presque ininterrompue jusqu'à la mort d'Aviraneta, qu'il s'agisse de lettres pour formuler des demandes, de rapports sur les événements en cours²¹ (en particulier à Madrid quand Marie Christine n'y vit pas) ou de plans de conspirations diverses, notamment pour rendre la place qui lui revient à la reine mère tombée en disgrâce²². Le lien particulier qu'il entretient avec Marie Christine se traduit, entre autres éléments, par le nom de code qu'il lui donne puisqu'en bon espion, il rebaptise tous ses correspondants et/ou agents. Ainsi Marie Christine est-elle pour lui « el ama », que l'on peut prendre au sens castillan de maître, au féminin, puisque c'est à elle qu'il a prêté une allégeance sans faille, ou au sens basque de « mère », puisque'elle est la « reine mère ». En 1853, il lui demande d'intervenir pour l'aider à obtenir un salaire en adéquation avec les services qu'il a rendus à la patrie et ses besoins à lui²³ et cette demande, dans sa forme, évoque une pratique courante et normale de l'Ancien Régime, celle de la *relación de méritos* qu'envoyaient ceux qui prétendaient à une charge, un bénéfice, en arguant de tout ce qui les en rendait dignes et en s'appuyant sur leur réseau.

Selon la description que fait de cette écriture autobiographique particulière Rosa María Gregori-Roig (qui s'intéresse aux *relaciones* déposées aux Archives des Indes), à l'heure d'entamer le long processus administratif qui aboutira, le cas échéant, à l'octroi de la grâce demandée, il s'agissait de fournir la liste des services rendus, mais aussi une généalogie des mérites de ses ascendants, un tableau de la situation sociale et économique de la famille, le tout accompagné de documents, lettres et autres textes officiels pouvant servir de preuves (Gregori-Roig, 2007, p. 357.) Si, comme le souligne Delphine Tempère, ces *relaciones* constituent une mise en récit du candidat, de tous les aspects de sa vie, ce qui permet notamment de « connaître ses réseaux », celle-ci est à prendre avec précaution, puisque, d'un côté, elle tend à l'exagération pour obtenir la reconnaissance sollicitée et que, par ailleurs, elle sera modifiée par l'administration qui lui donne sa forme définitive (Tempère, 2017, § 8).

²¹ En 1852, Aviraneta adresse plusieurs lettres à Marie Christine au sujet d'un possible coup d'État. (AHN, Archivo de María Cristina de Borbón-Dos Sicilias y Borbón, Reina Gobernadora, DIVERSOS-TITULOS_FAMILIAS, 3425, leg. 182, Exp. 1).

²² AHN, Archivo de María Cristina de Borbón-Dos Sicilias y Borbón, Reina Gobernadora, DIVERSOS-TITULOS_FAMILIAS, 3377, Leg. 62, Exp. 4.

²³ AHN, Archivo de María Cristina de Borbón-Dos Sicilias y Borbón, Reina Gobernadora, DIVERSOS-TITULOS_FAMILIAS, 3426, Leg. 183, Exp. 2.

C'est bien ce qui se joue dans la lettre déjà mentionnée, mais on peut également l'étendre à la *Memoria* de 1839. Dans les deux textes, Aviraneta, d'une part, adopte le langage qu'il estime être celui imposé par les normes socio-administratives qui régissent les rapports entre un serviteur – certes d'exception – de la nation et la Reine et, de l'autre, il a dû succomber, inévitablement, à cette tendance à l'embellissement que mentionne l'hispaniste. À cette première étape de constitution du dossier succède ensuite une deuxième phase, où un fonctionnaire royal vérifie et synthétise le dossier, son écrit final constituant, à proprement parler, la *relación de méritos*. C'est, en dernière instance, le souverain qui décide de l'octroi, ou non, de la grâce demandée. On retrouve, là encore, dans l'élaboration de la *Memoria* de 1839 quelque chose qui participe de la procédure décrite par D. Tempère puisque, rappelons-le, le ministre Pita Pizarro va intervenir sur le manuscrit que lui a remis Aviraneta pour finir de le mettre « aux normes » de ce qui est présentable à la reine et à son Conseil²⁴.

Cela permet d'éclairer d'un jour nouveau la *Memoria* avec laquelle nous ouvrons cet exposé. En effet, dans sa version complète, le texte présente en annexes une foule de documents qui viennent appuyer les dires d'Aviraneta. Si leur publication en 1844 participe d'une volonté de l'auteur de démontrer ses dires pour le grand public, on peut s'interroger sur la nécessité de les joindre au rapport quand il était secret puisque la reine et Pita Pizarro, son ministre-intermédiaire, ont déjà tous ces documents et en sont même parfois les auteurs. Il ne peut donc, dans ce cas, être question de preuves, au sens où l'on pourrait mettre en doute la parole d'Aviraneta. Il s'agit, à l'instar de ce que faisaient les candidats, de verser toutes les pièces au dossier, quand bien même elles sont issues de l'administration à laquelle on s'adresse, pour faire sa *relación de méritos*. D'ailleurs, la *Memoria* d'Aviraneta s'achève sur une série de recommandations, pour que certains de ses agents soient promus, à l'issue de l'opération qui a mené au *Convenio de Vergara*. C'est ainsi qu'il cite « Don Eustasio de Amilibia, digno gefe político de la provincia de Guipúzcoa (...) con el objeto de que sea reconocido y premiado, ó reciba un testimonio de aprecio de S.M. », « Don José Domingo Orbegoza el otro comisionado de la dirección de la línea [de Hernani] », parce qu'Aviraneta considère « justo que S.M. le coloque en un destino proporcionado al relevante mérito que ha contraído, y los anteriores acreditados segun su hoja de servicios que presentó como último documento ». Sans demander quoi que ce soit pour eux, il insiste également sur les immenses services rendus par son cousin

²⁴ Si le cas de cette *Memoria* est exemplaire, de très nombreux écrits d'Aviraneta répondent à ce schéma, et notamment les 11 petits carnets, rédigés vers 1864-65, dont une copie est envoyée à Marie Christine et qui constituent la source privilégiée d'Ortiz-Armengol pour écrire *Aviraneta o la intriga* (1994). Aviraneta y retrace toute sa vie, en remontant jusqu'à son enfance et en parlant longuement de son père, ce qui ajoute cette généalogie des ascendants mentionnée par Gregori-Roig (2007, p. 357).

Lorenzo de Alzate et par « Don José Zavala, teniente que fué del 2º. batallon de Guipúzcoa » (Miraflores, 1843-1844, p. 618-620), les mettant ainsi dans une position avantageuse pour de possibles futures demandes. Comme le rappelle Jean-Pierre Dedieu (2005, § 26),

El concepto de mérito no es un invento del siglo XIX, como a veces se cree, pero sí cambió su contenido con la caída del Antiguo Régimen. Por méritos se concebía antiguamente a la vez la posición social, la eficacia en relación con la acción emprendida, las relaciones que el meritorio tenía con la autoridad ante la cual presentaba su caso.

Aviraneta joue ici le rôle d'autorité sociale pour aider ceux qu'il croit être méritants, ne réclamant pour lui « que » la reconnaissance de la reine mère : « Si la lectura y exámen de esta Memoria justifican, como creo, que he contribuido en mucha ó gran parte al logro de la pacificacion de mi patria, quedo complacido con haberla hecho este bien y prestado este servicio á mi Reina » (Miraflores, 1843-1844, p. 620). C'est donc à la reine qu'il s'adresse et elle qu'il place, dès lors et systématiquement à l'avenir, au cœur de la construction de son réseau. Selon Imízcoz Beunza et Artola Renedo (2016, p. 9-15), si depuis le Moyen-Age, l'évolution politique avait donné une force croissante au roi, dans la structuration des liens et dans les rapports de pouvoir, le XVIII^e siècle avait inversé le mouvement, faisant redescendre au niveau des élites dirigeantes le centre et pivot de la distribution des grâces et bénéfices divers, jusqu'à finir par créer un déséquilibre entre les factions en présence et les « grâces » disponibles. « La guerra de la Independencia culmina esta crisis al romper con la sacralidad y la exclusividad política del monarca », et marque la fin d'un « proceso de acumulación de poder, de la exclusividad en el reparto de las gracias (...), acompañado de un profundo cambio al sancionarse la igualdad jurídica de todos los ciudadanos » (Imízcoz Beunza, Artola Renedo, 2016, p. 13).

Quand, en France, « le XVIII^e siècle marque (...) la substitution de la fidélité nationale à celle, personnelle, due au souverain », ce que la Guerre d'Indépendance opère en Espagne peu après, alors que « cette évolution est parallèle à la dissociation croissante du traître et du héros » (Dewerpe, 1994, p. 32) pour la figure de l'espion, Aviraneta ne peut atteindre à la qualité de héros qu'il cherche tant puisqu'il est resté, envers et contre tout, le fidèle serviteur d'une reine.

Conclusion

Alors qu'il se revendique comme libéral, Aviraneta ne parvient pas à se libérer de la conception d'un pouvoir politique où le monarque est le centre absolu ; alors qu'il utilise la nouvelle sphère publique d'expression, qui vient contester la seule légitimité de la parole politique du roi, qu'il multiplie les écrits et fait feu de tout bois, il semble considérer que seule Marie Christine donne une légitimité à sa propre parole politique à lui, qu'il lui fait lire jusqu'à la fin de sa vie. S'il montre parfois des comportements d'une grande modernité, Aviraneta paraît être prisonnier des contradictions de son époque. Il ne reçut jamais la reconnaissance à laquelle il aspirait tant, parce que son action n'ait la transparence libérale (idéale) au moment même où elle était en train d'advenir, le transformant, de fait, en l'objet de cristallisation de toutes les déceptions et frustrations face aux limites du nouveau régime. En effet, en reprenant les mots de Dewerpe (1994, p. 93-94),

L'espion signale, au-delà des savoirs qu'il vole, qu'il existe une action occulte, c'est-à-dire que les règles du jeu politique ne sont que d'apparence. Aussi, si l'espion subvertit les règles de la politique représentative et libérale, ce n'est pas seulement parce qu'il s'empare secrètement des secrets, c'est parce qu'il agit (ou peut agir) secrètement ; ce n'est pas seulement parce qu'il vise à contrôler le champ politique mais parce qu'il aspire à le transformer au profit des gouvernants.

Empêtré dans ces contradictions, il se retrouvera, au fil des années, de plus en plus en retard sur son temps, ce dont témoigne, graphiquement, le décalage progressif de son réseau, du centre vers la périphérie du pouvoir.

Toutefois, si aujourd'hui encore on continue à s'interroger sur ce qui est vrai/faux dans les témoignages laissés par Aviraneta, cela prouve peut-être qu'il a, finalement, su brouiller les pistes bien mieux qu'on ne le croit. Et si sa mort passa presque inaperçue (on est d'ailleurs tenté de croire qu'il a demandé lui-même l'insertion de l'entrefilet qui annonce son décès²⁵, reproduit à l'identique d'un journal à l'autre), sa mémoire s'installe. Quelques mois après, alors qu'une nouvelle guerre carliste vient d'éclater, l'ombre d'Aviraneta et de ses faux documents pour

²⁵ « Ayer ha fallecido en esta capital el Sr. D. Eugenio Aviraneta, que desempeñó un papel importante en los trabajos para el convenio de Vergara. » écrivent, le 9 février 1872, *La Correspondencia de España* (p. 2), *La Época* (p. 4), *El Imparcial* (p. 3), tandis que *La Esperanza*, journal néo-catholique, y ajoute simplement la mention du caractère très chrétien de la mort d'Aviraneta (p. 3).

semer la zizanie se matérialise soudain. C'est ainsi que le journal néo-catholique d'obédience carliste depuis 1866, *La Regeneración*²⁶ (09-IX-1872, p. 2) met en garde les adeptes de la cause du nouveau prétendant :

Recibimos una carta de la frontera, en que persona muy caracterizada nos encarga declaremos que ninguno de los individuos de la junta militar vasco navarra, junta que hoy no funciona, ha autorizado á persona alguna para que pida recomendaciones con el fin de organizar ciertos movimientos carlistas; que no es cierto cuanto sobre el particular han dicho *La Epoca* y *La Iberia*: que todo ello obedece á intrigas de los alfonsino-montpansieristas, á quien secunda en Bayona un llamado Abascal, y por aquí D. A. Ll. bajo el nombre de Santiago Ruiz, de quien se tiene entendido que ha logrado sorprender á algunas personas de Madrid, obteniendo de ellas cartas para Aragón y la Mancha; y que otro de los agentes, llamado M., hijo de un asociado del tristemente célebre Aviraneta, ha salido estos días de Bayona con cartas para Madrid. Nos apresuramos á publicar estas noticias en bien de nuestra causa.

Les similitudes sont plus que troublantes avec ce qu'avait fait Aviraneta pendant la Première Guerre carliste et posent la question de la permanence de ses méthodes et/ou de son réseau, tout comme celle de l'espace frontalier de Bayonne comme un lieu de complots, une sorte de base d'opérations. L'espion maudit semble bien avoir fait école.

²⁶ Voir la notice de ce journal présentée sur le site de la BNE : <http://hemerotecadigital.bne.es/details.vm?q=id:0026634351&lang=fr> [dernière consultation, 25-VIII-2020].

BIBLIOGRAPHIE

Textes imprimés du XIX^e siècle

MIRAFLORES, Manuel Pando Fernández de Pinedo, Marqués de, 1843-1844, *Memorias para escribir la historia contemporánea de los siete primeros años del reinado de Isabel II*, s.l., s.n., [1843-44, Madrid, Imprenta de la Viuda de Calero].

PÉREZ GALDÓS, Benito, 1994 [1898], *Mendizábal*, Madrid, Historia 16/Caja Madrid, 1994 [1898].

PÉREZ GALDÓS, Benito, 1899, *Vergara*, édition en ligne.

<http://www.ataun.eus/BIBLIOTECAGRATUITA/CI%C3%A1sicos%20en%20Espa%C3%B1ol/Benito%20P%C3%A9rez%20Galdos/Episodos%20Nacionales%20-%20Vergara.pdf> [Dernière consultation, 25/V/2020]

PIRALA, Antonio, 1856, *Historia de la guerra civil y de los partidos liberales y carlistas*, s.n., 5 vols.

Textes imprimés des XX^e et XXI^e siècles

ÁLVAREZ BARRIENTOS, Joaquín, 2017, « Pablo de Mendíbil (1788-1832), espía de Fernando VII », in *Cuadernos de Ilustración y Romanticismo*, Cádiz, n° 23, p. 287-296.
<https://revistas.uca.es/index.php/cir/article/view/2522/3218>
[Dernière consultation, 03/VIII/2020]

ÁLVAREZ JUNCO, José, 1996, « 3. Redes locales, lealtades tradicionales y nuevas identidades colectivas en la España del siglo XIX », in ROBLES EGEA, Antonio (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI de España, p. 71-94.

APALATEGUI, Francisco, 192?, *Del asqueroso folleto Memoria dirigida al Gobierno español sobre planes y operaciones puestos en ejecución para aniquilar la rebelión en las Provincias del Norte de España por D. Eugenio de Aviraneta*, Tolosa, Imprenta d'Aug. Renault, calle Santa Roma, 1841, manuscrit.

- BATAILLON, Marcel, 1931, « Para la biografía de un héroe de novela. Eugenio Aviraneta », *in Revista de filología española*, T. XVIII, p. 255-258.
- BAROJA, Pío, 1964 [1931], *Aviraneta o la vida de un conspirador*, Madrid, Espasa Calpe, 4^a ed. Colección Austral, n° 720.
- BERTRAND, Michel et LEMERCIER, Claire, 2011, « Introducción: ¿En qué punto se encuentra el análisis de redes en historia? », *in REDES. Revista hispana para el análisis de las redes sociales*, Barcelona / Sevilla, Vol. 21(1), p. 1-12.
- BOURDIEU, Pierre, 1986, « L'illusion biographique », *in Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63, *L'illusion biographique*, p. 69-72.
https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1986_num_62_1_2317
[Dernière consultation, 19/IX/2020.]
- BUSQUETS, Julio, 1990, « Las sociedades secretas militares en la primera transición española: La Isabelina (1833-36) », *in* FERRER BENIMELI, José Antonio (ed.), *Masonería, revolución y reacción*, Alicante, Generalitat Valenciana, vol. I., p. 79-90.
- BURDIEL, Isabel, 2014, « Historia política y biografía: más allá de las fronteras », *in Ayer*, Madrid, n° 93, p. 47-83.
- CASTELLS OLIVAN, Irene, 2004, « Le libéralisme insurrectionnel espagnol (1814-1830) », *in Annales historiques de la Révolution française*, Paris, 336, p. 221-233.
- CASTILLO PUCHE, José Luis, 1952, *Memorias íntimas de Aviraneta o manual del conspirador (Réplica a Baroja)*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- CHACÓN Y CALVO, José María, s.d., *Aviraneta, pacificador*, *in Cubana*, La Habana, Año I, Vol. I.
- CHARTIER, Roger, 2000 [1990], *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Éditions du Seuil.
- DEDIEU, Jean-Pierre, 2005, « Amistad, familia, patria... y rey », *in Mélanges de la Casa de Velázquez* [En ligne], 35-1 | 2005, mis en ligne le 04 juin 2010, URL : <http://journals.openedition.org/mcv/1620> ; DOI : 10.4000/mcv.1620
[Dernière consultation, 15-IV-2020]

- DEROZIER, Albert, 1976, « Carlos Longhurst, Las novelas históricas de Pío Baroja », in *Bulletin Hispanique*, Bordeaux, tome 78, n°3-4, p. 393-397.
https://www.persee.fr/doc/hispa_0007-4640_1976_num_78_3_4209_t1_0393_0000_1
[dernière consultation, 24-V-2020.]
- DEWERPE, Alain, 1994, *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Paris, Gallimard.
- FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, 2002, « Opinión pública », in FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier y FUENTES, Juan Francisco (dirs.), *Diccionario político y social del siglo XIX español*, Madrid, Alianza editorial, p. 477-486.
- FERRER BENIMELI, José Antonio, 1987, « Implantación de logias y distribución geográfico-histórica de la masonería española », in FERRER BENIMELI, José Antonio (coord.), *La masonería en la España del siglo XIX*, Valladolid, Junta de Castilla y León / Consejería de Educación y Cultura, Vol. 1. p. 57-216.
- FUSTER GARCÍA, Francisco, 2012, « Baroja como historiador: literatura, microhistoria e historia desde abajo », in *La Torre del Virrey: revista de estudios culturales*, L'Eliana (Valencia), n° 11, p. 95-104.
- GARCÍA ROVIRA, Anna María, 2000, « Eugenio de Aviraneta e Ibargoyen (1792-1872). El paroxismo de la conspiración », in BURDIEL, Isabel y PÉREZ LEDESMA, Manuel (coords.), *Liberales, agitadores y conspiradores*, Madrid, Espasa Calpe, p. 127-153.
- GARRIDO, Román, 2018, « Aviraneta : Narcisista y Ginebrino »
<https://www.zumalakarregimuseoa.eus/es/actividades/investigacion-y-documentacion/investigaciones/aviraneta-narcisista-y-ginebreno/>
[Dernière consultation, 21-VIII-2020.]
- GONZÁLEZ ALCANTUD, José Antonio, 1996, « Jerarquía versus igualdad: el clientelismo político mediterráneo desde la antropología », in ROBLES EGEA, Antonio (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI de España, p. 21-42.
- GREGORI-ROIG, Rosa María, 2007, « Representación pública del individuo. Relaciones de méritos y servicios en el Archivo General de Indias (Siglos XVII-XVIII) », in

- CASTILLO GÓMEZ, Antonio (dir.) y SIERRA BLAS, Verónica (ed.), *El legado de Mnemosyne. Las escrituras del yo a través del tiempo*, Gijón, Trea, p. 355-379.
- GUERRA, François-Xavier, 1990, « Pour une nouvelle histoire politique : acteurs sociaux et acteurs politiques », in *Structures et cultures des sociétés ibéro-américaines. Au-delà du modèle socio-économique. Colloque international en hommage au professeur François Chevalier, 29-30 avril 1988*, Paris, Editions du CNRS, p. 245-260.
- HIDALGO NIETO, Victoria, 1987, « Masonería y libertad de asociación », in FERRER BENIMELI, José Antonio (coord.), *La masonería en la España del siglo XIX*, Valladolid, Junta de Castilla y León / Consejería de Educación y Cultura, Vol. 2., p. 409-424.
- HUGON, Alain, 2004, *Au service du Roi Catholique : « Honorables ambassadeurs » et « divins espions »*. *Représentation diplomatique et service secret dans les relations hispano-françaises de 1598 à 1635*, Madrid, Casa de Velázquez (Nouvelle édition [en ligne], générée le 16 septembre 2019. Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cvz/2980>>.)
- IMÍZCOZ BEUNZA, José María, 2009, « Las redes sociales de las élites. Conceptos, fuentes y aplicaciones », in SORIA MESA, Enrique, BRAVO CARO, Juan Jesús y DELGADO BARRADO, José Manuel (eds.), *Las élites en la época moderna: la monarquía española*. Vol. 1: *Nuevas perspectivas*, Córdoba, Universidad de Córdoba, p. 77-111.
- IMÍZCOZ BEUNZA, José María y ARTOLA RENEDO, Andoni, 2016, « Vínculos verticales, entramado social y lealtad política. Reflexiones a modo de presentación », in IMÍZCOZ BEUNZA, José María y ARTOLA RENEDO, Andoni (Coords.), *Patronazgo y clientelismo en la monarquía hispánica (siglos XVI-XIX)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, p. 9-15.
- LASAGA, José, 2004, « El camino de Baroja hacia Aviraneta », in MARTIN, Vincent (ed.), *Clarines de pluma. Homenaje a Antonio Regalado*, Madrid, Síntesis, p. 205-231.
- LASCURAIN, Vicente, 1981, « Aviraneta. Las verdaderas memorias de un hombre de acción », in *Boletín del instituto americano de estudios vascos*, Buenos Aires, Vol. XXXII, n° 126-127, p. 124-125.

- — 1982, « Aviraneta. Las verdaderas memorias de un hombre de acción (continuación) », in *Boletín del instituto americano de estudios vascos*, Buenos Aires, Vol. XXXIII, n° 128-129, p. 34-40.
- LONGHURST., C.A., 1971, « Pío Baroja and Aviraneta: some sources of the *Memorias de un hombre de acción* », in *Bulletin of Hispanic Studies*, Liverpool, Vol. XLVIII (n° 1), p. 328-345.
- MÁIZ SUÁREZ, Ramón, 1996, « 2- Estrategia e institución: el análisis de las dimensiones macro del clientelismo político », in ROBLES EGEA, Antonio (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI de España, p. 43-67.
- MARTÍNEZ DORADO, Gloria, 1996, « 5. La relación entre el poder central y los poderes locales: clientelismo y conflicto en Navarra y Valencia. 1808-1841 », in ROBLES EGEA, Antonio (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI de España, p. 117-131.
- MÉNDEZ REYES, Salvador, 1992, *Eugenio de Aviraneta y México. Acercamiento a un personaje histórico y literario*, México, Universidad Nacional Autónoma de México.
- NÚÑEZ DE ARENAS, Manuel, 1963, « Después de la novela, la historia. Aviraneta habla de sí mismo », in MARRAST, Robert (éd.), *L'Espagne des Lumières au Romantisme*, Paris, Centre de Recherches de l'Institut d'études hispaniques, p. 293-295.
- ORTIZ-ARMENGOL, Pedro, 1994, *Aviraneta o la intriga*, Madrid, Espasa Calpe.
- OZOUF, Mona, 1987, « Quelques remarques sur la notion d'opinion publique au XVIII^e siècle », in *Réseaux. Communication – Technologie – Société*, Paris, n° 22, p. 79-103.
https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_1987_num_5_22_1239
[Dernière consultation, 22-07-2020]
- ROBLES EGEA, Antonio, 1996, « Introducción », in ROBLES EGEA, Antonio (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI de España, p. 1-18.
- RODRÍGUEZ, Mikel, 2004, *Espías vascos*, Nafarroa, Txalaparta.
- SIMÓN PALMER, María del Carmen, 1973, « El espionaje liberal en la última etapa de la primera guerra carlista: nuevas cartas de Aviraneta y de F. de Gamboa », in PALACIO

ATARD, Vicente (dir.), *Estudios sobre la España liberal. 1808-1848, Cuadernos de Historia*, 4 (Anejos de la revista *Hispania*), Madrid, Instituto Jerónimo Zurita / CSIC, p. 289-380.

SOLAR GUAJARDO, Felipe Santiago del, 2012, « Secreto y Sociedades Secretas en la crisis del Antiguo Régimen. Reflexiones para una historia interconectada con el mundo hispánico », in *REHMLAC (Revista de Estudios Históricos de la Masonería Latinoamericana y caribeña)*, Costa Rica, Vol. 3, n° 2, p. 133-156.

SOSA, Luis de, 1943, « Conspiraciones y espionaje: Aviraneta », in *Revista nacional de educación*, Madrid, Año III, p. 22-43.

TEMPERE, Delphine, 2017, « Récits de vie et itinéraires semi-planétaires des agents de la Couronne espagnole au XVII^e siècle », *e-Spania* [En ligne], 26 | février 2017, mis en ligne le 01 février 2017, URL : <http://journals.openedition.org/e-spania/26425> [Dernière consultation, 04-VIII-2020]

VALOR BRAVO, Diego, 2014, « El Expediente Simancas, paradigma de una conspiración decimonónica », in *Trocadero*, Cádiz, n° 26, p. 107-134.

ZAFRA VÍCTOR, Manuel, 1996, « 4. El marco político y la génesis del caciquismo », in ROBLES EGEA, Antonio (comp.), *Política en penumbra. Patronazgo y clientelismo políticos en la España contemporánea*, Madrid, Siglo XXI de España, p. 95-115.

Sitographie

<https://www.zumalakarregimuseoa.eus/es/actividades/investigacion-y-documentacion/pequenos-personajes-del-siglo-xix/eugenio-avinareta> (site web du musée Zumalakarregi à Ormaiztegui)

ANNEXES

Écrits d'Aviraneta (publiés, signés de son nom ou pas) :

1828 [1906], *Memoria sobre el estado actual del Reyno de Megico y modo de pacificarlo* (inclus dans *Mis memorias íntimas*, p. 249-268. Daté à La Havane, 24-II-1828).

- 1834, *Estatutos de la Confederación general de los Guardadores de la Inocencia ó Isabelinos*, Bordeaux, [s.n.] (Imprimerie de F. Leconte Reu des Rabuissans).
- 1835, Aviraneta, Eugenio de, *Lo que debería ser el estatuto real o derecho público de los españoles*, Zaragoza [s.n.], [s.a.] (Imprenta de Ramon Leon).
- 1836, *Mina y los proscritos*, por Eugenio de Aviraneta y Tomás Bertran Soler, deportados en Canarias, por abuso de autoridad de los Precónsules de Cataluña, Argel, Imprenta de la Colonia [en réalité, imprimé à Cádiz, Impr. de D. Tiburcio Campe].
- 1838a, *Vindicacion de D. Eugenio Aviraneta, de los calumniosos cargos que se le hicieron por la prensa, con motivo de su viage á Francia, en junio de 1837, en comision del Gobierno, y observaciones sobre la guerra civil de España, y otros sucesos contemporáneos*, Madrid, impr. de D. N. Sanchiz.
- 1838b, *Apéndice á la "Vindicacion"*, publicada por Don Eugenio de Aviraneta, en 20 de junio de 1838, Bayona, impr. de Lamaignere, (s. d.).
- 1841, *Memoria dirigida al Gobierno español, sobre los planes y operaciones puestos en ejecucion, para aniquilar la rebelion en las provincias del norte de España*, por Don Eugenio de Aviraneta, Tolosa, impr. de A. Henault. (Avec une 2^e édition, 1844, Madrid, Impr. de D. Narciso Sanchiz).
- Semble être la même chose que le texte suivant. Version de 1844 en ligne ; à partir de la page 95 (jusqu'à 168), elle inclut 41 documents de ceux cités par Aviraneta comme preuves au cours de son récit (alors qu'il n'y a aucun document dans le texte de Miraflores).
- 1843-44, « Memoria dirigida por D.E. de A. al presidente del consejo de ministros. Madrid 18 de noviembre de 1839 ». Ce document, confidentiel dans un premier temps, est publié dès 1841 par Aviraneta, puis en 1843 par le Marquis de Miraflores dans ses *Memorias para escribir la historia contemporánea de los siete primeros años del reinado de Isabel II*, s.l., s.n., [Madrid, Imprenta de la Viuda de Calero].
- 1864a, *Contestación de Aviraneta a autores de la Vida... del general Espartero, Duque de la Victoria*, Madrid, [s.n.] (Estab. Tip. a cargo de J. Bernat).
- 1864b, *Apéndice a la contestación de Aviraneta a los autores de la vida política y militar del general Espartero, Duque de la Victoria*, Madrid, [s.n.] (Imprenta del Banco Industrial a cargo de J. Bernat).

- 1870, *Las guerrillas españolas o las partidas de brigantes en la Guerra de la Independencia. Receta pará la curación de la enfermedad de Francia contra la invasión de los ejércitos extranjeros, dedicada á las Comisiones de Armamento y Defensa de los Departamentos de Francia* por un español enemigo constante de toda dominación extranjera, Madrid, Imprenta de F. Martínez García.
- 1906, *Mis Memorias intimas, 1825-1829*, por D. Eugenio de Aviraneta é Ibargoyen. Las publica por vez primera D. Luis Garcia Pimentel,... Con un prólogo por D. Luis González Obregon, Méjico, J. L. Vallejo.

Articles de presse

- « Representación dirigida al Gobierno por el alcalde y primer regidor del ayuntamiento constitucional de Aranda de Duero », in *El Constitucional o sea Crónica científica, literaria y política*. 11-XII-1820, p. 2-3.
- « Aranda de Duero, 23 », signé E.A. in *El Espectador* (Madrid), 08-IX-1821, p 1-2. À la suite, un autre article non signé sert à signaler l'engagement, personnel et financier, d'un certain nombre de notables pour promouvoir l'agriculture et le système constitutionnel. Aviraneta est cité. S'il n'en est pas l'auteur, il est sans doute l'instigateur du texte.

Folklore et sociabilité savante au XIX^e siècle : Antonio Machado y Álvarez, entre réseaux nationaux et transnationaux¹

Mercedes GÓMEZ-GARCÍA PLATA
CREC – UR 2292
Université de la Sorbonne Nouvelle

Résumé

Désigné sous le nom de Folk-Lore, grâce au néologisme forgé en 1845 par W. J. Thoms, le champ d'étude des savoirs ethnographiques s'organise autour d'un réseau d'individus qui constituent peu à peu un embryon de communauté scientifique œuvrant à la reconnaissance institutionnelle et à l'autonomisation de la discipline. Antonio Machado y Álvarez, membre actif de ce mouvement folkloriste européen entre 1879 et 1889, est aussi une figure centrale du réseau qu'il constitue afin d'institutionnaliser la discipline en Espagne, entre 1881 et 1888. L'analyse de sa cartographie relationnelle, de la période de sa formation initiale jusqu'à sa maturité intellectuelle, est ainsi un outil pour explorer la fonctionnalité du réseau dans la structuration d'une communauté scientifique émergente et dans l'institutionnalisation de la discipline folklorique, étape historique à l'origine des sciences de l'homme modernes.

Mots-clés : Antonio Machado y Álvarez – Folklore – Cartographie relationnelle – Réseaux folkloristes – Communauté scientifique

Resumen

Conocido como Folk-Lore, gracias al neologismo acuñado en 1845 por W. J. Thoms, el campo de estudio del conocimiento etnográfico se organizó en torno a una red de individuos que fueron formando una embrionaria comunidad científica que trabajaba por el reconocimiento institucional y la autonomización de la disciplina. Antonio Machado y Álvarez, miembro activo de este movimiento folklorista europeo entre 1879 y 1889, fue también una figura central en la red que creó para institucionalizar la disciplina en España entre 1881 y 1888. El análisis de su cartografía relacional, desde el periodo de su formación inicial hasta su madurez intelectual, constituye así una herramienta para explorar la funcionalidad de la red en la estructuración de una comunidad científica emergente y en la institucionalización de la disciplina folklórica, etapa histórica en el origen de las modernas ciencias humanas.

¹ Une partie de cette recherche a déjà été publiée dans *Le folklore espagnol, entre ambition fédératrice et utopie républicaine. Le modèle populaire d'Antonio Machado y Álvarez* (García Plata-Gómez, 2018).

Palabras clave: Antonio Machado y Álvarez – Folklore – Cartografía relacional – Redes folkloristas – Comunidad científica

Abstract

Known as Folk-Lore, thanks to the neologism coined in 1845 by W. J. Thoms, the field of study of ethnographic knowledge was organised around a network of individuals who gradually formed an embryonic scientific community working towards the institutional recognition and empowerment of the discipline. Antonio Machado y Álvarez, an active member of this European folklorist movement between 1879 and 1889, was also a central figure in the network he set up to institutionalize the discipline in Spain between 1881 and 1888. The analysis of his relational cartography, from the period of his initial formation to his intellectual maturity, is thus a tool to explore the functionality of the network in the structuring of an emerging scientific community and in the institutionalization of the folkloric discipline, a historical stage at the origin of the modern human sciences.

Keywords: Antonio Machado y Álvarez – Folklore – Relational Cartography – Folklorist Network – Scientific Community

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'étude de la culture populaire connaît, en Europe, un regain d'intérêt bien plus important que celui qu'elle avait rencontré à l'époque romantique. Désormais désigné sous le nom de Folk-Lore, grâce au néologisme forgé en 1845 par W. J. Thoms, le champ d'étude des savoirs ethnographiques s'organise autour d'un réseau d'individus — hommes de lettres, professeurs, juristes ou médecins —, lesquels constituent peu à peu un embryon de communauté scientifique qui œuvre à la reconnaissance institutionnelle et à l'autonomisation de la discipline.

Antonio Machado y Álvarez, membre actif de ce mouvement folkloriste européen entre 1879 et 1889, est aussi une figure centrale du réseau qu'il constitue afin d'institutionnaliser la discipline en Espagne, entre 1881 et 1888. L'analyse de sa cartographie relationnelle — de sa formation initiale jusqu'à sa maturité intellectuelle — durant la période où il mène une intense activité scientifique et prosélyte, est ainsi un outil pour explorer la fonctionnalité du réseau dans la structuration d'une communauté scientifique émergente et dans l'institutionnalisation de la discipline folklorique, étape historique à l'origine des sciences de l'homme modernes, l'ethnologie et l'anthropologie. Les différents réseaux auxquels appartient A. Machado y Álvarez sont étroitement entremêlés les uns aux autres. C'est pourquoi, ce travail qui leur est consacré procèdera tout à la fois en prenant en compte le territoire sur lequel ils se développent et s'étendent et en suivant un ordre chronologique afin de mieux mettre au jour les continuités, les résurgences ou les ruptures.

Le réseau familial : aux origines de la vocation folkloriste

A. Machado y Álvarez est né en 1846 au sein d'une famille marquée par le patriotisme libéral et l'engagement progressiste et scientifique. Son père, Antonio Machado y Núñez (Cadix, 1815 - Madrid, 1896), issu d'une famille de la bourgeoisie libérale gaditane, étudie d'abord la médecine, qu'il n'exerce que peu de temps, puis l'histoire naturelle, à l'université de Séville, poursuivant sa formation par un voyage au Guatemala et à Paris. Titulaire de la chaire de physique à l'université de Saint Jacques de Compostelle, au moment de la naissance de son fils, il revient à Séville, en 1847, pour occuper, jusqu'en 1883, la chaire de minéralogie et de zoologie, devenue par la suite chaire d'histoire naturelle. Dans cette université, où il se distingue comme introducteur des théories darwinistes, il exerce aussi les fonctions de doyen (1850-1863) et de recteur, à deux reprises (1868-1870 et 1872-1874) (Baltanás, 2006, p. 46 ; Agudelo Herrero, 1990, p. 181). Outre ses activités scientifiques, pédagogiques et administratives, A. Machado y Núñez mène une carrière politique en tant que chef de file de la gauche libérale, à Séville. Membre du Parti Démocrate, comme son ami Nicolás María Rivero, il participe activement à la révolution de septembre 1868 en tant que membre de la junte révolutionnaire de Séville. En 1869, sous le gouvernement provisoire de Juan Prim, il devient le premier édile de sa ville et, en mars 1870, il est nommé par N. M. Rivero, devenu entre-temps ministre de la *Gobernación* (de l'intérieur), *gobernador civil* (l'équivalent du préfet français) de la province, où il se distingue, avec son homologue de la province voisine, Julián Zugasti, dans la lutte contre le banditisme. Il démissionne de ce poste après l'attentat qui coûte la vie au général libéral Juan Prim, le 30 décembre 1870, puis embrasse la cause républicaine à l'abdication d'Amédée I^{er} (Agudelo Herrero, 1990, p. 184-185). La Restauration des Bourbons n'altère pas l'engagement politique d'A. Machado y Núñez qui a rejoint les files du Parti Républicain Progressiste², se présentant même comme candidat pour ce parti aux élections sénatoriales de 1886. À ces facettes scientifique et politique, s'ajoute celle de franc-maçon. Initié dans la clandestinité, en 1869, dans la loge Tolérance et Fraternité de Cadix, il adhère, en 1872, à la loge maçonnique numéro 29 de la Fraternité Ibérique du Grand Orient Lusitanien, gravissant

² Dans une lettre adressée à G. Pitrè, datée du 10/III/1881, A. Machado y Álvarez (2005, p. 2740) écrit : « Mi padre, ocupadísimo con la cuestión política (es jefe del partido zorrillista sevillano, esto es, del partido que trajo a D. Amadeo y a su marcha se declaró republicano), me indica le ofrezca a Usted sus excusas por no haberle contestado antes ».

les échelons jusqu'à devenir « vénérable maître » sous le nom de Toby, en 1877 (Pineda Novo, 2010, p. 131-146).

Cipriana Álvarez Durán (Séville, 1827 - Madrid, 1904), la mère d'A. Machado y Álvarez, est la fille de José Álvarez Guerra (Zafra, 1778 - Séville, 1863). Ce libéral de la première heure, patriote convaincu (il est l'ami de Manuel José Quintana et d'Agustín Argüelles, l'un des pères de la Constitution de 1812), militaire glorieux de la Guerre d'Indépendance et chef politique des provinces du Sud lors du Triennat libéral, est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages politiques et philosophiques, entre autres *Indicaciones político-militares del estado de la nación* (1814) et *Unidad simbólica y destino del hombre, o filosofía de la razón*, qu'il publie en 1837, sous le pseudonyme de « Un amigo del hombre » (Pineda Novo, 1991, p. 12), lequel n'est pas sans rappeler le nom de plume « Demófilo » avec lequel son petit-fils signe ses premières collections de chants, devinettes ou contes. C. Álvarez Durán, qui est, du côté maternel, la nièce de Agustín Durán, le compilateur du *Romancero general*, a reçu une éducation soignée qui l'a initiée aux humanités et aux arts. C'est elle qui prend en charge l'instruction de son fils unique, de santé fragile, et qui lui transmet son intérêt pour la littérature populaire à travers l'œuvre compilée par son oncle.

Carlos Reyero, dans sa communication intitulée « No siempre fuimos héroes. (Re)pensar en las redes de los artistas españoles del siglo XIX desde su cotidianeidad » (CREC, mars 2018), avait souligné l'importance du réseau familial dans la construction d'un artiste, celui-ci agissant à la fois comme refuge ou comme entrave. Cette remarque est aussi valable pour la construction d'une personnalité intellectuelle. En effet, on peut dire que l'héritage familial est à l'origine de la vocation de folkloriste d'A. Machado y Álvarez et de sa démarche pour acclimater, en Espagne, l'interprétation anthropologique du folklore définie par Edward Burnett Tylor et le modèle institutionnel britannique (la Folk-Lore Society). Toutefois, le rôle d'A. Machado y Núñez et de C. Álvarez Durán ne se résume pas à éveiller et à encourager la vocation de leur fils, puisqu'ils participeront activement comme collaborateurs financiers ou intellectuels à son entreprise scientifique (García Plata-Gómez, 2018, p. 42-46). Par ailleurs, à plusieurs reprises, le folkloriste espagnol aura recours aux nombreuses relations scientifiques ou politiques de son père³ lorsqu'il s'agira de construire son propre réseau relationnel pour mener à bien ses

³ À titre d'exemple, on citera une lettre inédite, numérisée par Tolosana, la Bibliothèque numérique patrimoniale des universités toulousaines. En 1881, alors qu'il vient de publier sa *Colección de cantes flamencos*, A. Machado y Álvarez, qui veut diffuser et faire connaître cet ouvrage dans le sud de la France, écrit à Louis Lartet, géologue et préhistorien, formé au Muséum d'histoire naturelle, puis titulaire de la chaire de géologie et minéralogie à l'université de Toulouse, mais également ami de son père. À l'époque, A. Machado y Álvarez entretenait déjà une correspondance avec les folkloristes français, Henri Gaidoz, Emmanuel Cosquin, Eugène Rolland et Théodore de Puymaigre, ce qu'il fait valoir dans sa lettre, mais estimant que le rayon d'action de ces traditionnistes était plutôt

différents projets. Elles lui ouvrent de nombreuses portes dans son activité propagandiste, mais ce pedigree libéral, progressiste et scientifique sulfureux lui en ferme d'autres, en particulier dans les milieux les plus conservateurs⁴.

La formation initiale ou l'importance du réseau krausiste (1862-1872)

Après avoir réalisé ses études primaires et secondaires sous l'égide de sa mère, A. Machado y Álvarez obtient le grade de bachelier, en 1862, et intègre l'université de Séville, où son père est titulaire de la chaire d'histoire naturelle, pour y suivre un double cursus en Droit et en Philosophie et Lettres. C'est sur les bancs de l'université qu'il rencontre une autre personnalité qui aura une influence déterminante dans sa formation intellectuelle : Federico de Castro, son professeur de logique, titulaire de la chaire de métaphysique, qui l'initie à la philosophie krausiste. F. de Castro a lui-même été le disciple de Julián Sanz del Río, promoteur du krausisme, système théorique qui fait la synthèse de différentes philosophies issues des Lumières allemandes, dont le rationalisme harmonique de Karl Christian Friedrich Krause. Ce nouveau courant de pensée, au tournant de la deuxième moitié du XIX^e, séduit la bourgeoisie académique des milieux universitaires, à l'exemple de F. de Castro et de ses disciples, car il représente une alternative à la sclérosante philosophie thomiste, tout en s'inscrivant en opposition au catholicisme conservateur. Par ailleurs, le krausisme, qui est avant tout un courant philosophique, présente l'avantage par rapport aux théories évolutionnistes, tout aussi représentatives de la modernité intellectuelle à l'époque, de ne pas évacuer toute dimension spirituelle, en conciliant épistémologie et métaphysique (Trigueros Gordillo, 1998, p. 229-246).

C'est parmi les disciples de F. de Castro qu'A. Machado y Álvarez noue ses premières amitiés universitaires qui l'accompagneront tout au long de sa vie. On compte parmi eux : Joaquín Sama y Vinagre, lequel deviendra, quelques années plus tard, professeur de la Institución Libre de Enseñanza⁵, Antonio Sendras y Burín, son premier biographe, Manuel

localisé dans le nord de la France, il lui fallait un contact dans le sud, cf. <http://tolosana.univ-toulouse.fr/fr/archives/ms1990681-7>.

⁴ Par exemple, l'ultramontain Alejandro Pidal y Mon, titulaire du ministère du Développement (*Fomento*), ne donnera jamais suite aux différentes demandes d'A. Machado y Álvarez. Il en va de même avec son projet de musée folklorique à Madrid, freiné par les conservateurs du conseil municipal (García Plata-Gómez, 2018, p. 185).

⁵ C'est d'ailleurs A. Machado y Álvarez qui, au moment de la fondation de la Institución Libre de Enseñanza, recommande Joaquín Sama à Francisco Giner de los Ríos, ainsi que l'indique leur correspondance commune (18 lettres échangées entre 1871 et 1878) : « Envíen Ustedes cartas y prospectos a mi querido amigo Joaquín Sama y Vinagre, profesor destituido también y el hombre más bueno, más noble e inteligente que ha nacido de madre. Vive en Talavera la Real, provincia de Badajoz, y goza de grandes y merecidas influencias en toda la provincia » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2627). C'est aussi à J. Sama que l'on doit l'émouvante nécrologie publiée dans le *B.I.L.L.E* (Sama, 1893, p. 123-128) à la mort d'A. Machado y Álvarez.

Poley y Poley, son futur associé dans une étude d'avocats ouverte en 1872, Rafael Sánchez Álvarez Surga — mort prématurément en 1872⁶ — avec lequel il entreprendra la collecte de matériaux folkloriques entre 1869 et 1872, ou Fernando Belmonte y Clemente, qui sera quelques années plus tard membre du bureau directeur de la première société régionale dédiée au folklore, El Folk-Lore Andaluz, fondée par son compagnon en 1881. Grâce à l'activité éditoriale qu'il mène avec ses compagnons d'études, A. Machado y Álvarez se révèle très tôt comme un homme de réseau, sachant réunir des individus autour d'un projet commun. En 1866, il fonde, avec son camarade J. Sama, le journal *La Juventud*, dont l'un des objectifs est de recueillir des fonds afin d'aider les étudiants plus modestes.

En 1867, le jeune Machado part à Madrid pour compléter son cursus universitaire. C'est là-bas, qu'il crée, en 1868, cette fois avec M. Poley y Poley qui l'a suivi dans la capitale, la revue *Un obrero de la civilización*, pour laquelle il obtient des collaborations de son père, mais aussi de Nicolás Salmerón, Federico de Castro, Francisco Giner de los Ríos ou Manuel de la Revilla, pour ne citer que quelques signatures d'hommes célèbres ou qui le deviendront. A. Machado y Álvarez y publie également plusieurs articles, malheureusement perdus aujourd'hui, sous le titre « El hombre del pueblo (apuntes para su estudio) ». Le domicile madrilène du jeune Machado y Álvarez, sis calle del Olivo (aujourd'hui Mesoneros Romanos) n°7 devient, ainsi que le rapporte A. Sendras y Burín,

[e]l centro de la juventud estudiosa y republicana de aquellos tiempos. A estas reuniones, en que bajo la presidencia de Augusto de Linares, se leían y comentaban obras tan magistrales como el *Cosmos* de Humboldt, acudieron para animar a aquella juventud estudiosa, hombres ya tan distinguidos como Salmerón y Giner y otros importantes en la política, la literatura y las ciencias, siendo asiduos concurrentes entre otros los aventajados jóvenes Tapia, Mirete, Chamarro, Revilla, Gonzalo Clavo Asensio, Calabia, Chies, Urquiola, Ferrándiz, y cuantos más o menos comulgaban en las doctrinas de Krause (Sendras y Burín, 1892, p. 280-281).

A. Machado y Álvarez réintègre l'université de Séville en 1869, année où son père fonde, en collaboration avec son collègue, F. de Castro, la *Revista mensual de Filosofía, Literatura y*

⁶ La mort prématurée de R. S. Álvarez Surga, à l'âge de 24 ans d'une fièvre typhoïde, affecte beaucoup A. Machado y Álvarez. C'est en son souvenir qu'il nomme son quatrième fils Rafaelito, mort peu de jours après sa naissance, en 1878. La correspondance entre A. Machado y Álvarez et F. Giner de los Ríos rend compte de ces deuils successifs qui éprouvent grandement le folkloriste (Machado y Álvarez, 2005, p. 2614-2637).

Ciencias. D'une périodicité mensuelle, comme son nom l'indique, cette revue joue un rôle essentiel quant à la diffusion des nouvelles théories scientifiques⁷.

C'est à nouveau F. de Castro qui encourage A. Machado y Álvarez à se consacrer à l'étude de la culture populaire et à publier ses premiers travaux de collecte et d'analyse dans la revue qu'il codirige⁸. Du point de vue de la théorie et de l'esthétique littéraire, le krausisme reprend à son compte tout un héritage culturel allant de J. G. Herder à G. W. F. Hegel. C'est dans cette optique que la culture populaire, en particulier les productions littéraires et langagières, considérées comme les archives d'une nation et, par conséquent, comme emblématiques du caractère national, selon les principes herdériens, intéresse les krausistes. Chez le jeune Machado, les enseignements de F. de Castro font écho à l'œuvre et au discours de son grand-oncle, A. Durán, auxquels sa mère l'a initié dès son enfance, double héritage intellectuel qu'il reconnaît volontiers dans le *Post-scriptum* qu'il écrit pour l'ouvrage de compilation de son condisciple et ami, Francisco Rodríguez Marín, *Cantos Populares Españoles* (Machado y Álvarez, 2005, p. 620).

Si le krausisme tient une place de choix dans la première formation intellectuelle et vocationnelle d'A. Machado y Álvarez, l'importance du réseau krausiste dans sa cartographie relationnelle l'est tout autant. C'est sur eux que, quelques années plus tard, le folkloriste s'appuie en priorité lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre son projet d'institutionnalisation du folklore en Espagne à travers son réseau de sociétés régionales. Cet échange d'influences est réciproque, puisque A. Machado y Álvarez met au service du fondateur de la Institución Libre de Enseñanza son réseau d'amis krausistes, disciples de F. de Castro⁹.

⁷ Elle publie, pour ne citer que quelques exemples, la traduction partielle, faite par A. Machado y Núñez, du traité de Herbert Spencer, *First Principles* ; sa recension d'un ouvrage de Ernst Haeckel, diffuseur des théories darwiniennes en Allemagne ; des traductions de travaux de Thomas Huxley, réalisées par Siro García del Mazo ; des discours du professeur de médecine, Rafael Ariza, des collaborations du titulaire de la chaire de géographie, dans la même université, Manuel Sales y Ferré. Ce dernier, ainsi que Siro García del Mazo et Manuel Sales y Ferré seront aussi membres du bureau directeur de la société El Folk-Lore Andaluz. A. Machado y Núñez édite également, dans sa revue pionnière, une série de quatre articles de divulgation de premier plan, où il expose et explique les théories darwiniennes, alors que la traduction espagnole n'était pas encore parue — « Apuntes sobre la teoría de Darwin », 1871 ; « Teoría de Darwin. Combate por la existencia », 1872 ; « Teoría de Darwin. La selección natural », 1872 ; « Darwinismo. La edad de la tierra », 1872 (Machado y Núñez, 1989, p. 85-114).

⁸ Il s'agit d'une série de neuf articles publiés entre 1869 et 1872, cf « bibliographie de A. MACHADO y ÁLVAREZ » : <http://www.berose.fr/?Bibliographie-de-Antonio-Machado-y-Alvarez>. A. Machado y Álvarez publie également en collaboration avec son mentor, F. de Castro, un recueil de collecte de matériaux folkloriques intitulé *Cuentos, leyendas y costumbres populares*, à Séville, en 1872.

⁹ Dans les nombreuses lettres qu'il échange avec F. Giner de los Ríos, on peut lire qu'il suit avec enthousiasme les étapes de la fondation de la Institución Libre de Enseñanza, proposant ses contacts andalous pour gagner des souscriptions ou faire de la publicité : « Escriban a Córdoba, a Don Rafael Gracia y Parejo, abogado de los tribunales, enviándole algún prospecto y animándole a la propaganda. Es krausista, condiscipulo mío y discipulo de Federico [de Castro] » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2627).

Les collaborateurs de *La Enciclopedia* (1879-1881) : le réseau des amis fidèles

Entre juillet 1872, date à laquelle il publie son dernier article dans la *Revista mensual de Filosofía, Literatura y Ciencias*, et 1879, A. Machado y Álvarez cesse complètement ses travaux folkloriques (collecte et étude). Plusieurs raisons expliquent cette interruption : son mariage avec Ana Ruíz, en 1873, les naissances successives de leurs enfants lors des années suivantes, qui l'obligent à privilégier des activités professionnelles rémunératrices pour subvenir aux besoins d'une famille de plus en plus nombreuse, et plusieurs deuils éprouvants, dont celui de son condisciple et ami¹⁰ (García Plata-Gómez, 2018, p. 54).

En 1877, un groupe d'anciens disciples de F. de Castro¹¹, ex-compagnons de faculté d'A. Machado y Álvarez, fonde la revue scientifico-littéraire, *La Enciclopedia*, dans l'optique de faire revivre l'esprit critique de *Revista mensual de Filosofía, Literatura y Ciencias*, liquidée par le climat répressif de la Restauration. Afin de convaincre leur ex-condisciple de reprendre ses travaux folkloriques¹², ils lui proposent de contribuer à la revue en créant, à son intention, une section spécialement consacrée à la littérature populaire, ce qu'A. Machado y Álvarez accepte de faire en 1879. Il se remet alors à la collecte de matériaux folkloriques¹³, principalement des chants, des contes et des énigmes qu'il publie, en signant du pseudonyme « Demófilo », au fur et à mesure dans la section dédiée de *La Enciclopedia*¹⁴. Dans ce travail de collecte, il est aidé par certains de ses compagnons de toujours, tel A. Sendras y Burín, ainsi que par de nouveaux collaborateurs, jeunes et enthousiastes¹⁵. A. Machado y Álvarez réussit aussi à obtenir les participations ponctuelles de Federico de Castro, Manuel Milá y Fontanals, Francisco Giner de los Ríos, Manuel Sales y Ferré, José María Sbarbi, Joaquín Costa¹⁶ ou du

¹⁰ Cf. note 5.

¹¹ Dans une lettre datée « Noche de San Daniel de 1878 », il demande à F. Giner de los Ríos de l'aide amicale pour cette nouvelle revue : « Unos cuantos jóvenes publican aquí *La Enciclopedia*, periódico científico-literario. Son casi todos discípulos de Federico [de Castro]. ¿Quiere Usted dar algún articulito o buscar alguna suscripción? » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2636).

¹² « El deseo de complacer a unos queridos amigos que redactaban por el año 1879 una revista científico-literaria titulada *La Enciclopedia*, de Sevilla, incitóme nuevamente al género de estudios de que estaba, como he dicho, desde el año 72, completamente apartado » (Machado y Álvarez, 2005, p. 628).

¹³ Dans une lettre à J. Costa, datée du 25/V/1879, il écrit : « Agradezco mucho las indicaciones que acompañan las adivinanzas. Como por hoy no me ocupo todavía más que de acarrear materiales, método que me habrá de valer censuras y sermones de D. Federico de Castro y de Giner, no he hecho observaciones algunas sobre ellas. » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2895).

¹⁴ Il publie un total de 18 articles et deux recensions dans *La Enciclopedia*, entre 1879 et 1881, cf. « bibliographie de A. MACHADO y ÁLVAREZ » : <http://www.berose.fr/?Bibliographie-de-Antonio-Machado-y-Alvarez>.

¹⁵ Federico Barbado, Jacobo Laborda, Miguel Corbacho, Francisco Rodríguez Marín, Juan Antonio Torres y Salvador — qui prend le pseudonyme de Micrófilo —, Luis Romero Espinosa, Javier Lasso de la Vega, Manuel Jiménez, entre autres.

¹⁶ C'est pour solliciter sa contribution pour *La Enciclopedia* qu'il entame une correspondance avec J. Costa, qui lui a été présenté par F. Giner de los Ríos.

prêtre hébraïste, Antonio M^a García Blanco. La revue se dote également d'une section de bibliographie réunissant des recensions, signées par Siro García del Mazo, des traités de Joseph Delbœuf ou Herbert Spencer, à l'instar de son prestigieux modèle, *La Revista mensual de Filosofía, Literatura y Ciencias* (Pineda Novo, 1991, p. 49-50).

À cette même époque, alors qu'il collabore activement à *La Enciclopedia*, revue qui lui a permis de renouer avec sa vocation première, A. Machado y Álvarez rencontre, chez l'éditeur Francisco Álvarez¹⁷ de la rue Tetuán, à Séville, Luis Montoto y Rautenstauch et Alejandro Guichot y Sierra¹⁸. Ces deux jeunes Sévillans, fils de notables locaux, ont été également des disciples de F. de Castro, mais, étant plus jeunes que le folkloriste espagnol, ils n'ont pas coïncidé avec lui sur les bancs de l'université (Montoto y Rautenstrauch, 1930, p. 104-105). Ils deviendront, à la fondation d'El Folk-Lore Andaluz, en 1881, ses deux plus fidèles disciples et collaborateurs au cours de l'intense campagne d'institutionnalisation du folklore en Espagne.

La fébrile activité de collecte qu'il mène pour ses publications dans *La Enciclopedia* n'empêche pas A. Machado y Álvarez de traverser une période de doute, d'interrogations : les carences méthodologiques et théoriques qu'il avait lui-même notées au cours de sa première phase d'étude des productions populaires se font de plus en plus prégnantes, car dans le domaine méthodologique, les préceptes krausistes s'avèrent insuffisants. Comment archiver, classer, interpréter et donner sens à la masse de données collectées ? Ces interrogations, mises au jour et amplifiées par ses lectures d'Herbert Spencer et Edward Burnett Tylor, conduisent A. Machado y Álvarez à s'opposer à son maître, F. de Castro, à abjurer le krausisme et à se convertir à l'évolutionnisme¹⁹. Ce virage épistémologique est perceptible dans son article

¹⁷ Francisco Álvarez éditera les 12 numéros de la revue *El Folk-Lore Andaluz* et le premier tome de la *Biblioteca de las Tradiciones Populares Españolas*.

¹⁸ Luis Montoto y Rautenstauch, né en 1851 — il a donc cinq ans de moins qu'A. Machado y Álvarez — est le fils de José María Montoto López Vigil, avocat, historien, journaliste, fondateur du journal carliste *El Desengaño*. Alejandro Guichot y Sierra, né en 1859, est le fils de Joaquín Guichot y Parody, libéral, peintre, historien, chroniqueur de la ville de Séville, journaliste à *El Porvenir*, puis au *Diario de Sevilla*. L. Montoto mettra au service d'A. Machado y Álvarez ses contacts dans les milieux conservateurs : c'est grâce à lui que le folkloriste pourra rencontrer A. Cánovas del Castillo et qu'il pourra publier des articles de divulgation du folklore dans le journal conservateur *La Época* (Machado y Álvarez, 2005, p. 2666). L. Montoto, A. Guichot, M. Sales y Ferré, Siro García del Mazo accompagneront les derniers instants d'A. Machado y Álvarez, à son retour, agonisant, de Porto Rico, le 4 février 1893 (Montoto, 1930, p. 107).

¹⁹ « Estoy traduciendo por encargo de la *Revista Europea* la obra de Tylor "Primitive Culture" y comprometido a hablar en el Ateneo, de lo que tendrá noticia por *La Enciclopedia*, he tenido que estudiar mucho para defender allí contra viento y marea, incluso contra el S. D. Federico de Castro, que es el *sancta sanctorum* de la juventud sevillana, la teoría de la evolución, de que es V. entendido y decidido partidario » ; « Déle Usted un abrazo de media hora a mi querido amigo D. Francisco Giner a quien dirá Usted que estoy hecho un renegado, un apóstata, pues he dicho en público, como podrá ver en el extracto de las sesiones del Ateneo, publicadas en la "Enciclopedia", que me inclino más al "utilitarista" Herbert Spencer que a Krause » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2598 et p. 2808).

« Sección de literatura popular »²⁰. Cette phase de doute se produit au moment où le professeur de l'université de Gratz, Hugo Schuchardt, arrive à Séville afin d'entreprendre des recherches sur le dialecte andalou. Le romaniste autrichien l'incite à persévérer dans l'étude de la culture populaire et lui recommande d'entamer une correspondance avec le folkloriste sicilien, Giuseppe Pitre, autorité du mouvement des traditions populaires chez les Néo-latins²¹. Or, ce contact s'avère crucial dans la carrière de folkloriste d'A. Machado y Álvarez, car il le fait entrer dans le réseau des folkloristes européens, ce qui va construire, d'un point de vue théorique et méthodologique, sa démarche folkloriste.

Le réseau des folkloristes européens (1879-1889)

Le principal outil d'analyse de la cartographie relationnelle des membres du réseau des traditions populaires (folkloristes néo-latins) et de la Folk-Lore Society est la correspondance qu'ils échangeaient, ainsi que les mentions ou les recensions qu'ils faisaient des travaux des uns et des autres dans les revues qu'ils dirigeaient ou auxquelles ils collaboraient²². Or, la correspondance localisée, transcrite et publiée d'A. Machado y Álvarez est lacunaire. On ne conserve qu'un total de 162 lettres échangées²³ avec 11 correspondants espagnols ou étrangers, dont Giuseppe Pitre, Hugo Schuchardt et Teófilo Braga²⁴. Ce chiffre dérisoire contraste avec les 7000 lettres des nombreux correspondants italiens ou étrangers du Palermitain, G. Pitre²⁵, conservées à la bibliothèque du Museo etnografico siciliano. Cependant grâce aux mentions

²⁰ « Sección de Literatura popular », *La Enciclopedia*, 2^a época, Sevilla 10/IV/1879 (Machado y Álvarez, 2005, p. 154-165).

²¹ A. Machado y Álvarez et G. Pitre échangent 48 lettres entre le 06/VI/1879 et le 08/II/1888.

²² L'un des axes du programme de recherche Béroser est d'ailleurs « Réseaux, revues et sociétés savantes en France et en Europe (1870-1920) », dirigée par Claudie Voisenat, cf. <https://www.berose.fr/article2214.html>.

²³ Depuis la publication de la correspondance connue d'A. Machado y Álvarez, dans ses œuvres complètes éditées en 2005, trois autres lettres ont été retrouvées : la première adressée à Louis Lartet, archivée à la bibliothèque numérique Tolosana, la deuxième destinée à Paul Sébillot, publiée dans la revue *El Folk-Lore Andaluz* (1882-1883) et la troisième, envoyée à G. L. Gomme, de la Folk-Lore Society, publiée dans « Notes and queries », (*The Folk-Lore Journal*, 1885, Vol. III, p. 279-280, cf. <http://www.berose.fr/-Machado-y-Alvarez-Antonio-1846-1893->

²⁴ Ces correspondants sont : Francisco Giner de los Ríos, 18 lettres, 13/VII/1871 - [juillet ?]/1878, Giuseppe Pitre, 48 lettres, 06/VI/1879 - 08/II/1888, Gumersindo Laverde Ruiz, 4 lettres, 20/VI/1879 - [VIII/1881 ?], Hugo Schuchardt, 22 lettres, [juillet ?]/1879 - 12/XII/1885, Manuel Martínez Murguía, 9 lettres, 08/VII/1879 - 17/X/1881, Joaquín Costa, 9 lettres, 9/VIII/1879 - 25/IV/1882, Manuel Milá y Fontanals, 1 lettre, 15/XII/1879, Teófilo Braga, 13 lettres, 28/XII/1882 - 23/IV/1887, Luis Montoto, 26 lettres, 08/IX/1883 - 21/IV/1887, Aniceto Sela, 10 lettres, 02/I/1884 - 20/VIII/1884 et Rufino José Cuervo, 2 lettres, 25/VI/1884 - 05/IV/1885.

²⁵ Parmi les correspondants de G. Pitre, on compte : W. R. S. Ralston, J. Abercromby, E. Cosquin, E. Rolland, P. Sébillot, R. Köhler, H. Gaidoz, E. Renan, G. Paris, A. Van Gennep, S. Hartland, W. Gregor, G. L. Gomme, H. Schuchardt, entre autres, cf. <http://graphes.berose.fr/v4/gexf-js-juin2015/index.html#FLS%20MTP.gexf>.

Une partie de cette correspondance est transcrite et publiée ou en voie de publication sur l'encyclopédie en ligne Béroser.

contenues dans la correspondance retrouvée, on peut inférer les noms des autres correspondants du folkloriste espagnol. Les lettres échangées avec G. Pitre nous informent qu'il écrivait aux collaborateurs du folkloriste sicilien (Coronedi Berti, Salomone Marino, Gianandrea et Corazzini), au folkloriste français Paul Sébillot, au folkloriste portugais Zófimo Consiglieri Pedroso ou au philologue et folkloriste allemand Reinhold Köhler, conservateur de la bibliothèque de Weimar. Grâce à la lettre envoyée à Louis Lartet, on apprend qu'il échangeait aussi avec les traditionnistes français Henri Gaidoz, Eugène Rolland et Théodore de Puymaigre — directeurs de la revue *Mélusine*, pour les deux premiers, et du *Polybiblion*, pour le troisième.

La rencontre (épistolaire) entre A. Machado y Álvarez et son condisciple sicilien marque un tournant dans la carrière folkloriste du premier : l'intégration à une cartographie relationnelle bien plus étendue que le réseau des collaborateurs sévillans représente une ouverture intellectuelle indéniable qui lui permet d'avoir accès à de nouvelles méthodologies pour collecter et classer les matériaux folkloriques ou à de nouveaux outils théoriques pour les interpréter. Dans la quête intellectuelle que menait le folkloriste espagnol depuis la reprise de ses travaux, en 1879, G. Pitre, vétéran des études folkloristes, grâce à ses nombreux travaux de collecte (chants, poèmes, fables, nouvelles et contes populaires siciliens) publiés en plusieurs volumes sous le titre *Biblioteca delle tradizioni popolari siciliane*, depuis 1868²⁶, s'impose comme la nouvelle figure tutélaire du folkloriste espagnol²⁷, venant en quelque sorte remplacer le maître déchu, F. de Castro, dans sa phase de prise de distance avec le krausisme.

Dans la correspondance qu'ils échangent, les folkloristes confrontent leurs sources, leurs transcriptions de chants, comptines, devinettes et autres contes, se communiquent des informations sur des références bibliographiques ou des méthodes de collecte et s'envoient leurs travaux, en cours de publication afin d'obtenir des conseils, ou déjà publiés, afin qu'ils soient traduits ou fassent l'objet de recensions dans les différentes revues que dirigent les uns ou les autres.

Cette communication savante informelle des échanges épistolaires est très vite perçue comme incontournable pour la circulation des idées et la diffusion des travaux folkloriques de sorte que les folkloristes s'attèlent très vite à la tâche de composer des répertoires de noms,

²⁶ La *Biblioteca delle tradizioni popolari siciliane* comptait déjà 7 volumes en 1875, elle en totalise 25, en 1913, réunissant travaux de collecte et de synthèse, véritable somme des connaissances sur la culture populaire sicilienne. A. Machado y Álvarez publie en 1880, dans la revue *La Enciclopedia*, deux recensions des volumes 4 à 7 de la *Biblioteca delle tradizioni popolari siciliane*.

²⁷ Cette aura que le folkloriste italien exerce sur A. Machado y Álvarez est perceptible au fil des premières lettres qu'ils échangent : « Mientras estos ideales se cumplen, probablemente no lo veremos nosotros, sigamos trabajando, Usted en su puesto de maestro y yo en el de obrero » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2739).

d'adresses et de domaines de spécialité afin de la rendre plus aisée. C'est pour mieux remplir cette fonction qu'est fondé par Eugène Rolland, en 1882, *L'Almanach des traditions populaires*, édité chez Maisonneuve de 1882 à 1884²⁸.

L'activité éditoriale représente la deuxième étape de structuration du réseau des folkloristes européens grâce à la parution de revues dédiées au folklore dans leurs pays respectifs, lesquelles font office d'outil de liaison et de diffusion des travaux. Parmi les plus importantes revues qui sont fondées à cette époque, on peut citer *The Folk-Lore Record*, en 1878, devenu *The Folk-Lore Journal* en 1883, des Britanniques de la Folk-Lore Society ; *Revista de etnologia y de glottologia*, dirigée par Francisco Adolfo Coelho, 1881, au Portugal ; *Archivio delle tradizioni popolari*, de G. Pitre et S. Marino, 1882, en Italie ; *Melusine*, de 1877 à 1878, puis reprise en 1884, dirigée par H. Gaidoz et E. Rolland, la *Revue des traditions populaires*, fondée par P. Sébillot, en 1886, en la France et *El Folk-Lore Andaduz*, en 1882, devenu *El Folk-Lore Bético-Extremeño*, en 1883, ou *El Folk-Lore Español. Biblioteca de las Tradiciones Populares Españolas*, en 1883, dirigées par A. Machado y Álvarez, en Espagne. Ces revues suivent toutes un schéma éditorial similaire : elles comportent des transcriptions de collectes, des articles théoriques synthétisant ces résultats, des outils méthodologiques (questionnaires, méthodes de classification des travaux de collecte), une section bibliographique dédiée aux recensions de publications (collections ou revues) et finalement une section consacrée à passer en revue l'actualité scientifique des folkloristes dans leurs pays respectifs (des réunions — comme les Dîners de ma Mère l'Oye —, la fondation de sociétés savantes dédiées au folklore, etc.)²⁹. En d'autres termes, les revues de folklore rendent public et officialisent l'échange informel que les folkloristes pratiquaient jusqu'alors dans leur correspondance.

La troisième phase de structuration des études folkloristes est marquée par la fondation de sociétés savantes qui représente en quelque sorte l'institutionnalisation du réseau. En effet, le cadre institutionnel favorise la constitution d'une communauté scientifique émergente : elle

²⁸ Il sera remplacé par l'*Annuaire des traditions populaires* (1886-1894).

²⁹ Les différentes publications (collections ou revues) d'A. Machado y Álvarez font régulièrement l'objet de recensions, de même qu'annonce est faite de la fondation des différentes sociétés régionales fédérées par El Folk-Lore español. Le *Polybiblion* de 1881 publie une recension de *Colección de cantes flamencos*, parue la même année (p. 88-89) et annonce la fondation de la société régionale El Folk-Lore Andaluz (p. 189). Les comptes rendus des revues *El Folk-Lore Andaluz* et *El Folk-Lore Bético-Extremeño* sont publiés par l'*Almanach des traditions populaires* en 1883 (p. 48) et 1884 (p. 38). La *Biblioteca de las Tradiciones Populares Españolas* fait l'objet de recensions dans la plupart des revues européennes (*The Folk-Lore Journal*, 1883, p. 232, 1884, p. 320 ; *Romanische Philologie*, 1884, p. 466 ; *Revue des traditions populaires*, 1889, p. 70). Quant aux revues *The Folk-Lore Record* et *The Folk-Lore Journal*, elles annoncent la création des sociétés régionales El Folk-Lore Andaluz (1882, p. 195), El Folk-Lore Gallego et El Folk-Lore Castellano (1884, p. 127).

change le statut des folkloristes et de leur discipline qui cesse d'être un passe-temps d'érudits pour devenir une science à part entière³⁰.

La Folk-Lore Society, première société savante dédiée aux études folkloristes, est fondée à Londres, en 1878, par William J. Thoms — lequel avait déjà forgé le néologisme —, entouré d'un groupe d'amis : George Lawrence Gomme, James Britten, William Drake, Andrew Lang et Edward Burnett Tylor. Ce cadre institutionnel sert de modèle aux autres sociétés qui voient le jour ultérieurement en Europe, à l'instar de El Folk-Lore Español, fondé en Espagne par A. Machado y Álvarez, en 1881, de la Società delle tradizioni popolari, établie par G. Pitre³¹, en Italie, en 1884, ou de la Société des traditions populaires, créée par P. Sébillot en France, en 1885³².

Forte du prestige lié à son statut de pionnière, ainsi que de la notoriété intellectuelle de ses membres, la Folk-Lore entend bien asseoir sa position prééminente au sein du mouvement folkloriste européen et imposer sa conception du folklore comme discipline, en particulier l'interprétation historico-anthropologique selon le paradigme évolutionniste qu'elle fait de la culture traditionnelle européenne³³. Ce rapport de force dans le jeu des influences au sein du réseau des folkloristes européens, avec d'un côté les Britanniques et de l'autre les Néo-latins, est perceptible dans le choix d'adopter ou non le néologisme « Folk-Lore » pour nommer les sociétés savantes ou dans le titre des revues. En effet, les Néo-latins préfèrent l'expression latine « traditions populaires » pour nommer l'étude de la culture traditionnelle. Aussi, la Folk-Lore Society lance-t-elle, en 1884, par l'intermédiaire de son secrétaire G. L. Gomme, un débat terminologique et épistémologique sur les limites disciplinaires et la finalité scientifique du folklore auprès de ses membres, britanniques et européens. En réalité, les Britanniques

³⁰ Dans son quatrième rapport annuel datant de juin 1882, le bureau directeur de la Folk-Lore Society souligne ce fait : « That Folk-Lore is now being appreciated and studied is shown by the fact that within the last year societies have been formed in Spain, Portugal and Norway, to do for those countries what our own Society is doing for England, and it is by the continued labours of Society in different part of the world that Folk-Lore will become a science in the fullest sense of the term » (*The Folk-Lore Record*, 1882, p. 195).

³¹ En mars 1884, A. Machado y Álvarez écrit à G. Pitre : « Querido amigo: un abrazo al noble fundador de El Folk-Lore Siciliano, honra de Europa. Siento que no le haya puesto el nombre de Folk-Lore, siquiera entre paréntesis, pero esto no hace el caso. » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2782).

³² « En 1885, Sébillot, sur la base du réseau élargi qu'il anime grâce aux dîners de Ma Mère l'Oye où se côtoient philologues, archéologues, anthropologues et littérateurs, fonde la Société des traditions populaires, qui se dotera, dès l'année suivante, d'un organe spécifique, la *Revue des traditions populaires* (RTP). Il devient dès lors le chef de file d'un mouvement qui va monter en puissance pendant une quinzaine d'années. » (Voisenat, 2008, p. 6)

³³ Grâce à la notion de survivance, forgée par E. B. Tylor, laquelle assimile les productions culturelles populaires à des vestiges fossilisés de sociétés antérieures, A. Lang donne au folklore son orientation anthropologique fondée sur l'analogie de l'archaïsme culturel entre les paysans européens et les peuples primitifs. G. L. Gomme, quant à lui, estime que l'établissement de la chronologie des survivances selon leur degré d'archaïsme apporte une dimension historique au folklore. En définitive, le folklore, tel qu'il est conçu par les membres fondateurs de la Folk-Lore Society, est investi d'une mission scientifique universelle qui est de contribuer à la connaissance de l'évolution intellectuelle.

entendent évacuer les interprétations philologico-historique ou philologico-mythologique, héritées de la *Volkskunde* allemande et qui prévalaient jusqu'alors en matière d'études traditionnistes en Europe.

A. Machado y Álvarez, en tant que membre de la Folk-Lore Society, depuis 1881, le seul parmi les Néo-latins à avoir adopté inconditionnellement le néologisme, apporte sa contribution au débat³⁴. S'il convient de l'utilité des interprétations anthropologique et historique pour donner sens aux matériaux folkloriques collectés, il diverge sur la dimension exclusivement archaïque conférée à la culture traditionnelle. Par ailleurs, il récuse cette vision élitiste des Britanniques, qui fait du peuple le dépositaire de traditions fossilisées. En effet, dans sa conception, le folklore doit aussi étudier la façon dont le peuple a fonctionné et fonctionne encore pour progresser, de même que la mémoire traditionnelle des événements historiques peut fournir de nouvelles sources pour reconstituer une histoire plus démocratique qui ne serait pas centrée exclusivement sur les élites sociales ou politiques (García Plata-Gómez, 2018, p. 75). A. Machado y Álvarez entend défendre son modèle populaire du folklore qu'il estime dû au « sens démocratique latin », ainsi qu'il l'avoue à G. Pitre³⁵. Pour ce faire, il espère promouvoir un congrès des folkloristes européens qui aurait pour finalité de confronter les points de vue, les interprétations et les méthodes. Sachant qu'il n'a pas assez d'appuis institutionnels et financiers en Espagne pour impulser une telle manifestation scientifique, il soumet cette idée à G. Pitre dès 1881, mettant en avant l'autorité dont le folkloriste sicilien est investi en tant que vétéran dans le domaine³⁶. Celui-ci lui ayant probablement répondu qu'il était dans l'impossibilité d'organiser un tel événement, il propose le projet de célébration d'un colloque aux folkloristes français, en écrivant une lettre à P. Sébillot pour qu'il en fasse la lecture au banquet des folkloristes que ce dernier organise mensuellement³⁷. La suggestion

³⁴ Il s'agit de « Breves indicaciones acerca del significado y alcance del término Folk-Lore », *Revista de España*, n° 102, Madrid. 25/I/1885, dans sa version espagnole ; « The Science of Folk-Lore », *The Folk-Lore Journal*, London, pub. for the Folklore Society by E. Stock, vol. 3, 1885, p. 104-114, dans sa traduction anglaise.

³⁵ Lettre à G. Pitre, du 13/II/1885 : « Pero al tratarse de lo que el Folk-Lore debe ser, quiero que esta nueva ciencia se haga con el concurso de todos los países y no con sentido único [...] frente al sentido inglés, o mejor dicho, al lado suyo, creo que debemos hacer valer el sentido democrático latino » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2587).

³⁶ Lettre à G. Pitre, du 2/III/1881 : « Insisto en que sería bueno que V., que tiene autoridad para ello, iniciara la conveniencia de un congreso donde maestros y discípulos pudieran conocerse, tratarse y dejar establecido un medio fácil y sencillo de comunicación entre los cultivadores de lo que podría llamarse la Sociedad del Folk-Lore de la raza latina. Francia, que es más rica, facilitaría el dinero ; Italia y España, arte y trabajo » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2739).

³⁷ Extrait de la lettre publiée à la rubrique « Noticias » par A. Guichot : « Los folk-loristas que suscriben, reunidos en fraternal banquete, invitan a todas las naciones de Europa a formar su respectivo *Folk-Lore* y a asistir al Congreso internacional, que en la ciudad de París ha de celebrarse el 14 de Febrero del año 1884, con el objeto de echar las bases del gran *Folk-Lore Europeo* ; sociedad que, a más de los altos fines científicos que persigue, propónese, dignificando al pueblo, mediante el reconocimiento de su participación en la obra científica, establecer el definitivo reinado del amor, la paz y la fraternidad entre todas las razas y todos los pueblos. » (*El Folk-Lore Andaluz*, [1882-1883], p. 46-47).

machadienne est accueillie favorablement, mais ce n'est qu'une fois la Société des traditions populaires constituée en 1885, que P. Sébillot, fort de ses appuis ministériels, peut la mettre en œuvre. Le Congrès international des traditions populaires se tient finalement à Paris, plus précisément au Trocadéro, du 29 juillet au 2 août 1889, dans le cadre de la prestigieuse Exposition universelle, sans la participation d'A. Machado y Álvarez, malade, découragé, qui n'a eu qu'un rôle institutionnel comme membre du comité de patronage. Néanmoins, les folkloristes français ont toujours reconnu son rôle pionnier dans cette initiative de réunion de l'ensemble des folkloristes européens, acte qui concrétisait la constitution d'une communauté scientifique³⁸.

En dépit d'une participation active au réseau des folkloristes européens limitée dans le temps, entre 1880 et 1889, le rôle et l'apport, dans les domaines théorique ou méthodologique³⁹, d'A. Machado y Álvarez sont reconnus tant par les Britanniques, qui l'élisent membre du bureau directeur de la Folk-Lore Society en 1888, que par les Néo-latins. Dans les pages de la *Revue des traditions populaires*, où il est souvent mentionné comme « notre regretté collègue », le souvenir de ce folkloriste débordant d'activité et d'inventivité a perduré bien au-delà de sa mort prématurée⁴⁰.

El Folk-Lore Español ou le déploiement du réseau machadien (1881-1888)

Lorsqu'A. Machado y Álvarez apprend la nouvelle de la constitution de la Folk-Lore Society, alors qu'il vient d'être introduit dans le réseau des folkloristes européens, il décide d'implanter en Espagne ce cadre institutionnel en fondant une société analogue. Pour ce faire, il écrit au secrétaire de la Folk-Lore Society afin d'en devenir membre et de recevoir les travaux édités jusqu'alors, ainsi que les statuts (*rules*). Néanmoins, s'il fait sien le néologisme anglo-saxon pour nommer sa société⁴¹, car selon lui, le terme est porteur d'une démarche et d'un discours scientifique qu'il entend adopter et acclimater, il refuse le modèle de société centralisée des Britanniques.

³⁸ Ainsi que le rappelle P. Sébillot dans la nécrologie qu'il signe à la mort d'A. Machado y Álvarez, *Revue des Traditions populaires* (1893, p. 457).

³⁹ Avec moins de succès que pour l'organisation du congrès des folkloristes, A. Machado y Álvarez prône l'utilisation de la photographie pour illustrer les descriptions des jeux de l'enfance ou d'autres pratiques folkloriques qui comportent une représentation scénographique comme la danse ou les cérémonies (*Almanach des traditions populaires*, 1882, p. 166 ; *The Folk-Lore Journal*, 1885, p. 279-280).

⁴⁰ *Revue des traditions populaires*, 1896, p. 59 et p. 541 ; 1900, p. 126.

⁴¹ Dans son rapport annuel de 1882, la Folk-Lore Society se félicite de ce choix machadien : « The Council think the Society will highly appreciate the fact that the Spanish Society, El Folk-Lore Andaluz, is founded upon the rules and principles adopted by our own Society in 1878 » (*The Folk-Lore Record*, 1882, p. 195).

C'est ainsi qu'il rédige et publie à Séville, le 3 novembre 1881, les *Bases de El Folk-Lore Español, sociedad para la recopilación y estudio del saber y de las tradiciones populares*⁴², statuts de la société espagnole, laquelle n'est qu'une entité virtuelle et fédératrice des centres régionaux qu'A. Machado y Álvarez espère voir se créer dans toutes les provinces historiques⁴³. Autrement dit, au lieu de fédérer des hommes, le folkloriste fait le choix de fédérer des sociétés, ce qui n'est pas sans difficulté. En effet, il lui faudra déployer toute la structure institutionnelle (présidence, bureau directeur, secrétaire, membres) pour chaque société régionale fondée et donc s'appuyer sur un réseau relationnel de façon à trouver les individus qui acceptent de s'engager dans son projet et d'occuper ces fonctions. Il justifie cette organisation complexe, mieux adaptée, selon lui, à la réalité territoriale et culturelle espagnole, par la finalité scientifique qu'il a assignée à sa société, laquelle doit être un outil au service de la reconstruction scientifique de l'histoire et de la culture espagnoles⁴⁴.

La première société du réseau fédéral à être créée est El Folk-Lore Andaluz, qui va devenir en quelque sorte le laboratoire de la mise en pratique du projet machadien. Pour ce faire, le folkloriste andalou écrit et fait imprimer, le 23 novembre 1881, le règlement de cette société régionale, puis il réunit, chez lui, le 28 novembre, l'élite intellectuelle sévillane afin de procéder à l'institutionnalisation du premier centre régional en élisant un président, un secrétaire et un bureau directeur (*junta facultativa*). Le procès-verbal de la réunion constitutive, acte de naissance de la société régionale andalouse⁴⁵, indique qu'A. Machado y Álvarez, véritable cheville ouvrière à l'origine de cette institutionnalisation, est nommé secrétaire, alors que la présidence, fonction prestigieuse, échoit à l'historien, également spécialiste de l'œuvre de Cervantès et membre du Parti Conservateur, José María Asencio y Toledo. Parmi les membres du bureau directeur, on compte des hommes de confiance du folkloriste, à l'instar de son propre père, A. Machado y Núñez ou de Joaquín Guichot y Parody⁴⁶, des condisciples de l'université, comme le krausiste républicain F. Belmonte y Clemente ou des collaborateurs de la *Revista*

⁴² Ces *bases* font d'abord l'objet d'une publication autonome, puis elles seront insérées dans les différentes revues de folklore (*El Folk-Lore Andaluz, Biblioteca de las Tradiciones Populares Españolas*) et publiées dans la presse régionale et nationale.

⁴³ Les provinces historiques correspondent à l'organisation territoriale de la monarchie d'Ancien régime par opposition aux provinces « modernes », découpage territorial issu des réformes libérales après 1834.

⁴⁴ « Análoga ésta, como hemos dicho, a la inglesa, por el objeto principal que persigue, diferenciase, no obstante, de ésta por su carácter y tendencias: la Sociedad española considera los materiales que va a recoger como elementos indispensables para la reconstrucción científica de la historia patria no escrita hasta ahora más que en su parte más externa y política, y eso sólo a retazos y de una manera deficiente y anti-científica » (Machado y Álvarez, 2005, p. 1435).

⁴⁵ Seul l'Acte de constitution a été publié dans la revue *El Folk-Lore Andaluz* ([1882-1883], p. 9-11). Le règlement de la société a fait l'objet d'une publication autonome, par l'imprimeur El Porvenir, à Séville.

⁴⁶ Journaliste à *El Porvenir* et historien, spécialiste de l'Andalousie et chroniqueur de la ville de Séville.

Mensual ou de *La Enciclopedia*, comme Manuel Sales y Ferré, Antonio M^a García Blanco, Siro García del Mazo, Francisco Rodríguez Marín. Parmi les membres fondateurs, on retrouve des amis de toujours, A. Sendras y Burín, ou des collaborateurs récents, comme Jacobo Laborda, Javier Lasso de la Vega ou Alejandro Guichot y Sierra. En ce qui concerne les membres honoraires, c'est sans surprise que l'on reconnaît les noms du réseau des folkloristes européens : W. J. Thoms, le comte de Beauchamp, G. L. Gomme de la Folk-Lore Society ; G. Paris, E. Rolland, le comte de Puymaigre, P. Sébillot, les folkloristes français, et les amis G. Pitre, H. Schuchardt ou T. Braga. Cette appartenance honorifique est une façon, pour le folkloriste espagnol, de manifester sa gratitude à ses correspondants européens tout en plaçant sa société sous leur patronage intellectuel. En effet, A. Machado y Álvarez sait que pour multiplier pour chaque société régionale cette structure institutionnelle, il lui faut convaincre bien au-delà de son réseau relationnel, le prestige et le rayonnement de personnalités locales ou étrangères étant des atouts pour y parvenir.

La deuxième société régionale à être fondée est El Folk-Lore Frexnense, centre folklorique d'Estrémadure, qui se constitue le 11 juin 1882, à Fregenal de la Sierra (Badajoz), à l'initiative de Luis Romero y Espinosa, fondateur du journal local, *El Eco de Fregenal*, mais surtout homme de confiance d'A. Machado y Álvarez par son appartenance au réseau des collaborateurs de *La Enciclopedia*. La procédure de constitution de la société, consignée dans un procès-verbal publié en annexe de *El Folk-Lore Andaluz* ([1882-1883], p. 513), est la même que celle du centre andalou dont elle reprend le règlement. Les membres du bureau directeur sont des personnalités locales et c'est surtout parmi les membres honoraires que l'on retrouve les hommes du réseau machadien comme F. Rodríguez Marín, S. Hernández, J. A. de la Torre, tous de *La Enciclopedia*, mais aussi J. Sama, condisciple de l'université devenu entre-temps professeur de la Institución Libre de Enseñanza, secondé par un autre institutionniste, Juan Uña, rencontré lors des débats littéraires et philosophiques animés au domicile madrilène d'A. Machado y Álvarez, en 1867-1869.

En 1883, alors qu'A. Machado y Álvarez part, avec toute sa famille, pour la capitale — son père ayant été nommé à la chaire de zoologie de l'Université Centrale —, les centres régionaux andalou et estrémègne s'associent — ainsi que le leur permettent les statuts de El Folk-Lore Español — pour publier leurs travaux. Le fruit de cette association est la revue *El Folk-Lore Bético-Extremeño* qui paraît de 1883 à 1884. En partant à Madrid, le folkloriste espagnol laisse ses deux plus fidèles collaborateurs en province aux postes-clés : L. Romero y Espinosa et A. Guichot y Sierra comme président et secrétaire des deux sociétés folkloriques existantes. Ce

dernier est, en outre, responsable des publications, sous le label « Biblioteca folklórica, A. Guichot y C^{ia} Editores ».

Dans la capitale, A. Machado y Álvarez s'est donné pour mission prioritaire d'accélérer de manière intensive la campagne prosélyte afin de continuer à mettre en œuvre son réseau de sociétés régionales. Pour ce faire, sa stratégie est toujours la même : s'appuyer sur d'éminentes personnalités intellectuelles pour diriger les sociétés régionales, tout en les entourant de fidèles collaborateurs. Toutefois, si l'intérêt de la collecte et éventuellement de l'étude de la culture populaire ne fait plus ou fait moins débat parmi l'élite académique, les principaux obstacles auxquels il se heurte pour gagner des collaborateurs qui accepteraient d'occuper les fonctions institutionnelles des sociétés régionales restent le modèle fédéral pour structurer les études folkloriques et la filiation évolutionniste de son orientation théorique. D'autant plus que ces deux choix sont promus par quelqu'un de notoirement connu pour son obédience républicaine et darwiniste.

La correspondance du folkloriste espagnol rend compte assez minutieusement de ses difficultés à faire admettre la structure fédérale et donc à faire progresser la constitution des sociétés régionales⁴⁷. Néanmoins, la campagne prosélyte d'A. Machado y Álvarez s'avère fructueuse, malgré certaines réticences, notamment grâce à sa présence dans la capitale où il est plus facile pour lui de contacter directement des personnalités et de les convaincre de participer à son projet.

El Folk-Lore Castellano, comprenant les deux Castilles, troisième société régionale de la fédération, est constitué le 28 novembre 1883, sous la présidence de Gaspar Núñez de Arce. A. Machado y Álvarez a une piètre opinion du poète, personnalité qu'il a choisie, plus pour son prestige que pour ses qualités et sa conviction folklorique⁴⁸. Néanmoins, le choix de confier la présidence du centre au poète de la Restauration s'avère positif sur le plan propagandiste : la circulaire que ce dernier a envoyée aux curés, aux maîtres d'école et aux médecins des deux Castilles pour les inviter à collaborer dans la collecte de matériaux a eu une large diffusion dans la presse (García Plata-Gómez, 2018, p. 174). Pour contrebalancer la méfiance qu'il nourrit à l'égard de G. Núñez de Arce, A. Machado y Álvarez l'entoure de collaborateurs qui ont toute

⁴⁷ C'est ainsi qu'il confesse à son correspondant portugais, le polygraphe, T. Braga, en 1883 : « Esto explicará a Usted las dificultades con que lucho para la constitución del Folk-Lore Español en la forma (a mi juicio racional) federativa en que he concebido esta institución » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2581). Il fait un aveu similaire à la même époque à son ami intime, Luis Montoto : « mientras estoy aquí devanándome el seso por arraigar en todas las regiones españolas la idea del Folk-Lore » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2678).

⁴⁸ Ainsi que le montre la missive, datant de janvier 1884, qu'il adresse à L. Montoto : « Por eso creo únicamente que Núñez de Arce, tú lo has calado bien, no hará gran cosa por El Folk-Lore porque es, aunque listo, chico de alma (*passer le mot*) como de cuerpo [*sic*] » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2685).

sa confiance : Eugenio Olavarría y Huarte, qui l'avait beaucoup aidé dans sa campagne de presse pour faire connaître les enjeux du folklore, est nommé secrétaire et l'on retrouve à la tête des sections correspondant aux domaines de connaissances (folklore littéraire, juridique, pédagogique, botanique, etc.) une majorité d'institutionnistes célèbres, tels F. Giner de los Ríos, Gumersindo de Azcárate, Aniceto Sela Sampil ou Joaquín Costa. Les folkloristes européens, T. Braga et G. Pitre, sont faits membres honoraires de la société. Quant à A. Machado y Álvarez, qui en fait aussi partie, il dirige la section de « excursiones y revistas ».

La création du centre castillan semble donner une impulsion au mouvement fédératif, puisque quelques mois plus tard, le 1^{er} février 1884, sous la présidence de la comtesse Emilia Pardo Bazán, le centre régional galicien, El Folk-Lore Gallego, est constitué à La Corogne⁴⁹. Le prestige et la réputation de la comtesse, également forte personnalité intellectuelle, qu'A. Machado y Álvarez a eu, dans un premier temps, du mal à convaincre⁵⁰, se révèlent bénéfiques pour la société régionale, puisqu'en mars 1884, le préfet de La Corogne lui concède un local prestigieux, l'édifice de l'ex-consulat, pour fonder un musée et une bibliothèque des traditions folkloriques. Le centre régional galicien reçoit aussi l'appui de la Députation provinciale. Le rayonnement intellectuel d'Emilia Pardo Bazán est aussi une bonne publicité pour le mouvement folkloriste national, puisque la nouvelle de la formation du centre régional galicien et le discours inaugural prononcé par sa présidente sont largement diffusés par la presse régionale et nationale (García Plata-Gómez, 2018, p. 175-177).

Le procès-verbal de constitution de la société régionale ainsi que le discours inaugural de sa présidente sont réunis dans un fascicule par son secrétaire, le juriste et intellectuel galicien, Salvador Golpe Varela, lequel détaille aussi la composition du bureau directeur de la société régionale : Emilia Pardo Bazán, présidente ; Ramón Pérez Costales, vice-président ; Salvador Golpe Varela, secrétaire ; Ramón Segade y Campoamor, vice-secrétaire ; Narciso Pérez Reoyo, comptable ; Antonio M^a de la Iglesia, trésorier ; D. Juan de la Osa, bibliothécaire ; José Pérez

⁴⁹ La Folk-Lore Society, à la rubrique « Notice and news », se félicite des créations des différentes sociétés régionales : « Spain bids fair to take the first rank in the study of folk-lore. On the 1st of February was held a meeting in Corunna, under the presidency of the celebrated novelist, Sra. D^a Emilia Pardo Bazán, to initiate the Gallician Folk-Lore Society. [...] Another society has been formed in Madrid for Castile, with Sr. Don Gaspar Nuñez de Arce as president, and a strong executive. [...] There are now three societies in Spain, or rather three branches of one society, "El Folk-Lore Español" » (*The Folk-Lore Journal*, 1884, p. 127).

⁵⁰ « Emilia Pardo Bazán me ha escrito y me ofrece incondicionalmente su nombre, aunque no su actividad, que tiene invertida ahora en no sé qué trabajos literarios » ; « Emilia Pardo Bazán está durilla. ¡Veremos!... Si logro conquistarla ya tiene tela cortada » ; « La correspondencia que he sostenido con la Pardo Bazán no ha dejado de tener sus perjuicios. Se le crisan los nervios con el nombre de Folk-Lore. ¡Por fin la convenci! » (Machado y Álvarez, 2005, p. 2981, 2682 et 2685). En dépit de ses premières réticences, E. Pardo Bazán finit par comprendre les enjeux du folklore, en particulier sa mission première qui est de collecter et sauvegarder par l'imprimé une culture orale menacée ou perçue comme telle, puisqu'elle entre aussi en contact avec les folkloristes néo-latins, en participant aux dîners de ma Mère l'Oye ou en devenant membre de la Société des traditions populaires.

Ballesteros, Cándido Salinas, Francisco M^a de la Iglesia et Víctor Lopez Seoane, membres (*El Folk-Lore Gallego en 1884-1885*, 1886, p. 13-14). Toutes ces personnalités, issues de l'élite intellectuelle galicienne, sont des collaborateurs de la *Revista de Galicia*, revue littéraire dirigée depuis 1880 par E. Pardo Bazán ; autrement dit, la société régionale El Folk-Lore Gallego n'inclut pas de membres du premier cercle machadien comme c'était le cas pour les autres⁵¹.

Il se produit un phénomène similaire avec la formation du centre régional basque. À la même époque où El Folk-Lore Gallego est constitué, peut-être par effet d'émulation, Ramiro de Echave et Vicente de Arana, éditeurs de la revue *Euskal-Erria, revista bascongada* [sic], prennent contact avec A. Guichot, délégué par A. Machado y Álvarez — c'est la première fois qu'il ne s'implique pas directement —, afin de jeter les bases de la constitution de El Folk-Lore Vasco-Navarro. Celle-ci n'a lieu que le 20 novembre 1884, suivant une procédure quelque peu différente de la fondation des autres sociétés régionales. En effet, c'est à cette date que V. de Arana publie dans le numéro 157 de *Euskal-Erria*, une invitation à toutes les sociétés régionales à former la société régionale des quatre provinces « sœurs », accompagnée des *Bases de El Folk-Lore Español*, du discours inaugural de la présidente de la société El Folk-Lore Gallego, ainsi que du règlement de El Folk-Lore Andalúz qui servait de modèle, après l'adaptation du premier article à l'aire géographique (*Euskal-Erria, revista bascongada*, 1884, p. 417-425). Le centre folklorique basque⁵², dernier né des sociétés régionales, est resté quelque peu en marge du réseau machadien. Les travaux de ses membres ont été exclusivement publiés dans la revue *Euskal-Erria, revista bascongada*, comme le texte des *Bases* leur en donnait le droit, et seuls quelques informations sur le processus de constitution du centre et un court article de son président, V. de Arana, ont paru dans les huit premiers et uniques numéros du *Boletín Folklórico Español* (1885, p. 8, 31, 36, 60 et 62). L'échange d'informations et de publications préconisé par les statuts a été beaucoup moins intensif pour cette dernière société régionale, créée alors que la phase de constitution de la fédération d'El Folk-Lore Español déclinait. Quoiqu'il en soit, A. Machado y Álvarez était très fier de cette « prise » régionale⁵³.

⁵¹ Dans un premier temps, A. Machado y Álvarez avait envisagé de confier la présidence du centre galicien à Manuel Martínez Murguía, avec lequel il entretenait une correspondance depuis 1879. Finalement, celui-ci le trahira en allant rejoindre le grand rival d'A. Machado y Álvarez, J. M. Sbarbi, dans la société mort-née qu'il avait créée, pour finalement préférer l'entre-soi exclusif afin de poser les bases de l'identité galicienne et forger le discours ethnogénéalogique du nationalisme galicien, fondé sur le mythe des origines celtiques de la Galice (Machado y Álvarez, 2005, p. 3751).

⁵² Miguel de Unamuno sera l'un des membres du centre folklorique basque.

⁵³ Ainsi qu'il le manifeste dans le texte adressé au « ministro de Fomento » (ministre du Développement) où il expose les travaux folkloriques des sociétés jusqu'alors constituées afin de solliciter un soutien financier et institutionnel (Machado y Álvarez, 2005, p. 1458).

La correspondance — dix lettres écrites entre janvier et août 1884 — que le fondateur du folklore espagnol entretient avec A. Sela Sampil, juriste et, à l'époque, membre de la Institución Libre de Enseñanza, rend compte des tentatives infructueuses qu'il a menées pour constituer le centre folklorique asturien⁵⁴. En effet, il comptait sur la relation de confiance qu'il avait avec le professeur institutionniste, ainsi que sur l'amitié que celui-ci entretenait avec le célèbre romancier Leopoldo Alas, pour s'appuyer sur le prestige intellectuel de ce dernier afin de fonder El Folk-Lore Asturiano. Néanmoins, A. Machado y Álvarez est très vite déçu par le romancier qui, contrairement à E. Pardo Bazán, ne comprend rien à la dimension ethnologique du folklore qu'il ne conçoit que comme une curiosité littéraire.

La rubrique « Noticias » du *Boletín Folklórico Español* (1885, p. 5, 20, 21 et 31), ainsi que la correspondance du fondateur du folklore espagnol⁵⁵ font état de contacts pris avec des personnalités locales afin de déployer le réseau folklorique sur tout le territoire péninsulaire (Aragon, Valence, Catalogne, Murcie), insulaire (l'archipel des Canaries et des Baléares) et d'outre-mer (Porto Rico, Cuba et les Philippines) conformément au deuxième article des statuts de l'entité fédérale. Dans le cas de l'outre-mer, la distance ou le climat pré-insurrectionnel ont certainement représenté un frein à la concrétisation du projet⁵⁶ ; pour les autres régions, l'idéalisme et le patriotisme d'A. Machado y Álvarez s'est heurté à des intérêts partisans et ethnocentriques et si des activités folkloriques ont eu lieu dans ces régions, elles ont été réalisées en dehors de la conception et du réseau machadiens (Guichot y Sierra, 1999 [1922], p. 420-430). La Catalogne, par exemple, cultive et revendique son entre-soi folklorique — plus utile

⁵⁴ Antonio Balbín de Unquera avait fondé, en février 1882, au sein du Centro de asturianos en Madrid, une section dédiée aux traditions populaires qu'il avait nommée « La sociedad demológica asturiana », dont le discours inaugural est publié dans *La Ilustración cantábrica*, le 18/III/1882 (Guichot y Sierra, [1922], p. 357). Toutefois, A. Balbín de Unquera était loin de partager les conceptions épistémologiques et idéologiques d'A. Machado y Álvarez à propos du folklore, ce qui explique les contacts de ce dernier avec A. Sela pour tenter de fonder le centre folklorique asturien.

⁵⁵ En décembre 1883, il informait son compatriote et collaborateur sévillan, L. Montoto, qu'il avait pris contact avec des personnalités valenciennes (Carbonell) et aragonaises (Melardo Abad et Peu de Benabarre) dans le but d'instituer des centres folkloriques à Valence et en Aragon. Dans une lettre à A. Sela, datée du 16/V/1885, A. Machado y Álvarez évoque la prochaine constitution de centres folkloriques à Cuba, Porto Rico, dans l'archipel des Canaries et dans le Léon. Il envisage même un congrès national des centres folkloriques régionaux pour 1885. Dans une lettre à L. Montoto de la même époque (1/V/1885), la liste des futurs centres régionaux est plus longue puisqu'il y ajoute Les Asturies, Murcie et les provinces basques. À H. Schuchardt, toujours en mai 1885 (le 10 précisément), il donne plus d'informations sur son contact à Porto Rico. Il s'agit de D. Manuel Fernández Juncos, directeur du journal local, *El Buscapié*, (Machado y Álvarez, 2005, p. 2686, 2850, 2690 et 2833).

⁵⁶ Le contact d'A. Machado y Álvarez et A. Guichot à Manille était Isabelo de los Reyes qui publiait dans *La Oceanía Española*. Les folkloristes espagnols lui avaient envoyé les *Bases del Folk-Lore español* et leurs publications et l'avaient encouragé à recueillir des matériaux et à entamer des démarches pour prendre des contacts dans l'optique de former le centre régional philippin (*Boletín Folklórico Español*, 1885, p. 5). I. de los Reyes avait suivi leur conseil et rassemblé le résultat de ses collectes dans un recueil, *El Folk-Lore Filipino*, publié à Manille en 1889 et dédié aux folkloristes espagnols, lequel avait obtenu la médaille d'argent à la Exposición Filipina, qui s'était tenue deux ans auparavant, à Madrid (*El Folk-Lore Filipino*, 1889, p. 12).

pour documenter la différence — avec son *Associació d'excursions catalana*, au sein de laquelle est créée, en mai 1885, une section de « Folk-Lore Catalá »⁵⁷.

Au terme de ce tour d'horizon consacré à la constitution des différentes sociétés régionales fédérées par El Folk-Lore Español, on remarque que l'intense activité prosélyte de son promoteur a malgré tout porté ses fruits, puisqu'en l'espace de cinq ans, le réseau couvre une grande partie du territoire péninsulaire. Le fondateur du folklore espagnol a réussi à fédérer de nombreuses personnalités intellectuelles, très diverses dans leurs allégeances politique, littéraire ou idéologique, autour de l'idée de collecter, archiver et finalement sauvegarder par l'imprimé une culture populaire que l'on croit menacée, même si toutes n'adhèrent pas complètement au discours évolutionniste professé par le promoteur du projet, ni à ses finalités idéologiques. Néanmoins, on constate que l'organisation territoriale qu'il a choisie pour sa société, motivée par son patriotisme qui prétend rechercher l'unité au moyen de la diversité, s'avère, dans la pratique, contre-productive. En effet, si l'on considère que la création d'une société savante dédiée au folklore représente l'institutionnalisation d'un réseau préexistant, cette procédure a fonctionné dans le cas des trois premiers centres régionaux créés (El Folk-Lore Andaluz, El Folk-Lore Frexnense et El Folk-Lore Castellano) pour lesquels la majorité des membres ou de la structure institutionnelle était composée par des membres des différents réseaux relationnels qu'A. Machado y Álvarez avait su créer ou auxquels il s'était intégré au cours de son parcours intellectuel et vital (les krausistes sévillans, les collaborateurs de *La Enciclopedia*, les membres de la Institución Libre de Enseñanza). Or, le réseau relationnel machadien était loin de couvrir tout le territoire péninsulaire, insulaire ou d'outre-mer ainsi qu'il l'aurait souhaité. Dans le cas galicien ou basque, il existait déjà un réseau préalable à la création de la société régionale, celui d'E. Pardo Bazán autour de la *Revista de Galicia* ou celui des rédacteurs la revue *Euskal-Erria*. L'intégration au réseau machadien leur avait semblé un compromis acceptable, puisque les seules conditions pour faire partie de la fédération des sociétés régionales étaient d'accepter les *Bases*, autrement dit l'appellation Folk-Lore, de publier et d'échanger avec les autres centres régionaux, en contrepartie d'un fonctionnement autonome et d'une certaine visibilité nationale, voire transnationale, au sein du mouvement folkloriste européen.

Sur la durée, le réseau des sociétés régionales développé par le fondateur du folklore espagnol qui reposait essentiellement sur la centralité de son activité et de ses efforts n'a pas

⁵⁷ Fondée en 1878 par Ramón Arabia y Solanas, l'*Associació d'excursions catalana* avait pour but de valoriser et de faire connaître le territoire catalan, ses paysages, sa faune, sa flore, ses traditions, etc. (Guichot y Sierra, [1922], p. 415).

survécu à son désengagement progressif motivé par les déceptions, une santé précaire et des problèmes financiers. S'il est vrai qu'A. Machado y Álvarez avait su convaincre et former un réseau de collaborateurs pour participer à l'institutionnalisation du folklore, tous ne faisaient pas preuve de l'engagement inconditionnel dont il était animé.

Sans vouloir construire un discours uchronique on peut considérer que la structure fédérale d'El Folk-Lore Español, qui avait été la fierté de son promoteur, a été l'une des causes probables de l'échec à l'institutionnalisation des études folkloristes en Espagne. En effet, pour les autres pays qui avaient fait le choix d'une société centralisée avec de multiples correspondants dans les différentes régions, à l'instar de la Folk-Lore Society ou de la Société des traditions populaires, autrement dit qui avaient fait le choix de s'appuyer sur des individus et leur dynamique relationnelle, le folklore a pu jouer son rôle d'étape préalable à l'institutionnalisation des sciences de l'homme modernes telles que nous les connaissons aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

Presse historique

Almanach des traditions populaires, 1882-1884, Paris, Maisonneuve et Cie éditeurs.

Boletín folklórico Español, 1885, revista quincenal dirigida por A. Guichot y Sierra, Sevilla, Imp. Enrique Rasco, edición facsímil Extramuros (<http://www.extramuros.es>).

El Folk-Lore Andaluz, [1882-1883] 1981, órgano de la Sociedad de este nombre dirigida por Antonio Machado y Álvarez, edición conmemorativa del Centenario, col. Alatar, Madrid, Tres-catorce-dieciséis, con estudio preliminar de J. Blas Vega y E. Cobo, p. V-XLV.

El Folk-Lore Gallego en 1884-1885. Sus actas, acuerdos y discursos de Emilia Pardo Bazán, Presidente, memoria de Salvador Golpe, secretario, 1886, Madrid, Tip. de Ricardo Fe.

Euskal-Erria, revista bascongada, 1884, tomo XI, n° 157, 20/XI.

Polybiblion, 1881-1885, revue bibliographique universelle, partie littéraire, tomes 13 et 15, Paris, Aux bureaux du Polybiblion.

Revue des Traditions populaires, 1886-1900, Société des traditions populaires au Musée d'ethnographie du Trocadéro, Paris, J. Maisonneuve, E. Leroux et E. Lechevalier.

The Folk-Lore Journal, 1883-1889, London, Pub. for the Folk-Lore Society by E. Stock, volumes I-VII.

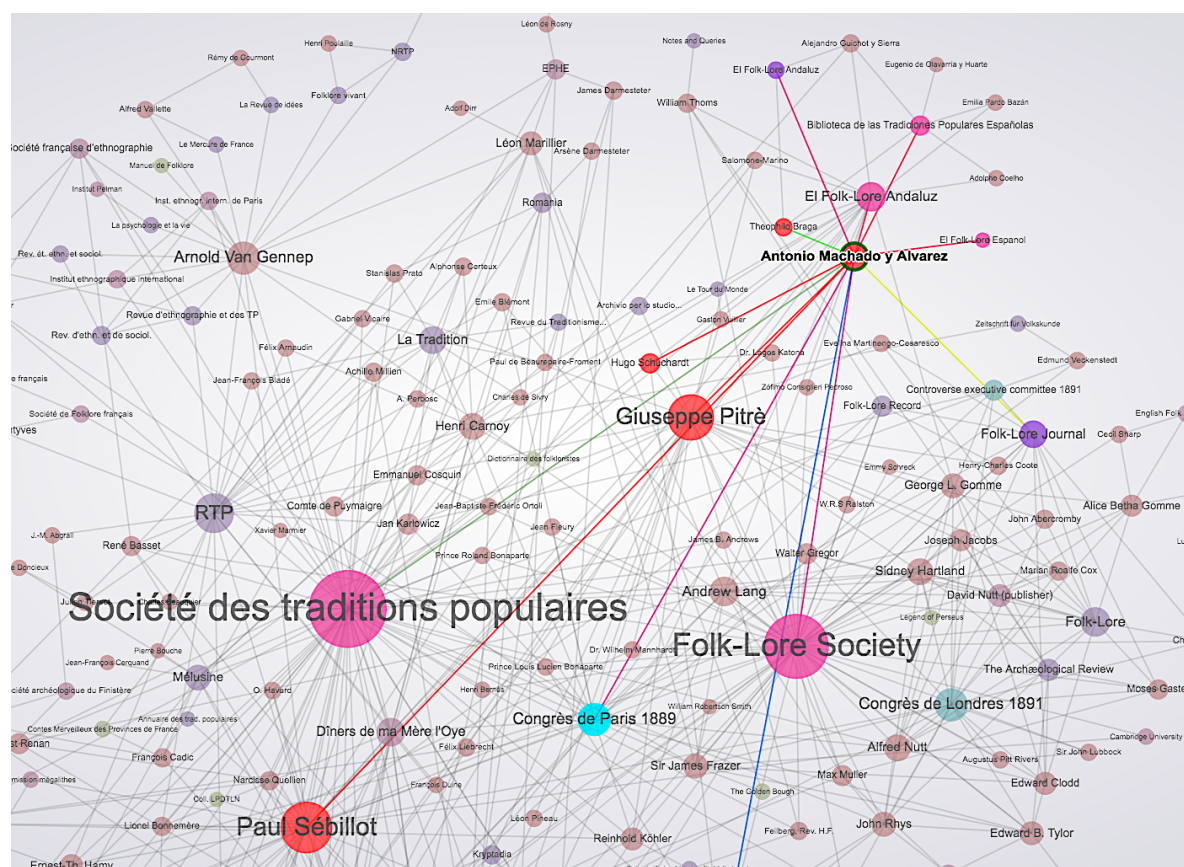
The Folk-Lore Record, 1878-1882, London, Pub. for the Folk-Lore Society by Nichols & sons, volumes I-V.

Zeitschrift für romanische Philologie, 1884, Halle, Max Niemeyer.

Sources secondaires

AGUDELO HERRERO Joaquín, JIMÉNEZ M^a Dolores, 1990, « La personalidad y la obra científica de Antonio Machado Núñez (1812-1896) », in *Antonio Machado hoy: Actas del Congreso Internacional conmemorativo del cincuentenario de la muerte de Antonio Machado*, Sevilla, Alfar, Vol. 1, p. 167-190.

- BALTANÁS, Enrique, 2006, *Los Machado. Una familia, dos siglos de cultura española*, Sevilla, Fundación José Manuel Lara.
- BEROSE, Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie : <http://www.berose.fr/>
- Bibliographie d'Antonio Machado y Álvarez, établie par Mercedes Gómez-García Plata, 2015, in *Bérose - Encyclopédie internationale des histoires de l'anthropologie*, Paris.
- GARCÍA PLATA-GÓMEZ, Mercedes, 2018, *Le folklore espagnol, entre ambition fédératrice et utopie républicaine. Le modèle populaire d'Antonio Machado y Álvarez, Les Carnets de Bérose*, n° 10, Lahic / DPRPS-Direction générale des patrimoines, consultable en ligne, url : <http://www.berose.fr/?-Publications->.
- GUICHOT y SIERRA, Alejandro, 1999 [1922], *Noticia histórica del folklore*, [Sevilla] Junta de Andalucía, Consejería de Educación y Ciencia, Colección Educación XXI, Cultura tradicional n° 3.
- MACHADO y ÁLVAREZ (Demófilo), Antonio, 2005, *Obras completas*, edición, introducción y notas de E. Baltanás, Biblioteca de Autores Sevillanos n° 5, Sevilla, Diputación de Sevilla, Fundación Machado.
- MACHADO y NÚÑEZ, Antonio, 1989, *Páginas escogidas*, col. « Antonio Machado, cincuentenario de su muerte 1939-89 », Sevilla, Servicio de publicaciones del Excmo. Ayuntamiento de Sevilla.
- MONTOTO y RAUTENSTRAUCH, Luis, 1930, *Por aquellas calendas: vida y milagros del magnífico caballero Don Nadie*, Madrid, Renacimiento.
- PINEDA NOVO, Daniel, 1991, *Antonio Machado y Álvarez « Demófilo »: vida y obra del primer flamencólogo español*, Madrid, Editorial Cinterco, colección « Telethusa ».
- PINEDA NOVO, Daniel, 2010, *Antonio Machado Núñez, naturalista y político*, Valencia, Alupa Editorial.
- REYERO, Carlos, 2018, « No siempre fuimos héroes. (Re)pensar en las redes de los artistas españoles del siglo XIX desde su cotidianeidad », communication réalisée en mars dans le cadre du séminaire mensuel du CREC *Les réseaux : (d)écrire les liens, (dé)construire les structures*.
- REYES y FLORENTINO, Isabelo, 1889, *El Folk-Lore Filipino*, Biblioteca de « La España



ISSN 1773-0023

Le(s) réseau(x) français de Vicente Blasco Ibáñez : itinéraire d'un auteur-éditeur international (1890-1928)

Cécile FOURREL DE FRETTE
Pléiade – UR 7338
Université Sorbonne Paris Nord

Résumé

À partir de sources souvent inédites, telles que des correspondances ou la bibliothèque de Vicente Blasco Ibáñez conservée à Menton, cet article retrace les réseaux tissés par cet auteur-éditeur en France auprès d'autres éditeurs ou écrivain.es, de traducteur.trices, d'universitaires, d'hispanistes, de critiques littéraires, de journalistes ou de cercles littéraires féminins tels que celui de la comtesse de Noailles. L'analyse minutieuse de ces réseaux révèle la forte imbrication qui existait entre l'écriture et l'édition chez Blasco Ibáñez, deux activités qu'il mit au service l'une de l'autre. En particulier, depuis la maison Prometeo fondée en 1914, il étendit son influence d'écrivain à l'international, en se présentant opportunément comme le premier passeur culturel entre le monde hispanique et la France. En s'arrêtant sur certaines pratiques liées à la sociabilité littéraire, cette étude entend démontrer que Blasco Ibáñez s'appuya sur ses réseaux pour déployer une stratégie de visibilité qui devait lui permettre d'accéder au statut d'auteur universel.

Mots-clés : Réseaux – Sociabilité littéraire – Littérature – Édition – Hispanisme – Vicente Blasco Ibáñez

Resumen

A partir de fuentes a menudo inéditas, tales como epistolarios o la biblioteca de Vicente Blasco Ibáñez conservada en Mentón, el presente artículo reconstituye las redes tejidas por este autor-editor en Francia, con otros editores o escritores.as, traductores.as, universitario.as, hispanistas.as, críticos literarios, periodistas o círculos femeninos como el de la condesa de Noailles. El análisis minucioso de esas redes revela una fuerte imbricación entre escritura y edición en la labor de Blasco Ibáñez, dos actividades que se nutrían mutuamente. En particular, desde la casa Prometeo, fundada en 1914, Blasco incrementó su influencia de escritor en el extranjero, al presentarse oportunamente como el principal intermediario cultural entre el mundo hispánico y Francia. Centrado en ciertas prácticas propias de la sociabilidad literaria, este estudio pretende demostrar que Blasco Ibáñez recurrió a las redes dentro de una estrategia de visibilización que apuntaba a convertirle en un autor universal.

Palabras clave: Redes – Sociabilidad literaria – Literatura – Edición – Hispanismo – Vicente Blasco Ibáñez

Abstract

Building on mostly unpublished sources, such as correspondence or the library that Vicente Blasco Ibáñez kept in Menton, this article traces the network(s) that the author-publisher developed in France with other publishers, writers, translators, academics, Hispanists, literary critics, journalists and within women's literary circles, such as that of the countess of Noailles. The meticulous analysis of these networks reveals the strong ties that existed between Blasco Ibáñez's writing and publishing activities, which often fed each other. In particular, from Prometeo House, which he founded in 1914, he extended his influence as an internationally renowned writer, presenting himself as the first cultural intermediary between the Hispanic world and France. By focusing on examples of practices related to literary sociability, this study seeks to demonstrate that Blasco Ibáñez relied on his networks to deploy a visibility strategy that allowed him to be recognized as a universal author.

Keywords: Literary networks – Literary sociability – Literature – Publishing – Hispanism – Vicente Blasco Ibáñez

Introduction : l'édition, colonne vertébrale d'une activité foisonnante et plurielle

La vie – ou les vies, devrait-on dire – de l'Espagnol Vicente Blasco Ibáñez (1867-1928) constitue presque à elle toute seule un vaste réseau, où s'entrecroisent plusieurs carrières qui l'ont amené à parcourir le monde et à tisser des liens étroits avec la France, entre autres pays. Lorsque l'on se penche sur la biographie de cet écrivain polygraphe, homme politique¹, traducteur², éditeur, cinéaste, conférencier, voyageur invétéré et colon de terres vierges en Argentine, on est frappé de constater la multiplicité des projets qu'il entreprit simultanément. Aussi est-il légitime de se demander comment Blasco parvenait à mener de front tant d'activités distinctes. Avait-il élaboré une méthode de travail pour organiser les différents aspects de sa production, si tant est que cette dernière se soit déployée selon un plan préétabli ? À y regarder de plus près, il existait de nombreuses connexions entre ses diverses occupations. Par exemple, lorsqu'il se lança dans le cinéma vers 1916 et créa la firme Prometeo Film à Paris, cet engouement pour le grand écran n'était pas sans rapport avec son activité de romancier d'une part – puisqu'il s'attacha à transposer en images ses propres romans – et ses convictions

¹ Il exerça six mandats de député de 1898 à 1908.

² Blasco traduisait du français, activité qu'il débuta très jeune et qui se poursuivit au sein de Prometeo, même si, en tant que directeur littéraire, il s'en tenait bien souvent à orienter la tâche des traducteur.rices qui travaillaient pour lui.

idéologiques d'autre part : il entendait mettre le nouveau média filmique au service de l'idéal de démocratisation de la culture qu'il avait défendu jusqu'alors en tant que républicain ; à cette époque, ses films s'inscrivaient, de plus, dans une vaste campagne de propagande en faveur de la France pendant la Première Guerre mondiale (Fourrel de Frettes : 2015). De même, les périples de ce globe-trotteur (en Europe, en Afrique du Nord, en Amérique, en Asie, etc.) allaient souvent de pair avec son labeur de journaliste – il publiait dans la presse les chroniques de ses voyages –, de conférencier – il réalisa une vaste tournée en Amérique latine en 1909, puis aux États-Unis en 1919-1920, avant d'entreprendre un tour du monde de six mois en 1921 – et de promoteur culturel œuvrant pour la (re-)connaissance de la littérature et des arts espagnols à l'étranger. Surtout, partout où il voyagea, Blasco établit des relations avec les acteurs de la scène politique et culturelle de son temps : c'était un homme de réseaux, ce qui semble indispensable pour un éditeur.

En réalité, ainsi que je me suis efforcée de le démontrer dans une récente étude (Fourrel de Frettes [2023]), l'édition n'était pas une activité parmi d'autres mais ce qui liait toutes les facettes de cette figure étonnante entre elles, que ce soit en tant qu'éditeur de ses propres œuvres, grand lecteur d'auteurs.es, traducteur d'écrivains français, homme politique engagé en faveur de l'éducation des masses et de la divulgation des dernières manifestations du progrès – technique, scientifique et philosophique –, directeur de journal diffusant les grands classiques et la littérature contemporaine sous forme de feuilletons, collaborateur de périodiques qui fonctionnaient comme des relais publicitaires de sa propre activité éditoriale, ou encore cinéaste « éditant » des films, selon le terme que lui-même utilisait³. Alors qu'elle constituait la colonne vertébrale de l'ensemble de son activité, l'œuvre éditoriale de Blasco Ibáñez a souvent été négligée, sauf dans les travaux de rares spécialistes comme Javier Lluch-Prats (2012a, 2012b, 2015, 2017)⁴. Pourtant, la correspondance de l'écrivain avec ses associés (Herráez, 1999) a révélé toute l'importance qu'il accordait à ses maisons d'édition. Ce manque d'intérêt est dû en partie à Blasco lui-même, qui répugnait dans les années 1920 à se présenter comme éditeur et désignait, lorsque cela lui semblait opportun, ses associés valenciens comme *ses* éditeurs. Ainsi, le 19 juillet 1918, il écrivit à la romancière Marcelle Tinayre, dans un français approximatif : « J'ai achete [sic] à notre commun éditeur et ami Calmann-Lévy, *six* de vos romans et j'espère l'ordre [sic] de la maison éditoriale Prometeo

³ Par exemple, en 1922, dans le prologue à son roman *El Paraíso de las mujeres*, Blasco évoqua les « casas editoriales de cinematografía » (1975b, p. 1636) et, en 1926, dans la nouvelle *Piedra de Luna*, il employa l'expression « editor cinematográfico » (1975c, p. 801), qui renvoyait à ce que l'on nomma par la suite « producteur de films », la terminologie n'étant pas encore fixée en ces débuts du cinéma.

⁴ Voir également Lázaro Lorente, 2021, p. 465-603.

de Valencia (c'est mon éditeur espagnol) pour acheter [*sic*] tout le restant de vos œuvres. » (Fonds Marcelle Tinayre). Néanmoins, dans une lettre à Joaquín V. González, il s'était défini le 3 avril 1909 comme un mélange d'écrivain et d'éditeur (1940, 157). De plus, selon Manuel Aguilar Muñoz, qui avait débuté comme apprenti dans la première entreprise que Blasco fonda à Valencia avec Francisco Sempere i Masià, « el editor que Blasco llevaba dentro proporcionó al escritor algunos de sus éxitos más sonados » (1964, p. 88).

Dans cet article, il s'agira de mettre en lumière la forte connexion qui existait entre ces deux activités – l'écriture et l'édition – en revenant sur les relations nouées dans le cadre d'un labeur éditorial qui culmina en 1914, lors de la création de Prometeo. Cette entreprise se distingua par une longévité remarquable pour l'époque et subsista après la disparition de son fondateur, en 1928. Cependant, les héritiers de Blasco Ibáñez ne parvinrent pas à maintenir le rythme des publications et la Guerre Civile les poussa à mettre la clef sous la porte⁵. Il y eut ensuite des tentatives pour relancer Prometeo, notamment depuis l'exil, mais la fragilité de ces expériences montre que l'homme et la marque étaient indissociables. La prospérité de la maison reposait sur ce qui, au premier abord, a pu être désigné un peu trop rapidement comme l'*aura* de Blasco. Quoique le charisme de ce grand tribun soit indéniable, il ne suffit pas à expliquer la vitalité de son entreprise ; quant à la notoriété internationale acquise par le romancier, sans doute n'était-elle pas la seule récompense d'une plume géniale, ni le résultat d'un coup de chance, comme il voulut le faire croire. En revanche, la notion de réseau semble offrir un cadre de compréhension plus complet et paraît plus opérante, dans la mesure où elle permettrait de mettre au jour précisément la stratégie déployée par cet auteur-éditeur. Même si l'on s'en tiendra ici au réseau littéraire tissé par Blasco en France, les contacts de ce dernier s'étendaient bien au-delà, outre-Atlantique en particulier, ou encore dans le domaine de la politique, mais ce sont des sujets qui excéderaient les limites de cette étude et qui ne feront l'objet que de remarques ponctuelles.

Prometeo : une maison d'édition internationale, pour un auteur international

En 1914, Prometeo naquit de la fusion de deux entreprises : la maison Sempere, fondée en 1898 à Valencia – F. Sempere y C.^a Editores, à partir de 1902 – avec l'associé du même nom qui, jusqu'à sa mort en 1922, accompagna Blasco Ibáñez dans plusieurs aventures éditoriales, au poste d'administrateur ; et la Española-Americana lancée en 1905 avec Fernando Llorca Die

⁵ Pendant la dictature franquiste, l'œuvre de cet écrivain républicain fut déclarée obscène et interdite ; sa famille fut poursuivie.

à Madrid, avant de se transformer brièvement en Llorca y C.^a, en 1913. Deux ans auparavant, le 3 mars 1911, Blasco avait marié Llorca, qui était devenu son homme de confiance, à sa fille Libertad, dans l'objectif de fonder une maison familiale, dont Sempere semblait exclu, dans un premier temps⁶. D'ailleurs, à la mort de ce dernier, lorsque ses héritiers se séparèrent pour fonder une entreprise indépendante⁷, la mention « Llorca y C.^a S. L. » fut accolée à Prometeo, renouant avec le projet initial de 1913. Cette année-là, les relations de Blasco avec son premier associé s'étaient détériorées. Dans une lettre du 16 mai, envoyée depuis Buenos Aires, le romancier reprochait à Sempere de ne pas le tenir au courant des affaires de la maison d'édition (Herráez, 1999, p. 69-70). En outre, mises à part des divergences dans la manière de sélectionner les ouvrages⁸, la question des droits d'auteur de Blasco – et donc de sa rémunération – était source de tensions.

La maison Sempere publia non seulement les œuvres du romancier mais aussi, comme ce n'était pas rare à l'époque, des traductions de romans étrangers, surtout français, dont certaines étaient parues dans le feuilleton du journal *El Pueblo*, que Blasco avait fondé à Valencia en 1894 et qu'il dirigea durant une dizaine d'années. Ce n'était toutefois pas le roman qui prédominait dans l'offre éditoriale, mais plutôt ce que l'écrivain appelait « el libro popular de ciencia » (Herráez, 1999, p. 64) ; l'expression renvoyait à la constitution d'une bibliothèque assez éclectique, qui visait à éduquer les masses dans le domaine de la culture générale et sur le plan idéologique, grâce à des volumes bon marché. Ce vaste ensemble comprenait des ouvrages de géographie, sciences naturelles, sociologie, avec une présence significative de la pensée anarchiste et libertaire. Aussi la maison Sempere contribua-t-elle – comme Bauzá, Maucci, Sopena ou La España Moderna – à la diffusion d'une culture ouvrière laïque.

À partir de 1905, le catalogue de la Española-Americana témoigna d'un changement d'orientation notable puisque Blasco décida d'y donner la priorité au roman. L'offre se divisait en deux pans distincts : d'une part, des ouvrages encyclopédiques richement illustrés et, d'autre part, les fascicules de « La Novela Ilustrada » pensés sur le modèle éditorial des livraisons ; cette collection publia des auteurs français – les Frères Goncourt, Jules Barbey d'Aurevilly, Alexandre Dumas, Victor Hugo, Pierre Loti, Guy de Maupassant, Prosper Mérimée, George Sand, etc. – et anglais – Arthur Conan Doyle, Charles Dickens, Edgar Allan Poe, etc. – principalement⁹. Autre évolution fondamentale : en s'appuyant sur la rigueur

⁶ Cela est particulièrement clair dans une lettre du 30-VII-1913 de Blasco à Llorca (Fonds Libertad Blasco-Ibáñez).

⁷ Ils créèrent la Editorial Sempere, qui disparut en 1928 (Lluch-Prats, 2017), reprenant quant à eux le nom de l'enseigne fondée dans les premiers temps de l'association de leur père avec Blasco.

⁸ Voir, par exemple, Herráez, 1999, p. 147-148.

⁹ Voir la liste des titres publiés, à la fin des fascicules.

de Llorca et sur sa sensibilité artistique, Blasco réserva une place centrale à l'illustration graphique.

Prometeo s'inscrit dans la continuité de ces deux entreprises, puisqu'elle hérita de leurs catalogues respectifs¹⁰ et entérina certaines de leurs stratégies éditoriales, mais cette nouvelle maison se démarqua des précédentes en modernisant le format des volumes : elle abandonna progressivement le livre populaire et de qualité médiocre qu'avait commercialisé Sempere et conçut des ouvrages plus attractifs grâce à leur couverture illustrée en couleur, plus soignée que celles qui ornaient les fascicules de « La Novela Ilustrada ». Cette amélioration de la qualité matérielle et graphique des produits alla de pair avec une modification du lectorat visé : il s'agissait de séduire un public plus exigeant, non plus populaire mais de masse, au travers d'une gamme de prix plus large et globalement plus élevée. La correspondance du « directeur littéraire » de Prometeo, titre que Blasco arborait sur les volumes de ses différentes maisons d'édition, indique que ce dernier marchait sur les traces d'entreprises françaises comme Larousse ou Calmann-Lévy ; il s'inspira tout particulièrement de la collection Nelson (Herráez, 1999, p. 251-252), considérée comme l'ancêtre du livre de poche.

Pour mesurer l'influence des relations littéraires de Blasco avec la France sur la réorientation de la ligne éditoriale, il convient de s'intéresser à « La Novela Literaria », collection lancée au lendemain de la Grande Guerre. Son titre, quelque peu redondant, était révélateur d'une nouvelle ambition : s'affirmer comme une maison « sérieuse », qui ne se cantonnait plus au roman populaire, mais se voulait représentative de la Littérature avec un L majuscule. Entièrement dédiée à la production étrangère, avec une présence très majoritaire de romans français, « La Novela Literaria » prétendait offrir au public les œuvres des auteur.rices les plus en vogue dans la République des Lettres, ou du moins dans sa capitale qui, au début du XX^e siècle, était encore Paris. À propos du prestige dont jouissait cette ville, en littérature comme dans d'autres domaines tels que les sciences ou la politique, les déclarations de Ramón Valenzuela dans *La voluntad de vivir* sont éloquentes : selon lui, Paris attirait les grands hommes de toutes les nations et méritait bien son titre de « capital del mundo » (Blasco Ibáñez, 1999, p. 305 et 372).

Ceci étant dit, les raisons de la prépondérance de la littérature française – dans « La Novela Literaria » et plus généralement dans les maisons d'édition dirigées par Blasco – étaient surtout économiques car il revenait moins cher d'acheter des droits de traduction que ceux d'une œuvre originale. C'était une stratégie courante à l'époque, comme l'illustre un article de José Francés :

¹⁰ D'après une brochure publicitaire éditée vers 1914.

« ¿No es natural que todos nosotros: Sempere, Jorro, Hernando, Calleja, Pueyo, Sopena y Maucci, editemos obras extranjeras únicamente, que no nos suponen más que veinte o treinta duros importe de la traducción [*sic*]. » (1907, p. 1). De plus, comme la législation en vigueur était très défavorable aux auteur.rices, certain.es, comme Blasco Ibáñez, Pérez Galdós ou Pardo Bazán, optèrent pour l’auto-publication afin de ne pas se voir déposséder des bénéfices de la vente de leurs propres romans. Le catalogue de Prometeo, comme ceux des maisons antérieures, était donc majoritairement consacré à la production blasquienne, toujours déclinée en tête des fascicules publicitaires. En revanche, à quelques exceptions près¹¹, un espace restreint fut dévolu à la littérature hispanique contemporaine. En d’autres termes, Blasco fit bien plus pour la diffusion des auteur.rices étranger.es, surtout français.es, en Espagne, que pour celle de ses compatriotes, même si en 1918 il fit part à son ami, l’écrivain chilien Carlos Silva Vildósola, de son projet – finalement avorté – d’éditer en français des œuvres représentatives de la littérature hispanique (lettre du 1-IV-1918).

Au-delà de l’argument économique, l’orientation internationale des maisons d’édition de Blasco Ibáñez était inséparable du cosmopolitisme dont ce dernier fit preuve tout au long de sa carrière et de la reconnaissance universelle à laquelle il aspirait. Ainsi, le projet initial de « La Novela Literaria », qui devait réunir les meilleurs romans de la littérature du monde entier, faisait écho aux ambitions du Blasco écrivain :

Esta colección publicará un volumen elegante y grueso cada 15 o 20 días (3 pesetas) semejante a mis novelas; obra de un novelista de celebridad universal. En esta colección entrarán novelistas de todos los países hasta japoneses y chinos modernos. Estoy poniéndome de acuerdo con todos los novelistas de Francia, con los mejores de Inglaterra y Estados Unidos, con italianos, rusos, escandinavos etc. (lettre du 1-IV-1918 à Silva Vildósola).

Ce projet pharaonique dépassait sans aucun doute les dimensions et le rythme de production de sa maison d’édition qui, finalement, édita surtout des auteur.trices français.es. Toutefois, il y a fort à parier que, quoique plus modestes qu’il ne l’aurait souhaité, les entreprises de Blasco Ibáñez furent un tremplin vers l’internationalisation de son œuvre. Avant même son succès aux États-Unis dans les années 1920, l’auteur de *La barraca* avait réussi le tour de force de se faire une place dans le panorama littéraire parisien. Ses activités d’éditeur ne furent peut-être pas

¹¹ Ces exceptions sont significatives quant au réseau de Blasco en Espagne (Fourrel de Frettes [2023]).

étrangères à cette montée en puissance dans la « République mondiale des Lettres », selon l'expression forgée par Pascale Casanova (1999). Dans quelle mesure Blasco sut-il mettre sa francophilie éditoriale au service de ses intérêts de romancier dans la Ville lumière ?

Le réseau parisien d'un francophile : premières mailles de 1890 à 1914

Il convient d'abord de rappeler qu'en 1914, après son dernier voyage en Argentine, où il avait subi de grands déboires financiers, Blasco Ibáñez s'installa définitivement à Paris, ce qui lui permit de rester au fait de l'actualité littéraire de la capitale. Désormais, il ne se rendait en Espagne que pour des visites ponctuelles. Avant la guerre, il avait occupé un hôtel particulier dans le quartier de la Muette, 12 rue Davioud, qu'il quitta en 1915 pour s'installer au 4 de la rue Rennequin, perpendiculaire à l'avenue de Wagram, d'où il pouvait contempler l'Arc de Triomphe (Herráez, 1999, p. 200), ce qui était du meilleur augure quant à ses succès futurs, et notamment celui des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*, qu'il commençait alors à écrire. Ce roman, bestseller aux États-Unis, lui valut une renommée internationale, grâce à son adaptation au grand écran hollywoodien en 1921, et lui permit de s'établir l'année suivante sur la Côte d'Azur, où il acheta Fontana Rosa, une élégante villa située à Menton. Néanmoins, quelques années auparavant, c'était sur Paris que Blasco, tel un nouveau Rastignac, avait projeté ses ambitions.

Il faut souligner la précocité avec laquelle il était parvenu à percer dans la Ville lumière. En 1918, Blasco Ibáñez écrivait par exemple à Silva Vildósola : « A mí me traducen: soy conocido en Francia » (lettre du 1-IV-1918). Effectivement, au début du siècle, la visibilité de cet écrivain sur la scène parisienne était inédite pour un Espagnol, ainsi que le remarquèrent plusieurs observateurs, lesquels regrettaient, comme Federico García Sanchis, la rareté des traductions d'œuvres espagnoles dans les librairies françaises¹². Selon un article de Laurie-Anne Laget, consacré à la présence de la littérature espagnole dans la critique littéraire francophone, il fallut attendre les années 1920, et plus particulièrement 1923, pour voir émerger un intérêt pour la « renaissance des lettres espagnoles », dénomination qui s'imposa sous la plume de Valery Larbaud. Cette expression désignait une génération d'écrivains plus jeunes que Blasco, lequel, chronologiquement, appartenait à celle de 1898, génération que Larbaud considérait comme annonciatrice de ce renouveau (Laget, 2021, p. 106-110). Le romancier valencien en avait été

¹² Il écrivit en 1923 : « La librería francesa no descansa en su persecución del comprador en que debe convertirse todo transeúnte. [...] Pero jamás un apellido ibérico en el mercado cosmopolita. Ni clásicos ni modernos. Excepcionalmente, traducciones de Blasco Ibáñez. » (cité par Laget, 2021, p. 108).

écarté mais – sans entrer dans le débat sur son appartenance à cette génération – il convient de souligner que sa popularité dans l’Hexagone allait bien au-delà des cercles intellectuels ou universitaires, ainsi que l’indiquent les tirages de ses romans. À titre d’exemple, Calmann-Lévy commercialisa ses œuvres à 200 000 exemplaires environ de 1902 à 1928 (Botrel, 2000, p. 972), chiffre auquel s’ajoutaient ceux d’autres maisons comme Flammarion, qui publia beaucoup Blasco dans les années 1920.

Le maillage étroit de relations littéraires, éditoriales et politiques que cet auteur avait commencé à tisser, dès le début de sa carrière, avait peut-être favorisé cette réception ; il ne fut pas sans conséquences, en tout cas, sur ses projets initiaux comme éditeur. Le premier séjour à Paris du jeune Vicente remontait aux années 1890 et 1891, où il avait connu l’exil en raison de son implication dans une manifestation contre Antonio Cánovas del Castillo. Il serait alors passé « pratiquement inaperçu des milieux littéraires français » et n’aurait noué que des relations politiques, notamment avec Georges Clémenceau (Vayssière, 1974, p. 336) et d’autres républicains, dont il sut se souvenir plus tard, pendant la Grande Guerre (Barrère, 1994, p. 541). En réalité, ces contacts n’étaient pas anecdotiques, en raison de la collusion qui existait entre la sphère politique et celle de la littérature, lesquelles, loin d’être étanches l’une à l’autre, accueillait souvent les mêmes hommes – beaucoup moins les femmes –, à une époque où les qualités littéraires étaient encore considérées comme les prémices d’une carrière politique (Hauser, 1994, p. 18). Ainsi, en 1914 Blasco Ibáñez était déjà une personnalité appréciée non seulement des lettrés, mais aussi des cercles du pouvoir politique et militaire : au début du conflit, l’écrivain déclara à ses associés valenciens que le général Joffre – alors commandant en chef des armées et avec lequel il était en contact grâce à son ami Marcel Sembat, ministre des Travaux publics – le connaissait en tant que romancier et avait lu ses livres (Herráez, 1999, p. 105). Raymond Poincaré lui-même, qui était un vieil ami de son traducteur Georges Hérelle, avait lu *Arènes sanglantes* ; c’était du moins ce qu’affirmait Blasco, après avoir rencontré le Président, là encore grâce à l’entremise de Sembat (Herráez, 1999, p. 114).

En outre, durant son premier exil parisien, Blasco ne resta pas étranger à l’activité éditoriale de la capitale et observa le fonctionnement d’entreprises telles que Garnier, qui constitua pour bien des écrivains hispanophones « una vía de iniciación o consolidación literaria » (Fernández, 2007, p. 13-14), même si la plupart d’entre eux y furent embauchés comme nègres. Blasco y travailla peut-être, à l’instar de certains de ses amis et du personnage de José Agramunt, son *alter ego* dans *La araña negra* (Fernández, 2007, p. 14). De plus, le fonctionnement de Garnier dut inspirer des projets éditoriaux qu’il mena plus tard, notamment des ouvrages encyclopédiques de divulgation historique ou géographique. En tout état de cause, Blasco entra

en contact à un moment donné avec cette prestigieuse maison qui, en 1913, édita des extraits de son œuvre au sein d'une anthologie de la littérature espagnole, avant de le solliciter à nouveau, trois ans plus tard¹³.

Certes, ce fut grâce à la traduction de *La barraca* par Hérelle¹⁴ que l'écrivain fit véritablement son entrée sur la scène littéraire parisienne, au tout début du XX^e siècle, alors qu'il était encore un inconnu auprès du grand public, d'après la correspondance exhumée par Jean Vayssière (1974, p. 340 et 344). Ce roman de 1898 parut sous le titre de *Terres maudites* dans *La Revue de Paris* en 1901, avant d'être édité sous forme de volume chez Calmann-Lévy, l'année suivante. Blasco prétendit être le premier surpris par la fortune de son livre de l'autre côté des Pyrénées, discours qu'il tint ensuite de manière identique à propos de la traduction anglaise des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* par Charlotte Brewster Jordan, en 1918. Il déclara notamment en 1925 qu'en raison d'une négligence propre aux Espagnols concernant la ponctualité épistolaire, il ne répondit à Hérelle qu'en quatre lignes et avec beaucoup de retard, avant de l'oublier tout à fait (1978, p. 1005).

Néanmoins, il nous est permis de douter de la véracité de ces propos car, si l'on considère l'abondante correspondance de Blasco Ibáñez, nous pouvons aisément l'imaginer passant plusieurs heures par jour à répondre à son courrier. De plus, nous savons grâce aux recherches de Vayssière que son enthousiasme fut tel qu'il ne chercha pas à négocier les droits de traduction (1974, p. 338-339) et qu'il insista pour que son roman parût sous forme de volume dans une maison d'édition française (p. 343). Blasco savait pertinemment qu'il s'agissait là d'une belle opportunité pour l'internationalisation de sa carrière d'écrivain. S'il eut la chance d'attirer l'attention de celui qui était alors connu comme le traducteur de Gabriele D'Annunzio, son principal mérite fut donc d'avoir parfaitement saisi cette chance, dans une double direction : à la fois en tant qu'auteur – dès le mois d'avril 1900 il se rendit à Paris, notamment dans l'espoir d'y rencontrer Hérelle, et entretint avec lui une relation épistolaire assidue afin de l'encourager à traduire ses autres romans (Vayssière, 1974, p. 341-342 et p. 346) – et en tant qu'éditeur. En effet, durant la première décennie du XX^e siècle, alors que le romancier espagnol se faisait un nom à Paris, parrainé par son prestigieux traducteur (Vayssières, 1974, p. 347), un échange éditorial fécond s'instaura dans un sens contraire, c'est-à-dire de la France vers l'Espagne. Cette

¹³ Le 7 janvier 1916, Blasco écrivit à Sempere : « Voy a publicar en Garnier, una casa importante » (Herráez, 1999, p. 207), mais je n'ai pu retrouver la trace de cette édition dans les catalogues consultés.

¹⁴ Hérelle était professeur de philosophie à Bayonne et un passionné des langues. En 1897, il avait reçu le prix Langlois de l'Académie française pour *Les Vierges au rocher*, traduction d'une œuvre de D'Annunzio, publiée chez Calmann-Lévy.

période se caractérisa d'ailleurs par des allers-retours fréquents entre Madrid, d'où Blasco dirigeait désormais ses maisons d'édition, et la Ville lumière.

Dès 1906, il acheta à Calmann-Lévy les droits de traduction de plusieurs œuvres, comme celles de Pierre Loti, auteur de récits de voyages que le romancier espagnol tenait pour le meilleur au monde (Herráez, 1999, p. 62)¹⁵. Cependant, ces contrats ne se systématisèrent qu'au moment de la création de Prometeo : durant l'étape précédente, Blasco vint surtout chercher l'inspiration éditoriale à Paris (Herráez, 1999, p. 55) et, lorsqu'il le pouvait, il se contentait de publier des œuvres libres de droits. Cette politique du moindre coût donna lieu à quelques litiges, par exemple à propos d'un livre d'Ernest Renan rédigé en 1848, *L'Avenir de la science*, et publié en 1890 par Calmann-Lévy (Herráez, 1999, p. 61). Jean-François Botrel évoque en outre un conflit avec cet éditeur à propos de la traduction de *Thaïs*, d'Anatole France (2000, p. 968). Blasco avait également eu un différend avec la maison Hachette, au sujet de *La Nouvelle Géographie universelle* d'Élisée Reclus : « Me han escrito agrios y amenazantes, y, después de haberles contestado, voy a París para entenderme directamente y arreglar la cosa, lo que creo no será difícil », affirmait-il à ses associés (Herráez, 1999, p. 55)¹⁶. Cela explique sans doute que, par la suite, il préférât se présenter en tant qu'auteur à ses éditeurs parisiens et laisser à ses associés le soin de négocier les contrats qui l'intéressaient comme éditeur : « Cuando hay que tratar con editor, es mejor que hable la casa », écrivait-il à Llorca en 1917 (Herráez, 1999, p. 304).

Il ne dut prendre cette résolution qu'après la création de Prometeo, d'autant qu'entre 1910 et 1914, si Blasco fit toujours étape à Paris entre ses quatre grands voyages en Argentine, il y affecta de ne se préoccuper ni de sa carrière d'écrivain ni de celle d'éditeur ; il semblait avoir renoncé à la littérature, en raison de son manque de rentabilité (Herráez, 1999, p. 259). En 1912, il s'en ouvrit sans détours au journal *Le Temps* : « Est-ce qu'il y a encore des succès de livres ? [...] Quel métier est devenu plus ingrat [que celui des hommes de lettres] ? À de rares exceptions près il ne nourrit pas son homme [...]. » Et de conclure : « J'écirai quand je n'aurai pas mieux à faire, comme fit mon modèle, l'illustre Cervantès [...]. » Pour l'heure, la gloire littéraire paraissait bien vaine à un homme qui se laissait volontiers surnommer « le dernier conquistador. » (Bois, 1912, p. 4). Déjà, en 1911, tout entier absorbé par son projet agricole en Argentine, qui devait lui apporter la prospérité économique à laquelle il aspirait, il n'avait pas été en mesure d'honorer un contrat signé avec Bernard Grasset, car cet éditeur exigeait des

¹⁵ À cette époque, *Pêcheur d'Islande* de Pierre Loti fut publié dans le n° 8 de « La Novela Ilustrada ».

¹⁶ À propos des impostures éditoriales de Blasco Ibáñez, voir Fourrel de Frettes (2020).

œuvres inédites. Sans doute les clauses financières ne lui avaient-elles pas paru suffisamment intéressantes car, dans une lettre du 28 février, conservée à la bibliothèque de l'Université d'Ottawa, l'écrivain mit fin à l'accord sans ambages :

Señor: Me parece muy bien que demos por anulado nuestro contrato de 2 de febrero, pero creo que la anulación debe ser absoluta.

No estando dispuesto a publicar las obras que tengo escritas, por no convenirle a sus intereses hacerlo, no veo por qué razón quiere reservarse el derecho de publicar una obra sobre la Argentina que aun no tengo escrita, que no sé si llegaré a escribir, y que en caso de que se publique aun tardará mucho tiempo. Además Vd. dice en su proyecto de nuevo contrato que “hacemos un tratado cuando yo termine dicha obra” lo que equivale a no hacer nada en firme actualmente. [...].

En revanche, en 1914, alors que l'expérience sud-américaine s'était soldée par un échec retentissant et que, pour se refaire une situation, Blasco renouait avec ses activités littéraires, il changea de stratégie, conscient de l'opportunité éditoriale que représentait sa célébrité en France en tant qu'écrivain. C'est alors seulement qu'il mobilisa pleinement son réseau parisien, non seulement pour promouvoir son œuvre romanesque, journalistique et historiographique en faveur de la France et de ses alliés, mais aussi pour construire le catalogue de Prometeo. Le désenchantement de 1912 – « Bientôt, pour peu qu'on aille un peu vite, on distribuera les livres gratuitement », avait-il déclaré à *Le Temps* (Bois, 1912, p. 4) – fit place, en 1914, à une nouvelle soif de conquête, éditoriale, qui prit appui sur un vaste réseau.

Blasco Ibáñez et les hispanistes français.es

Quelques années auparavant, le succès de Blasco Ibáñez dans l'Hexagone avait été intimement lié à un nouvel attrait pour l'Espagne dont l'écrivain tira habilement profit. Hérelle, son premier traducteur, sut percevoir cette évolution : « l'Espagne [...] va peut-être devenir à la mode. On parle beaucoup d'elle – plutôt en mal, il est vrai. Mais [...] la médisance est aussi une réclame », affirma-t-il dans une lettre du 6 février 1909 (citée par Botrel, 2000, p. 969). Cet engouement était manifeste à l'université puisque la décennie précédente avait vu l'hispanisme se constituer en discipline académique. Une période propice à l'étude de la littérature espagnole venait de s'ouvrir et, parmi les auteur.rices contemporain.es étudié.es, Blasco se hissa rapidement en bonne place. Sans embrasser ici l'ensemble des relations de cet écrivain avec

l’hispanisme français – qui mériteraient une étude à part¹⁷ –, il convient de mentionner quelques éléments représentatifs.

En 1906, celui qu’on appelait le « Zola espagnol » avait non seulement reçu le titre de Commandant de la Légion d’honneur pour son œuvre, mais Aristide Briand, alors ministre de l’Instruction publique, décréta également que « dans toutes les universités et écoles de France où l’on enseign[ait] l’espagnol, les contes locaux, les études de paysans et d’ouvriers de Blasco Ibáñez ser[ai]ent livres classiques » (*Gil Blas*, 15-XII-1906, p. 1). De plus, avant même que le romancier n’obtînt cette distinction, *La barraca* avait été inscrite au programme de la licence ès lettres de la faculté de Bordeaux pour deux années, par arrêté ministériel du 29 juillet 1903 (Anonyme, 1903, p. 448). Les universitaires bordelais manifestèrent un intérêt certain pour cet écrivain, puisque son roman de 1908, *Sangre y arena*, fut proposé aux étudiant.es de licence d’espagnol, en 1914-1915 (Anonyme, 1914, p. 253) et en 1918-1919 (Anonyme, 1918, p. 266), tandis qu’à la faculté de Toulouse un premier mémoire en partie consacré à son auteur avait été soutenu en 1911 (Mérimee, 1912, p. 219). En outre, comme évoqué précédemment, en 1913, était parue aux éditions Garnier une anthologie¹⁸ où trois de ses récits avaient été sélectionnés¹⁹ ; ce volume préparé par Édouard Barry, professeur au lycée de Tarbes, faisait partie d’une collection sous la direction d’Ernest Mérimée, qui occupa la première chaire d’espagnol en France, à l’université de Toulouse.

Néanmoins, l’intérêt suscité par Blasco ne se cantonna pas au Sud-Ouest de la France, comme en témoigne, dès 1904, l’inclusion de *La barraca* au programme du tout récent concours de l’agrégation d’espagnol (Mérimee et Morel-Fatio, 1903, p. 438)²⁰. Après *Gloria* de Benito Pérez Galdós en 1901, *Doña Luz* de Juan Valera en 1902 et *Sotileza* de José María de Pereda en 1903²¹, Blasco Ibáñez fut le quatrième romancier vivant étudié par les agrégatifs, s’installant durablement dans le paysage littéraire de l’hispanisme français. Les directeurs du *Bulletin hispanique* reconnaissaient que l’écho critique de cet auteur était alors limité en France (Mérimee et Morel-Fatio, 1903, p. 438), mais ils constataient également que « la bibliographie du roman de Valera, intitulé *Doña Luz*, [tenait] en deux lignes » (1901, p. 438). En réalité, il s’agissait d’une remarque récurrente concernant la littérature espagnole, plus mal lotie que

¹⁷ Sur les réseaux de l’hispanisme, voir Varela Fernández, 2019 ; cependant le cas de Blasco Ibáñez n’est pratiquement pas évoqué dans cette thèse, consacrée à d’autres figures.

¹⁸ Il existe des rééditions de cette anthologie datées de 1921 et 1929.

¹⁹ « Una boda valenciana » et « Una cencerrada », tirés de *Cuentos valencianos* ; « Un lobo de mar » provenant de *La Condenada*.

²⁰ La première session eut lieu en juillet 1900 (Bourciez, 1899, p. 22).

²¹ Valera et Pereda allaient décéder peu de temps après, en 1905 et 1906, respectivement.

l'italienne, de l'avis des rédacteurs²², ce à quoi la nouvelle revue tenta de remédier. Ainsi, en 1903, elle annonça la parution prochaine de *La catedral* de Blasco Ibáñez (Anonyme, p. 443). La même année, un de ses fondateurs, Ernest Mérimée, consacra un premier article au romancier valencien (1903, p. 272-300) ; il avait été précédé par Henri Peseux-Richard qui avait loué en 1902, dans *La Revue hispanique*, « la puissance d'émotion communicative qui donne à M. Blasco Ibáñez une place à part entre tous ses contemporains », selon des propos rapportés par Camille Pitollet (1921, p. 232).

Ce fut sans aucun doute ce jeune agrégé qui s'occupa le plus de Blasco, parmi les hispanistes français de l'époque. En 1903, il lui consacra une conférence en Allemagne²³ (Anonyme, 1904, p. 171), avant de publier, en 1905, une critique enthousiaste de *La bodega* où il salua la « perfection artistique » d'une « œuvre de combat » (p. 309). Il soulignait toutefois les dettes de l'auteur envers le naturalisme de Zola²⁴, observation qu'il formula sur un ton plus sévère, trois ans plus tard, à propos de *Sangre y arena* (1909, p. 204). Pitollet avait rencontré Blasco durant l'hiver 1902-1903 pour une traduction de *Cañas y barro* qui ne vit pas le jour (Pitollet, 1928, p. 235), le traducteur s'étant fait devancer par Maurice Bixio (Pitollet, 1909, p. 200, n. 1). Il fut, en revanche, le premier biographe de l'écrivain espagnol : dans *V. Blasco Ibáñez. Ses romans et le roman de sa vie*, publié en 1921 chez Calmann-Lévy, il mit en avant la réception critique dont avait bénéficié le romancier dans les revues françaises déjà mentionnées ou encore dans *Hispania*, la *Revue de Paris* et la *Revue d'Histoire Littéraire de la France*.

Pitollet avait travaillé pour Gaston Calmann-Lévy pendant la guerre, d'après une lettre de ce dernier à Blasco, où il qualifiait l'hispaniste de « charmant garçon », quoique « terriblement agité et compliqué », le 5 octobre 1921. En effet, des tensions étaient survenues suite à la rédaction d'un livre dont l'hispaniste ne semblait être que le très relatif auteur, de nombreux ajouts, corrections ou suppressions ayant été réalisés à son insu par le biographié (Pitollet, 1928 et 1957). Ainsi, Blasco n'éveilla peut-être pas une adhésion aussi enthousiaste qu'il l'aurait souhaité auprès des tenants de l'hispanisme institutionnel et ce, même en mai 1921, alors qu'il était accueilli en triomphe à Valencia, après son succès aux États-Unis. Henri Mérimée, qui assista aux festivités, les rapporta avec une fine ironie et se plut à en souligner les détails grotesques. Selon lui, la journée de *Cañas y barro* fut certainement la plus fidèle à son titre :

²² À ce propos, Botrel explique qu'au moment de la publication de *Terres maudites*, en 1902, la littérature italienne disposait d'une meilleure audience que la fiction espagnole en France (2000, p. 968).

²³ Cette conférence fut reproduite partiellement dans *La España moderna*, 1-XII-1903, p. 167-172.

²⁴ « Car il est de toute évidence que M. Blasco Ibáñez subit de plus en plus l'emprise de l'écrivain dont il fut jadis le disciple à Médan et que, langue à part, la partie formelle de son œuvre est purement zolésque. » (Pitollet, 1905, p. 307).

« “Des roseaux”, je ne sais, mais “de la boue”, je garantis qu’ils en ont eu à leur suffisance les fanatiques du romancier qui, sous l’averse, l’accompagnèrent au Palmar. » (1922, p. 373).

Malgré ces réserves, Blasco trouva dans les cercles de l’hispanisme non seulement des professeurs et des critiques littéraires pour relayer son œuvre auprès du public académique et des lettrés, mais aussi un vivier de traducteur.rices qui prirent la suite d’Hérelle, dont le romancier déplorait « les folies de vieillesse », dans une lettre à Calmann-Lévy (26-VII-1919). On y apprend qu’après la guerre, Blasco décida de prendre en main la diffusion de son œuvre en France, où il estimait que ses romans n’avaient pas la réception qu’ils méritaient. Le 26 janvier 1921, il fit part de ce manque de reconnaissance à Camille Pitollet, dans une missive où il lui demandait de publier quelque critique élogieuse sur son compte : « En los Estados Unidos, en Italia, en todos los países de lengua española han hablado con entusiasmo de mi esfuerzo como propagandista... menos en Francia. » (cité par Pitollet, 1957, p. 226).

De plus, désormais, il tenait à rémunérer lui-même ses traducteur.rices, qu’il mit en concurrence, sollicitant parfois plusieurs personnes à la fois pour un même roman. Parmi ses collaborateur.rices, il faut citer Jean Carayon – à qui l’on doit les versions françaises de *La tentatrice* ou *Sonnica la courtisane* – et son frère Marcel, membre libre de la Casa de Velázquez entre 1920 et 1921, qui traduisit notamment *A los pies de Venus* ; il était également collaborateur de *La Revue de Genève* qui, selon Jean-Pierre Meylan (1969, p. 209), accueillit plusieurs textes de Blasco grâce à Jean Cassou. Ce dernier hispaniste contribua à la diffusion de la littérature blasquienne à la fois comme traducteur et critique littéraire ; il noua, en outre, des liens fort amicaux avec l’écrivain espagnol, d’après l’exemplaire dédié de son livre, *Harmonies heureuses*, conservé dans la bibliothèque de Fontana Rosa : « para mi querido y gran Vicente Blasco Ibáñez, para el más generoso de los amigos, y para nuestra querida Doña Elena, con una inmensa nostalgia de los días felices de Fontana Rosa y el fraternal cariño de su admirador, Juan. »

Blasco fut également traduit en français par le poète Alfred de Bengoechea, le critique et dramaturge Marcel Thiébaud et l’hispaniste Renée Lafont, pour ne citer que ses traducteur.rices les plus prolifiques. Lorsque l’on se penche sur ses relations avec ces collaborateur.rices, souvent caractérisé.es par une grande polyvalence, un dense réseau se dessine et se superpose à ceux déjà ébauchés. L’espace manque ici pour en offrir une vision exhaustive mais il importe de rappeler que, dans le processus d’internationalisation de cet auteur, le rôle de ces hommes et femmes de lettres fut essentiel car leur tâche allait bien au-delà de l’établissement du texte dans la langue cible : ainsi, Hérelle mena « un travail de prospection et de persuasion auprès de *La Revue de Paris* et des Éditions Calmann-Lévy » (Vayssière, 1974, p. 339) et constitua donc

un premier nœud décisif dans le réseau éditorial de Blasco en France. Ce dernier concevait d'ailleurs le traducteur comme un médiateur, un intermédiaire crucial avec les éditeurs et les revues littéraires. Dans une lettre du 13 février 1921, peu satisfait de Bengoechea, qui passait désormais plus de temps à Saint-Jean-de-Luz qu'à Paris, il exposa ses attentes à Pitollot :

Yo necesito un traductor que viva en París y que vaya en mi nombre a tratar con la *Revue de París*, con Calmann-Lévy, con los hermanos Fischer, representantes de Flammarion – en fin, con todas las personas y los centros que me editan. Tengo para esto (desde hace poco) a Mme Renée Lafont, pero yo doy trabajo para dos (Pitollot, 1957, p. 228).

Blasco proposa à Pitollot de traduire *Mare Nostrum* mais, une fois de plus, le projet fut abandonné et Thiébaud s'en chargea à sa place. Il s'agissait, là encore, d'un choix stratégique puisque ce dernier collaborait dans *La Revue de Paris*, dont il était « le jeune et sympathique secrétaire », selon une expression attribuée à Blasco par Calmann-Lévy (lettre du 29-XI-1920), et travaillait aussi pour cet éditeur parisien. Enfin, ainsi que le laisse deviner la missive citée un peu plus haut, Renée Lafont, qui vouait une vive admiration au romancier espagnol, tant pour son œuvre littéraire que pour son engagement politique, fut sans doute celle qui remplit de la manière la plus satisfaisante le rôle d'intermédiaire recherché par Blasco, à tel point que d'autres auteurs ne tardèrent pas à frapper à sa porte. Selon Alberto Insúa, dans son salon, « desfilaron, antes y durante la guerra, todos, o casi todos, los escritores españoles e hispanoamericanos que aspiraban a ver traducidas sus obras al francés por quien dominaba nuestro idioma tanto como el propio » (2003, p. 303). À cette agilité linguistique, s'ajoutait la dextérité d'une intellectuelle qui, à bien des égards, remplit les fonctions d'un agent littéraire, même si ce terme n'est jamais utilisé, grâce à ses multiples contacts éditoriaux auprès de maisons et de revues parisiennes, qui facilitèrent sans nul doute l'intégration de Blasco – et d'Insúa – au sein des réseaux littéraires de la capitale.

Blasco Ibáñez, au salon de la comtesse de Noailles

La relation que Blasco Ibáñez noua avec Lafont²⁵ est sans doute l'exemple le plus représentatif de l'appui que ce romancier put trouver auprès de femmes de lettres, à une époque où l'on commençait à leur entrouvrir les portes de l'institution littéraire. Cependant, la première

²⁵ Cette écrivaine, traductrice, journaliste et hispaniste française fait l'objet d'un travail en cours.

femme à avoir introduit Blasco dans les cercles de la sociabilité parisienne fut peut-être sa maîtresse, la Chilienne Elena Ortúzar (1872-1965), petite fille du général Manuel Bulnes Prieto²⁶. Mises à part cette ascendance illustre et les circonstances de sa rencontre avec l'écrivain, qui ont fait couler beaucoup d'encre, on s'est peu arrêté sur la biographie de cette dame de la haute société chilienne qui passa une grande partie de sa vie en France et accompagna Blasco dans de nombreux voyages. Si tel n'est pas le lieu pour remédier à cette lacune, il importe de faire, pour le moins, quelques hypothèses, en se basant sur des sources épistolaires et des éléments présents dans l'œuvre du romancier, certes fictionnels, mais dont la dimension autobiographique a maintes fois été soulignée, notamment par Facundo Tomás (1999, p. 29).

Ainsi, nombre de séjours parisiens furent motivés, à partir de 1906, par la relation sentimentale de Blasco avec celle qu'il épousa en secondes noces à Menton²⁷. En 1918, l'écrivain avoua à Julio Cejador : « Por circunstancias personales de mi vida en este tiempo viajé con frecuencia a París. Tomaba el tren como el que toma el tranvía. » (1975a, p. 19). Sans doute cette relation favorisa-t-elle son rapprochement de la Ville lumière, comme c'est le cas dans *La voluntad de vivir* où Lucha Valenzuela²⁸ insiste pour que son amant, le docteur Enrique Valdivia, la rejoigne dans la capitale : « Valdivia balbuceó con la sorpresa de que no se le hubiese ocurrido a él esta idea. Sí, tal vez: en el verano estaba libre de sus ocupaciones de profesor. Sería interesante un viaje: ver qué hacían de nuevo en el Instituto Pasteur, visitar a ciertos amigos ilustres... » Et la marquise de renchérir un peu plus loin : « Nada perderá usted con venir: le presentaré a mucha gente. A usted se le conoce aquí, pero le conviene dejarse ver... » (Blasco Ibáñez, 1999, p. 258 et 294).

Quel que pût être le rôle d'Ortúzar dans l'accueil que les cercles féminins réservèrent à Blasco à Paris, le romancier ne se rendait jamais sans elle au célèbre salon de la comtesse de Noailles, ainsi qu'il le confia à son biographe, Emilio Gascó Contell ; d'ailleurs, celui-ci dut un jour y accompagner l'écrivain alors que son épouse était souffrante et qu'il ne se sentait pas assez à l'aise en français, dans ce genre de réunions mondaines, pour se passer d'un.e interprète (1973, p. 61). En outre, Blasco possédait dans sa bibliothèque de Fontana Rosa plusieurs livres d'Anna de Noailles, éditée, comme lui, par *La Revue de Paris* et Calmann-Lévy. Quoiqu'il ne

²⁶ Il présida le Chili de 1841 à 1851, en se distinguant par sa politique culturelle et éducative.

²⁷ Voir l'acte de mariage conservé aux Archives Municipales de Menton. La célébration eut lieu le 4 juillet 1925, après le décès de María, la première épouse de Blasco, le 20 janvier de la même année.

²⁸ Elena inspira plusieurs personnages de romans à Blasco Ibáñez mais ce fut indubitablement au travers de Lucha que l'écrivain réalisa le portrait le plus fidèle de *Chita*, ainsi qu'il l'appelait familièrement ; aussi la similitude phonique entre les deux prénoms n'était-elle pas fortuite.

publiât pas son œuvre, peut-être en eut-il le projet car la comtesse était une autrice très en vue, possédant de nombreux contacts au sein de l'élite intellectuelle et connue pour avoir créé le prix de la revue *La vie heureuse*, qui deviendrait le Prix Femina.

En 1905, il récompensa Myriam Harry²⁹, candidate malheureuse au Goncourt, en raison de son sexe. Blasco ne manqua pas de relater cet épisode tumultueux de la vie littéraire parisienne, dans un prologue pour « La Novela Literaria », précédé d'une photographie dédicacée de l'autrice, comme il était d'usage dans cette collection. Il était très friand de ces images destinées à offrir au public une galerie de portraits à collectionner et il insistait particulièrement auprès des autrices pour les obtenir. Il écrivit par exemple à Tinayre, le 30 août 1918 : « Certaine romancière [*sic*] nous a envoyé six portraits en différentes poses et costumes : et vous aucun. » (Fonds Marcelle Tinayre). Ces photographies, qui devaient également orner un catalogue promotionnel, alimentaient la publicité que le directeur littéraire de Prometeo déploya alors autour de la littérature de ces femmes.

Dans « La Novela Literaria », il publia un roman de la jeune Lucie Paul-Margueritte, cinq de Tinayre et jusqu'à six de Harry, preuve d'une volonté de visibilité de l'œuvre des femmes, au sein d'une institution littéraire dont l'écrivain espagnol déplorait la misogynie (1933, p. 227). Chez Sempere et dans « La Novela Ilustrada », il avait déjà publié Renée Lafont, mais aussi des écrivaines françaises plus célèbres, telles que Judith Gautier, Séverine³⁰ ou George Sand, qui appartenaient à la génération précédente. Il songea peut-être aussi à inclure dans le catalogue de Prometeo la petite-fille de George, Aurore Sand, qui lui avait offert un exemplaire dédicacé de son roman espagnol, *Encarnacion*, publié en 1923 chez Grasset. De plus, grâce à sa correspondance avec Calmann-Lévy, on sait que Blasco avait également manifesté son intention d'éditer Gérard d'Houville³¹.

Ces autrices n'étaient pas inconnues en Espagne puisque, dès 1911, José Francés en avait dressé le portrait dans la revue *Por esos mundos* (p. 569-587)³². Blasco, lui, les côtoya en personne à Paris pendant la guerre. S'il est probable qu'il connut Harry chez Noailles, sa correspondance (Fonds Marcelle Tinayre) nous apprend qu'il avait rencontré Tinayre chez Alice Lafont *alias* Henry Ferrare, laquelle adapta deux de ses romans au théâtre. En outre, Tinayre et Ferrare étaient des amies de la célèbre Marguerite Moreno, qui était elle-même proche de la comtesse de Noailles ; l'actrice avait sympathisé avec l'écrivain espagnol, suite au

²⁹ Pseudonyme de Maria Rosette Shapira.

³⁰ Pseudonyme de Caroline Rémy.

³¹ Pseudonyme de Marie-Louise-Antoinette de Régner.

³² Il y était question, entre autres, de Tinayre, Harry, Lafont, Houville et Noailles.

tournage de *Debout les morts !*, première adaptation cinématographique des *Quatre cavaliers de l'Apocalypse*, où elle avait interprété un des rôles principaux (Fourrel de Frettes, 2015, p. 41).

Le rapport de Blasco avec les écrivaines et les femmes de théâtre mérite d'être approfondi mais, pour l'heure, je m'en tiendrai à signaler qu'il existait un véritable intérêt commercial de la part de cet auteur-éditeur à publier des autrices qui avaient eu un écho médiatique dans son pays, en se présentant au Goncourt comme Harry, ou en refusant la Légion d'Honneur comme Tinayre³³. Précisons toutefois que leur production restait souvent considérée comme essentiellement sentimentale et destinée à un public féminin, de plus en plus nombreux : « Hoy en día un corazón destrozado se vende en miles de ejemplares », avait observé Francés en 1911 (p. 569). Blasco comptait bien en tirer un profit editorial : « Hay un sinnúmero de novelas francesas “de amor” que a peseta y con cubiertas bonitas se venderían mucho: Miriam Henri [sic], [...] Marcel Tynairre [sic], etc etc », avait-il déclaré à Llorca en 1913 (lettre du 30-VII-1913, Fonds Libertad Blasco-Ibáñez) ; ce qui ne l'empêcha pas de reconnaître publiquement le talent de ces autrices, comme il le fit à l'occasion de la mort de Pardo Bazán où il déclara, dans *El Liberal*, que cette dernière et Tinayre écrivaient en réalité « para todo el mundo », décernant à la Française le rang de première écrivaine de l'Hexagone (1921, p. 1)³⁴.

La collection « La Novela Literaria » et les amitiés franco-espagnoles

Le salon d'Anna de Noailles n'est qu'un exemple des différents cercles de sociabilité que fréquenta Blasco Ibáñez dans le Paris de la Grande Guerre. De toute évidence, au lendemain du conflit, l'auteur des *Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* disposait de nombreux contacts en France où, il avait acquis, auprès des élites tout au moins, une belle réputation pour son engagement francophile. « La Novela Literaria » qui, d'après le colophon des prologues, fut éditée de 1918 à 1924³⁵, visait à en récolter les fruits. En effet, cette collection lui permit de consolider ses liens avec auteur.rices et éditeurs.

« Yo conozco a los editores de aquí », écrivait d'ailleurs Blasco à ses associés en 1918 (Herráez, 1999, p. 304). Les travaux de Jean-François Botrel ont révélé que cette année-là, il

³³ Bonafoux écrivit par exemple dans *El Heraldo de Madrid* : « Doña Marcela Tinayre está haciendo de boca de fuego que calienta el yerto ambiente de la Prensa a través de una temperatura que esta vez sí que no es siberiana. » (1908, p. 1).

³⁴ J'ai développé la relation de Blasco avec Tinayre dans « Traduction, censure et politique éditoriale : le paradoxal écho de l'écrivaine française Marcelle Tinayre dans l'Espagne des années 1920 », colloque international *Voix réduites au silence dans l'Histoire : traduction, genre et (auto)censure* (Tours, 13-15 juin 2022) ; article à paraître.

³⁵ Les livres édités par Prometeo étaient rarement datés.

acheta à la maison Olfendorf les droits de traduction de trois romans de Paul Adam, ainsi que *Les Métèques* (1907) de Gustave Binet-Valmer (1993, p. 607-608), tous publiés dans « La Novela Literaria ». D'après la correspondance de Blasco avec Calmann-Lévy, l'Espagnol acheta également plusieurs titres à cet éditeur – des romans de René Boylesve (lettre du 12-I-1919) et Marcelle Tinayre (8-III-1919), notamment – après lui avoir demandé, le 8 avril 1918, le catalogue de la maison « avec toutes les dernières [sic] publications ». Pendant la guerre, Vicente avait resserré ses liens avec Gaston Calmann-Lévy, qui était devenu un ami intime (Herráez, 1999, p. 304) et avec lequel il maintint une correspondance régulière jusqu'à sa mort, se permettant parfois quelques familiarités non exemptes d'allusions grivoises : « Vous êtes [sic] le plus genereux [sic] et charmant des amis, lui écrivit-il par exemple. C'est dommage que je ne sois [sic] pas une jolie femme pour vous montrer ma reconnaissance » (lettre du 24-VII-1924). Il fit aussi affaire avec Flammarion³⁶ dont les directeurs littéraires, Max et Alex Fischer, étaient eux-mêmes de prolifiques romanciers. Même si leurs relations se détériorèrent par la suite, Blasco sympathisa avec ces écrivains³⁷ : il publia dans sa nouvelle collection une de leurs œuvres, *El amante de la señora Dubois*, et en possédait une autre dans sa bibliothèque, *Dans deux fauteuils*, amicalement dédiée par les auteurs.

Ainsi, « La Novela Literaria » témoignait des relations tissées avec un grand nombre de romancier.es découvert.es ou approché.es à Paris. Cette collection ne comprenait pas moins de 102 titres de 35 auteur.rices différent.es, dont 31 étaient d'expression française³⁸. Il s'agissait de romancier.es à la mode ; d'académiciens comme Barrès, Bazin, Bourget, Boylesve, Hermant – quoiqu'il ne fût élu qu'en 1928 – et Régnier ; de membres de l'Académie Goncourt comme Bourges, Huysmans, Margueritte et Rosny aîné³⁹ ; ou de lauréats de ce prix tels que Frapié (1904), Miomandre (1908), Bertrand (1914, décerné en 1916) et Barbusse (1916) ; sans oublier Harry, lauréate de *La vie heureuse*. Non seulement les couvertures de la maison Prometeo mentionnaient ces distinctions, sur le mode de la réclame, mais cette bibliothèque, qui constitue

³⁶ Voir la correspondance avec Carlos Silva Vildósola entre 1917 et 1918.

³⁷ Voir par exemple une lettre à Calmann-Lévy en date du 26-VII-1919.

³⁸ Paul Adam, Henri Barbusse, Maurice Barrès, René Bazin, Adrien Bertrand, Gustave Binet-Valmer, Élémer Bourges, Paul Bourget, René Boylesve, Ricciotto Canudo, Louis Dumur, Henri Duvernois, Max et Alex Fischer, Léon Frapié, Jean José Frappa, Rémy de Gourmont, Myriam Harry, Abel Hermant, Joris-Karl Huysmans, Edmond Jaloux, Henri Lavedan, Pierre Louÿs, Paul Margueritte, Francis de Miomandre, Eugène Montfort, Lucie Paul-Margueritte, Paul Reboux, Henri de Régnier, J. H. Rosny aîné et Marcelle Tinayre.

³⁹ Pseudonyme de Joseph Henri Honoré Boex.

à bien des égards une sorte de carnet d'adresses, servait, de plus, les ambitions d'un auteur-éditeur désireux d'asseoir sa position dans les cénacles littéraires de la capitale⁴⁰.

Pendant le conflit, le nom de Blasco Ibáñez avait côtoyé certaines de ces plumes – Adam, Bertrand, France, Harry, Hermant, Jaloux, Margueritte, Miomandre, Régnier, Rosny aîné et Tinayre – au sommaire de *La Revue de Paris*, qui avait publié *Les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse* en 1917. Comme Blasco, ces auteur.rices étaient généralement liées à la maison Calmann-Lévy et à Gaston auquel le romancier prêtait « toute puissance dans *La Revue de Paris* » (lettre du 10-XII-1921). Cet éditeur fut un intermédiaire précieux, par exemple pour entrer en contact avec le norvégien Johan Bojer dont Blasco édita cinq romans, probablement traduits à partir des exemplaires en français fournis par Calmann-Lévy (lettre de Blasco Ibáñez du 30-VII-1918). Ainsi, à partir de 1918, le lancement de « La Novela Literaria » permit de consolider une proximité éditoriale, observable dans d'autres revues et maisons de l'époque, en la faisant évoluer vers des relations plus personnelles avec les auteur.rices. D'ailleurs, Blasco prétendit être plus à l'aise avec ces dernier.es, qu'avec les éditeurs, en raison d'un « *compañerismo entre escritores* » (Herráez, 1999, p. 304). Sa bibliothèque, où l'on trouve nombre d'ouvrages dédiés par les écrivain.es de « La Novela Literaria » – Reboux, Tinayre, Duvernois, Barbusse, Binet-Valmer, Canudo, Dumur, France, Jaloux, Margueritte, Miomandre, Montfort ou encore Montherlant – illustre le rapprochement permis par cette collection. Mais il ne s'agissait pas seulement d'un réseau *de papier*, puisque l'écrivain espagnol se présenta, dès qu'il le put, *en chair et en os*, auprès de ses confrères et consœurs.

Le prologue – ou plutôt la notice biobibliographique agrémentée de commentaires tirés de la critique de l'époque – qu'il rédigea pour presque tous les volumes était un prétexte tout trouvé pour entrer en contact avec ces plumes célèbres, lorsqu'il ne les connaissait pas déjà. Ce texte était censé donner de la valeur au roman, ainsi parrainé par le directeur littéraire de la collection. Pour le rédiger, Blasco demandait généralement aux auteur.rices de lui fournir la documentation la plus complète possible, comme en témoigne sa correspondance avec Tinayre, et cherchait à les rencontrer. Le 10 septembre 1918, il écrivit par exemple à Barbusse pour lui proposer de déjeuner ensemble et le pressa dans une autre missive de bien vouloir lui envoyer son dernier roman, *Clarté*, demande à laquelle Barbusse accéda puisque ce livre, conservé dans la bibliothèque de Fontana Rosa, porte la dédicace suivante : « A Vicente Blasco Ibáñez, son admirateur fervent et dévoué. »

⁴⁰ À cet égard, il convient de rappeler, également, ses liens avec l'académicien Anatole France, dont il publia *La cortesana de Alejandría*, traduction de *Thais*, dans une autre collection. Au sujet des relations de Blasco avec France, voir Fourrel de Frettes, 2012, p. 159, 455, 458-459 et 504.

Dans ses prologues, suivant une démarche à mi-chemin entre le roman et le journalisme, Blasco synthétisait ses lectures et observations, tout en déployant une stratégie servant ses intérêts d'auteur-éditeur : il présentait les liens personnels qui l'unissaient aux romancier.es, pratiquait l'autopromotion – grâce à des comparaisons avec ses propres œuvres ou des allusions à d'autres volumes publiés par Prometeo – et insistait sur les rapports des différent.es auteur.rices avec l'Espagne. Ces liens étaient de nature très variée : Blasco trouvait ainsi des ressemblances physiques et morales entre son ami Duvernois et des journalistes qu'il avait connus autrefois à Madrid (1933, p. 175) et alla même jusqu'à évoquer l'ascendance hispanique d'un Rosny aîné – sans doute rencontré à la table des Lafont –, petit-fils d'une « noble y rica dama española que se trasladó de Castilla a la capital de los Países Bajos » (p. 367). Il releva, en outre, des similitudes entre l'œuvre de Bojer et la littérature picaresque (p. 92) et considérait que la critique parisienne avait souligné, à juste titre, des affinités entre ses propres romans régionaux et ceux de cet écrivain norvégien (1933, p. 97).

Dans le cas de Pierre Louÿs, nul besoin de forcer le trait car le rapport à Séville de l'auteur de *La Femme et le pantin* était bien connu ; mais cette œuvre était-elle un authentique roman espagnol ou une espagnolade ? La réponse de Blasco était sans appel : « Es una novela española. Los paisajes, las costumbres, los caracteres, están perfectamente vistos. El autor conoce nuestro país como un hombre que ha vivido largamente en él y ha sabido observar. » (1933, p. 302). En réalité, nombre de romancier.es édité.es dans cette collection était connu.es pour leur hispanophilie et peuvent même être qualifié.es d'hispanistes, comme Miomandre, collaborateur de la revue *Hispania* (1918-1922), lancée au même moment et dont le numéro inaugural offrit au public un extrait de *Mare Nostrum*⁴¹. Cette priorité donnée aux plumes hispanophiles peut expliquer le choix de publier Barrès, qui avait beaucoup voyagé en Espagne et dont Ignacio Zuloaga avait fait le portrait, « devant Tolède », en 1913. Aussi cet écrivain fut-il inclus dans la collection dès 1918, et ce malgré les divergences idéologiques évidentes qui le séparaient de Blasco, lequel s'en expliqua dans un prologue où il évoqua la grande sympathie que lui inspirait Barrès en tant que personne : « Por lo general, el autor resulta menos simpático que su producción. Con Maurice Barrès ocurre lo contrario. [...] [S]u persona parece tener una potencia de seducción para todos los que la conocen de cerca. » (1933, p. 20-21). De plus, l'auteur d'*Au service de l'Allemagne* était, comme Blasco, « un hombre de acción » dont la conduite pendant le conflit avait été exemplaire : « Es sencillamente un ilustre escritor, y como escritor ha trabajado y trabaja por su patria con todas sus energías. » (1933, p. 29 et 34).

⁴¹ Cet extrait intitulé « Mater Anfitrita » était précédé d'un article de Laurent Tailhade sur Blasco Ibáñez.

On l'aura compris, même dans les cas les plus délicats, l'écrivain espagnol mettait un peu de lui-même dans chacun de ces portraits qu'il traçait pour prolonger sa propre notoriété. Tout en faisant étalage de son réseau littéraire, il voulut se faire l'écho, auprès de son lectorat, de l'intérêt suscité par l'Espagne au-delà des Pyrénées. Et dans le même temps, ce projet lui permit de se présenter opportunément comme le grand promoteur de la littérature de langue française dans le monde hispanique. Il écrivit par exemple à Marcelle Tinayre que « La Novela Literaria », tout en répondant à « une finalité de propagande de nos idéaux [*sic*] », ferait connaître son œuvre à l'immense public hispanophone des deux hémisphères afin qu'elle obtienne « là-bas toute la gloire et la popularité » qu'elle méritait, discours qu'il tint en des termes similaires à d'autres écrivains comme Gaston Chérau (lettre du 18-II-1922) – qu'il ne publia pas, finalement. En ce sens, Blasco sembla concevoir cette collection comme un réseau de promotion mutuelle entre les auteur.rices, de part et d'autre de la frontière, et les prologues – ces « seuils », selon Gérard Genette –, comme des portes d'entrée invitant à un dialogue transpyrénéen.

À cet égard, il est intéressant de constater que, dans le projet initial qu'il exposa à Silva en 1918, ce dialogue devait véritablement fonctionner à double sens puisque « La Novela Literaria » n'était qu'un des deux volets d'une initiative éditoriale plus vaste. En effet, Blasco Ibáñez prétendait avoir été sollicité par Flammarion pour la publication en français chez cet éditeur des meilleurs romans de langue espagnole et portugaise, péninsulaires et américains. Chaque œuvre serait précédée d'un prologue de l'illustre Valencien qui, en tant que directeur littéraire de cette collection, se proposait, une fois de plus, de parrainer – généreusement et pour l'amour de l'art – ses confrères et consœurs écrivain.es :

Me ha propuesto esto, porque yo mismo había hablado muchas veces de la conveniencia de dar a conocer los novelistas de nuestro idioma. Yo soy así: siempre altruista y preocupándome de los demás para que me paguen a cokes. [...]

Yo me esfuerzo por abrir camino a los que vienen detrás, sin mirar si son enemigos. Me basta que tengan talento.

En fin que he aceptado el encargo. Me satisface pensar que gracias a mí, alcanzarán muchas vainas, cierta celebridad europea pues la traducción francesa es el mejor medio para llegar a los otros países (lettre du 1-IV-1918).

Dans ce dialogue entre les littératures française, hispanophone et lusophone, Blasco Ibáñez se présentait comme un passeur culturel incontournable pour tout auteur espagnol, portugais ou latino-américain aspirant à percer en France : « yo soy el que abre la puerta francesa », déclarait-il, non sans vanité à son ami Silva (lettre du 1-IV-1918). Il recourait donc aux mêmes arguments que ceux qu'il avait mobilisés auprès des écrivains français de « La Novela Literaria ». Même si ces projets étaient motivés par des intentions philanthropiques, il est évident qu'ils obéissaient d'abord à une stratégie d'autopromotion. En ce sens, ils illustrent parfaitement l'attention particulière que Blasco accordait à la publicité dans sa politique éditoriale. Néanmoins, si « La Novela Literaria » accrut la visibilité du directeur littéraire de Prometeo en France, il serait intéressant d'analyser dans quelle mesure elle contribua à la notoriété des écrivain.es de langue française dans le monde hispanique. Mais c'est là une question qui nous occupera peut-être une autre fois.

Conclusion

Non seulement l'édition structura une grande partie de l'activité débordante de Vicente Blasco Ibáñez, mais elle lui permit également de tisser un vaste réseau littéraire, notamment en France, sur lequel il s'appuya pour faire prospérer son entreprise éditoriale, tout en le mettant au service de sa carrière d'écrivain. Il sut le mobiliser dans une double direction et dans un double objectif, à la fois économique et symbolique. D'une part, grâce à ses contacts, Blasco enrichit le catalogue de la maison Prometeo ; d'autre part, il augmenta en retour son capital symbolique en tant qu'écrivain. En d'autres termes, le réseau transpyrénéen de l'éditeur constitua un pas de plus vers l'internationalisation de l'auteur, même si cette stratégie ne prit toute son ampleur qu'au lendemain de la Grande Guerre. Alors que l'Espagnol connaissait un véritable triomphe outre-Atlantique, il aspira à briller avec le même éclat dans le pays où il avait élu domicile et où se *fabriquait* encore la littérature universelle (Casanova, 1999, p. 55).

L'hispanisme français occupa une place cruciale dans le dense réseau tissé par Blasco : il y recruta – parfois avec quelques déconvenues – des collaborateur.rices acquis.es à sa cause et il put compter sur leur habileté de médiation culturelle pour se faire une place dans le panorama éditorial parisien. La polyvalence de ces hispanistes, alliée à celle des romancier.es qu'il édita – certains, comme Edmond Jaloux, commentèrent également son œuvre avec bienveillance dans la presse – explique l'imbrication de plusieurs ensembles de relations où se croisaient écrivain.es, universitaires, traducteur.rices, journalistes, critiques et agents littéraires. Ainsi,

lorsque l'on parcourt cette vaste cartographie de réseaux interconnectés, on est surpris de la facilité avec laquelle Blasco sut s'y mouvoir, qu'il s'agisse des cercles des graves académiciens ou de ceux des femmes de lettres. À bien des égards, le romancier espagnol parvint à séduire ses pairs qui l'acceptèrent dans leurs cénacles, peut-être en échange de voir leur œuvre diffusée dans le monde hispanique. Amitiés littéraires ou échanges de bons procédés ? La nature de ces liens était sans doute variable d'une personnalité à l'autre et certaines relations mériteraient sans aucun doute une étude spécifique.

Toujours est-il qu'en parcourant ces réseaux de manière panoramique, on s'aperçoit de l'importance de pratiques liées à la sociabilité littéraire, telles que les lettres ou les livres dedicacés que les écrivain.es s'échangeaient entre eux.elles, autant de pratiques qui nous permettent aujourd'hui de nous lancer dans une sorte d'archéologie de leurs relations. Aussi les conclusions ici présentées doivent-elles beaucoup à l'activité épistolaire *assidue* de Blasco Ibáñez et aux vestiges de sa bibliothèque à Fontana Rosa. Sans doute l'approche aurait-elle été quelque peu différente si cet auteur-éditeur avait vécu à notre époque, marquée par le numérique, mais nous pouvons être sûr.es qu'il y aurait démontré une belle dextérité dans le maniement de ce que nous appelons aujourd'hui les « réseaux sociaux ».

BIBLIOGRAPHIE

Sources inédites

Bibliothèque de Vicente BLASCO IBAÑEZ à Fontana Rosa, Médiathèque L'Odyssée de Menton.

Brochure publicitaire de la maison Prometeo [1914], collection personnelle.

Correspondance Vicente BLASCO IBAÑEZ - Gaston CALMANN-LEVY (1907-1928), courtoisie de Jean-François Botrel.

Deux lettres de Vicente BLASCO IBAÑEZ à Henri BARBUSSE (1918), Bibliothèque nationale de France.

Fonds Libertad BLASCO-IBÁÑEZ, Casa-Museo Blasco Ibáñez, Valencia, Espagne.

Fonds Marcelle TINAYRE, Archives départementales de la Corrèze.

Une lettre inédite de Vicente BLASCO IBAÑEZ à Carlos SILVA VILDÓSOLA (Cap Ferrat, 1-IV-1918), Biblioteca Nacional de España.

Une lettre inédite de Vicente BLASCO IBAÑEZ à Bernard GRASSET (Madrid, 28-II-1911), Collection des manuscrits français, Bibliothèque de l'Université d'Ottawa, Canada.

Une lettre inédite de Vicente BLASCO IBÁÑEZ à Gaston CHÉRAU (Fontana Rosa, 18-II-1922), Bibliothèque nationale de France.

Sources imprimées

AGUILAR MUÑOZ, Manuel, 1964, *Una experiencia editorial*, Madrid, Aguilar.

ANONYME, 1903, « Chronique », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 5, n° 4, p. 442-448.

— — 1904, « Chronique », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 6, n° 2, p. 171-172.

— — 1906, « Blasco Ibanez », in *Gil Blas*, Madrid, 5-XII, p. 1.

— — 1914, « Programme des auteurs de la licence d'espagnol (1914-1915) », in *Bulletin hispanique*, Madrid, t. 16, n° 2, p. 252-253.

— — 1918, « Programme de licence (1918-1919) », in *Bulletin hispanique*, Madrid, t. 20, n° 4, p. 265-266.

BARRÈRE, Bernard, 1994, « Écriture et engagement. Blasco Ibáñez », in CANAVAGGIO, Jean (dir.), *Histoire de la littérature espagnole II*, Paris, Fayard, p. 539-547.

- BARRY, Édouard (éd.), 1913, *España y Españoles, Paisajes, monumentos, tipos de la corte y de provincias, usos y costumbres, leyendas y tradiciones. Páginas selectas entresacadas de las obras de los mejores escritores contemporáneos*, Paris, Garnier.
- BLASCO IBÁÑEZ, Vicente, 1921, « Una gloria nacional. Ha muerto la Pardo Bazán », in *El Liberal*, Madrid, 13-V, p. 1.
- — 1933, *Estudios literarios*, Valencia, Prometeo.
- — 1940 [1909], « Cartas de Vicente Blasco Ibáñez a Joaquín V. González », in *Boletín de la Academia Argentina de Letras*, Buenos Aires, t. 8, n° 29, p. 155-157.
- — 1975^a [1946], *Obras completas I*, Madrid, Aguilar.
- — 1975b [1946], *Obras completas II*, Madrid, Aguilar.
- — 1975c [1946], *Obras completas II*, Madrid, Aguilar.
- — 1978, *Obras completas VI*, Madrid, Aguilar.
- — 1999 [1907], *La voluntad de vivir*, Madrid, Cátedra.
- BOIS, Elie-Joseph, 1912, « Le dernier conquistador », in *Le Temps*, Paris, 8-IV, p. 4.
- BONAFOUX, Luis, 1908, « París al día. Esprit y plancha », in *El Heraldo de Madrid*, Madrid, 14-I, p. 1.
- BOTREL, Jean-François, 1993, *Libros, prensa y lectura en la España del siglo XIX*, Madrid, Fundación Germán Sánchez Ruipérez, Pirámide.
- — 2000, « La recepción de la obra de Blasco Ibáñez en Francia (1902-1938) », in OLEZA, Joan et LLUCH, Javier (éds.), *Vicente Blasco Ibáñez: 1898-1998. La vuelta al siglo de un novelista*, Actas del Congreso Internacional celebrado en Valencia del 23 al 27 de noviembre de 1998, Valencia, Generalitat Valenciana, Conselleria de Cultura i Educació, vol. 2, p. 967-976.
- — 2012, « Blasco Ibáñez empresario de sí mismo (doce cartas a su editor francés, Calmann-Lévy) », in SMITH, Paul et ANDERSON, Christopher (éds.), *Revista de Estudios sobre Blasco Ibáñez*, Valencia, Casa-Museo Blasco Ibáñez, n° 1, p. 147-170.
- BOURCIEZ, Édouard, 1899, « L'agrégation d'espagnol et d'italien », in *Le Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 1, n° 1, p. 22-23.
- CASANOVA, Pascale, 1999, *La République mondiale des Lettres*, Paris, Seuil.
- FERNÁNDEZ, Pura, 2007, « Las Cortes de Cádiz en la *Historia de la Revolución Española* », in BLASCO IBÁÑEZ, Vicente, *Las Cortes de Cádiz. Historia de la revolución española*, éd. de FERNÁNDEZ, Pura, Cádiz, Diputación de Cádiz, 2007, p. 11-66.

- FOURREL DE FRETTE, Cécile, 2012, *L'évolution du rapport à l'image de Vicente Blasco Ibáñez (1908-1928)*, thèse sous la dir. de ORTEGA, Marie-Linda, Université Toulouse-Jean Jaurès.
- — 2015, *Vicente Blasco Ibáñez et le cinéma français (1914-1918)*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- — [2023], *Prometeo. En el taller editorial de Vicente Blasco Ibáñez (1890-1928)*, Valencia, Casa-Museo Blasco Ibáñez, Ayuntamiento de Valencia, sous presse.
- FRANCÉS, José, 1907, « La crisis del libro », in *La República de las letras*, Madrid, 8-IV, p. 1.
- — 1911, « Feminismo literario. Escritoras francesas contemporáneas », in *Por esos mundos*, Madrid, 1-IX, n° 200, año XII, p. 569-587.
- GASCÓ CONTELL, Emilio, 1973, *París cuando yo era viejo*, Madrid, Organización Sala.
- HAUSER, Arnold, 1994, *Historia social de la literatura y del arte III*, Barcelona, Labor.
- HERRÁEZ, Miguel (éd.), 1999, *Epistolario de Vicente Blasco Ibáñez, Francisco Sempere: 1901-1917*, Valencia, Monografies del Consell Valencià de Cultura, Generalitat Valenciana.
- INSÚA, Alberto, 2003 [1952-1959], *Memorias. Antología*, FORTUÑO LLORENS, Santiago (éd.), Madrid, Fundación Santander Central Hispano.
- LAGET, Laurie-Anne, 2021, « “Bienvenue soyez-vous, messieurs”: la modernidad literaria española en la crítica francófona de los años veinte », in GRACIA Jordi et RÓDENAS DE MOYA Domingo (éds.), *Las dos modernidades. Edad de Plata y transición cultural en España*, Madrid, Visor Libros, p. 105-136.
- LÁZARO LORENTE, Luis Miguel, 2021, *La nueva Atenas del Mediterráneo. Vicente Blasco Ibáñez, cultura y educación populares en Valencia (1890-1931)*, Valencia, Institució Alfons el Magnànim-Centre Valencià d'Estudis i d'Investigació.
- LLUCH-PRATS, Javier, 2012a, « Blasco Ibáñez, editor en Madrid », in SMITH, Paul et ANDERSON, Christopher (éds.), *Revista de Estudios sobre Blasco Ibáñez*, Valencia, Casa-Museo Blasco Ibáñez, n° 1, p. 91-103.
- — 2012b, « La antesala del triunfo de un editor y escritor profesional: Vicente Blasco Ibáñez en la Argentina (1909-1914) », in FERNÁNDEZ, Pura (coord.), « Redes trasatlánticas: escritores, editores y lectores en el entresiglos hispánico (XIX-XX) », *Revista de Estudios Hispánicos*, t. XLVI, n° 2, p. 247-268.
- — 2015, « El legado de una editorial emblemática: Prometeo (Valencia, 1914) », in *Pensar con la historia desde el siglo XXI*, XII Congreso de la Asociación de Historia Contemporánea, Madrid, Ediciones de la Universidad Autónoma de Madrid.

- — 2017, « Semblanza de Sociedad Editorial Prometeo (Valencia, 1914-1939) », in *Portal Editores y Editoriales Iberoamericanos (siglos XIX-XXI)* — EDI-RED, FERNÁNDEZ, Pura (dir.), GICELAH, Alicante, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes, en ligne, consulté le 28/02/2023, file:///Users/pleiade/Downloads/sociedad-editorial-prometeo-valencia-1914-1939-semblanza-849293-1.pdf.
- MÉRIMÉE, Ernest et MOREL-FATIO, Alfred, 1901, « Agrégation d'Espagnol (Concours de 1902) », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 3, n° 4, p. 434-439.
- — 1903, « Agrégation. Notes bibliographiques sur les auteurs du programme de l'agrégation d'espagnol (Concours 1904) », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 5, n° 4, p. 434-438.
- — 1903, « Blasco Ibáñez et le roman de mœurs provinciales », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 5, n° 3, p. 272-300.
- — 1912, « Diplôme d'études supérieures », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 14, n° 2, p. 219.
- MÉRIMÉE, Henri, 1922, « Le romancier Blasco Ibáñez et la cité de Valence », in *Bulletin Hispanique*, Bordeaux, t. 24, n° 4, p. 361-377.
- MEYLAN, Jean-Pierre, 1969, *La Revue de Genève, miroir des lettres européennes, 1920-1930*, Genève, Droz.
- PITOLLET, Camille, 1905, « "La Bodega" de V. Blasco Ibáñez », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 7, n° 3, p. 307-309.
- — 1909, « "Sangre y arena", de V. Blasco Ibáñez », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 11, n° 2, p. 200-206.
- — 1921, *V. Blasco Ibáñez. Ses romans et le roman de sa vie*, Paris, Calmann-Lévy.
- — 1928, « À propos de Blasco Ibáñez », in *Bulletin hispanique*, Bordeaux, t. 30, n° 3, p. 235-249.
- — 1957, « Cómo escribí el libro sobre Blasco Ibáñez », in *Boletín de la Biblioteca de Menéndez Pelayo*, Santander, Año 33, n° 3-4, p. 221-365.
- TOMÁS, Facundo, 1999, « Introducción », in BLASCO IBÁÑEZ, Vicente, [1907], *La voluntad de vivir*, Madrid, Cátedra, p. 9-141.
- VARELA FERNÁNDEZ, Darío, 2019, *Les réseaux hispanistes français au début du XXe siècle : coopérations savantes et relations culturelles, France-Espagne-Amérique (1890-1930)*, thèse de doctorat, sous la direction de Nathalie Richard et Irina Podgorny, Université du Mans.

VAYSSIÈRE, Jean, 1974, « “La Barraca” devient “Terres Maudites”. La France découvre l'œuvre de Blasco Ibáñez grâce à la traduction de Georges Hérèle », in *Bulletin Hispanique*, Bordeaux, t. 76, n° 3-4, p. 335-352.

Partie 2

PROPAGANDE CULTURELLE, CULTURE VISUELLE EN RESEAUX

Du réseau urbain au réseau social : le graffiti madrilène (1982-2022)

Lisa GARCIA
CREC – UR 2292
Université de la Sorbonne Nouvelle

Résumé

Depuis les années 2000, la construction de la trace du graffiti se fait tout aussi bien sur les murs de la ville que sur les murs du numérique ; elle peut être décontextualisée, vaporeuse, immatérielle. Les réseaux sociaux décuplent le plaisir scopique du graffeur du XXI^e siècle. Tout l'univers de traces éparpillées dans l'espace public, déjà effacées, recouvertes ou abîmées, se trouve alors concentré dans le « portfolio » d'Instagram. Dans de telles conditions, il convient de repenser la pratique territoriale du graffiti. Ces simulacres de la trace originale permettent au graffeur de consolider les fondations de son entreprise mémorielle, sous une forme paradoxalement virtuelle. On assiste alors à l'« effondrement du contexte » spatio-temporel (Boyd, 2008) et à des phénomènes de résistance : le retour à la rue comme unique support est préconisé par certains graffeurs qui redoutent de ce fait un effondrement du sens de la pratique.

Mots-clés : Graffiti – Réseaux sociaux – Fanzine – Trace – Mémoire – Territoire

Resumen

Desde la década de los 2000, la construcción de la huella del graffiti tiene lugar tanto en los muros de las ciudades como en los muros digitales; puede ser descontextualizada, vaporosa, inmaterial. Las redes sociales multiplican el placer escópico del grafitero del siglo XXI. Todo el universo de huellas dispersas en el espacio público, ya borradas, tapadas o deterioradas, se concentra entonces en el « portfolio » de Instagram. En tales condiciones, conviene replantearse la práctica territorial del graffiti. Estos simulacros del trazo original permiten al grafitero consolidar las fundaciones de su empresa memorialística, de forma paradójicamente virtual. Asistimos entonces al « colapso del contexto espacio-temporal » (Boyd, 2008) y a fenómenos de resistencia: la vuelta a la calle como soporte único es preconizada por ciertos grafiteros que temen un hundimiento del sentido de la práctica.

Palabras clave: Graffiti – Redes sociales – Fanzine – Huella – Memoria – Territorio

Abstract

Since the 2000s, the construction of the trace of graffiti is done as well on the walls of the city as on the social media wall; it can be decontextualized, vaporous, immaterial. Social networks increase tenfold the scopic pleasure of the 21st century graffiti writer. The whole universe of traces scattered in the public space, already erased, covered or damaged, is then concentrated in the « portfolio » of Instagram. In such conditions, it is advisable to rethink the territorial practice of graffiti. These simulacra of the original trace allow the graffiti artist to consolidate the foundations of his memorial undertaking, under a paradoxically virtual form. One attends then to the « collapse of the spatio-temporal context » (Boyd, 2008) and to phenomena of resistance: the return to the street as unique support is encouraged by certain graffiti writers who consequently fear a collapse of the meaning of the practice.

Keywords: Graffiti – Social Networks – Fanzine – Trace – Memory – Territory

Le mot d'ordre du graffiti est, depuis les années 1970 aux États-Unis, « *getting up* », qui signifie en français « se lever », pour décrire l'ascension du graffeur, de la ville jusqu'au métro new-yorkais aérien. Le terme est traduit en espagnol par « *hacerse ver* » ou « *dejarse ver* », et en français par « se faire voir ». Il offre notamment au jeune chercheur Craig Castleman le titre de son œuvre à succès, *Getting Up*, sortie en 1982. L'expression est également révélatrice d'une autre ascension, sociale cette fois-ci, des jeunes Noirs et Hispano-américains¹ qui dépassent les limites de leur condition pour verser sur la ville une constellation de noms, jusqu'alors invisibilisés.

Le cas espagnol, dont l'ancrage socio-culturel diffère considérablement, repose aussi sur l'idée de se rendre visible dans l'espace public. Le graffeur, en inscrivant son nom sur la surface dure de la ville, se présente sous la forme d'un objet graphique à voir et à commémorer. La signature répétée permet alors de faire la publicité de son nom : ce dernier est martelé dans l'espace public afin de se faire connaître du plus grand nombre, parmi une communauté donnée. L'analogie entre le graffiti et la publicité est ainsi courante dès les années 1980 à Madrid. Le pionnier du graffiti de la capitale, MUELLE, avait par exemple déposé son nom à l'Agence espagnole des brevets et des marques² en 1985. Il devenait une marque commerciale enregistrée, à laquelle il ajoutait systématiquement un « ® » (de « *registered* » en anglais). En rendant public son nom, le graffeur cherche avant tout à se rendre visible par sa trace. La rue constitue un support idoine pour cela : elle n'est pas élitiste comme peuvent l'être les lieux culturels (tels que les musées), elle est une scène ouverte traversée par des milliers de personnes chaque jour.

¹ Beaucoup sont originaires de Porto Rico.

² « Oficina Española de Patentes y Marcas ».

Le nom s'expose ainsi sur les murs de la ville, de manière répétée, afin d'assurer la réputation de son auteur, car « le nom célèbre est celui qui est inscrit et réinscrit, dit et redit sans interruption », affirme l'anthropologue de l'écriture Béatrice Fraenkel (1992, p. 121). Tous nos entretiens auprès des graffeurs madrilènes l'indiquent : le but premier du graffiti est d'être vu, de se faire connaître ou d'être reconnu. L'objectif principal est celui de se faire voir par les membres de la communauté. Le graffeur madrilène MUSO songeait alors à l'effet ressenti par son lecteur lorsqu'il verrait son nom en dehors de Madrid, à Tolède par exemple : « [...] je pourrais aller à Tolède et faire une grande pièce³ ou encore un beau chrome⁴, et tous ceux qui iront à Tolède diront : bon sang, MUSO est passé par là. »⁵ Le graffeur se figure avec émotion cette expérience d'ubiquité : il est à ce moment-là aussi bien à Madrid qu'à Tolède, en un dédoublement visuel vertigineux.

Malgré sa fragilité en milieu urbain, la trace décuplée (notamment par la publication papier ou bien en ligne depuis quelques années) cherche à être ostensible. Le réseau virtuel vient alors prolonger le réseau urbain depuis une vingtaine d'années, par un artefact qui tend à déterritorialiser le graffiti. La société occidentale connaît en effet une profonde mutation depuis l'arrivée d'Internet et du Web 2.0⁶ à partir des années 2000. Les graffeurs n'y sont évidemment pas insensibles, et le passage de la *vidéosphère* à l'*hypersphère*⁷ se fait sans difficulté dans la communauté. En effet, le glissement de la photographie numérique à l'image connectée est naturel, et constitue même une aubaine pour eux, en recherche constante de visibilité. Les vecteurs d'exposition d'autrefois apparaissent comme archaïques à partir des années 2010. Cette transition numérique et technologique attire tout autant qu'elle inquiète certains d'entre eux, et pose la question de l'avenir de la culture urbaine. Cette évolution de la pratique, ainsi que les questionnements récents qui agitent la communauté seront au cœur de notre travail. Nous interrogerons la cohabitation du réel et du virtuel dans la pratique du graffiti. Le mur dématérialisé des réseaux sociaux détourne-t-il les graffeurs du mur de l'espace urbain ? Est-il un vecteur de visibilité ou bien un facteur de disparition du graffiti sur le long terme ?

³ Le terme « pièce », *pieza* en espagnol, vient de l'anglais *piece* et désigne un graffiti complexe.

⁴ Le terme anglais « chrome », *plata* en espagnol, désigne un graffiti rapide et de couleur argentée.

⁵ « [...] yo a lo mejor voy a Toledo y me hago un piezón o un buen plata, y todo el mundo que vaya a Toledo va a decir, coño, aquí ha estado el MUSO ». MUSO, entretien réalisé en février 2018, Madrid.

⁶ On situe le Web 1.0 de 1989 à 1999, le Web 2.0 de 1999 à 2009 et le Web 3.0 de 2009 aux années 2020.

⁷ Cette première *médiasphère* (qui remplace la *graphosphère*) est théorisée par R. Debray (1991), alors que la dernière (l'*hypersphère*) est ajoutée par Merzeau (2007, p. 3-15). Elle correspond à la période des réseaux sociaux. Pour Louise Merzeau, la *graphosphère* cherchait la lisibilité, la *vidéosphère* la visibilité, l'*hypersphère* l'accessibilité.

L'inscription du graffiti dans le réseau urbain madrilène

Le graffiti possède pour principal support la ville, « réseau des réseaux » selon Ulf Hannerz (1980, p. 253). La ville s'avère être en effet un hyper-réseau, composé d'un enchevêtrement de rues, abritant elles-mêmes d'autres réseaux tels que les réseaux de transports, les réseaux amicaux, les réseaux professionnels, etc. Historiquement, le premier réseau touché par les graffeurs est celui des transports, ferroviaire tout particulièrement. À Philadelphie et à New York tout d'abord, de jeunes Américains prennent d'assaut les trains et les métros. Après s'être infiltrés dans le tissu souterrain des couloirs menant au métro, les graffeurs, appelés « *graffiti writers* », se dirigeaient jusqu'au dépôt où les attendaient leurs supports en mouvement, les wagons. Quelques heures seulement après, les trains étaient mis en circulation, et les graffiti étaient alors exposés à la vue de tous, promenés le long du réseau de chemin de fer, avant d'être effacés par le service de propreté.

À Madrid, il en va autrement : la culture du graffiti se développe tout d'abord dans la ville, à travers les rues. Le graffiti des premiers temps, principalement apposé dans les banlieues de la capitale où vivaient les graffeurs, avance vers le centre à partir des années 1995. MUSO nous décrit ce mouvement centripète, de la banlieue vers le centre, qui anime les graffeurs : « Les gamins qui commencent à peindre le font plutôt dans leur quartier, et quand tu es plus âgé, dans le centre... »⁸. Le cœur de la ville devient l'objectif premier des graffeurs. FER (Figuerola-Saavedra, 2016, s.p.) affirme également que « [...] la zone du centre était un lieu spécial pour aller peindre, parce que c'était l'endroit où il y a le plus de gens [...] l'objectif était Madrid »⁹. Aller dans le centre signifie se rapprocher de la case centrale du jeu, celle qui est la plus difficile à atteindre et où tout le monde aimerait être (fig. 1).

⁸ « Los chavales que empiezan a pintar empiezan más por su barrio, ya cuando eres mayor por el centro... ». MUSO, entretien réalisé en février 2019, Madrid.

⁹ « [...] la zona centro era un sitio especial para ir a pintar, porque era el sitio donde más gente hay [...] el objetivo era Madrid ».



RUSO, SORA, PIKARO, MOJO, OYE, OBERON et non identifiés, Calle del acuerdo, quartier Malasaña, Madrid, décembre 2019 © Lisa Garcia

Il est le lieu idoine pour se faire voir du plus grand nombre, à l'exception de l'hypercentre. En effet, les quartiers historiques de Malasaña, Lavapiés ou encore La Latina, possèdent des rues sinueuses et étroites qui permettent d'y insérer discrètement une signature, alors que le cœur de la ville (la Puerta del Sol, le quartier des Habsbourg, Las Letras, etc.) est beaucoup moins pratiqué par les graffeurs : les grands boulevards bordés d'immeubles imposants sont très fréquentés et possèdent un dispositif de surveillance dissuasif.

Pour investir l'espace, habiter la ville, les graffeurs se meuvent constamment dans le réseau urbain : ils partent à la recherche de lieux où peindre, se déplacent horizontalement en suivant le tracé des rues et verticalement lorsqu'ils grimpent sur une poubelle, une gouttière, un échafaudage ou un toit. Ils offrent là un exemple de « pratiques habitantes », pour reprendre l'expression de Michel de Certeau (1990, p. 141), qui oppose les « marcheurs » (qui travaillent l'espace) aux « voyeurs » (qui ignorent ces pratiques) : « [...] Ils sont les marcheurs [...] dont le corps obéit aux pleins et aux déliés d'un "texte" urbain qu'ils écrivent sans pouvoir le lire. » (Certeau, 1990, p. 141) Par une sorte de mise en abyme scripturale, les graffeurs en vagabondant dans le réseau urbain pour y inscrire leur écriture, matérialisent un graphisme parallèle par le seul mouvement de leurs corps. Des années 1980 aux années 2000, la trace écrite du tag et du graffiti était bien souvent prolongée par un autre support, celui du tirage photographique, gardé précieusement dans un album ou un tiroir, ou bien diffusé par le biais de publications papier.

Avant les réseaux sociaux : le temps du fanzine et de la revue

Il faut attendre l'année 1983 pour que le graffiti américain se fasse connaître, grâce à des documentaires tels que *Style Wars* et *Wild Style* (1983), et la publication de livres de photographies des trains new-yorkais : *Subway Art* en 1984 (Cooper et Chalfant) *Spraycan Art* en 1987 (Chalfant et Prigoff). L'artiste français André, ancien graffeur, témoigne :

Ça passait par le bouche-à-oreille, par des photos d'amateurs qu'on se montrait les uns aux autres. Il fallait aller chercher. C'était une vraie culture *underground*. Et comme il n'y avait rien de commercial autour, il fallait faire partie d'un réseau, avoir des copains qui voyagent, qui ramènent des photos. On avait un ou deux livres de référence : *Subway Art*, puis *Spraycan Art*. (Zahm, 2016, p. 70)

À partir de ces années-là, l'influence du graffiti américain est considérable en Europe, les pratiques locales changent, les trains et métros sont « bombardés »¹⁰ à partir des années 1990 à Madrid. Le style *autóctono*¹¹ des *Flecheros* madrilènes est quelque peu délaissé, au profit du style Hip Hop, hérité des États-Unis. La traversée de supports textuels et imagés (documentaires, livres, etc.) d'un continent à un autre établit des ponts entre les différents territoires, créant ainsi un réseau d'influences.

Le tirage des photographies et la publication papier naissent du besoin d'exprimer une expérience et de la partager au sein de sa communauté. Les publications, sous la forme de revues ou de fanzines, sont toujours réduites. Elles sont souvent faites avec peu de moyens et n'ont aucun but lucratif. Les premières revues de graffiti à Madrid, dans les années 1990, permettaient de diffuser l'information, de montrer les différentes pratiques et les styles : « Ces revues étaient les réseaux sociaux »¹², affirme SPEN (Gálvez, 2020, p. 199). Elles viennent tout d'abord de l'étranger, de New York, de Berlin, etc., s'achètent sur place ou se reçoivent par voie postale. ERSI collectionne par exemple tous les *On the run*, dont le premier numéro sort en 1991, et les *King Stylez*, à partir de 1992, deux revues allemandes qui réunissent surtout des photographies

¹⁰ Le « *bombing* » en anglais, « *bombardeo* » en espagnol, « cartonnage » en français, renvoie à une pratique itérative du graffiti, où la quantité prime sur la qualité.

¹¹ Le terme « autochtone » (« *autóctono* » en espagnol), pour qualifier le graffiti madrilène des débuts, aurait été introduit par le graffeur GLUB, selon le témoignage de ROSK, dans *Firmas, muros y botes* (Figueroa-Saavedra et Gálvez, 2014, sans pagination). Les protagonistes de l'époque assurent que le terme n'existait pas avant les années 2000. La dénomination de « *autóctono* » permet ainsi aux graffeurs de la première génération de se distinguer du mouvement américain hip-hop, bien qu'en réalité nombre d'entre eux finissent par en adopter les codes à partir des années 1990.

¹² « Esas revistas eran las redes sociales ».

de graffeurs américains. Le coût de l'impression baisse considérablement dans les années 1990, étant donné les possibilités offertes par les logiciels informatiques et l'autoédition. Parallèlement au phénomène de multiplication du graffiti dans la rue à partir de 1995, les publications locales se développent à Madrid. On peut citer, entre autres revues produites dans la capitale espagnole, *Série B*, *Pua13*, *Wanted 2001* et *Negativos*. Elles sont aujourd'hui épuisées¹³ et presque introuvables : elles se revendent dorénavant à prix d'or¹⁴ sur des sites de vente en ligne, ou bien elles sont quelquefois rééditées aux dates anniversaires, comme le premier numéro de la revue *Pua13* en 2019, qui fêtait ses 20 ans. Véritables objets de collection, ces publications enferment ces traces du passé comme des trésors, réservés à quelques chanceux. Le graffeur E1000 nous a confié sa collection de revues *Pua13*¹⁵. Collaborative, elle était composée de photographies envoyées par la communauté des graffeurs qui souhaitaient apparaître dans cette revue gérée par Writers Madrid, le magasin de matériel de graffiti madrilène. On aperçoit dans les coins des photographies les noms bien connus des propriétaires des photographies, « MVS », « VAGO », « BUNI », « MAX501 », etc., ainsi que les dates de 2001 et de 2002. Rien n'est précisé quant aux lieux de prises de vue en revanche. Ces revues servaient de sources d'inspiration et de vitrine pour les graffeurs qui voulaient y figurer. Le graffeur TOES, pourtant assez secret dans la diffusion de son travail, admet s'être laissé charmer par le chant des revues et la visibilité qu'elles offraient :

[...] J'ai toujours pensé que la meilleure diffusion est d'être dans la rue, car c'est là que tout le monde te voit et c'est là que tu sais vraiment si une personne fait bien son travail ou pas. Parce que tu peux faire 40 signatures en dessous de ta maison et publier 40 photos et avoir l'air d'être le meilleur, mais en réalité il n'y a pas de mérite derrière tout ça. J'ai préféré laisser parler ce qui était dans la rue, pendant de nombreuses années. Puis, bien sûr, en regardant les revues, j'ai eu envie d'apparaître dedans¹⁶.

13 La plupart des publications ne sont plus rééditées à la fin des années 2000, lorsque l'utilisation d'Internet, comme nouveau mode de communication et de diffusion, se généralise.

14 On trouve par exemple le volume 3 de *On the run* à 250 euros sur Internet, <URL : <https://picclick.de/SeenLimited-Gold-EditionBlackbooks-Vol3-On-The-Run-GraffitiBookMagazineArt-284251115701.html>>, consulté le 04 septembre 2023.

15 Cette revue, dont le premier numéro sort en 1999, tire son nom d'une expression employée par les graffeurs, « hacer la púa », qui signifiait sortir peindre sans prévenir ses compagnons de jeu afin de les devancer.

16 « [...] siempre me ha parecido que la mejor difusión es estar en la calle, que es donde te va a ver todo el mundo y es donde de verdad sabes si una persona está activa haciendo bien el trabajo o no. Porque tú puedes estar debajo de tu casa haciendo 40 firmas y subes 40 fotos y parece que eres la leche, pero la realidad es que ni hay un mérito detrás. Entonces a mí me gustaba que hablase por sí solo lo que había en la calle, eso durante muchos años. Luego, claro viendo revistas me apetecía salir en revistas ». TOES, entretien réalisé en décembre 2020, Madrid.

Il nous explique ensuite avoir envoyé ses photographies à une revue, qui ne les a jamais publiées. C'est la raison pour laquelle il décide, en 2018, de se charger lui-même de la diffusion de son travail et publie un fanzine nommé *Residuos*¹⁷.

Les tirages de fanzines sont plus limités encore : ils sont publiés et distribués sans intermédiaire, par leurs auteurs eux-mêmes, et passent souvent de la main à la main lors d'événements particuliers. Ces magazines et revues non professionnels mélangent photographies et récits. ERSI nous a confié le prototype de la première page d'un fanzine qui aurait dû sortir en 1991 (fig. 2).



ERSI, prototype « Boom Attack fanzine », décembre 1991, Madrid, © Lisa Garcia

On peut y lire « 1^{re} page. *Book Attack Fanzine*. Année 91. n°1. Mois de décembre »¹⁸. Trois photographies accompagnent l'inscription au crayon à papier et le bandeau de la page, dont on ne distingue plus que les scotchs posés dans les coins, et qui semble avoir été décollé. Ce projet inachevé, sur une feuille volante pliée et cornée, concentre l'esprit des fanzines : il n'est pas nécessaire d'être un écrivain reconnu pour publier son travail, n'importe quel amateur peut faire la publicité de son nom. La trace voyage ainsi de main en main, par ce biais peu coûteux.

¹⁷ TOES, *Residuos*, Madrid, auto-édition, 2018.

¹⁸ « 1° pagina [sic] Boom Attack Fanzine. Año 91. n°1. Mes diciembre ». ERSI, prototype de Fanzine, confié en octobre 2017.

Chacun peut, avec quelques notions infimes de maquettage, proposer une publication qui concentre son travail ou bien celui de son *crew*¹⁹. L'un des derniers en date, publié à Madrid, est celui des FIGHTERPUSSIES, l'un des *crews* au féminin de la ville. Sorti en juin 2021, *Who said she can't* documente leur travail sur plusieurs années. Bien que le support du fanzine puisse sembler quelque peu désuet aujourd'hui, il est encore utilisé par la plupart des graffeurs madrilènes : la graffeuse CHICA, la plus âgée des FIGHTERPUSSIES, revendique la nécessité de créer un objet physique, lors d'une émission radiophonique du *Gozódromo* :

Le projet est finalement devenu quelque chose de physique [...] comme je viens de l'ancien temps, j'avais besoin que ça ne soit pas limité aux réseaux sociaux, Instagram et tout ça. Il faut que ce soit quelque chose de physique qui reste dans notre mémoire personnelle et si les gens l'aiment, c'est génial ! (CHICA, Sologozar, 2021)²⁰

Le format papier est rassurant : sa diffusion est certes limitée, mais il donne l'impression de figer, sous une forme rigide, le cours du temps. La publication photographique « [...] atteste le désir de rester éternellement dans l'objet [...] » (Tisseron, 1999, p. 173). Le support papier trouve encore largement sa place dans la culture du graffiti en 2022, et pas seulement chez les graffeurs de la première génération, comme semble l'affirmer CHICA. En effet, le retour de la photographie argentique ces dix dernières années impose nécessairement un retour à la photographie développée. En décembre 2018 à Amsterdam, le graffeur HAST exposait à E1000 et TOES des photographies papier de graffiti (fig. 3).

¹⁹ Des « équipes » de graffeurs, appelées *crews*, peuvent être formalisées, dont les membres peuvent compter les uns sur les autres, s'entraider et se stimuler.

²⁰ « El proyecto al final se ha convertido en algo físico [...] como yo vengo de lo antiguo, yo necesitaba que no se quedara solo en plan redes sociales, Instagram y todas esas cosas. Eso tiene que ser algo físico que quede en nuestra memoria personal y si a la gente le gusta, ¡ole ! ».



E1000, HAST, TOES, Amsterdam, décembre 2018 © Lisa Garcia

Rapportées d'Espagne, il les transportait alors dans son sac à dos afin de pouvoir les montrer à ses compagnons. Si cette pratique était monnaie courante dans la première période du graffiti, de 1980 à 2000, il semblerait que les nouvelles plateformes sur Internet soient maintenant préférées au papier. Elles n'évincent pas le tirage photographique ni la production éditoriale, mais elles les raréfient, tant elles permettent une diffusion facilitée, gratuite et plus large de la création murale.

La publication en ligne : surexposition et réception

Pour le graffeur KANS, en décembre 2017, l'album photographique était un objet inadapté qu'il était nécessaire de réformer afin de répondre aux exigences renouvelées des graffeurs :

Il faut également laisser une trace sur le Web. On dit que plus on y laisse d'informations, plus les gens peuvent voir ton travail. Aujourd'hui, si j'ai cinq albums de photos au fond d'un placard poussiéreux, ça ne sert à rien parce que personne ne les voit, tu comprends ? Et moi, je les vois un jour où je m'ennuie, je les sors, je les remets et c'est tout²¹.

²¹ « También hay que dejar huella en la red. Se supone que cuanto más información dejas allí, más gente podrá ver tus cosas. Hoy en día que yo tenga cinco álbumes de fotos, ahí en el cuarto de los horrores, no sirve de nada porque

On considère que l'utilisation d'Internet se généralise en 2001 (Gunthert, 2009, p. 186). Il s'en suit la création du Web 2.0 en 2004 et des sites et réseaux sociaux, tels que Fotolog en 2002, Flickr en 2004, Youtube en 2005, Facebook en 2006 puis Instagram²² en 2010. Nous nous concentrerons sur ce dernier puisqu'il est le plus utilisé par les graffeurs depuis plus de dix ans.

Tous ces nouveaux espaces remplacent progressivement les albums photographiques que les graffeurs gardaient religieusement chez eux. Ils prolongent ainsi leurs préoccupations archivistiques, en proposant des espaces où enregistrer, ordonner, conserver leurs documents. Certaines informations accompagnent les publications en ligne, sous la forme de légendes, d'indications de lieu, de commentaires, etc. Pour le graffeur KANS, « Instagram est comme un portfolio »²³. Le terme, habituellement employé dans la sphère professionnelle ou bien par les artistes, est intéressant. Il ne s'agit plus d'un album photographique en ligne, mais plutôt d'un ensemble de photographies et de textes explicatifs, qui constitue la preuve du « professionnalisme » du graffeur. Tout comme le portfolio, qui requiert une mise en page soignée et un résultat d'ensemble agréable, ces plateformes permettent de retravailler les photographies, par le biais d'effets visuels (retouches, filtres, icônes, etc.) mais également sonores, puisque des musiques peuvent être ajoutées aux images et vidéos publiées. Des « *stories* », ces publications éphémères qui s'effacent au bout de 24 heures, complètent le « mur » depuis 2016.

Véritables caisses de résonance du graffiti, les réseaux sociaux ont la capacité de conserver, de décupler et de diffuser la trace initiale, à la manière des albums photographiques montrés par le passé, mais à plus grande échelle. La trace est ainsi fixée, ce qui rend plus difficile son effacement par autrui. KANS cite alors une phrase d'un ami graffeur, aux allures de vérité générale accablante : « [un ami] m'a dit : "si tu n'es pas sur Internet, c'est comme si ça n'était pas arrivé". » Le graffeur madrilène précisait ensuite les propos de son ami : « Parce qu'ensuite ils effacent [le graffiti] et il a disparu, tu vois ? »²⁴ Le support de l'album photographique semble déjà totalement évincé du processus de sauvegarde de la trace et les pièces à conviction disposées sur Internet sont érigées au rang de preuves.

nadie los ve, ¿sabes? Y los veo yo cuando me aburro un día los saco y luego los vuelvo a dejar allí y ya está ». KANS, entretien réalisé en décembre 2017, Madrid.

²² Instagram est une application créée en 2010 par l'Américain Kevin Systrom et le Brésilien Michel Mike Krieger. Depuis 2012, elle appartient au groupe américain Facebook Inc., aujourd'hui renommé Meta.

²³ « Instagram es como un portfolio ». KANS, entretien réalisé en décembre 2017, Madrid.

²⁴ « [un amigo] me decía "si no estás en Internet es como que no ha pasado". Porque luego te lo borran [el graffiti] y ya ha desaparecido, ¿sabes? ». KANS, entretien réalisé en décembre 2017, Madrid.

Ces archives en ligne ne sont plus privées comme du temps des premiers graffeurs, puisqu'elles sont accessibles sur les réseaux, à Madrid, en Espagne et dans le reste du monde, de manière synchrone ou asynchrone. Instagram offre la possibilité de limiter l'audience à une communauté restreinte, dans le cas des comptes fermés au public. Cependant, force est de constater que la plupart des comptes de graffeurs ou de *crews* madrilènes sont ouverts et ne demandent aucune autorisation d'accès. Bien que cela puisse sembler aller à l'encontre de l'esthétique du secret²⁵ chère aux graffeurs, ces derniers reproduisent ainsi de manière virtuelle un autre mur, visible par tous, dans un espace public. Soulignons au passage les affinités lexicales entre le graffiti et les plateformes visuelles : dans les deux cas il est question de noms à « taguer », visibles sur un « mur », c'est-à-dire l'espace principal d'exposition des photographies, qui peut être « public » ou « privé ».

Cependant, pour se prémunir contre toute tentative de traque numérique²⁶, le régime du pseudonymat est conservé : les comptes Instagram reprennent le nom inventé du graffeur ou du *crew* (E1000 est @e1000__, KANS est @kans115, SOSA est @lasosaaaa), ou bien même un autre nom, qui permet de brouiller encore un peu plus les pistes et de rendre la traçabilité plus difficile : MUSO possède actuellement un compte intitulé @1.000house, TOES est @acid.t, STEALER est @__perhaps, SORA est @37_tattoo, etc. Le *crew* des FIGHTERPUSSIES rend également l'accès à son compte plus difficile, en remplaçant certaines lettres de son nom par des signes numériques et alphabétiques semblables : @f1ghter_pvzzies. Les pseudonymes réels et virtuels ne coïncident donc pas toujours et évoluent au fur et à mesure des années. Une capture d'écran du compte des FIGHTERPUSSIES nous renseigne encore davantage sur les stratégies adoptées sur Instagram : leur compte est certes ouvert, mais les graffeuses précisent en sous-titre « Graffiti trouvés dans la rue et sur Internet »²⁷. Elles feignent alors d'être des lectrices passionnées de graffiti plutôt que des *escritoras*, elles se masquent tout en se montrant. Ces précautions servent évidemment à réintroduire quelques verrous protecteurs à la surexposition permise par les réseaux sociaux. De même, aucune photographie des

²⁵ La nécessité d'opérer discrètement et de se soustraire au regard des parents, des passants, des policiers ou des caméras, contribue au plaisir du graffeur. Le graffiti repose en effet sur un goût certain du secret et du mystère, soigneusement entretenu par ses auteurs. Ils jouissent ainsi de l'aura de la nuit, du mystère de la signature indéchiffrable, d'une identité secrète (par le biais d'un faux nom) et de la construction d'un personnage, qui les protègent.

²⁶ Traque numérique fantasmée ou fondée, il nous est difficile de savoir si la police locale a réellement recours aux réseaux sociaux pour remonter la piste des graffeurs. On peut aisément l'imaginer, en cas de récidive ou bien de délit grave, étant donné la facilité d'accès aux photographies, dans le cas des comptes publics. Cependant, toutes les anecdotes, mentionnées par nos informateurs, avaient eu lieu à l'étranger et non à Madrid.

²⁷ « Graffitis encontrados por las calles e Internet ». FIGHTERPUSSIES, Instagram, <URL : https://www.instagram.com/f1ghter_pvzzies>, consulté le 04 septembre 2023.

FIGHTERPUSSIES n'est « taguée », ce qui signifie dans le jargon du Web qu'aucune « étiquette » renvoyant aux différents comptes personnels des graffeuses n'est ajoutée. Les *stories* sont souvent plus compromettantes pour les graffeurs, car ils y dévoilent les coulisses de l'acte d'écriture : on les voit en train de peindre (de dos, visage masqué ou bien caché derrière une émoticône²⁸). Leur effacement au bout de 24 heures permet donc de se protéger d'un regard policier éventuel. MUSO, dont le compte Instagram a été supprimé par la police allemande lorsqu'il séjournait dans le pays, prend la question très au sérieux :

Sur Instagram, s'ils enquêtent sur toi, tu vas tomber à coup sûr, ils peuvent déjà t'attraper sans que tu sois en train de peindre alors s'ils voient ton visage sur une photo, ou ta pièce, ou ta tête taguée, ils vont te chercher chez toi à coup sûr²⁹.

Malgré toutes les précautions prises (changement régulier de nom de compte, visage masqué, utilisation d'ordinateur de bibliothèque ou de café, photographie argentique, logiciels pour brouiller les informations, etc.), le risque de tomber dans le piège de la surexposition consentie est réel. L'obsession de la trace peut donc mener à se mettre en danger, pour la rendre visible et plus durable : de la trace à la traçabilité, l'utilisation des réseaux sociaux peut se retourner contre le graffeur. Lorsque les policiers effacent le compte de MUSO en Allemagne, ils jouent en quelque sorte le rôle d'agents de propreté de son espace virtuel, en venant supprimer la trace de la trace.

Il s'agit là du risque à prendre afin de parvenir à une plus grande diffusion de son travail, ainsi que pour accéder à sa réception. En effet, Instagram offre également la possibilité d'accéder à la réception en recueillant les impressions des internautes, sous la forme de *likes*³⁰, commentaires, nombre d'abonnés, etc. TOES nous décrit le soulagement ressenti grâce à cette réception accessible, identifiable et quantifiable sur Instagram :

²⁸ Une émoticône est un symbole graphique représentant une émotion sous la forme d'un visage. Tout d'abord utilisé dans les messages écrits, on le retrouve maintenant sur tous les réseaux sociaux.

²⁹ « En Instagram si te hacen investigaciones pues vas a caer seguro, ya pueden pillarte sin pintar que como vean en tu Instagram tu cara en una foto, o tu pieza, o tu cara etiquetada van a buscarte a casa seguro, ¿sabes? ». MUSO, entretien réalisé en février 2018, Madrid.

³⁰ Les *likes* (sous la forme d'un symbole de cœur sur Instagram), sont pour le graffeur une manière d'évaluer l'accueil de son travail, puisque chacun d'eux représente, de façon condensée et symbolique, un compliment de la part d'un internaute enjoué.

[...] tu te rends compte que les gens apprécient et donc il y a des récompenses émotionnelles, lorsque tu vois que les gens adorent, tu veux faire encore mieux, pour qu'ils aiment³¹.

Il semblerait qu'au XXI^e siècle, la société postmoderne soit en recherche constante de gages de reconnaissance et d'appréciation, de « récompenses émotionnelles », par le biais non plus d'œuvres laissées au monde mais bien de sa propre image, ici sous la forme d'un nom, exposée sur les réseaux sociaux. L'historien et sociologue américain Christopher Lasch l'énonçait déjà dans les années 1970, alors que l'*hypersphère* n'avait pas encore été inaugurée :

Nous cherchons à nous rassurer sur notre pouvoir de captiver ou d'impressionner les autres, tout en demeurant anxieusement à l'affût d'imperfections qui pourraient nuire à l'apparence que nous voulons donner. (Lasch, 2006, p. 129)

Cette analyse nous semble en effet refléter une période et des pratiques contemporaines et pose l'importance du regard des autres dans la construction de l'image de l'homme postmoderne. Par son nom disséminé sur les réseaux sociaux, c'est bien l'image de soi que le graffeur façonne, célèbre et exhibe.

Le territoire virtuel du graffiti : paradoxe et inquiétudes

Alors que par la publication en ligne de la photographie de la trace, le graffeur a l'impression de renforcer les fondements de son projet mémoriel, il est frappant de constater que le médium choisi conduit à diluer d'autant plus la pratique du graffiti. Ces simulacres de la signature originale permettent au graffeur de consolider les fondations de son entreprise mémorielle, sous une forme paradoxalement encore plus liquide et vaporeuse. Il est rassurant cependant de pouvoir utiliser ces nouveaux supports pour conserver et diffuser l'image du graffiti, même s'ils entraînent nécessairement un rapport renouvelé à la pratique.

La première mutation (d'une documentation solide à une documentation virtuelle) a eu lieu lors du passage de l'argentique au numérique. Il est commun de dire que la photographie numérique est dématérialisée. Pour André Gunthert (2015, s.p.), en réalité « la révolution de la

³¹ « [...] te das cuenta de que a la gente sí le gusta y entonces hay recompensas emocionales, cuando ves que a la gente le mola, y quieres hacer algo mejor, que le guste ». TOES, entretien réalisé en décembre 2020, Madrid.

photographie numérique est sa fluidité ». Il préfère parler de fluidité plutôt que de « dématérialisation », car la photographie numérique conserve en réalité une certaine matérialité (sous la forme de la carte mémoire, par exemple), tout en étant l'objet d'une circulation et d'une diffusion. La deuxième mutation, plus profonde encore, est celle instaurée par le Web. L'entrepreneur américain Nova Spivack annonçait en 2010 le passage de la Toile au Flux, avec l'arrivée de Facebook et de Twitter en 2006, et du Web 3.0³² en 2009. Alors qu'auparavant l'utilisateur d'Internet recherchait des sites créés par le passé, le flux est tout le temps en reformation, totalement tourné vers le temps présent, l'instant. Il est malléable et s'adapte à nos exigences : « Le flux c'est ce que le Web est en train de penser et de faire, là maintenant. C'est le flux collectif de notre pensée », explique-t-il (Spivack, 2010, p. 75). La « fluidité », le « flux », le « courant » habitent dorénavant notre langage quotidien. En juin 2022, les paroles d'un morceau de rap sur la thématique de Twitter nous interpellent :

Cette génération aime faire le buzz, faire parler d'elle

Lâche prise, ne résiste plus (Han)

En réalité tu es juste un flux, un contenu [...] (Epps, 2022).

Ces quelques phrases renferment l'essence d'une époque et le paradoxe de l'homme contemporain : par la photographie et son bras droit virtuel, le graffeur cherche à stabiliser une forme de nature instable. Il se trouve alors en proie à une contradiction fondamentale, dans laquelle son nom devient chaque fois plus fluide. Dix ans seulement après l'invention d'Instagram, les graffeurs entrevoient déjà les avantages et les limites du virtuel. À commencer par l'« effondrement du contexte » annoncé par la chercheuse américaine Danah Boyd, dans sa thèse *Taken Out of context. American Teen Sociality in Networked Publics*, de 2008. Malgré l'ajout facultatif de la mention du lieu, le graffiti est déraciné de son contexte urbain, il n'est plus ancré dans un territoire défini. Pour l'internaute, il est alors possible de consommer le graffiti d'un regard, en quelques minutes seulement, par la technique du « *scrolling* » (« faire défiler rapidement les images ») sans nécessité de se déplacer, ni même de vivre dans la ville ou le pays du graffeur. Ce dernier peut ainsi faire connaître sa signature au-delà des frontières. L'« effondrement du contexte » est également temporel. Alors que la rue nous donne une vision de l'état de la création urbaine en temps réel, le mur virtuel mêle les pièces récentes et

³² Le Web 3.0 met l'accent sur l'autonomie de l'utilisateur et permet un stockage et une utilisation des données accrus.

anciennes, effacées ou non. Le graffeur a alors la sensation de maîtriser à nouveau la destinée de ses pièces, il réarrange les morceaux de son monument comme il le souhaite, sans souci de leur chronologie ni de leur fugacité. Il crée son œuvre utopique et uchronique. Bien sûr, cela ne se fait pas sans conséquences : le risque d'une prééminence du document sur l'objet réel est souvent mentionné par les graffeurs. La photographie revêt désormais une telle importance dans le processus du graffiti que certains graffeurs admettent même privilégier la belle image plutôt que la visibilité de la pièce dans la rue, comme le graffeur ADIOS :

Qu'on les voie ou qu'on ne les voie pas, ça m'est bien égal. Je cherche avant tout à obtenir une bonne photo car finalement, qu'est-ce qu'il te reste de tout ça ? La photo et ta mémoire. Et c'est tout. (Gálvez, 2020, p. 153)³³

Bien que certaines persiennes de magasins ne lui permettent pas d'être vu (lorsqu'elles se situent dans des rues non passantes de la ville par exemple), ADIOS privilégie la photographie de ses graffiti, soit la trace de la trace, plutôt que la trace elle-même. Le référent réel compte alors moins que la belle photographie « instagramable ». L'artiste urbain Elreydelaruina, dans son icône du cœur, ajoute alors non sans humour le message suivant : « Ce n'est pas par crime, pour de l'argent ou pour la célébrité... c'est pour Instagram »³⁴ (fig. 4).

³³ « [...] me da lo mismo, tanto que se vean como que no se vean. Yo busco más que nada el tener una buena foto porque al final, ¿qué te queda de todo? La foto y tu recuerdo. Y no hay otra ».

³⁴ « No es por crimen, dinero ni fama...es por Instagram ».



Elreydelaruina, Calle Atocha, quartier Centre, Madrid, décembre 2017 © Lisa Garcia

Pour les spectateurs, la prédominance des plateformes visuelles dans l'expérience du graffiti les prive du contexte urbain, qui induisait une découverte, un effet de surprise, un spectacle de la lecture. L'obsession de la permanence mène à un appauvrissement de l'expérience du lecteur. Les graffeurs sont formels lors de nos entretiens : à vouloir trop multiplier les représentations de leur graffiti, ils perdent l'attention du regardant. La surabondance des images induite par le passage de la photographie à la « post-photographie », selon l'expression du photographe Joan Fontcuberta (11-V-2011), implique le passage d'une ère de la qualité à celle de la quantité. Leur diffusion facilitée par les plateformes de partage d'images accroît encore le phénomène. TOES nous expliquait ainsi, en décembre 2020 :

Et combien d'images passent chaque jour devant tes yeux, ton cerveau est incapable de tout retenir [...] Quand tu publies des choses sur Internet, comme tu peux les supprimer en un « clic », eh bien ça n'a pas d'importance car tu peux publier 100 ou 200 choses par jour³⁵.

³⁵ «Y cuantas imágenes pasan al día por tus ojos que tu cerebro es incapaz también de retenerlo todo cuando [...] Al subir cosas a Internet como las puedes borrar con un “clic” pues da igual porque puedes subir 100 o 200 cosas al día [...] ». TOES, entretien réalisé en décembre 2020, Madrid.

Noyés sous un flux d'informations, les internautes peuvent ressentir une sensation d'anesthésie du regard et de l'âme. Cette accumulation des objets émousse la perception que l'on s'en fait, crée un sentiment de lassitude. La chercheuse Remedios Zafra évoque alors une « paralysie dérivée de l'excès de voir sans arrêt, sans ciller » qui aboutit à « une crise symptomatique – ou peut-être un nouveau statut – de l'attention » (Zafra, 2015, p. 18)³⁶. Le graffeur TIL, fort d'une expérience de près de quarante ans de graffiti, abonde en ce sens :

Je me revois dans le lit de mes parents, à regarder une photo pendant peut-être une demi-heure ou une heure. Le tracé, les connexions, les couleurs, tout, tout [...]. Si avant tu pouvais rester une heure devant une putain de photo, maintenant tu vas la regarder pendant même pas une seconde. Même les meilleures pièces que je vois, je reste 5 secondes³⁷.

La photographie du graffiti n'est plus regardée comme avant, elle ne possède plus l'aura d'antan, lorsqu'elle était singulière et secrète. On la voit rapidement, on passe d'une photographie à une autre photographie. Or, si l'on en croit TIL, plus qu'à être vus, les graffeurs aspirent à être regardés. Le flot des images virtuelles tendrait alors à desservir leur projet. De manière générale, l'exercice de la commémoration semble presque désuet à l'époque de la modernité liquide, car elle repose sur la contemplation et le recueillement, autant d'activités qui paraissent lointaines pour l'utilisateur derrière son écran.

Alors que dans la rue le graffiti ne court pas le risque de « [...] régresser en habitude visuelle dépourvue de tout pouvoir d'interpellation » (Debray, 1999, p. 36) puisqu'il est sans cesse effacé et renouvelé, la permanence de la publication virtuelle l'expose à la crise habituelle des monuments traditionnels, soulignée par Robert Musil :

Entre autres particularités dont peuvent se targuer les monuments, la plus frappante est, paradoxalement, qu'on ne les remarque pas. Rien au monde de plus invisible. Nul doute pourtant qu'on ne les élève pour qu'ils soient vus, mieux, pour qu'ils forcent l'attention ; mais ils sont en même temps, pour ainsi dire, « imperméabilisés », et l'attention coule sur

³⁶ « [...] parálisis derivada del exceso del ver sin descanso, sin parpadeo, en una sintomática crisis -o tal vez nuevo estatuto- de la atención ».

³⁷ « Yo me acuerdo de estar en la cama de mis padres, mirando una foto a lo mejor media hora o una hora. Los palos, conexiones, los colores, todo, todo [...]. Si antes te quedabas una hora con una puta foto, ahora ni un segundo la vas a ver. Hasta las mejores piezas que yo veo, me quedo 5 segundos ». TIL, entretien réalisé en décembre 2020, Madrid.

eux comme l'eau sur un vêtement imprégné, sans s'y attarder un instant. (Musil, 1936, p. 70)

Et d'ajouter plus loin la raison fondamentale de cette apathie du regard : « tout ce qui se prolonge perd le pouvoir de frapper. » (Musil, 1936, p. 71)

Le retour à la rue comme unique support est alors préconisé par certains graffeurs. On trouve parfois sur Instagram des publications qui annoncent la mort du graffiti. Le graffeur français KENO, du *crew* PAL, affirme dans une publication datant d'août 2022 « Instagram est la fin du graffiti ». Il ajoute en titre de la publication : « soyons sérieux la véritable culture est morte [...] et Instagram a considérablement contribué à cela »³⁸. Pour ce dernier, qui a commencé dans les années 1995, l'utilisation d'Instagram a dégradé la pratique du graffiti. La critique est fréquente : on reproche à ces plateformes de dénaturer le graffiti. La peur de la mort du graffiti, véritable *leitmotiv* depuis les années 1970 aux États-Unis, met au jour un autre des nombreux paradoxes de la pratique : sous ses airs subversifs et marginaux, le graffiti se laisse aspirer par le courant dominant. Le graffeur KENO, mentionné précédemment, est déjà *mainstream* lorsqu'il condamne Instagram depuis la plateforme en question, où il est suivi par une communauté de 51 000 personnes.

Conclusion

Le contexte numérique peut modifier le rapport du graffeur à sa création finale, par une scénographie fictive, irréaliste : « Certains redoutent qu'une société qui se gave d'archives perde l'envie de créer », affirme Régis Debray (1999, p. 38). Dans ces conditions, l'utilisation à outrance des réseaux sociaux constituerait une menace pour la vitalité de la pratique. Certains membres de la communauté craignent alors un éloignement du mur de pierre, au profit du simulacre du virtuel. On ne grafferait plus que pour la réception en ligne, les *likes* et les commentaires. La conquête de l'espace urbain se verrait supplantée par une compétition en ligne.

Consolidé ou bien englouti par un flot d'images, le mur virtuel du graffiti déplace les contours de la pratique, engendre des questionnements et des peurs. La résistance à l'effacement par le virtuel peut mener à une saturation des mémoires (numériques, électroniques et

³⁸ « Instagram is the end of graffiti » et « let's be serious the real culture is dead [...] and Instagram has greatly contributed to this ».

humaines) et à un risque d'indifférence générale. Face à la possibilité d'un basculement, un usage raisonné d'Instagram ou un retour exclusif à la rue sont préconisés par certains graffeurs inquiets. Il en va de la sauvegarde de leur mémoire.

La culture caméléon du graffiti évolue ainsi en fonction des aléas de la culture dominante, elle y est attenante, elle s'y camoufle tout en étant ostensible : malgré la prudence qui caractérise les graffeurs, le but est tout de même de se rendre visible, par tous les moyens possibles. Pour ce faire, le témoignage et la photographie (archivée, montrée, publiée) tentent de pallier la disparition annoncée du nom. Le jeu subversif du graffiti, sous ses airs de contre-culture, s'avère en réalité être une sous-culture, comme celle du *selfie* : marquée par la consécration de l'image de soi, de l'amateurisme, de l'ordinaire, du présent et de l'éphémère, elle s'inscrit alors parfaitement dans la période postmoderne. Les graffeurs utilisent les supports en vogue : photographie numérique, plateformes visuelles, réseaux sociaux. Ils se dissimulent tout en s'exposant depuis l'avènement d'Internet. Ils cherchent la marginalité mais deviennent de plus en plus consensuels. Une aporie grandissante traverse alors le graffiti.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- BOYD, Danah, 2008, *Taken Out of Context: American Teen Sociality in Networked Publics*, thèse de doctorat dirigée par Peter Lyman, Université de Californie-Berkeley.
- CASTLEMAN, Craig, 1982, *Getting Up, Subway graffiti in New York*, Massachusetts, The Massachusetts Institute of Technology.
- CERTEAU, Michel de, 1990, *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire*, Paris, éd. Gallimard.
- CHALFANT, Henry, PRIGOFF, James, 1999 [1987], *Spraycan Art*, New York, éd. Thames & Hudson.
- COOPER, Martha, CHALFANT, Henry, 2016 [1984], *Subway Art*, New York, éd. Thames & Hudson.
- DEBRAY, Régis, 1991, *Cours de médiologie générale*, Paris, éd. Gallimard.
- — 1999, « Trace, forme ou message ? », in *Les cahiers de médiologie*, Paris, n°7, p. 27-44.
- EPPS, Benjamin, Di-Meh, juin 2022, « Top Tweet », *OV3*, produit par Nicholas Craven.
- FIGUEROA-SAAVEDRA, Fernando, GALVEZ, Felipe, 2014, *Firmas, muros y botes, Historia social y vivencial del Graffiti Autóctono*, Madrid, auto-édition, sans pagination.
- Fontcuberta, Joan, « Por un manifiesto postfotográfico », in *La Vanguardia*, Barcelona, 11-V-2011,
URL : <https://www.lavanguardia.com/cultura/20110511/54152218372/por-un-manifiesto-posfotografico.html>, consulté le 04 septembre 2023.
- FRAENKEL, Béatrice, 1992, *La signature, genèse d'un signe*, Paris, éd. Gallimard.
- GALVEZ, Felipe, 2020, *Madrid Cierres*, Madrid, auto-édition.
- GUNTHER, André, 2009, « L'image partagée », *Études photographiques*, Paris, n° 24, XI,
URL : <https://journals.openedition.org/etudesphotographiques/2832>, consulté le 04 septembre 2023.
- — 2015, « Introduction : l'image fluide », *L'Image partagée. La photographie numérique*, Paris, éd. Textuel, URL : <http://imagesociale.fr/2044>, consulté le 04 septembre 2023.
- HANNERZ, Ulf, 1983, *Explorer la ville. Éléments d'anthropologie urbaine* [1980], trad. JOSEPH, Isaac, Paris, éd. de Minuit.
- LASCH, Christopher, 2006 [1976], *La culture du narcissisme, la vie américaine à un âge de déclin des espérances*, Paris, éd. Flammarion.
- MERZEAU, Louise, 2007, « Une nouvelle feuille de route », in *Médium*, Paris, 4, n°13, p. 3-15,
URL : <https://www.cairn.info/revue-medium-2007-4-page-3.htm>, consulté le 04 septembre 2023.

MUSIL, Robert, 1956 [1936], *Œuvres pré-posthumes*, trad. JACCOTTET, Philippe, Paris, éd. du Seuil.

SOLOGOZAR, 19-IX-2021, [podcast], *Gozódromo*, #47, FIGHTERPUSSIES,

URL : <https://open.spotify.com/episode/4s3HssSSM89NNtFYWwY905?si=0844bde40e3d4298>, consulté le 04 septembre 2023.

SPIVACK, Nova, 2010, « Bienvenue dans le flux : un nouvel âge pour le Web », in DACOS, Marin (dir.), *Read/Write Book : Le livre inscriptible*, Marseille, OpenEdition Press.

TISSERON, Serge, 1999, *Le mystère de la chambre claire : Photographie et inconscient*, Paris, éd. Flammarion.

TOES, 2018, *Residuos*, Madrid, auto-édition.

ZAFRA, Remedios, 2015, « La censura del exceso. Apuntes sobre imágenes y sujeto en la cultura red », in *PArAdigma*, Málaga, n°18, p. 18-19,

URL : <https://riuma.uma.es/xmlui/bitstream/handle/10630/8812/Zafra.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, consulté le 04 septembre 2023.

ZAHM, Olivier, 2016, « André », in *Palais Magazine*, Paris, n° 24, XI, p. 70-74.

L’Espagne et les réseaux culturels européens : le Conseil de l’Europe et l’Exposition d’art roman de 1961

Évelyne RICCI
CREC – UR 2292
Université de la Sorbonne Nouvelle

Résumé

En 1961, est organisée en Espagne, sous les auspices du Conseil de l’Europe, une exposition européenne d’art roman qui se tient à Barcelone et St Jacques de Compostelle. À travers cet événement artistique, l’Espagne mise sur une entreprise de normalisation et de légitimation de son régime qu’elle mène grâce aux réseaux culturels institutionnels qu’elle tisse avec le Conseil de l’Europe et ceux, plus informels, qu’elle noue en coulisse. La reconnaissance dont jouit l’Espagne grâce à cette exposition sur la scène européenne ne va pas sans débats au sein du Conseil de l’Europe. Ils révèlent l’articulation difficile entre les enjeux artistiques et leurs implications idéologiques et le rôle politique que le régime de Franco projette sur ces réseaux culturels européens.

Mots-clés : Conseil de l’Europe – Franquisme – Réseaux culturels – Politique internationale – Diplomatie

Resumen

En 1961, bajo los auspicios del Consejo de Europa, se celebra en Barcelona y Santiago de Compostela una exposición europea de arte románico. A través de este acontecimiento artístico, España apuesta por un proceso de normalización y legitimación de su régimen, que lleva a cabo gracias a las redes culturales institucionales que construye con el Consejo de Europa y a las más informales que establece entre bastidores. El reconocimiento de que goza España gracias a esta exposición en la escena europea no se lleva sin debates en el seno del Consejo de Europa. Revelan la difícil articulación entre las cuestiones artísticas y sus implicaciones ideológicas y el papel político que el franquismo proyectó sobre estas redes culturales europeas.

Palabras clave: Consejo de Europa – Franquismo – Redes culturales – Política internacional – Diplomacia

Abstract

In 1961, Spain jointly organized with the Council of Europe an exhibition of Romanesque art which took place in Barcelona and Santiago de Compostela. This artistic event was a means of capitalizing on the normalizing and legitimizing process which the Spanish regime had been carrying out through the institutional cultural ties with the Council of Europe as well as more informal ones. The recognition that Spain managed to gain in Europe thanks to this exhibition was a major source of debate within the Council of Europe. It testifies to the complex links between art and ideology as well as the political role Franco's regime expected European cultural networks to play.

Keywords: Council of Europe – Franco Regime – Cultural networks – International Politics – Diplomacy

L'épreuve la plus pénible pour le peuple espagnol consiste, cependant, dans le "rideau de silence" que le monde occidental semble avoir tiré sur l'Espagne.
Annemarie Renger, Conseil de l'Europe, 1961.

Y resultaba ser papel de España — en sorprendente destino — el recobrar el hilo de nuestro vivir europeo, en su verdadero principio, que fue la época de la fe y de la creencia.
ABC, 13-VIII-1961.

L'histoire des relations institutionnelles entre l'Espagne et l'Europe sous le franquisme pourrait sembler se résumer à trois dates emblématiques. Celle de février 1962, pour commencer, la première présentation officielle d'une demande d'intégration dans la récente Communauté Économique Européenne, celle de 1964 ensuite, qui correspond à la seconde demande, suivie comme la précédente d'un échec, puis, enfin, celle du 29 juin 1970, quand est finalement signé l'Accord préférentiel entre la France et l'Espagne. Avec la fin de la dictature et le retour de la démocratie, de nouvelles dates soulignent l'avancée des relations entre les deux pays, avec, notamment, en février 1979, l'ouverture de négociations officielles qui préparent l'intégration de l'Espagne dans la Communauté Économique Européenne qui, elle, sera effective le 1^{er} janvier 1986.

Ces dates qui rythment l'histoire d'une relation presque impossible, jusqu'à la fin du franquisme au moins, entre l'Espagne et l'Europe institutionnelle, masquent une autre réalité, celle d'un rapprochement plus précoce, sous le couvert de la culture et l'égide du Conseil de l'Europe notamment. L'Espagne franquiste a su très tôt, et avec une certaine habileté, pénétrer certains de ces réseaux institutionnels, non sans polémiques, réserves et questionnements du côté européen qui ne l'ont pourtant pas empêchée de retourner en sa faveur cette ouverture européenne, dans une volonté claire de propagande extérieure, mais surtout intérieure. Grâce

aux réseaux culturels institutionnels qu'elle tisse avec le Conseil de l'Europe et ceux, plus informels qu'elle noue en coulisse, l'Espagne mise sur une entreprise de légitimation de son régime, ce qui doit amener à s'interroger sur le rôle qu'elle fait jouer à cette institution européenne et sur son apparente instrumentalisation. L'Exposition d'Art roman qui se tient en 1961, sous les auspices du Conseil de l'Europe, à Barcelone et à St Jacques de Compostelle n'a pas laissé de grands souvenirs. Pourtant elle constitue une étape importante pour l'Espagne dans son entreprise de rapprochement avec l'Europe. Elle démontre les efforts importants déployés alors par la diplomatie espagnole, à contre-courant des valeurs défendues par le Conseil de l'Europe. Elle souligne également le rôle joué par les réseaux, parfois informels, qui se nouent en dehors des frontières du pays et qui constituent tout à la fois des vecteurs de soutien et d'opposition au régime. Des documents officiels longtemps classés confidentiels du Conseil de l'Europe, et peu connus aujourd'hui encore, apportent un éclairage particulièrement intéressant sur les coulisses de la politique européenne de l'Espagne et sur les questionnements et les débats qui s'expriment au sein de l'organisme européen à propos du régime franquiste et de sa quête de reconnaissance. C'est sur eux que s'appuie principalement cette étude.

Le régime franquiste et le Conseil de l'Europe : l'espoir d'une normalisation

Né après le Congrès de la Haye de 1948, de la volonté de consolider la paix et l'unité européenne exprimée par divers mouvements fédéralistes européens et dirigeants politiques, le Conseil de l'Europe, institué par le Traité de Londres, le 5 mai 1949, définit dans l'article premier de ses statuts son objectif principal : « Le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun et de favoriser leur progrès économique et social » (*Statut du Conseil de l'Europe*, chap. I, art. 1^{er} 1949). Dès 1949, il réunit 10 membres, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni, l'Espagne n'en faisant pas partie. L'article 3 du statut précise, en effet, que « Tout Membre du Conseil de l'Europe reconnaît le principe de la prééminence du droit et le principe en vertu duquel toute personne placée sous sa juridiction doit jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (*Statut du Conseil de l'Europe*, chap. II, art. 3, 1949), un principe incompatible avec l'essence même du régime franquiste. Si l'article 1 précisait que l'objectif du Conseil de l'Europe est de « favoriser le progrès économique et social », c'est en réalité une institution à la vocation essentiellement politique et culturelle, très impliquée dans la défense des droits de l'homme, grâce notamment à la

Convention européenne des droits de l'homme, signée en novembre 1950, et à la Cour européenne des droits de l'homme créée, elle, en 1959.

L'Espagne étant encore sous le coup de la résolution de l'ONU de décembre 1946 recommandant son exclusion de toutes les organisations internationales, son adhésion au Conseil de l'Europe est hors de propos en 1949. Cela n'empêche pas pourtant que des contacts, d'abord informels, puissent être noués, d'autant que la résolution de l'ONU est levée en novembre 1950 et que la Guerre froide et le caractère anti-communiste du régime franquiste l'aident à regagner la faveur des puissances occidentales. Le Conseil de l'Europe s'est d'ailleurs doté, dès août 1950, d'une commission chargée de défendre les intérêts des nations non représentées au sein du Conseil, en distinguant entre les états « sous domination soviétique » et les autres, ces derniers se divisant à leur tour entre nations démocratiques et non démocratiques. C'est au sein de cette dernière catégorie que figure, aux côtés du Portugal notamment, l'Espagne. Les nations non représentées sont invitées à certaines réunions techniques du Conseil, comme le comité d'experts sur les brevets dont l'Espagne fait partie dès 1955.

L'État espagnol a beau avoir protesté contre la décision de l'ONU et le retrait des ambassadeurs du pays, dénonçant cette ingérence dans ses affaires nationales et affirmant que l'Espagne se suffisait à elle-même, l'aide internationale est nécessaire, comme la reconnaissance du pays sur la scène diplomatique, européenne en particulier. Même si la vision de l'Europe en ces premières années du franquisme demeure ambiguë, il n'en demeure pas moins, comme Ortega y Gasset l'affirmait au début du siècle, que l'Europe est la solution, en particulier économiquement. C'est pourquoi il est important de nouer des contacts avec cette nouvelle Europe institutionnelle, eût-elle une audience encore limitée, mais aussi de s'en rapprocher par le biais d'organismes culturels (par exemple, l'Instituto de Cultura Hispánica, le Consejo Superior de Investigaciones Científicas ou l'Instituto de Estudios Políticos) et de nominations officielles à des postes diplomatiques. Sont nommés ainsi, comme conseillers culturels en Europe, des intellectuels du régime, à l'instar de Rafael Calvo Serer, membre de la Junta de Relaciones Culturales du Ministère des Affaires étrangères espagnol, nommé « Agregado cultural móvil » en Europe, avant qu'il ne dirige l'Institut Espagnol de Londres, en 1947, un an après son inauguration. C'est aussi le cas d'Ernesto Giménez Caballero, nommé, pour sa part, en 1950, observateur du Conseil de l'Europe à Strasbourg, ville où il avait déjà séjourné au début des années 1920. Auteur la même année d'un ouvrage dont le titre est une référence, volontairement détournée (et inversée), à Ortega y Gasset, *L'Europe de Strasbourg, vision espagnole du problème européen*, il rédige lors de son séjour strasbourgeois auprès du Conseil de l'Europe un long rapport adressé aux autorités espagnoles pour rendre compte des

observations qu'il a pu dresser en assistant à la deuxième session du Conseil. Il y relate avec force détails les contacts qu'il établit à cette occasion avec les membres du Conseil de l'Europe, les marques de soutien qu'il obtient selon lui, mais aussi, à l'en croire, l'hostilité que suscite le nom de l'Espagne. S'il a tout du panégyrique rédigé à sa gloire et d'une défense des intérêts du régime, le rapport renseigne cependant sur les liens qui se nouent à cette occasion entre ce représentant de l'Espagne franquiste et certains membres du Conseil de l'Europe à peine formé. L'analyse de Giménez Caballero est à considérer avec prudence, mais elle n'en demeure pas moins intéressante sur ce rapport paradoxal que continue (et continuera longtemps) de nourrir l'Espagne avec l'Europe. S'il prétend que le Conseil de l'Europe ne représente pour l'Espagne qu'un intérêt relatif et non absolu, l'objectif demeurant « el gran ideal del Federalismo hispanoamericano »¹ (1950, p. 28), cette nouvelle institution européenne n'en finit pas de nourrir pourtant les ambitions de l'Espagne, pour des raisons politiques évidentes, mais aussi économiques. Pour faire face à la crise qui affecte son économie depuis des années, l'Espagne amorce en ces années 1950 un virage libéral qui, grâce à l'appui progressif du FMI, de la Banque mondiale et de l'OCDE², va lui permettre de stabiliser son économie et d'entamer une phase de développement inédite (d'où le nom de *Desarrollismo* donné à cette période). À la même période apparaissent dans le pays des mouvements pro-européens qui se concrétisent à travers, notamment, la création de la Sociedad de Estudios Económicos y Europeos, en 1950, ou la Asociación Española de Cooperación Europea, en 1954. À travers ces organismes, il s'agissait, comme le souligne Ricardo Martín de la Guardia, de conjuguer

la particularidad política española con una vertiente práctica, es decir, con un acercamiento al proceso de integración iniciado en el Continente, de cuyos éxitos económicos podría beneficiarse el país, favoreciendo el progreso económico y apuntalando aún más al Régimen. (2023, p. 88)

Mais c'est aussi grâce à la culture que le régime franquiste va parvenir peu à peu à gagner cette reconnaissance internationale et à conquérir sur la scène européenne une certaine légitimité propre à servir ses intérêts intérieurs.

¹ « Como ya advertí en mis mensajes a ese Ministerio, el Consejo de Europa no tiene un valor absoluto para España sino relativo. Como punto de partida para una “inspirada” política nuestra, tanto en el interior como en el exterior, porque abriría con fecundidad y posibilidad nueva: el gran ideal del Federalismo hispanoamericano », (Giménez Caballero, 1950, p. 28).

² L'Espagne fait son entrée dans ces trois organismes respectivement en 1958, pour les deux premiers, et en 1960 pour le troisième.

L'adhésion à la Convention culturelle européenne : l'Espagne face aux polémiques

Sept ans après le séjour de Giménez Caballero à Strasbourg, l'Espagne adhère à la Convention culturelle européenne en juillet 1957. Selon un document interne du Conseil de l'Europe (un rapport confidentiel rédigé préalablement à la réunion du Comité des experts culturels, prévue en octobre 1957), grâce à cette adhésion, le gouvernement espagnol est invité « à participer à toutes les activités culturelles découlant de la Convention, étant entendu que l'Espagne bénéficiera de ces activités sur un pied d'égalité avec les Membres du Conseil de l'Europe » (Comité des experts culturels, 28-VIII-1957, p. 2). Comme pour les autres membres, cette participation s'accompagne d'une contribution financière, selon un autre document :

En ce qui concerne la contribution de l'Espagne au budget culturel du Conseil de l'Europe, il ressort des calculs effectués par le Secrétariat Général que l'Espagne devrait contribuer dans la proportion de 9,62 %, afin de participer aux activités culturelles sur un pied d'égalité avec les autres pays membres. (Comité des ministres, 28-X-1957, p. 13)

Certes l'égalité formelle introduite par le texte entre l'Espagne et les autres membres du Conseil est limitée au domaine culturel et elle est loin d'impliquer l'adhésion de l'Espagne au Conseil de l'Europe, mais la participation à ce réseau culturel institutionnel constitue une victoire pour le régime franquiste. Elle a un goût de reconnaissance et de légitimation sur la scène culturelle et diplomatique européenne. Elle permet tout du moins à l'Espagne de jouir d'une plus grande visibilité européenne via des actions culturelles. Une dépêche de l'agence EFE, reproduite dans la presse, s'en fait pourtant seulement très succinctement l'écho (« España, en la Convención cultural... », *ABC*, 6-VII-1957, p. 37 ; « Ingreso de España en la Convención Cultural... », *Diario de Burgos*, 6-VII-1957, p. 1).

Cette convention, adoptée en décembre 1954 et entrée en vigueur le 5 mai 1955, représente une matérialisation des principes mêmes du Conseil de l'Europe affirmés dans ses statuts de 1949. Il est nécessaire selon ses signataires « d'adopter une politique d'action commune visant à sauvegarder la culture européenne et à en encourager le développement », afin de « favoriser chez les ressortissants de tous les membres du Conseil, et de tels autres États européens qui adhéreraient à cette Convention, l'étude des langues, de l'histoire et de la civilisation des autres Parties contractantes, ainsi que de leur civilisation commune » (*Convention culturelle européenne*, 19-XII-1954, p. 1). Si la convention évoque dans son article 2 les actions

éducatives favorisant une meilleure connaissance des « langues, de l'histoire et de la civilisation » des différentes parties contractantes, les deux articles suivants visent le « développement des activités culturelles d'intérêt européen » et « la circulation et l'échange des personnes ainsi que des objets de valeur culturelle ». Les activités éducatives (enseignement des langues, échanges universitaires, bourses de voyages, subventions à des traductions, etc.) sont les plus importantes parmi celles menées et encouragées par le Conseil de l'Europe, mais les activités proprement culturelles acquièrent, pour leur part, une plus grande résonnance, notamment les expositions artistiques, comme la quatrième exposition d'art européen à laquelle, dès ce même mois d'octobre 1957, il est décidé par le comité d'experts du Conseil de l'Europe d'inviter l'Espagne en vertu de ces principes³. De même, lors de la réunion du comité qui, après Rome, se tient cette fois à Strasbourg le 28 octobre, deux délégués espagnols participent aux débats, Antonio Villaceros, Directeur Général des Relations culturelles au Ministère des Affaires étrangères espagnol, et José Luis Flórez, Conseiller culturel à l'Ambassade d'Espagne à Rome.

En signant cette convention, l'Espagne fait donc un pas officiel dans la plus grande institution culturelle européenne, le Conseil de l'Europe. Une position encore très timide certes, mais qui consolide les accords internationaux qu'elle avait signés auparavant, qu'il s'agisse de la convention relative aux diplômes donnant accès aux établissements universitaires (signée à Paris en 1953) ou de celle concernant l'équivalence des périodes d'études universitaires (signée, elle aussi à Paris, en 1956). En matière culturelle, le régime franquiste adhère également à des accords bilatéraux : dès 1954, il signe une première convention avec l'Allemagne Fédérale suivie, un an après, d'une seconde convention avec l'Italie. L'Espagne en signe d'autres dans les années suivantes, avec le Royaume-Uni, par exemple, en 1960, ou avec des pays extra-européens, parmi lesquels, outre des États latino-américains (l'Équateur, en 1953, la Bolivie, en 1966, le Chili en 1969), l'Iran en 1958, la Lybie, en 1959 ou encore, par exemple, la Tunisie et l'Algérie, en 1968, signe de l'intérêt que suscitent pour le régime les pays arabes dans l'expansion de sa politique culturelle.

La signature de ces conventions s'accélère avec la reconnaissance croissante dont jouit l'Espagne sur la scène internationale et elle ne se limite pas au seul domaine culturel. Néanmoins c'est là que se joue, dès le milieu des années 1950, la première étape de légitimation institutionnelle européenne du régime franquiste, ce qui n'est pas sans provoquer des débats au

³ « [I]t had been decided to invite Spain to participate in the Exhibition » (Committee of cultural experts, 23-X-1957, p. 6).

sein du Conseil de l'Europe. Si le régime franquiste a adhéré en toute légalité, en 1957, à la Convention culturelle européenne, tous les membres du Conseil de l'Europe ne sont pas disposés, pas plus que ne le sont les délégués de la Commission culturelle, à ce que l'Espagne joue un rôle plus important et matérialise par des actions concrètes le nouveau statut dont la signature de la convention l'a doté. C'est le signe des limites, mais aussi des contradictions du positionnement du Conseil de l'Europe face à l'Espagne de Franco, comme le révèlent des documents peu connus de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe de 1960 et 1961, rédigés à l'occasion de l'Exposition et classés confidentiels pour certains. Ils révèlent des débats internes importants qui, en ce début des années 1960, divisent le Conseil de l'Europe sur la situation de l'Espagne et donnent lieu à de nombreuses discussions. Des débats sans doute provoqués en grande partie par la pression qu'exercent sur certains membres du Conseil des représentants des mouvements anti-franquistes pro-européens, montrant que plusieurs réseaux d'influence se mettent en place autour du Conseil de l'Europe, favorables ou non à l'Espagne franquiste.

Les premières mentions de ces débats apparaissent dès l'automne 1960, via la publication d'un rapport rédigé par Annemarie Renger, députée sociale-démocrate allemande, sur la situation en Espagne. Le rapport ne se méprend pas sur la nature du régime franquiste et les conclusions sont claires :

Depuis l'arrivée au pouvoir du Général Franco, l'Espagne est soumise à un régime de dictature. Il n'y a qu'un parti d'État, il n'y a pas d'élections libres au scrutin secret et, partant, pas de Parlement librement élu. Il n'y a pas de droit de coalition et de grève, pas de droit de réunion, pas de liberté de presse et d'information, pas de liberté d'établissement et de circulation. La religion catholique est la religion d'État. La liberté de conscience et la liberté du culte sont limitées. La liberté individuelle est violée par des mesures policières. Les garanties juridiques n'existent pas. Le citoyen est exposé à l'arbitraire. (Assemblée consultative, 14-IX-1960, p. 10)

L'auteur du rapport termine par une recommandation tout aussi claire, au sujet de l'aide économique que pourraient apporter l'OECE et les États-Unis : « tant que l'aide économique fournie à l'Espagne franquiste ne s'accompagnera pas de réformes politiques à l'intérieur, elle ne servira qu'à consolider le régime actuel ». Quelques semaines plus tard, à la suite de ce rapport, est publiée une proposition de résolution « sur la situation politique en Espagne ».

L'Assemblée consultative y affirme la responsabilité qui est la sienne d'informer les nations démocratiques sur la situation espagnole :

L'Assemblée,

Considérant que la situation en Espagne intéresse toutes les nations démocratiques de l'Europe,

Décide que l'opinion publique européenne doit être pleinement informée des développements récents en Espagne par l'entremise de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe. (Assemblée Consultative, 21-XII-1960a)

La résolution a été rédigée à l'issue de la discussion qui s'est tenue à l'Assemblée consultative du 16 décembre et qui fait l'objet d'un long procès-verbal (Assemblée Consultative, 21-XII-1960b). Y étaient conviés différents représentants de l'opposition anti-franquiste en exil et de mouvements pro-européens, comme Salvador de Madariaga (qui préside alors le Conseil espagnol du Mouvement européen, après avoir participé à la commission culturelle du Congrès de la Haye des années auparavant), Pascual Tomás (Secrétaire Général de la UGT en exil), Rodolfo Llopi (Secrétaire Général du PSOE) ou Enrique Gironella (Secrétaire Général du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe et Secrétaire Général du Conseil fédéral espagnol du Mouvement européen). L'analyse que chacun propose lors de cette rencontre sur la situation en Espagne (toujours minutieusement reproduite dans le procès-verbal) diffère légèrement en fonction de la sensibilité politique des mouvements qu'il représente, mais il y a unanimité, néanmoins, à considérer l'aide européenne comme essentielle pour espérer mettre fin à la dictature franquiste. Cependant, comme dans le rapport d'Annemarie Renger publié trois mois plus tôt, la prudence est de mise face au soutien économique et institutionnel dont pourrait bénéficier le régime et qui constituerait un alibi pour le pouvoir, le dédouanant de toute réforme politique. Tous s'accordent sur ce point.

Ainsi Salvador de Madariaga, le premier à intervenir, souligne qu'il est « vain de croire qu'une aide économique entraînerait une libéralisation progressive du régime. Au contraire, si le problème politique était résolu, la situation économique s'améliorerait » (Assemblée Consultative, 16-XII-1960, p. 4). Pour sa part Pascual Tomás précise que « Le peuple espagnol préférerait recevoir une aide économique moindre si l'Espagne pouvait, à la suite de ces sacrifices, obtenir sa liberté et un régime démocratique » (*Idem*, p. 6), laissant entendre que ce n'est bien sûr pas le cas. Enrique Gironella partage cette opinion et surenchérit quant à la responsabilité politique et morale que les institutions européennes doivent assumer face à

l'Espagne : si leur soutien est essentiel, une adhésion officielle reviendrait à légitimer le régime. C'est pourquoi « il s'élève contre l'adhésion de son pays au Fonds Culturel du Conseil de l'Europe, qui n'a pas seulement été une erreur, mais une "escroquerie" morale », ajoutant que « l'évolution de la situation en Espagne est inquiétante. Le dernier espoir d'une Espagne démocratique réside dans l'Europe. Si le régime du Général Franco participe au Conseil de l'Europe, il n'en subsistera aucun » (*Idem*, p. 6).

La tenue de cette réunion et sa résolution sont suivies de près en Espagne, comme en témoigne la correspondance qui s'établit, début 1961, entre Peter Kirk, député britannique, Président de la Commission des nations non représentées qui a reçu les opposants précédents, et l'ambassadeur d'Espagne à Londres, José Fernández Villaverde y Roca de Togores. Dans une lettre datée du 18 février, ce dernier proteste fermement contre ce qui pourrait être perçu comme une ingérence de l'Europe dans les affaires intérieures de l'Espagne⁴, tout en affirmant, non sans contradiction, l'attachement de son pays à l'intégration européenne dont il est naturellement en droit de se réclamer au nom d'un héritage commun :

En Espagne, nous considérons le processus d'intégration européenne comme une collaboration entre toutes les forces désireuses de partager et de lutter pour la préservation d'un héritage commun, fondé sur les idées de liberté et de dignité humaine, un héritage qui nous a été transmis par la culture classique et la civilisation chrétienne.⁵ (Assemblée Consultative, 28-II-1961, p. 5)

Le courrier de l'Ambassadeur reflète une constante de la position espagnole face aux institutions européennes : l'affirmation de la suprématie de la nation et de son indépendance face à l'Europe s'accompagne néanmoins d'un intérêt certain envers ses institutions. La lettre souffle le froid et le chaud, non sans quelques menaces à peine voilées. Le jeu d'équilibrisme auquel se livre le régime n'est pas sans contradictions, mais c'est là la seule option qui semble s'offrir à lui dans ce contexte.

⁴ « Any measure adopted by the Council of Europe, which could be interpreted in Spain as an interference in the internal affairs of my country and therefore very much resented, would, I can assure you, instead of being helpful, defeat its own aims » (Assemblée Consultative, 28-II-1961, p. 5).

⁵ « We in Spain consider the process of European integration to be a collaboration between all those forces willing to share and to fight for the preservation of a common legacy, based on the ideas of freedom and human dignity, a heritage handed down to us by classical culture and Christian civilization ».

L'organisation de l'Exposition d'art roman : entre controverses et reconnaissance

La position du Conseil de l'Europe pourrait, elle aussi, susciter des interrogations par les paradoxes qu'elle dévoile. Alors que l'Assemblée Consultative affirme son attachement aux valeurs démocratiques que l'intégration européenne de l'Espagne pourrait menacer, le Conseil de l'Europe offre à la même période à l'Espagne un espace de visibilité et de reconnaissance, avec l'organisation de l'Exposition d'art roman de dimension européenne prévue à l'été et l'automne 1961. Les questions que soulève ce choix, dont se font l'écho des membres du Conseil, montrent que plus que jamais la diplomatie est affaire de prudence et de conciliation. Elle requiert de tenir compte tant des réserves légitimes que suscite l'événement que de l'intérêt que peut représenter pour l'Espagne cet espace (aussi réduit soit-il) de reconnaissance et de normalisation. Si la société espagnole peut bénéficier de l'ouverture vers l'Europe que cette Exposition est susceptible de lui offrir, le profit politique que peut en tirer le régime n'en est pas moins important, ce qui explique les réticences de certains membres du Conseil de l'Europe et les débats internes.

Après l'annonce officielle de l'organisation de l'Exposition par la Direction de l'Information du Conseil de l'Europe en décembre 1960, la décision est prise unanimement par le Comité culturel, lors de la session du 25 avril de l'année suivante, de programmer une visite officielle de l'exposition, selon « une tradition désormais bien établie » (Assemblée Consultative, 28-IV-1961, p. 1), est-il précisé. Une telle décision amène d'importantes réactions, dont l'une du président du groupe socialiste. Le président de la Commission culturelle en informe trois jours plus tard l'Assemblée consultative, joignant à son courrier le procès-verbal de la réunion qui détaille les débats serrés entre les tenants de la visite et ses opposants. Pour les premiers, qui ne manquent pas de rappeler que s'ils se rendent en Espagne, « ce sera pour voir l'Exposition du Conseil de l'Europe et non pour rendre visite au Général Franco », « il serait erroné de mêler échanges culturels et questions politiques » (Assemblée Consultative, 14-VI-1961, p. 6 puis p. 5), l'auteur de ces propos, Lord Stonhaven, affirmant même avec une certaine mauvaise foi que « lui-même aurait trouvé ridicule de se priver des Ballets russes venus à Londres parce qu'il ne partageait pas l'opinion politique des danseuses » (*Idem*, p. 5). Pour les seconds, au contraire, « l'Assemblée Consultative était moralement tenue de réprouver un régime dont les principes politiques étaient hostiles aux siens » et « si maintenant une commission de l'Assemblée allait en Espagne, l'opinion publique serait nécessairement amenée à y voir une approbation de la dictature » (*Idem*, p. 5). Ce même conseiller, M. Mark, insiste ensuite sur les conséquences que ce soutien du Conseil entraîne pour lui-même, mais pour l'Espagne

également : « le prestige du Conseil de l'Europe en tant qu'Institution démocratique de l'Europe libre est mis en cause. [...] En fin de compte, c'est toujours la dictature qui profite des manifestations de sympathie étrangère ». La conclusion est sévère : « l'Allemagne et l'Autriche nazies en fourniraient la preuve » (*Idem*, p. 7).

La question est bien celle ici de l'articulation entre enjeux culturels et enjeux politiques et la prééminence, ou non, des uns sur les autres. Le vote final « sur la question de savoir si la Commission désire oui ou non se rallier à la proposition du Président de maintenir la décision du 25 avril favorable à une visite en Espagne et de la communiquer au Bureau en y joignant la lettre du Groupe socialiste » se conclut par une forte majorité en faveur du maintien de la décision, par 14 voix contre 3 (*Idem*, p. 6). Le résultat du vote montre que, en plus de questions et rivalités internes qui ont sans aucun doute pu influencer le choix, il y a accord majoritaire sur la nécessité de ne considérer cette exposition que sous l'angle de la culture.

L'affaire ne s'arrête pourtant pas là, puisque le jour-même de la réunion du 25 avril, une lettre est adressée par M. Kühn au Comité des Ministres, l'interrogeant sur l'opportunité « que le Conseil de l'Europe [...] prête son concours et donne sa caution à une exposition – même purement artistique – organisée dans cet État non membre dont au surplus les principes vont à l'encontre de la Convention Européenne des Droits de l'Homme » (Assemblée Consultative, 25-IV-1961, p. 1). La réponse prudente apportée par le Comité des Ministres montre bien toute la complexité de la question qui embarrasse, semble-t-il, le Conseil. Loin de répondre sur le fond, le Comité s'en tient à des questions techniques de forme : le choix de l'Espagne pour l'organisation de cette exposition étant intervenu dans le respect des procédures, il n'y a donc pas lieu d'y renoncer (Assemblée Consultative, 9-VI-1961, p. 2).

La prudence de la réponse s'explique sans doute plus par les enjeux diplomatiques et par des jeux politiques internes au Conseil de l'Europe, que par un soutien affirmé à l'Espagne franquiste. Mais il ne serait pas interdit d'y lire également des réminiscences des positions adoptées pendant la Guerre d'Espagne et des débats sur la Non Intervention, défendue en particulier par le Royaume-Uni. Les positions en faveur de l'organisation de l'Exposition de 1961 ne seraient-elles pas le prolongement de la décision de ne pas intervenir officiellement dans le conflit plus de vingt ans plus tôt qui, cette fois, et alors que les enjeux ont évolué, s'expriment sur un autre terrain, celui de la culture ? Mais le maintien de l'Exposition en ce début des années 1960 est le signe également que, en dépit des réserves qui peuvent s'exprimer et se font l'écho des positions de l'opposition espagnole en exil, le pays regagne peu à peu une visibilité et une reconnaissance sur le plan international et diplomatique. Après notamment son entrée à l'UNESCO, en 1952, et à l'ONU, en 1955, la reconnaissance institutionnelle

européenne est lancée, alors que la nouvelle orientation économique libérale mise en place à la fin des années 1950, avec le Plan de Stabilisation, constitue un gage supplémentaire apporté aux puissances étrangères qui commencent à regarder d'un œil nouveau l'Espagne.

Malgré les réticences exprimées au sein du Conseil de l'Europe, l'Exposition d'art roman a bien lieu entre le 10 juillet et le 10 octobre 1961. Abondamment relayée par la presse espagnole, elle est l'objet de nombreux articles qui, en célébrant l'événement, célèbrent également ce qui est considéré comme le retour de l'Espagne sur la scène culturelle européenne. Les préparatifs de l'Exposition, dont l'une des réunions s'était tenue à St Jacques de Compostelle en septembre 1960, avaient déjà fait l'objet de comptes rendus dans la presse. Aux références à l'événement artistique, se mêlaient des allusions à cette identité européenne retrouvée, à travers, par exemple, la mention de la volonté unanime de « coopération » exprimée par les présents. L'auteur de l'article publié dans *El Pueblo gallego* omet pourtant de mentionner les débats qui ont pu exister au sein du Conseil de l'Europe, il en propose une lecture tout autre, à la gloire de l'Espagne : « La exposición de arte románico ha sido organizada por iniciativa del Gobierno español, dentro del ámbito del Tratado Cultural del Consejo de Europa, y se vio coronada por el inmediato apoyo de los países miembros » (« La exposición Europea... », *El pueblo gallego*, 10-IX-1961, p. 4). Les formules laudatives émaillent ces articles qui, pour certains, ne reculent devant aucune expression de grandiloquence. Pour *El Pueblo gallego*, cette exposition n'est ni un événement galicien, ni un événement espagnol, ni même européen : « La exposición de Arte románico auspiciada por el Consejo de Europa y el Gobierno español es quizás el más importante de los sucesos que puede registrar la crónica de las artes en el momento actual » (« Crónica de las artes... », *El pueblo gallego*, 12-VIII-1961, p. 7). Si tous les journalistes ne rivalisent pas avec la prose du journaliste galicien, une lecture attentive des articles parus à cette occasion souligne des stratégies discursives et rhétoriques communes, comme le choix de certains titres très significatifs, inspirées sans aucun doute par les agents du Ministère d'Information et de Tourisme qui exerce sur la presse un contrôle très étroit, en partie grâce à la censure omniprésente et très puissante. Le 4 septembre 1961, paraît un article de *La Hoja oficial del lunes* intitulé « La Exposición de Arte Románico en España, un acierto del Consejo de Europa », qui se félicite de la décision « heureuse » du Conseil de l'Europe et rappelle l'importance de l'art roman comme marqueur de l'unité européenne : « El arte románico, que ahora, por feliz decisión del Consejo de Europa, tiene amplia expresión en Santiago de Compostela y en Barcelona, fue el signo artístico que recogió mejor que ningún otro la unidad de los pueblos de Europa » (« La Exposición de Arte Románico... », *La Hoja oficial del lunes*, 4-IX-1961, p. 7). En quelques mots est suggérée la légitimité de cette décision qui rend (enfin)

justice à l'Espagne et réaffirme son identité européenne. Et même quand il n'est apparemment question que d'art roman, est évoquée en filigrane la place que l'Espagne retrouve en Europe, comme dans cet encart de l'édition sévillane d'*ABC* qui annonce la parution d'un numéro extraordinaire dominical consacré à l'Exposition. La référence finale aux XI^e et XII^e siècles qui clôt le texte est une célébration de l'unité européenne ravivée, en cette année 1961, par l'Exposition actuelle et grâce à l'Espagne comme le décryptera le lecteur : « *ABC* dedica su número extraordinario del próximo domingo, 13 de agosto, a ese momento, formativo y aglutinante de unos ideales que determinaron en los siglos XI y XII la unidad más íntegra que ha conocido Europa » (« Arte románico... », *ABC Sevilla*, 11-VIII-1961, p. 15). Le catalogue de l'Exposition reprend, lui aussi, cette même rhétorique, puisque en organisant cette double exposition, Barcelone et St Jacques de Compostelle, « faros mayores de la europeidad de España », renouent, comme le pays tout entier, avec ce destin européen, peut-on lire dans sa préface (Ruiz Morales, 1961, p. XIX).

Preuve supplémentaire, enfin, s'il en fallait, de la profonde imbrication des enjeux artistiques et politiques qui entourent cette double Exposition, l'information parue simultanément dans plusieurs journaux espagnols, en août 1961, à propos des décorations accordées à des « personalidades extranjeras [...] que han colaborado eficazmente al éxito de la Exposición » (« Personalidades extranjeras condecoradas », *ABC*, 18-VIII-1961, p. 33 ; « Franco concedió condecoraciones... », *Imperio*, 18-VIII-1961, p. 1). Une douzaine de personnes sont citées, originaires de différents pays européens et toutes dotées de responsabilités importantes dans le monde artistique et muséal, hormis Robert Crivon, le responsable de la Direction culturelle du Conseil de l'Europe, et son adjoint. Rien n'indique que ces décorations aient pu être acceptées ou refusées par leurs récipiendaires, mais le geste honorifique qui leur est concédé dit bien l'importance de cette Exposition pour le régime et sa volonté de s'inscrire dans ce réseau institutionnel européen où il projette sa propre légitimité et sa reconnaissance. La presse se fait abondamment l'écho de ces effets de propagande auxquels donne lieu l'Exposition dont la portée dépasse, à l'en croire, les frontières du pays. Ainsi, le 27 septembre 1961, *ABC* publie un article sur sa répercussion en Allemagne où les grands journaux, comme les moins importants, évoquent l'Exposition, apprend-on. On peut même y lire que certains journalistes allemands n'hésitent pas à souligner sa portée politique et l'étroite collaboration « de España y

⁶ « Su Excelencia el Jefe de Estado a propuesta del ministro de Asuntos Exteriores ha concedido las siguientes condecoraciones a las personalidades extranjeras que se mencionan y que han colaborado eficazmente al éxito de la Exposición de Arte Románico que, organizada bajo los auspicios del Consejo de Europa, tiene lugar actualmente en Barcelona y Santiago de Compostela ».

los países demo-parlamentarios » (« Repercusión en Alemania... », *ABC*, 27-IX-1961, p. 38). La véracité de telles affirmations est difficile à vérifier pour un lecteur de l'époque, mais la référence à ces pays « démo-parlementaires » est loin d'être fortuite. L'adoubement de l'Espagne par ces pays est un gage de reconnaissance qui cherche à faire oublier que le régime franquiste n'est pour sa part ni démocratique, ni parlementaire.

Conclusion

Avant l'organisation de cette Exposition en 1961, d'autres manifestations culturelles de portée internationale avaient eu lieu en Espagne, comme le Festival de Saint Sébastien, créé en 1953, mais c'est la première fois qu'un événement est lancé sous les auspices d'un organisme international, le Conseil de l'Europe. Cette Exposition acquiert dès lors une nouvelle dimension qui va bien au-delà de l'intérêt artistique qu'elle représente. C'est indéniablement une victoire pour le régime d'autant que, en cette même année 1961, décidément bien faste, l'Espagne participe également pour la première fois au festival de l'Eurovision. Conchita Bautista y interprète une chanson au titre suggestif, « Estando contigo ». Une double reconnaissance donc pour l'État franquiste à l'ombre des institutions ou des organismes européens.

Le positionnement du Conseil de l'Europe ne manque pas dès lors d'interroger qui, en offrant à l'Espagne cet espace médiatique et institutionnel, participe à cette stratégie de normalisation que poursuit le pays via les réseaux européens. Les enjeux d'une telle décision, inscrite dans la suite logique de la signature de la Convention de 1957, sont multiples et les tensions internes au sein de l'Europe en cette période de Guerre froide jouent sans aucun doute pour beaucoup, comme les réminiscences de positions plus anciennes datant de la Guerre d'Espagne. Dans ces méandres internationaux où se mêlent considérations culturelles et enjeux diplomatiques, politiques, mais aussi bien évidemment économiques, l'Espagne parvient à tirer son épingle du jeu et à tourner à son avantage, dans une volonté claire de propagande, cette reconnaissance européenne. Pour un temps du moins, car dès l'année suivante, en 1962, sa demande d'adhésion à la Communauté Économique Européenne est, elle, rejetée, alors qu'a lieu au même moment, à Munich, le quatrième Congrès du Mouvement Européen. Des opposants au régime, de l'intérieur et de l'extérieur, s'y retrouvent et signent une résolution où est soulignée l'impérieuse nécessité pour l'Espagne de se doter d'institutions démocratiques si elle espère pouvoir intégrer la CEE. La réunion du Congrès et la résolution déclenchent en Espagne des mesures de répression sévères et une campagne de presse contre ce qu'elle convient de désigner « el contubernio de Munich ». Le Conseil de l'Europe rédigera à cette occasion un long

document, classé confidentiel, dans lequel il rétablit les faits face aux accusations mensongères de l'Espagne, se rangeant cette fois ouvertement contre le régime.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Assemblée Consultative, 14-IX-1960, Commission des nations non représentées, « La situation politique en Espagne (Restricted AS/NR (12) 29) ».

Assemblée Consultative, 16-XII-1960, Commission des nations non représentées, « Procès-Verbal de la septième réunion, tenue le vendredi 16 décembre 1960, au Bureau de Paris du Conseil de l'Europe (Confidentiel AS/NR (12) PV 7) ».

Assemblée Consultative, 21-XII-1960a, « Proposition de résolution sur la situation en Espagne ».

Assemblée Consultative, 21-XII-1960b, Commission des nations non représentées, « Procès-verbal (Confidentiel AS/NR (12) PV 7) ».

Assemblée Consultative, 28-II-1961, Commission des nations non représentées, « Correspondence between the Chairman of the Committee Andalousie the Spanish Ambassador in London (Confidentiel AS/NR (12) 43) ».

Assemblée Consultative, 14-VI-1961, Bureau de l'Assemblée, « Lettre du Président de la Commission culturelle, relative à une réunion de la Commission en Espagne. Annexe 1 (Confidentiel AS/Bur (13) 5) ».

Assemblée Consultative, 25-IV-1961, « Question écrite N° 93 de M. Kühn (Document 1295) ».

Assemblée Consultative, 28-IV-1961, Bureau de l'Assemblée, « Lettre du Président de la Commission culturelle, relative à une réunion de la Commission en Espagne (Confidentiel AS/Bur (13) 5).

Assemblée Consultative, 9-VI-1961, « Réponse écrite du Comité des Ministres à la question écrite n° 93 de M. Kühn, (Document 1304) ».

Comité des experts culturels, 28-VIII-1957, « Réunion spéciale, Adhésion de l'Espagne à la Convention culturelle européenne (Confidentiel EXP/Cult (57) 79) ».

Comité des ministres, 28-X-1957, « Rapport de la réunion spéciale du comité des experts culturels (Confidentiel CM (57) 147) ».

Committee of cultural experts, 23-X-1957, « Meeting of the bureau (Confidential EXP/Cult/B (57) 23) ».

Convention culturelle européenne, 19-XII-1954. URL : <https://rm.coe.int/168006458c>, consulté le 02 mars 2023.

Statut du Conseil de l'Europe, « Chapitre I – But du Conseil de l'Europe, Article 1er » et « Chapitre II – Composition, Article 3 », 1949, <https://rm.coe.int/1680306053#:~:text=Le%20but%20du%20Conseil%20de,leur%20progr%C3%A8s%20%C3%A9conomique%20et%20social>, consulté le 01 mars 2023

Presse historique

ANONYME, « Arte románico : Número extraordinario de *ABC* », 11-VIII-1961, *ABC Sevilla*.

— — « Crónica de las artes. La exposición románica europea », 12-VIII-1961, *El Pueblo gallego*.

— — « España, en la Convención Cultural del Consejo de Europa », 6-VII-1957, *ABC*.

— — « Franco concedió condecoraciones a los colaboradores extranjeros en la Exposición de Arte Románico », 18-VIII-1961, *Imperio*.

— — « Ingreso de España en la Convención Cultural del Consejo de Europa », 6-VII-1957, *Diario de Burgos*.

— — « La Exposición de Arte Románico en España, un acierto del Consejo de Europa », 4-IX-1961, *La Hoja oficial del lunes*.

— — « La exposición Europea de Arte Románico », 10-IX-1961, *El Pueblo gallego*.

— — « Personalidades extranjeras condecoradas », 18-VIII-1961, *ABC*.

— — « Repercusión en Alemania de la exposición del Románico », 27-IX-1961, *ABC*.

Sources secondaires

DELGADO GÓMEZ- ESCALONILLA, Lorenzo, 1992, *Imperio de Papel: acción cultural y política exterior durante el primer franquismo*, Madrid, CSIC.

DELGADO GÓMEZ- ESCALONILLA, Lorenzo, MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo y PARDO SANZ, Rosa (coords.), 2016, *La apertura internacional de España. Entre el franquismo y la democracia (1953-1986)*, Madrid, Editorial Sílex.

GARCÍA DELGADO, José Luis, FUSI, Juan Pablo, SÁNCHEZ RON José Manuel, 2008, « España y Europa », in FONTANA LÁZARO, Josep y VILLARES PAZ, Ramón (dir.), *Historia de España*, vol. 11, Madrid, Crítica/Marcial Pons.

GIMÉNEZ CABALLERO, Ernesto, 1950, *Informe sobre el Consejo de Europa en Estrasburgo*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores.

MARTÍN DE LA GUARDIA, Ricardo, 2023, « Las débiles bases de Europeísmo español en el siglo XX », in SÁENZ-FRANCÉS SAN BALDOMERO, Emilio (coord.), *España en Europa: percepciones e introspecciones*, Madrid, Tecnos, p. 65-88.

MORENO JUSTE, Antonio, 1998a, *España y el proceso de construcción europea*, Barcelona, Editorial Ariel.

— — 1998b, *Franquismo y construcción europea (1951-1962): anhelo, necesidad y realidad de la aproximación a Europa*, Madrid, Tecnos.

— — 2000, « Las relaciones España/Europa en el siglo XX : notas para una interpretación », in *Cuadernos de Historia Contemporánea*, Madrid, nº 22, p. 95-134.

RENAUDET, Isabelle, 2001, « L’Espagne et l’Europe communautaire : une vieille histoire de famille ? Du rêve d’union au mariage de raison », in *Amnis*, 1, <http://journals.openedition.org/amnis/220> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amnis.220>, consulté le 10 avril 2023.

RUIZ MORALES, José Miguel, 1961, « Por los viejos caminos de la unidad. Pregón de la exposición », in *El Arte románico: exposición organizada por el Gobierno Español bajo los auspicios del Consejo de Europa*, Gobierno de España.

SESMA LANDRIN, Nicolás, 2005, « La construcción del discurso europeísta del franquismo desde el Instituto de Estudios Políticos (1948-1956) », in *Historia Contemporánea*, Universidad del país Vasco, 30, p. 159-177.

L'*Unión Ibero-Americana* et le Comité France-Amérique sur le « Pont du Monde » : réseaux et propagande culturelle dans l'isthme de Panama (années 1910-1920)

David MARCILHACY

Centre de Recherches Interdisciplinaires sur les Mondes Ibéro-américains Contemporains UR
– 2561

Sorbonne Université

Résumé

Ce chapitre a pour objet la diplomatie d'influence mise en œuvre par l'Espagne et la France dans la région de l'isthme centraméricain, au cœur des rivalités de puissance depuis le XVI^e siècle et devenue particulièrement stratégique avec le percement du canal interocéanique sous l'égide des Français, puis des Nord-Américains, entre 1879 et 1914. Notre propos abordera cette question sous l'angle des réseaux culturels mis en place par l'Espagne et par la France dans le cadre de leur politique d'influence en Amérique latine : deux associations retiendront notre attention, l'*Unión Ibero-Americana* (fondée en 1884) et le Comité France-Amérique (créé en 1909), qui l'une et l'autre établirent des délégations au Panama après l'ouverture du canal interocéanique. En prenant pour exemple certaines initiatives de diplomatie culturelle lancées en direction du tout jeune État du Panama, nous nous interrogerons sur les stratégies déployées par ces puissances pour compenser leur retrait relatif face à l'acteur étasunien dans cet isthme, conçu depuis l'époque coloniale comme la « clé de deux mondes ».

Mots-clés : Diplomatie culturelle – Propagande – Réseaux d'influence – Hispano-américanisme – Panlatinisme – Panama

Resumen

Este capítulo aborda la diplomacia de influencia implementada por España y Francia en la región del istmo centroamericano, que desde el siglo XVI ha estado en el centro de las rivalidades de poder y que se volvió particularmente estratégica con la construcción del canal interoceánico bajo el impulso de los franceses, y luego de los norteamericanos, entre 1879 y 1914. Nuestra propuesta abordará esta cuestión desde la perspectiva de las redes culturales establecidas por España y Francia como parte de su política de influencia en América Latina: dos asociaciones centrarán nuestra atención, la *Unión Ibero-Americana* (fundada en 1884) y el *Comité France-Amérique* (creado en 1909), que establecieron sendas delegaciones en Panamá tras la apertura del canal interoceánico. Al analizar algunas de las iniciativas de diplomacia

cultural lanzadas en dirección al joven Estado panameño, examinaremos las estrategias desplegadas por estas potencias para compensar su relativo repliegue frente al actor estadounidense en dicho istmo, concebido desde la época colonial como la « llave de dos mundos ».

Palabras clave: Diplomacia cultural – Propaganda – Redes de influencia – Hispanoamericanismo – Panlatinismo – Panamá

Abstract

This chapter deals with the diplomacy of influence implemented by Spain and France in the Central American isthmus region, which has been at the heart of power rivalries since the sixteenth century and became particularly strategic with the construction of the interoceanic canal under the French, and then the North Americans, between 1879 and 1914. We will approach this question focusing on the cultural networks set up by Spain and France as part of their policy of influence in Latin America: two associations will be analysed, the *Unión Ibero-Americana* (founded in 1884) and the *Comité France-Amérique* (created in 1909), both of which established delegations in Panama after the opening of the interoceanic canal. Taking as an example some of the cultural diplomacy initiatives launched towards the very young state of Panama, we will examine the strategies implemented by these powers to compensate for their relative retreat compared to the United States in the isthmus, conceived since the colonial era as the « Bridge of the World ».

Keywords: Cultural Diplomacy – Propaganda – Cultural Networks – Spanish-Americanism – Pan-Latinism – Panama

Après l'humiliante défaite de 1898, bien vite connue comme « le Désastre », l'Espagne fut reléguée au statut de puissance de second rang sur la scène internationale fin-de-siècle. Dans le même temps, la France disposait non seulement d'un vaste empire colonial servant de caisse de résonance à ses ambitions, mais aussi d'un poids démographique, industriel, financier et diplomatique qui faisait d'elle un acteur incontournable dans le concert des nations. Lors du processus de redistribution coloniale qui eut lieu entre 1870 et 1914 (Jover Zamora, 1979), l'Espagne fut cantonnée à un rôle marginal dans la répartition des sphères d'influence entre les grandes puissances européennes, même si le maintien de l'équilibre des forces en Méditerranée lui permit de conserver ses prérogatives sur le Maroc (Morales Lezcano, 2010). Sur le continent américain, et plus encore dans les Caraïbes, le déclin de la présence espagnole s'accompagna de l'affirmation d'une nouvelle puissance dans la région, les États-Unis d'Amérique, qui, sous les présidences de William McKinley et Theodore Roosevelt, affirmèrent leurs prétentions hégémoniques sur les Antilles et l'Amérique centrale.

La sécession du département colombien de l'isthme, devenu en 1903 la République du Panama, et l'ouverture du canal interocéanique sous concession américaine en 1914 couronnèrent ce processus de reconfiguration des influences dans les Caraïbes (McCullough,

2012). Dès les premiers temps de la colonisation espagnole, la région de l'isthme centraméricain avait révélé son caractère stratégique pour le contrôle des routes maritimes et la recherche d'un passage vers l'Orient (Castillero Calvo, 1999). Après l'indépendance de l'Amérique centrale, acquise en 1821, les projets se multiplièrent pour créer un canal reliant les océans Atlantique et Pacifique, afin d'éviter le long et dangereux détour par le détroit de Magellan. Si les Français emmenés par Ferdinand de Lesseps échouèrent dans cette entreprise, qui aboutit au retentissant « Scandale » de Panama, la reprise en main du chantier par l'armée nord-américaine permit de surmonter les nombreux obstacles et de mener à terme le percement d'un canal à écluses. Avec l'ouverture triomphale du canal à l'été 1914, qui coïncida avec le déclenchement de la guerre européenne, les États-Unis semblèrent confirmer leur suprématie définitive dans cette région du monde qui avait été au cœur des rivalités des grandes puissances européennes depuis le XVI^e siècle (Marcilhacy, 2022a). Avec ce succès technologique, sanitaire et humain, Washington affirmait son leadership non seulement sur le plan stratégique-militaire, mais aussi sur le plan commercial, dans un contexte de mondialisation capitaliste et d'intérêt renouvelé pour les marchés du Pacifique et de l'Asie. Une montée en puissance semblant illustrer les discours ambiants sur l'essor des pays anglo-saxons face à une latinité en déclin... (Litvak, 1980) Conscients des mutations en cours, plusieurs pays européens comme la France et l'Espagne cherchèrent alors à déployer des politiques d'influence actives pour défendre leurs intérêts dans cette région, conçue depuis l'époque coloniale comme la « clé [donnant accès à] deux mondes » (*llave de dos mundos*, Mena García, 1984, p. 20) et identifiée depuis les discours enflammés de Bolívar comme un pont entre deux mondes et le « Cœur de l'Univers ».

Le développement de l'histoire culturelle des relations internationales a permis de renouveler la réflexion sur les instruments dont disposent les États pour consolider leur influence au-delà de leurs frontières. C'est le cas des travaux sur le *soft power* et la diplomatie publique, des stratégies qui furent développées à grande échelle dans le contexte de la Guerre froide pour conquérir les opinions publiques étrangères dans le cadre d'une lutte d'hégémonie dans un monde bipolaire (Nye, 1990). Cependant, ces stratégies concentrant leur action sur la bataille des opinions présentent des antécédents moins connus remontant à la fin du XIX^e siècle et furent dynamisées à l'occasion de la Première Guerre mondiale, lorsque les pays belligérants perçurent tout l'intérêt de la propagande pour étendre leurs alliances ou légitimer leur combat. L'Amérique latine, dont l'ouverture à l'économie-monde remonte précisément à la période 1870-1914, constitue à cet égard un exemple paradigmatique de terrain propice à cette diplomatie d'influence, eu égard à la fois aux stratégies mises en œuvre envers les opinions

latino-américaines par les grandes puissances et aux propagandes culturelles que les pays latino-américains ont eux-mêmes très tôt mises en place (Niño, 2001 ; Dumont, 2018).

La perspective des réseaux est particulièrement pertinente pour étudier le fonctionnement de ces politiques d'influence dans lesquelles toute une série d'acteurs des relations internationales étaient impliqués : songeons tout particulièrement aux communautés d'émigrés structurées en associations influentes dans leurs pays respectifs, aux hommes d'affaires et aux commerçants, intéressés à diffuser une image favorable de leur pays d'origine, aux fonctionnaires diplomatiques et consulaires, acteurs naturels de cette diplomatie plus ou moins formalisée, ou encore aux intellectuels et écrivains, qui prirent également une part active dans ces stratégies. Par leurs échanges et initiatives, par leur fréquentation de certains lieux et espaces de sociabilité, par les tribunes qui leur étaient communes – associations et revues –, ces acteurs constituèrent des réseaux dont l'influence fut croissante dans les relations internationales au cours de cette nouvelle étape de la mondialisation.

En considérant les cas de la France et de l'Espagne dans les décennies 1910 et 1920, on se demandera comment ces deux États s'appuyèrent sur des réseaux de nature culturelle – au sens large – pour asseoir leur influence dans la région stratégique du canal de Panama et compenser ainsi leur retrait relatif face à l'emprise croissante de l'acteur étasunien. Il s'agira de voir dans quelle mesure ces stratégies s'appuyaient sur une conception moderne des relations internationales qui dépassait les instruments traditionnels de la diplomatie de chancellerie. On s'intéressera ici à deux modèles de réseaux culturels que l'Espagne et la France mirent en œuvre comme supports de leur politique d'influence en Amérique latine, afin de diffuser des imaginaires favorables à leurs intérêts. Cette analyse se fondera ainsi sur deux associations ayant joué un rôle central dans la diplomatie culturelle des deux pays – l'*Unión Ibero-Americana*, créée à Madrid en 1884, et le Comité France-Amérique, fondé à Paris en 1909 –, qui se dotèrent l'une et l'autre de délégations locales au Panama à la suite de l'ouverture du canal interocéanique. En étudiant la constitution de ces associations, les secteurs sociaux impliqués et les initiatives qu'elles lancèrent, nous verrons que l'Espagne et la France furent pionnières dans le développement de ces instruments modernes d'influence sur la scène internationale, bien que la première eût souffert d'un manque de ressources pour atteindre ses objectifs.

Latinité et panhispanisme : la France et l'Espagne face à l'influence anglo-saxonne croissante en Amérique

Dès le milieu du XIX^e siècle, alors que l'expansionnisme américain contre ses voisins commençait à s'affirmer (Haynes et Morris, 2008), l'Amérique latine émancipée concentra les politiques d'influence de plusieurs nations européennes, en particulier la France et l'Espagne sur le plan culturel, tandis que la Grande-Bretagne affirmait ses ambitions dans les domaines commercial et financier. Les milieux diplomatiques et intellectuels français du Second Empire lancèrent une campagne panlatiniste inspirée par Michel Chevalier, influent conseiller de l'empereur Napoléon III (Al-Matary, 2008, p. 590-670). S'appuyant sur une campagne de presse à travers des publications telles que la *Revue des Races latines*, cette stratégie s'inscrivait clairement dans un projet impérialiste visant à asseoir les intérêts économiques et stratégiques de la France en Amérique latine, comme le prouve l'intervention au Mexique, qui avait pour but de faire de ce pays un satellite de la France (Todd, 2022). Dans ce cadre, l'appel à la latinité commune entre la France et ses « sœurs » latino-américaines apparut comme un bouclier contre l'influence croissante des pays anglo-saxons, notamment la Grande-Bretagne et les États-Unis, dont la « Destinée Manifeste » semblait justifier l'appétit expansionniste, comme le Mexique venait d'en faire l'amère expérience. En Amérique latine, ce discours autour de la latinité porté par des auteurs aussi variés que Lamennais, Tocqueville et Chevalier, rencontra un écho certain, même si l'adoption progressive de la terminologie d'« Amérique latine » par les intellectuels latino-américains obéit avant tout à des enjeux propres à ces nations en construction, désireuses d'affirmer une identité commune à l'ascendance prestigieuse face aux menaces d'absorption culturelle et économique que faisait courir l'influence croissante de la Grande-Bretagne et des États-Unis (Quijada, 1998). La latinité devint donc un discours idéologiquement ambivalent, aussi bien porté par les intérêts colonialistes de la France impériale que par des écrivains anti-impérialistes tels que Francisco Bilbao, José María Torres Caicedo ou Juan Bautista Alberdi, marqués notamment par les expériences du Mexique (1846-1848) et du flibustier William Walker au Nicaragua (1855).

Durablement affaiblie par plusieurs guerres et un déficit public chronique, l'Espagne ne disposait pas de ressources à même d'établir un impérialisme informel aussi ambitieux que ses concurrents britanniques et français. Pour autant, sous le règne d'Isabelle II, des secteurs influents de la péninsule lancèrent une campagne similaire pour que l'Espagne et les républiques hispano-américaines renouent des contacts étroits, au nom de leur passé historique, de leur proximité culturelle et d'intérêts supposés communs. Connue sous le nom de

panhispanisme, ce courant était composé de diplomates, d'intellectuels et d'hommes d'affaires intéressés par la relance du commerce transatlantique et s'appuyait principalement sur l'activité de diverses revues telles que la *Revista española de Ambos Mundos* (1853-1855) et *La América* (1857-1886) (Van Aken, 1959, p. 89-100 ; López Ocón, 1987 ; Marcilhacy, 2018). À l'instar des Français au Mexique, le général O'Donnell lança dans les années 1860 – alors que la guerre de Sécession mettait opportunément entre parenthèses l'application de la Doctrine Monroe – une politique offensive qui traduisait toute l'ambiguïté du rapprochement prôné par l'Espagne envers ses anciennes colonies. La brève annexion de la République dominicaine (1861-1865) et la guerre avec le Pérou, la Bolivie et le Chili (1866) achevèrent de discréditer le discours de solidarité panhispanique proclamé par ces milieux. De même que le projet de construire une vaste Union latine autour de la France de Napoléon III s'évanouit avec la défaite de Sedan et la chute de l'empire en 1870, l'échec de la politique coloniale de l'Union libérale d'O'Donnell et les soubresauts du Sexennat révolutionnaire mirent un terme à ces premières campagnes d'influence de l'Espagne envers l'Amérique latine indépendante (Sánchez Andrés, 2013).

C'est sous la Restauration des Bourbons que ce projet fut relancé à travers le mouvement hispano-américaniste naissant, porté en particulier par l'*Unión Ibero-Americana* (UIA), une association appelée à devenir la principale agence de promotion de ce courant jusqu'à sa dissolution à la fin de la Seconde République (Pike, 1971 ; Niño, 2001, p. 97 ; Sepúlveda Muñoz, 2005, p. 393-408). Fondée à Madrid à la fin de l'année 1884, l'UIA regroupait un large éventail d'hommes politiques, de diplomates et d'intellectuels désireux de promouvoir le rapprochement entre l'Espagne et les pays d'Amérique latine. N'étant officiellement affiliée à aucun mouvement politique, elle comptait dans ses rangs des représentants éminents des deux partis dynastiques, mais aussi des républicains tels qu'Emilio Castelar et Rafael María de Labra. Ses activités étaient centrées sur la publication de la revue éponyme, *Unión Ibero-Americana*, et sur une série d'initiatives culturelles et économiques, parmi lesquelles l'organisation du IV^e Centenaire de la « Découverte » de l'Amérique en 1892 et la tenue du Congrès économique et social hispano-américain de Madrid en 1900. Reconnue d'utilité publique, cette association reflétait la prise de conscience que la proximité culturelle avec les républiques que l'Espagne avait jadis colonisées constituait le principal avantage comparatif du pays pour soutenir ses ambitions dans les Amériques par rapport à d'autres pays rivaux comme l'Italie, la France ou même la Grande-Bretagne (Altamira, 1905, p. 63-70). La logique de mise en réseau était inhérente à son fonctionnement. Outre la large diffusion de sa revue, il s'agissait de profiter d'une série de relais locaux capables de véhiculer son message dans les différentes républiques où elle parviendrait à s'implanter. La présence sur presque tout le continent de nombreuses

communautés d'émigrés espagnols, généralement structurées en associations régionales ou patriotiques, explique la rapidité de son enracinement local (Sánchez Albornoz, 1995, p. 13-32). Signe de son implantation, l'UIA disposait à la fin du XIX^e siècle d'une centaine de comités et de centres plus ou moins formalisés, répartis sur l'ensemble du continent américain. Ceux-ci assuraient la diffusion de sa revue et menaient une campagne d'opinion auprès des élites locales.

Dans le cas de la France, une initiative similaire vit très tôt le jour : en 1883, l'Alliance française fut créée, à la fois pour diffuser la langue française et contribuer à ce que l'on appelait alors le *rayonnement* de la culture et de la civilisation françaises à l'étranger (Niño, 2001, p. 68-79). Comme l'UIA, l'Alliance française disposait de sections locales, mais ses activités étaient principalement axées sur l'organisation de cours de français et de conférences culturelles ou scientifiques. Ce n'est qu'en 1909, dans un contexte de rivalité croissante avec l'Allemagne, que la France se dota d'un instrument spécifiquement tourné vers le continent américain : le Comité France-Amérique (CFA), fondé par l'ancien ministre des Affaires étrangères et fervent catholique Gabriel Hanotaux (Hanotaux, 1913). Au départ, ses activités étaient principalement orientées vers les États-Unis et le Canada, mais au fil des ans, elles s'étendirent à l'ensemble du continent. Selon ses statuts, le CFA avait pour but de « travailler au développement des relations de tous ordres entre la France et les deux Amériques » : accueil de personnalités étrangères, renforcement de l'enseignement du français à l'étranger, projets d'expositions d'art, développement du tourisme, etc., tels étaient les leviers appelés à être développés (*ibid.*, p. 21). Pour son fondateur, il s'agissait ainsi de renforcer la présence française sur ce continent promis – grâce à l'inauguration prochaine du canal de Panama – à un grand avenir dans la gestion des affaires du monde (*ibid.*, p. 3-5). La fondation du CFA visait également à combattre le « préjugé anti-français » qui, selon Hanotaux, s'était insidieusement développé dans nombre de républiques latino-américaines par l'action des communautés européennes installées outre-Atlantique (*ibid.*, p. 4), une allusion implicite à l'ardente campagne lancée au début du XX^e siècle par des émigrés espagnols contre l'appellation « Amérique latine », jugée erronée et nuisible à l'Espagne (Marcilhacy, 2015). À l'instar de l'Alliance française, un réseau de comités France-Amérique fut ainsi progressivement mis en place, jusqu'à atteindre un total de quatre-vingts comités en 1930. Ces délégations étaient composées de personnalités locales influentes se déclarant amies de la France et de sa civilisation, dans un contexte de montée des nationalismes à l'œuvre aussi bien en Europe qu'en Amérique.

Les leçons de la Grande Guerre : opinions publiques et propagande

Si, comme on le voit, la constitution de ces réseaux est antérieure aux années 1910, la Première Guerre mondiale inaugura un changement d'échelle dans l'utilisation de ces instruments de diplomatie publique. La Grande Guerre s'accompagna d'une mobilisation des opinions publiques des pays belligérants à travers des campagnes de presse, des bureaux d'information, des comités de solidarité et des manifestations de masse, au nom d'un idéal représenté par l'un ou l'autre camp (Compagnon, 2013 ; González Calleja et Aubert, 2014). Une fois la paix rétablie, les gouvernements cherchèrent à adapter au nouveau contexte de l'après-guerre les outils de propagande qui avaient révélé leur efficacité en temps de guerre. Comme l'a analysé l'historien Antonio Niño dans un ouvrage sur les politiques culturelles espagnoles et françaises envers l'Amérique latine au XX^e siècle (Niño, 2001, p. 70-71), la Grande Guerre confirma l'utilité des comités France-Amérique en tant que porte-parole de la propagande française : ceux-ci jouèrent un rôle essentiel pour diffuser son message auprès des élites latino-américaines, lancer des souscriptions de soutien et influencer la position officielle des gouvernements du continent à l'égard du conflit. Avec la fin de la guerre, Paris réorganisa ses services de propagande à l'étranger en créant le Service des œuvres françaises à l'étranger (1920)¹, placé sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères (Lombard, 2022, p. 20-31). Ce nouvel organisme fut chargé de coordonner la politique culturelle française et de projeter l'image d'un pays qui demeurerait une grande puissance culturelle, scientifique et artistique capable de redresser sa position économique.

En Espagne, le contexte de l'après-guerre vit une réorganisation similaire, quoique plus modeste, de l'action extérieure dans le domaine culturel. Sur proposition du prestigieux philologue Américo Castro, un Bureau des relations culturelles (*Oficina de Relaciones Culturales*) fut créé en 1921 sous l'égide du ministère des Affaires étrangères. Naissait ainsi le premier organisme officiel chargé de piloter la diplomatie culturelle du pays. Faiblement doté et fragilisé par l'instabilité ministérielle de la fin de la Restauration, sa montée en puissance correspond à la dictature du général Miguel Primo de Rivera qui, en 1926, transforma le Bureau en un plus ambitieux Conseil des relations culturelles (*Junta de Relaciones culturales*) (Marcilhacy, 2022b). Il s'agissait aussi bien de s'appuyer par ce biais sur les communautés d'émigrés espagnols installés à l'étranger que d'actionner le levier des relations culturelles comme instrument de *soft power* avant-la-lettre, comme l'affirmait le décret fondateur :

¹ Il succédait au Bureau des Écoles et des Œuvres françaises, créé en 1910 sous l'égide du ministère des Affaires étrangères.

Señor: La complejidad de la vida internacional moderna ha ensanchado el cauce de las relaciones exteriores (...), a las relaciones culturales, en su triple función de mantener el enlace espiritual de la Metrópoli con los núcleos de naciones localizados en país extranjero; de conservar y acrecer el prestigio de la cultura patria en otras naciones y de establecer de una manera sistemática y ordenada el intercambio cultural con otros pueblos cuyas ideas, cuyos hombres y cuyos libros tan poderosamente pueden venir a enriquecer el acervo de la propia civilización. (*Gaceta de Madrid*, 28-XII-1926).

Bien que la diplomatie espagnole ne disposât pas de moyens comparables à ceux de la France, elle pouvait compter sur l'avantage comparatif que lui procurait le partage d'une langue commune avec les pays de l'Amérique hispanophone. Elle disposait également d'un énorme contingent d'émigrés en Amérique, souvent bien établis et regroupés dans de puissantes associations (régionales ou patriotiques), même si l'État espagnol tarda à tirer parti de ces potentiels relais pour son action extérieure, l'émigration étant généralement perçue comme un obstacle et un problème plutôt que comme un atout. La création d'un Conseil des Chambres de commerce espagnoles en outre-mer en 1923 visait également à fédérer ces forces vives que représentaient les négociants, producteurs, industriels et armateurs œuvrant aux échanges entre la péninsule et le continent américain.

Le canal interocéanique dans l'après-guerre : le « Pont du Monde » sur le devant de la scène

Dans le cas du Panama, l'inauguration du Canal interocéanique en 1914 et le développement progressif du trafic commercial par la nouvelle voie maritime favorisèrent la création de sections locales de l'UIA et du CFA dans ce pays (Siegfried, 1940, p. 255 et ss.). Fait singulier, ces sections furent créées presque concomitamment, alors que la Guerre mondiale touchait à sa fin. Le 13 décembre 1918, une Délégation de l'UIA vit le jour dans la capitale de Panama. Selon le journaliste et député libéral Guillermo Andreve, sa mission se résumait en deux mots : « rapprochement racial » (Andreve, 1926, p. 14). Quelques jours après sa constitution, la Délégation de l'UIA reçut le soutien des plus hautes autorités, puisqu'elle fut inaugurée en présence du président de la République, Belisario Porras – véritable *caudillo* du parti libéral et ardent hispanophile (García, 1946, p. 45). Dans le discours inaugurant la nouvelle section panaméenne, trois grands principes devant présider aux activités de ladite section furent

invoqués : patriotisme, solidarité « raciale » et universalisme, trois niveaux d'appartenance identitaire en rupture manifeste avec le discours de fraternité panaméricaniste revendiqué haut et fort par le protecteur étasunien auprès des élites de l'isthme (Alfaro, 1919, p. 110). En ce sens, en appeler à la filiation hispanique pour définir la jeune nation panaméenne n'était pas seulement un tribut d'hommage adressé à la « Mère Patrie » espagnole. C'était aussi l'expression d'un désir d'intégration dans la grande famille hispano-américaine, dont le Panama s'était senti exclu étant donné son statut de quasi protectorat des États-Unis et la légende noire sur les conditions de son accession à l'indépendance qui avait cours depuis la sécession de 1903.

La section panaméenne de l'UIA réunissait le gratin de la colonie espagnole et la haute société panaméenne (AGA, Ministerio de Estado, 10, 130, Caja 54/17200). L'initiative reflétait la convergence des secteurs hispanophiles de l'isthme et des membres influents de la communauté espagnole. La délégation s'installa dans les locaux de la *Sociedad de Beneficencia de Panamá*, la principale association regroupant les Espagnols du pays, fondée en 1880. Celui qui avait été à l'origine de cette association, le marchand espagnol Gervasio García, fut naturellement choisi pour intégrer le premier conseil d'administration de la délégation de l'UIA. Ce même conseil d'administration avait pour président une figure montante du parti libéral, le célèbre historien et juriste Ricardo J. Alfaro, futur président de la République. À ses côtés, se trouvaient d'éminents porte-parole du libéralisme panaméen, tels que le pédagogue Octavio Méndez Pereira, l'homme politique franc-maçon Guillermo Andreve ou le poète moderniste Enrique Geenzier. Le reste du conseil directif reflétait une sociologie similaire, puisqu'il était également composé de membres éminents du parti conservateur, l'autre grand parti de la bourgeoisie panaméenne : le diplomate Nicolás Victoria Jaén avait été nommé vice-président de la délégation et était accompagné d'autres membres de son parti, à l'instar de Melchor Lasso de la Vega, qui serait nommé chargé d'Affaires en Espagne quelques années plus tard, ou de l'entrepreneur et ancien ministre des Affaires étrangères Samuel Lewis. Parmi les autres membres de la section figuraient le musicien et diplomate Narciso Garay, formé à Bruxelles et à Paris et qui siégerait bientôt à la Société des Nations en représentation de son pays, le médecin Alfonso Preciado, directeur du principal hôpital de la ville, ou encore le vice-président de la République, Ernesto T. Lefevre.

La Délégation de l'UIA reflétait donc les diverses tendances de la petite élite présidant aux destinées de la jeune république et qui, sur le plan sociologique, représentait une oligarchie aisée, souvent éduquée à l'étranger, dont les moyens d'existence reposaient sur l'administration de l'État ou sur les secteurs commercial, foncier et agricole. Ces personnalités de choix, caractérisées par leur cosmopolitisme et leur expérience de l'étranger, appartenaient toutes au

premier cercle du pouvoir et la grande majorité d'entre elles occuperaient, au cours de leur carrière, des postes ministériels ou d'éminentes fonctions diplomatiques.

Il est frappant de constater que ceux qui allaient former la section panaméenne du CFA l'année suivante, au printemps 1919, appartenaient aux mêmes milieux (AHGE-SRE, Fondo Gaveta, 17-11-164, a ; Hanotaux, 1920, p. 25-26). La composition de ce comité d'amitié franco-panaméen était plus formelle, avec des présidences d'honneur réservées au président de la République, Belisario Porras, à son secrétaire aux Affaires étrangères, Evenor Hazera, ainsi qu'au chargé d'Affaires français, Maurice de Simonin, véritable promoteur du comité. Il est donc clair que l'association France-Amérique était née dans les milieux diplomatiques et avait été parrainée par le gouvernement français. La présidence effective était assurée par Ricardo Arias, un riche propriétaire terrien membre d'une des grandes familles de l'isthme, assisté par le Dr. Alfonso Preciado, aussi membre de l'UIA. Le conseil d'administration comprenait également un marchand français, Jules Heurtematte, propriétaire du célèbre « Bazar français », et Antonio Jiménez, ancien chargé d'Affaires panaméen à Paris, agent de la Compagnie transatlantique espagnole et membre du conseil d'administration du parti libéral. Parmi les membres se trouvaient aussi des notables de la capitale, issus des deux principaux partis qui dominaient l'administration du pays. Le comité comprenait également plusieurs représentants de la petite colonie française, en particulier les Frères des écoles chrétiennes, également connus sous le nom de Lasalliens, qui dirigeaient le collège de La Salle, l'un des plus prestigieux de la capitale.

La solide implantation sociale des deux associations se confirma pendant l'entre-deux-guerres. Si l'on se réfère au *Directorio General de la Ciudad de Panamá* (annuaire général de la ville de Panama, publié en 1926), sorte de *Who's Who* de la société panaméenne, on constate que, sur la centaine de personnalités recensées dans cet annuaire, trente-cinq étaient membres de la Délégation de l'UIA et dix-huit du CFA panaméen (Andreve, 1926). Plusieurs d'entre elles appartenaient aux deux associations, ce qui démontre la perméabilité entre ces deux cercles, qui étaient avant tout des espaces de sociabilité réservés à une élite internationalisée. Passage obligé de ces processus de légitimation, nombre de leurs membres furent d'ailleurs distingués des décorations les plus prestigieuses dont disposaient les gouvernements français et espagnol pour honorer les étrangers œuvrant au rapprochement avec leur pays : le président de la délégation de l'UIA, Ricardo J. Alfaro, était ainsi Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, tandis que le Dr. Alfonso Preciado était Chevalier de la Légion d'Honneur et, en tant que médecin, avait également reçu les Palmes académiques françaises. Pour ces élites cosmopolites, accéder à de telles distinctions constituait une reconnaissance sociale importante.

À l'évidence, l'adhésion à ces associations obéissait plus à des raisons de prestige social et d'entregent qu'à un positionnement politique de type anti-impérialiste. Mais, au-delà de la dimension mondaine propre à ces clubs sélects, y appartenir pouvait néanmoins refléter une manifestation d'autonomie à l'égard des États-Unis, consistant à revendiquer pour le Panama d'autres sphères d'appartenance, qu'il s'agisse de la latinité ou d'une forme de panhispanisme.

De la célébration du 14 Juillet à l'inauguration du monument aux Français, le Comité France-Amérique à la manœuvre

Si l'on examine le type d'initiatives promues par les deux associations, la similitude des stratégies qu'elles déployèrent au Panama est frappante. L'une d'entre elles consistait à promouvoir la célébration d'un jour férié en l'honneur de leurs nations respectives. La fondation de la section panaméenne du CFA au début de l'année 1919 traduisait le prestige dont la France victorieuse jouissait après-guerre. Dès lors, la diplomatie française s'efforça de mobiliser la société locale pour célébrer le 14 juillet au Panama. Au lendemain de la guerre, l'anniversaire de la Prise de la Bastille avait intégré le calendrier des fêtes officielles de la République panaméenne, au même titre que la fête étasunienne du 4 juillet, l'une et l'autre célébrées comme des fêtes de la liberté (NARA, RG 59, 819.413, a ; Chirú Barrios, 2020)². À en juger par la revue *France-Amérique*, l'adoption du 14 juillet ne représentait pas seulement un hommage à la résistance française face à l'envahisseur allemand. C'était tout autant la reconnaissance des sacrifices consentis par la France à travers la Compagnie Universelle du Canal interocéanique dirigée par Ferdinand de Lesseps, même si son entreprise s'était soldée par un échec retentissant et la faillite de la compagnie :

[Le Comité local France Amérique] fait de la bonne propagande française (...). Cette année il a organisé les fêtes du 14 juillet, qui ont été splendides et qui ont duré deux jours, dépassant en éclat la grande Fête Nationale de Panama ; le 14 juillet est d'ailleurs, d'après une récente loi du Congrès, la seconde fête nationale de la République. Les Panaméniens [*sic*] gardent en effet une profonde reconnaissance à la France pour tout le bien qu'elle a fait à leur pays à l'époque où furent exécutés les premiers travaux du canal. (Clément, 1920)

² La Loi n°23 du 17 novembre 1918 déclara les commémorations du 4 et du 14 juillet jours fériés dans le pays.

Dès lors, le comité local France-Amérique se fixa plusieurs missions, que l'on retrouve dans un rapport publié par Gabriel Hanotaux faisant le bilan de la première décennie d'activité du CFA jusqu'en 1920 (Hanotaux, 1920, p. 25-26). Certaines initiatives avaient un caractère prospectif et pratique, comme la création d'un musée commercial permanent pour présenter la production industrielle française dans la ville de Panama, devenue l'un des principaux maillons des réseaux commerciaux mondiaux ; d'autres avaient une dimension plus symbolique, consistant à faire connaître l'apport de la France au développement du Panama. En ce sens, le Comité se donna pour objectif d'honorer la mémoire des milliers d'ouvriers, de manœuvres et d'ingénieurs français ayant perdu la vie, la plupart de fièvre jaune et de malaria, pendant la première phase de construction du canal, dite du « Canal français » : en un peu plus de quinze ans, quelque 30 000 ouvriers succombèrent, dont 22 000 Français, pour la plupart antillais (McCullough, 2012, p. 103-158).

En 1919, un 14 juillet comme il se doit, le président de la République Belisario Porras inaugura la Place de France (*Plaza de Francia*), sise à un endroit stratégique de la vieille ville, face à l'entrée du canal (Clément, 1920). Le terrain avait été légué à la France pour qu'elle y établît sa légation permanente et qu'elle construisît au centre de la place un grand mémorial en hommage aux « pionniers français » du canal interocéanique³. Ce don intégrait un plus vaste projet conçu par l'administration Porras et destiné à moderniser la ville de Panama et à la doter des attributs d'une capitale (Porras, 2017). Souhaitant contribuer au prestige de la France grâce à cet hommage de pierre érigé en un endroit ô combien symbolique, la section locale du CFA se saisit de l'opportunité offerte par le gouvernement panaméen :

C'est précisément pour manifester ce sentiment de reconnaissance que le Comité *France-Amérique* poursuit l'idée d'ériger dans la ville de Panama un grand monument à la mémoire des Français. Ce monument s'élèvera dans un parc au bord de la mer, « le Parc de France », en face de notre Légation. On se rappelle que le terrain occupé par la Légation de France a été gracieusement cédé à la France à l'instigation de M. Ricardo Arias alors qu'il était ministre des Affaires étrangères. Les Panaméniens [*sic*], tout en reconnaissant les grands bénéfices apportés à leur pays par les Américains, ne cessent de se lamenter que la France n'ait pas pu terminer les travaux du canal commencés par elle. (Clément, 1920)

³ Loi n° 2 du 8 janvier 1920, "Por la cual se destina una plaza pública en la Ciudad de Panamá para erigir en ella un monumento a los franceses precursores del canal", *Gaceta Oficial*, Panamá, n°3272, 16-I-1920.

Étonnamment, la cession du terrain donna lieu à deux cérémonies de pose de la première pierre. La première eut lieu le 14 juillet 1919 et le geste solennel fut confié au président panaméen lui-même. Mais la même scène se répéta deux ans plus tard, lorsque le général Mangin, héros de la Grande Guerre alors en mission en Amérique latine, fit un bref séjour au Panama et, en lieu et place de l'inauguration du monument français – qui n'avait encore que peu avancé –, posa sa première (ou deuxième !) pierre (AMAE, 1921). Cette cérémonie se déroula en présence des plus hautes autorités panaméennes et de 6 000 soldats américains, en souvenir de la participation des États-Unis à la victoire contre les Empires centraux (« Le général Mangin et le Comité France-Amérique de Panama », 1922). Comme le Département d'État américain l'avait bien compris, le général victorieux avait opportunément été reconverti en relais de propagande au service des intérêts politiques et commerciaux de la France (NARA, RG 59, 819.413, b).

Dès lors, le CFA saisit toutes les occasions pour célébrer la civilisation et le génie français et rappeler les sacrifices consentis en temps de paix au Panama et en temps de guerre sur les champs de bataille. La visite du général Mangin en juillet 1921 fut ainsi l'occasion d'inaugurer, dans le cimetière de la ville, un grand mausolée en l'honneur du sacrifice français. L'année précédente, lors du passage du croiseur-école *Jeanne d'Arc* par le Panama, le ministre panaméen des Affaires étrangères, par ailleurs président d'honneur du Comité, avait prononcé un discours vibrant et empreint de francophilie en accueillant les cadets de la marine française :

Au nom du Comité France-Amérique de Panama, je salue respectueusement l'âme française et rends un hommage ému aux vaillants défenseurs de la France et de la cause même de l'humanité.

Debout, donc, les Français tombés au champ d'honneur lors du percement du Canal de Panama, cette œuvre grandiose conçue par Lesseps, et qui a resserré les liens d'union entre la grande famille humaine !

Debout, les héros tombés sur les champs de bataille, les artisans de l'apothéose de la France, France immortelle, France génératrice de liberté et de civilisation, génie des Beaux-Arts et des belles inventions, fière maîtresse de la victoire !

Que le Dieu d'immense bonté, que l'Être infini protège la France et ses nobles alliés !
(« Réception en l'honneur des officiers du “Jeanne d'Arc” », 1920)

L'inauguration du « Monument élevé aux Pionniers français du Canal » – comme il avait été baptisé – eut finalement lieu en décembre 1923, lors du troisième mandat du président Porras (« Imponente y solemne ceremonia », 1923). Pour l'occasion, le Quai d'Orsay ne lésina pas sur les moyens et envoya le croiseur *Jeanne d'Arc* avec une délégation spéciale présidée par son commandant, le capitaine de vaisseau Joseph Bourdoncle de Saint-Salvy. La cérémonie, à laquelle assistèrent une nouvelle fois les plus hautes autorités du pays, se transforma en une véritable fête de la latinité. C'est du moins la lecture qu'en fit le chargé d'Affaires français, Maurice de Simonin :

Le monument que vient de lui [à de Lesseps] élever la République de Panama, dont les fondateurs furent les témoins de l'effort français, apparaîtra alors, non pas comme une réhabilitation dont la mémoire de Ferdinand de Lesseps n'a certes pas besoin, mais comme un hommage rendu à la clairvoyance, à l'esprit d'initiative, à l'énergie d'un illustre fils de France, à la foi qui animait ses fidèles collaborateurs dans l'avenir de l'œuvre qu'ils entreprenaient et au génie de notre race. (Simonin, 1924)

Destiné à perpétuer « le génie de la race latine, précurseur du canal de Panama », selon la section locale du CFA, le monument se composait d'un grand obélisque surmonté d'un coq français (AHGE-SRE, Fondo Gaveta, 17-11-164, b ; Aizpuru Aizpuru, 1926, p. 59 ; « L'inauguration à Panama du Monument français », 1923). Œuvre du Panaméen Roberto Lewis et du Péruvien Leonardo Villanueva Meyer, le monument affichait une évidente ambition et présentait une fonction patriotique et pédagogique. Aménagé dans les fortifications, le mur d'enceinte avait été utilisé pour créer une crypte semi-circulaire sous les arches de laquelle se trouvaient dix grandes tablettes de marbre gravé relatant l'histoire de la construction du canal et du rôle crucial joué par les Français. Rédigé par le ministre de l'Instruction publique, Octavio Méndez Pereira, ce récit faisait la part belle aux artisans français du canal et aux immenses défis auxquels ils avaient été confrontés, sans oublier d'attribuer l'idée originale aux Espagnols du temps de Charles Quint et de saluer la ténacité des Nord-américains qui vinrent à bout des difficultés et finalisèrent le percement (« Los zapadores del Canal », in Méndez Pereira, 1939, p. 26-44). Au milieu du parc, se dressait un obélisque de 18 mètres de haut autour duquel des bustes avaient été placés en l'honneur des quatre ingénieurs français ayant marqué de leur empreinte le projet : Ferdinand de Lesseps, bien sûr, mais aussi Lucien Bonaparte Wyse, Pierre Sosa et Armand Reclus, à l'exclusion naturellement du très controversé Philippe Bunau-Varilla

– coupable d'avoir bradé les intérêts du Panama dans les négociations du traité Hay-Bunau-Varilla de 1903 avec les États-Unis.

Soucieux de faire du monument un hommage international au génie français, le Quai d'Orsay et le CFA avaient su mobiliser le soutien de leurs alliés. Leur contribution s'exprimait à travers deux bas-reliefs réalisés par le sculpteur Paul Niclausse. Portant la légende « Le Génie humain réunissant les deux Océans », le premier avait été offert par six républiques latino-américaines⁴ accompagnées du Royaume-Uni, en signe de « reconnaissance pour les premiers ouvriers de l'œuvre colossale [du canal] de Panama », selon le chargé d'Affaires français (Simonin, 1924). Le second, dont l'inscription proclamait « Le canal de Panama apportant la prospérité au monde », avait été financé via une souscription publique ouverte par le CFA afin d'associer la société panaméenne à l'hommage : présidé par l'épouse du président de la République du Panama, le comité chargé de récolter les fonds avait même pu compter sur la modeste contribution de près de 7 000 écoliers panaméens ayant donné 5 cents chacun ! (*ibid.*)

Appelé à s'associer aux autres républiques américaines pour le financement des plaques commémoratives, le Département d'État étasunien tergiversa et, malgré la somme modeste requise (500 dollars) et les nombreuses relances de son représentant dans l'isthme, fit finalement défaut. Au grand dam de la légation étasunienne au Panama, la contribution décisive des États-Unis à la construction du canal se trouva de ce fait minorée, sinon ignorée, autant dans les discours d'inauguration que dans la symbolique entourant le monument lui-même (NARA, RG 59, 819.413, d). Pire encore, la venue du capitaine Bourdoncle de Saint-Salvy avait conduit le président Porras à annuler son voyage initialement prévu à Richmond (Virginie), où il devait participer aux célébrations du centenaire de la Doctrine Monroe... tout un symbole des priorités affichées par le gouvernement panaméen ! (NARA, RG 59, 819.413, c).

Fête de la Race et hommage à Balboa : l'Espagne décidée à défendre son héritage

L'UIA au Panama eut recours à des instruments identiques qui visaient à souligner la communauté « raciale » et la fraternité existant entre l'Espagne et le Panama, à un moment où les deux pays souffraient d'une situation de marginalisation relative dans leurs environnements géopolitiques respectifs. Avant la France, la référence à l'Espagne avait fait son entrée dans le calendrier festif panaméen. Depuis le 12 octobre 1917, la communauté espagnole installée au

⁴ Chili, Cuba, Équateur, Mexique, Pérou, Venezuela.

Panama avait commencé à célébrer la « Fête de la Race » (*Fiesta de la Raza*) dans différentes régions de la république, en réponse à la campagne lancée en 1913 par l'UIA de Madrid (García, 1946, p. 46-62). Le contexte de la Guerre mondiale donnait une valeur pacifiste à cette fête réunissant une famille de nations qui, jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis en avril de cette année-là, avait convergé dans la neutralité. Contraintes de suivre les États-Unis lorsque ceux-ci déclarèrent la guerre à l'Allemagne en avril 1917⁵, les autorités panaméennes se montrèrent néanmoins très réceptives à la propagande menée par l'UIA. Sur ordre de l'inspecteur de l'Enseignement primaire Frederick E. Libby transmis cette année-là, toutes les écoles publiques furent appelées à célébrer l'anniversaire de la « Découverte » du Nouveau Monde en rendant hommage au drapeau espagnol (*ibid.*). L'Institut national, établissement éducatif le plus prestigieux du pays, organisa pour le 12 octobre 1917 une grande fête littéraire et scolaire, tandis que la mairie donna un gala diplomatique dans son palais. Parallèlement, un imposant défilé civique et scolaire fut organisé dans un parc du centre-ville, couronné par un discours du président Ramón M. Valdés (« La Fiesta de la Raza », 1917). À partir de l'année suivante, les enfants des écoles publiques furent invités à participer tous les 12 octobre à un semblable défilé civique les conduisant à travers les principales artères de la capitale jusqu'à la Place de Cervantès, où la *Sociedad Española de Beneficencia* – principale association d'immigrés espagnols – avait fait ériger un monument au célèbre écrivain à l'occasion du troisième centenaire de sa mort, en 1916 (AGA, Ministerio de Estado, (10), 15, caja 54-17168).

Ces initiatives, qui précédaient la création de la Délégation de l'UIA, se déroulèrent dans un contexte de célébrations hispanophiles qui marquèrent toute la décennie 1910, alors que s'affirmait la suprématie des États-Unis dans l'isthme : la célébration du IV^e Centenaire de la découverte de la Mer du Sud par Vasco Núñez de Balboa en 1913, le III^e Centenaire de la mort de Cervantès en 1916, ainsi que la célébration du IV^e Centenaire de la fondation de la ville de Panama en 1919, sans compter la commémoration annuelle du 12 octobre à partir de 1917 (Szok, 2001 ; Chirú Barrios, 2012). La célébration des racines hispaniques de l'isthme s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de nationalisation entreprise par le président Belisario Porras pour compenser, sur le plan symbolique, les nombreuses concessions que les autorités du pays avaient dû faire au protecteur nord-américain depuis l'obtention de l'indépendance (Szok, 2001). Comme dans d'autres pays hispano-américains ayant suivi un semblable tournant

⁵ Lié par le traité Hay-Bunau Varilla (1903) qui avait délégué aux États-Unis la fortification et la protection du canal, le président panaméen Ramón Maximiliano Valdés annonça au lendemain de l'entrée en guerre des États-Unis que le Panama coopérerait « contre les ennemis susceptibles de commettre des actes d'hostilité contre le territoire panaméen ou contre le canal de Panama ou qui (...) tenteraient d'affecter les intérêts communs ».

hispanophile, il s'agissait tout autant de conforter la légitimité des élites *criollas* face à l'afflux encore récent de migrants qui avait bouleversé la démographie du pays.

Avec le déclenchement de la Grande Guerre et l'achèvement des travaux du canal en 1914, la république entra dans un cycle économique de récession qui mettait en évidence les conditions défavorables que lui réservait le traité du canal. L'hispanisme agit alors comme un discours de compensation symbolique face à la situation de dépendance et de subordination humiliante à l'égard des États-Unis, lesquels administraient la Zone du canal avec leurs fonctionnaires et leurs forces de police et contrôlaient toute la zone utile du corridor transisthmique entre les villes côtières de Panama et de Colón. En faisant de Balboa un héros national, qui dès 1904 donna son nom à la monnaie nationale et devint l'emblème de la bière la plus populaire de l'isthme, il s'agissait clairement de souligner les racines hispaniques du Panama en lui offrant une ascendance pluriséculaire et prestigieuse (Marcilhacy, 2019). Le procédé permettait également de revendiquer pour la famille latine une partie du prestige inhérent à l'ouverture du canal interocéanique, en faisant du navigateur et conquérant espagnol le lointain précurseur de cette grande œuvre qui, par sa découverte, avait révélé la valeur géostratégique de cette partie de l'isthme (Pérez et Nogués, 1915).

La création de la délégation panaméenne de l'UIA en 1918 coïncida avec un changement de stratégie de la part de cette association déjà ancienne. Au cours des premières années, les activités de l'UIA s'étaient concentrées sur la diffusion culturelle, suivant le modèle de conférences et de publications qui promouvaient un hispano-américanisme essentiellement rhétorique. Mais, à partir du milieu des années 1910, les centres de l'UIA dans les Amériques s'engagèrent dans des campagnes plus proches d'une véritable politique culturelle, compensant le relatif retrait de la diplomatie officielle en la matière. C'est bien ce qu'entreprit la Délégation créée en 1918 au Panama. Dès sa fondation, elle s'impliqua fortement dans l'organisation des célébrations du 12 octobre, avec plus ou moins de succès si l'on en juge par la relative désaffection qui toucha la fête au milieu des années 1920 (Victoria, 1926). Mais l'UIA reprit également le projet d'ériger un monument au découvreur Núñez de Balboa, proposé conjointement par Belisario Porras et le roi Alphonse XIII à l'occasion du IV^e centenaire de la découverte de la Mer du Sud, célébré en 1913 (AHN-MIREX, H2575). Dans l'esprit de ses promoteurs, le monument projeté devait être à la mesure de l'importance que l'isthme allait bientôt acquérir dans les circuits marchands qui sillonnaient le monde. Le gouvernement panaméen avait donc confié la réalisation de la statue à deux sculpteurs espagnols de renom, Mariano Benlliure et Miguel Blay, dans le but d'ériger un monument d'une taille inhabituelle,

visible par tous les navires qui passeraient dans la zone avant de franchir le canal. Le président panaméen lui-même avait exprimé ce souhait dans une lettre adressée au roi en janvier 1913 :

Deseamos que la estatua de Balboa se erija en Panamá, en sitio donde sea saludada eternamente por las banderas de todas las naciones y por los hombres de todas las razas; y para que ella constituya algo así como un símbolo de solidaridad de la raza, aspiramos a que su costo sea cubierto por contribución voluntaria de españoles y latino-americanos. Y sería motivo de júbilo para nosotros encabezar esa suscripción con V.M., y en asocio de vuestro nombre prestigioso. (*ibid.*)

Le projet impliquait un investissement important que les finances publiques espagnoles n'étaient pas en mesure de porter à elles seules, c'est pourquoi l'UIA fut chargée de lancer une souscription publique outre-Atlantique. En ce sens, elle s'adressa à tous les pays d'Amérique latine afin que l'œuvre devînt un hommage collectif de la *Raza* au génie pionnier de Balboa. Le budget ayant été fixé à 300 000 pesetas, une somme très importante pour l'époque, il fallut dix ans aux promoteurs espagnols et panaméens pour réunir un tel montant et commencer les travaux (Chirú Barrios, 2012, p. 82-99 ; Marcilhacy, 2019).

L'inauguration du monument put finalement avoir lieu en septembre 1924, un an après que la France eut inauguré son propre monument, comme le déplora le comte de San Simón, consul en charge de la légation espagnole au Panama (AHN-MIREX, H1674, b). Les arguments échangés par les services diplomatiques espagnols et panaméens laissent entendre les féroces batailles de mémoire auxquelles donnait lieu la statuaire en tant qu'instrument de diplomatie culturelle : dans une lettre confidentielle adressée au ministère des Affaires étrangères espagnol, le comte de San Simón se plaignait du refus de son ministère de tutelle de nommer une mission diplomatique spéciale de même niveau ou de niveau supérieur à celle qui avait récemment inauguré l'imposant Monument aux Pionniers français du Canal, arrivé à bord d'un navire de guerre (AHN-MIREX, H1674, d). Il avait pourtant, en son temps, averti le ministre de l'époque des risques de laisser le champ libre à la propagande culturelle française qui, au nom de la latinité, privait l'Espagne de sa relation privilégiée avec l'Amérique hispanophone :

Es indudable que la misión [francesa] referida tiene por objeto, aparte del acto que se sirve de pretexto para su venida, el intensificar la política de atracción que de algún tiempo a esta parte, viene desarrollando Francia en este Continente; no debiéndose olvidar que en esta República [Panamá], el éxito es doblemente fácil, a causa de que, en todas las

ocasiones similares, se ha exagerado la nota a favor de Francia, para mortificar, indirectamente, a los Estados Unidos, cuya política en el Istmo, es considerada como más molesta para el país que la desarrollada por Francia en la época de sus trabajos en el Canal. De todas suertes, es indudable que el acto referido ha de contribuir a mantener vivo el “fuego sagrado” encomendado al constante cuidado del Comité France-Amérique, y que, indirectamente, contribuirá, una vez más, a mantener la confusión pretendida respecto a los lazos de unión con la “América Española”, a título de “América Latina”. (AHN-MIREX, H1674, a)

Mais, là encore, la diplomatie espagnole était confrontée à ses propres limites. Pour des raisons financières, le Directoire présidé par Miguel Primo de Rivera dut se contenter d'envoyer son ministre plénipotentiaire à Caracas, Ángel Ranero y Rivas (AMIREX, vol. 5, exp. 32).

Néanmoins, malgré le retard accumulé et la moindre qualité de l'ambassade espagnole, l'inauguration du monument à Vasco Núñez de Balboa bénéficia d'un large écho dans l'isthme. Organisée le 29 septembre 1924, déclaré « Journée de liesse nationale », elle fit office de cérémonie d'adieu au président Belisario Porras, grand hispanophile et promoteur du projet, qui allait quitter ses fonctions une semaine plus tard. Les festivités officielles rassemblèrent des représentants de tous les pays ayant contribué au projet, avec l'Espagne comme invitée d'honneur (AHN-MIREX, H1674, c ; « Don Ángel Ranero y Rivas se muestra satisfecho de Panamá », 1924). Pas moins de dix républiques hispano-américaines envoyèrent également des délégations spéciales au Panama, tandis que les États-Unis se contentèrent d'accréditer leur représentant dans l'isthme, John G. South. Dévoilé devant un public estimé à quelque 10 000 personnes, le monument représentait l'« *Adelantado* de la Mer du Sud » debout sur un globe terrestre, le regard fier tourné vers la mer, brandissant une épée en forme de croix, ainsi que la bannière de la Castille. Le monument célébrait ainsi en Balboa le conquérant et l'évangéliste, le héros qui avait ouvert de nouveaux espaces à l'Espagne et à son empire planétaire. Parce qu'elle intervenait à un moment où les pays hispaniques ne pouvaient que constater leur faible poids sur l'échiquier géopolitique d'après-guerre, cette représentation idéalisée avait une évidente vocation pédagogique : elle prétendait exalter aux yeux du public à la fois l'héritage d'une Espagne conquérante et civilisatrice et les vertus de courage et d'abnégation qui caractérisaient la civilisation hispanique.

⁶ Décret n°167 du 19-IX-1924.

Le journaliste Juan Aizpuru Aizpuru, membre actif de la délégation de l'UIA au Panama, le résumait en quelques lignes :

Las admirables estatuas de Cervantes y de Balboa erigidas por el concurso y la munificencia públicos de la madre ibera y sus hijas de América (...) deben interpretarse como prendas adicionales de vinculación espiritual, por parte de Panamá, y de reconocimiento por parte de las demás naciones afines. (...) [La estatua de Balboa] se yergue noblemente heroica, y altiva, frente al mismo mar que descubrió el valiente y malogrado explorador; es al paso de las numerosas naves del comercio del Gran Mar, como un elevado santo y seña para el intercambio de ideas y actividades entre los pueblos hermanos, con el signo de la cruz en alto; representación apropiadamente caracterizada por la personalidad histórica del Gran Capitán, cristiano, esforzado y mártir. (Aizpuru Aizpuru, 1926, p. 53)

On comprend, dès lors, la fonction de ces politiques de mémoire entretenues par les élites panaméennes et relayées par les communautés immigrées – espagnole en l'occurrence –, qui visent à alimenter l'imaginaire national par des références pluriséculaires et prestigieuses permettant d'insérer la jeune nation dans une filiation latine et catholique.

Conclusion

À travers ces deux exemples de monuments commémoratifs, on constate l'importance de l'action des sections locales de l'UIA et du CFA aux côtés des diplomates espagnols et français et des colonies de migrants résidant au Panama. Érigés l'un et l'autre à proximité du canal, le Monument aux Pionniers français et celui consacré à Vasco Núñez de Balboa illustrent la rivalité entre ces deux nations pour être symboliquement reconnues comme les véritables précurseurs du canal interocéanique. Une construction idéalisée au service du « génie » français ou de la « race » hispanique qui contrastait avec la réalité, c'est-à-dire l'évidence du retrait de l'Espagne des Caraïbes depuis 1898 et celui, plus relatif, de la France après l'échec retentissant de Ferdinand de Lesseps et le fameux « Scandale de Panama ».

Dans l'un et l'autre cas, ces propagandes du sentiment rencontrèrent un écho et des relais certains auprès des élites de l'isthme, qui cherchaient alors à affranchir le jeune État d'une relation trop exclusive et naturellement asymétrique avec son protecteur étasunien. Si sur les plans économique, financier et diplomatique, nulle autre nation ne pouvait rivaliser avec les

constructeurs et gestionnaires du canal, il en allait tout autrement du champ culturel et symbolique : au cours des années 1920 et 1930, revendiquer les racines latines et hispaniques du Panama s'avéra essentiel pour garantir l'ordre social hérité de l'indépendance et pour asseoir l'image d'un pays indépendant ayant sa place dans la famille latino-américaine. Preuve de la relative efficacité de ces propagandes, les diplomates nord-américains affectés dans l'isthme ne cessèrent d'alerter leurs autorités de tutelle sur la multiplication de ces initiatives venues d'Europe et la complaisance des autorités panaméennes à leur égard.

La constitution d'associations privées composées de membres influents de l'élite locale et de représentants fortunés des communautés d'émigrés servit par conséquent de support à de nouvelles stratégies de diplomatie mises en place par la France et l'Espagne visant à gagner les opinions publiques étrangères à leur cause, une œuvre de propagande dont l'efficacité avait déjà été révélée par la Grande Guerre. En ce sens, on peut dire que ces deux pays, chacun avec ses propres moyens et des résultats inégaux, anticipèrent la diplomatie publique que les États-Unis appliqueraient de façon plus systématique, et avec le succès que l'on sait, dans le cadre de la Guerre Froide.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

Archives

AGA (Archivo General de la Administración, España), Ministerio de Estado, (10), 130, Caja 54/17200: Correspondencia general sobre la Unión Ibero-Americana en Panamá (1926-1934).

AGA, Ministerio de Estado, (10), 15, caja 54-17168: Correspondencia sobre el levantamiento de un monumento a Cervantes en la plaza que lleva su nombre en Panamá (1919).

AHGE-SRE (Archivo Histórico Genaro Estrada. Acervo Histórico Diplomático. Secretaría de Relaciones Exteriores de México), Fondo Gaveta, 17-11-164: a. Carta del « Comité France-Amérique », Sección de Panamá (27/12/1919); b. « Monumento a la memoria de los trabajadores que construyeron el Canal de Panamá » (1919-1920): Despacho del Cónsul de México en Panamá, Vicente Rendón Quijano.

AHN-MIREX (Archivo Histórico Nacional, España, Ministerio de Relaciones Exteriores), H1674, Correspondencia: Legación de Panamá (1920-1931): a. Despacho de Luis San Simón y Ortega informando de la próxima llegada a Panamá de la Misión francesa, en 7 de septiembre de 1923; b. Carta del Conde de San Simón en 15 de Marzo de 1924; c. Programa oficial y recortes de prensa de la inauguración del Monumento a Balboa; d. Despacho del 8 de octubre de 1924 al Presidente del Directorio Militar.

AHN-MIREX, H2575, Política: Panamá (1917-1929): « Monumento a Balboa ».

AMAE (Archives du Ministère des Affaires étrangères, France), Amérique 1918-1940, CA, n°21, Dépêche de Charles Mangin au ministère (20/07/1921).

AMIREX (Archivo del Ministerio de Relaciones Exteriores de Panamá), Legación de España en Panamá, 1ª serie, vol. 5, exp. 32: Inauguración del monumento a Balboa en Panamá.

NARA (National Archives Records Administration), RG 59, file 819.413, Records of the Department of State relating to internal affairs of Panama (1910-1929): a. Despatch of William J. Price to the Department of State, December 21, 1918; b. Despatch of William J. Price to the Department of State, August 30, 1921; c. Despatch of John G. South to the Department of State, November 25, 1923; d. Despatch of John G. South to the Department of State, January 21, 1924.

Presse historique

- ALFARO, Ricardo J., 1919, « Discurso pronunciado por Ricardo J. Alfaro, presidente de la Unión Ibero-Americana de Panamá », in *La Revista Nueva*, II-1919, p. 109-112.
- ANONYME, 1924, « Don Ángel Ranero y Rivas se muestra satisfecho de Panamá », in *La Estrella de Panamá*, Panamá, 27-IX, p. 1.
- — 1923, « Imponente y solemne ceremonia: los discursos del Presidente y del Comandante del “Jeanne d’Arc” », in *La Estrella de Panamá*, Panamá, 5-XII, p. 1.
- — 1917, « La Fiesta de la Raza », in *La Revista Nueva*, Panamá, X-1917, p. 247-259.
- — 1922, « Le général Mangin et le Comité France-Amérique de Panama », in *France-Amérique*, II-1922, p. 56.
- — 1923, « L’inauguration à Panama du Monument français », in *France-Amérique*, XI-1923, p. V-VII.
- — 1920, « Réception en l’honneur des officiers du ‘Jeanne d’Arc’ », in *France-Amérique*, IV-1920, p. 140
- CLÉMENT, Général Paul, 1920, « Lettre de Panama », in *France-Amérique*, II-1920, p. 80.
- SIMONIN, Maurice de, 1924, « Le Monument français de Panama », in *France-Amérique*, I-1924, p. 6-9.
- VICTORIA J., Nicolás, 1926, « Depresión del espíritu racial », in *El Mundo*, Panamá, n° 52, X-1926, p. 28.

Ouvrages

- AIZPURU AIZPURU, Juan, 1926, *Panamá en relación con los Congresos Bolivarianos y las actividades históricas Hispano y Pan-Americanas. Artículos de actualidad publicados en la Revista Nueva. Los últimos diez años y el Congreso Conmemorativo de Bolívar*, Panamá, Tipografía y Editorial La Moderna.
- ALTAMIRA, Rafael, 1905, *España en América*, Madrid, F. Sempere y Compañía Ed.
- ANDREVE, Guillermo, 1926, *Directorio general de la Ciudad de Panamá*, Panamá, Andreve y Compañía.
- GARCÍA, Gervasio, 1946, *A manera de inventario*, Panamá, Imprenta La Nación.
- HANOTAUX, Gabriel, 1913, *Pourquoi le Comité France-Amérique a été fondé ? Les premiers résultats et l’activité du comité de 1910 à 1913*, Paris, Éditions France-Amérique.

- — 1920, *Le Comité France-Amérique. Son activité de 1909 à 1920*, Paris, Éditions France-Amérique.
- MÉNDEZ PEREIRA, Octavio, 1939, *Antología del Canal. Bodas de plata, 1914-1939*, Panamá, The Star & Herald Company.
- PÉREZ, Modesto et NOUGUÉS, Pablo, 1915, *Los precursores españoles del Canal interoceánico*, Madrid, Perlado, Páez y Cía.

Sources secondaires

- AL-MATARY, Sarah, 2008, *Idéalisme latin et quête de « race » : un imaginaire politique, entre nationalisme et internationalisme. France-Amérique hispanique, 1860-1933*, Thèse de doctorat en littérature comparée dirigée par René-Pierre Colin, Université Lyon 2.
- CASTILLERO CALVO, Alfredo, 1999, *La ruta interoceánica y el Canal de Panamá*, Panama, Universidad de Panamá.
- CHIRÚ BARRIOS, Félix, 2012, *Conmemoraciones y monumentalidad: las políticas de la memoria en Panamá, 1903-1931*, Thèse de doctorat en Histoire dirigée par David Díaz, San José, Universidad de Costa Rica.
- — 2020, « Conmemoraciones patrióticas, imposiciones imperiales y resistencia social en Panamá 1903-1925 », in *Ciencia Política*, Colombie, 15(29), p. 147-177.
- COMPAGNON, Olivier, 2013, *L'adieu à l'Europe. L'Amérique latine et la Grande Guerre*, Paris, Fayard.
- DUMONT, Juliette, 2018, *Diplomatie culturelle et fabrique des identités. Argentine, Brésil, Chili (1919-1946)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo et AUBERT, Paul, 2014, *Nidos de espías. España, Francia y la Primera Guerra Mundial, 1914-1919*, Madrid, Alianza Editorial.
- HAYNES, Sam W. et MORRIS, Christopher M. (eds.), 2008, *Manifest Destiny and Empire: American Antebellum Expansionism*, College Station, Texas A&M University Press.
- JOVER ZAMORA, José María, 1979, *1898. Teoría y práctica de la redistribución colonial*, Madrid, Fundación Universitaria Española.
- LITVAK, Lilly, 1980, *Latinos y anglosajones: orígenes de una polémica*, Barcelona, Biblioteca universitaria Puvill.
- LOMBARD, Alain, 2022, *La diplomatie culturelle*, Paris, PUF.
- LÓPEZ OCÓN, Leoncio, 1987, *Biografía de la "América": una crónica hispano-americana del liberalismo democrático español (1857-1886)*, Madrid, CSIC.

- MARCILHACY, David, 2015, « “¡Nada de latinismos!” América “latine” ou América “hispanique”, batailles symboliques et idéologiques autour d’une dénomination », in *Cahiers d’études romanes*, Aix-Marseille, n° 30 p. 199-222 [<https://doi.org/10.4000/etudesromanes.4846>].
- — 2018, « El panhispanismo y el mito de la Raza », in BASTOS PEREIRA DAS NEVES, Lucia Maria, FÁTIMA SÁ E MELO FERREIRA, Maria de et PEREIRA DAS NEVES Guilherme (orgs.), *Linguagens da Identidade e da Diferença na Iberoamérica, 1770-1870*, São Paulo, Paco Editorial, p. 249-281
- — 2019, « Panamá, de Balboa a Bolívar: una construcción nacional entre hispanismo y panamericanismo », in *Secuencia*, México, n° 105, [<https://doi.org/10.18234/secuencia.v0i105.1605>]
- — 2022a, « 1914, between two Oceans, between two Empires: a turning point for Latin America », in *National Identities*, vol. 24/1, p. 21-37 [<https://doi.org/10.1080/14608944.2020.1738365>]
- — 2022b, « L’Espagne et la bataille de l’opinion internationale. Agences de presse, tourisme et réseaux de propagande sous la dictature du général Primo de Rivera : le cas de l’Agence Plus Ultra », in *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, Nanterre, n°29, [<http://journals.openedition.org/ccec/14074>]
- MCCULLOUGH, David, 2012 [1977], *Un camino entre dos mares. La creación del canal de Panamá*, Madrid, Espasa.
- MENA GARCÍA, María del Carmen, 1984, *La sociedad de Panamá en el siglo XVI*, Sevilla, Diputación Provincial de Sevilla.
- MORALES LEZCANO, Víctor, 2010, « El equilibrio colonial a principios del siglo XX. España y la cuestión marroquí », in FORNER, Salvador (ed.), *Coyuntura internacional y política española (1898-2004)*, Madrid, Biblioteca Nueva, p. 29-44.
- NIÑO, Antonio, 2001, « Orígenes y despliegue de la política cultural », in ROLLAND, Denis et alii, *L’Espagne, la France et l’Amérique latine : Politiques culturelles, propagandes et relations internationales, XXe siècle*, Paris, L’Harmattan, p. 23-163.
- NYE, Joseph S., 1990, *The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books.
- PIKE, Frederick B., 1971, *Hispanismo, 1898-1936. Spanish Conservatives and Liberals and Their Relations with Spanish America*, Notre Dame, University of Notre Dame Press.
- PORRAS, Ana Elena, 2017, « El por qué de la plaza de Francia en Panamá », in *La Prensa*, Panama, 4 de Marzo de 2017 [https://www.prensa.com/opinion/plaza-Francia-Panama_0_4702779782.html]

- QUIJADA, Mónica, 1998, « Sobre el origen y difusión del nombre “América Latina” (o una variación heterodoxa en torno al tema de la construcción social de la verdad) », *Revista de Indias*, 58/214, p. 595-616.
- SÁNCHEZ ALBORNOZ, Nicolás (comp.), 1995, *Españoles hacia América. La emigración en masa, 1880-1930*, Madrid, Alianza Editorial.
- SÁNCHEZ ANDRÉS, Agustín, 2013, « Une frontière fluctuante : la diplomatie espagnole et le versatile équilibre des pouvoirs dans les Caraïbes entre 1821 et 1868 », in *ILCEA*, Grenoble, n°18 [<http://journals.openedition.org/ilcea/2060>]
- SCHOONOVER, Thomas, 1992, « France in Central America 1820s-1929: an overview », in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, Arcachon, t. 79, n° 295, p. 161-197.
- SEPÚLVEDA MUÑOZ, Isidro, 2005, *El sueño de la madre patria: hispanoamericanismo y nacionalismo*, Madrid, Marcial Pons.
- SIEGFRIED, André, 1940, *Suez, Panama et les routes maritimes mondiales*, Paris, Armand Colin.
- SZOK, Peter, 2001, *La última gaviota. Liberalism and Nostalgia in Early Twentieth Century Panama*, Westport, Greenwood Press.
- TODD, David, 2022, *Un empire de velours. L'impérialisme informel français au XIX^e siècle*, Paris, La Découverte.
- VAN AKEN, Mark J., 1959, *Pan-Hispanism. Its Origin and Development to 1866*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press.

Partie 3

LES RESEAUX : UNE LECTURE CONCEPTUELLE APPLIQUEE

Réseau, rhizome, maillage : à la recherche de modèles pour cartographier l'exil républicain espagnol de 1939

Eve Fourmont Giustiniani

Aix-Marseille Université

UMR – 7303 TELEMMe, AMU / CNRS, MMSH

ORCID <https://orcid.org/0000-0001-9837-6193>

Résumé

Cette contribution offre un aperçu des questionnements épistémologiques qui accompagnent un projet de recherche en histoire culturelle mené autour de l'exil républicain espagnol de 1939. Le phénomène de l'exil, qui invite à penser des expériences multiples de déplacement (forcé) ainsi que les liens qui continuent d'unir les exilés à la communauté nationale malgré leur expatriation, se prête tout particulièrement à une lecture spatialisée et à des analyses de relations. Dans quelle mesure la notion de réseau peut-elle embrasser la complexité de l'objet « exil » ? Cette contribution esquisse les contours de ce que serait une application du modèle de l'analyse relationnelle au cas de l'exil, afin d'en révéler certaines limites. La réflexion s'oriente ensuite vers les images du rhizome et du maillage, qui invitent à (se) représenter les processus et les résultats de la recherche autrement que par la « datavisualisation » de réseaux : des représentations cartographiques et sensibles, davantage adaptées à la topographie complexe des lignes de fuite de l'exil.

Mots-clés : Exil républicain espagnol de 1939 – Épistémologie – Analyse relationnelle – Datavisualisation – Cartographie sensible

Resumen

Esta contribución ofrece una visión general del cuestionamiento epistemológico que acompaña un proyecto de investigación en historia cultural emprendido en torno al exilio republicano español de 1939. El fenómeno del exilio, que invita a pensar múltiples experiencias de desplazamiento (forzoso) así como los vínculos que siguen uniendo a los exiliados con la comunidad nacional a pesar de su expatriación, se presta a una lectura *espacializada* y al análisis relacional. ¿En qué medida puede el concepto de red abrazar la complejidad del objeto "exilio"? Esta contribución esboza los contornos de lo que sería una aplicación del modelo de análisis relacional al caso del exilio, para revelar algunos de los límites de este modelo. A continuación,

la reflexión se dirige hacia las imágenes del rizoma y la malla, que invitan a representar(se) los procesos y los resultados de la investigación de forma distinta a las que ofrece la datavisualización de redes: representaciones cartográficas y sensibles, quizás más aptas para topografiar las complejas líneas de fuga del exilio.

Palabras clave: Exilio republicano español de 1939 – Epistemología – Análisis relacional – Visualización de datos – Cartografía sensible

Abstract

This contribution offers an overview of the epistemological interrogations that accompany a research project in cultural history around the Spanish Republican exile of 1939. The phenomenon of exile, which invites to embrace multiple experiences of (forced) displacement as well as the links that continue to bind exiles to their national community despite their expatriation, lends itself to a spatialized reading and relational analyses. To what extent can the concept of *network* embrace the complexity of the object "exile"? This contribution sketches the contours of what would be an application of the relational analysis model to the case of exile, in order to reveal some of the limits of this model. The reflection then turns to the images of the rhizome and the meshwork, which invite to represent the processes and results of research in a different way than those offered by the datavisualization of networks: cartographic and sensitive representations, perhaps better suited to topographize the *lines of escape* of exiles.

Keywords: Spanish Republican Exile of 1939 – Epistemology – Relational Analysis – Datavisualisation – Sensitive Mapping

Telle est l'ironie de ces efforts qu'on fait pour changer sa façon de voir, pour modifier l'horizon de ce qu'on connaît et pour tenter de s'égarer un peu. Ont-ils effectivement conduit à penser autrement ? Peut-être ont-ils permis de penser autrement ce qu'on pensait déjà et d'apercevoir ce qu'on a fait selon un angle différent et sous une lumière plus nette. On croyait s'éloigner et on se trouve à la verticale de soi-même.
Foucault, 1983, p. 5 (version en ligne).

Motivée par une invitation à participer à un travail collectif de réflexion théorique autour de l'utilisation du concept de réseau en études hispaniques, la présente contribution donne un aperçu des questionnements épistémologiques qui accompagnent des travaux de recherche menés depuis quelques années autour de l'exil républicain espagnol de 1939. Ce texte est issu de notes prises au fil de l'eau durant la recherche : s'il se voulait une tentative d'en poser les fondements épistémiques ou un plaidoyer programmatique, il se réduit en fin de compte plus modestement à une volonté de donner à voir un processus de saisie autoréflexive d'une recherche en train de se faire. Qu'on lui pardonne donc de prendre quelque liberté avec la méthode scientifique d'administration de la preuve et de faire un usage relâché des concepts, pour naviguer le long de lignes de fuite, autour desquelles se tisse un *continuum* entre régimes textuel et graphique de pensée.

Essai de cartographie spatio-temporelle d'une histoire culturelle

L'histoire de l'exil est un observatoire privilégié pour appliquer et mettre à l'épreuve certains concepts ou notions fréquemment employés dans la méthodologie et la narration historiques, notamment pour appréhender et décrire des phénomènes de circulations et de transferts en histoire culturelle. Ainsi le programme du séminaire dans le cadre duquel s'inscrivent ces mots présente-t-il ces enjeux :

L'histoire culturelle à laquelle reste attaché le CREC s'avère être le cadre pertinent pour explorer ces phénomènes de circulation, transferts et constitution en réseaux. Il s'agira donc pour nous de cartographier les parcours, les liens, les traces, autrement dit les réseaux qui se tissent de façon plus ou moins éphémère autour d'une œuvre, d'une notion, d'une personne (artiste, homme politique, écrivain) puis dans un second temps d'analyser comment à un instant T ils configurent des ensembles signifiants, des dispositifs, des trames, soit un paysage culturel en mouvement (CREC, 2017).

Curieusement, le problème posé par ce stimulant programme s'est matérialisé à moi sous la forme d'un dessin, lorsque j'ai souhaité *situer*, en un diagramme ou plan, mon champ et mes objets de recherche. Représenter plaisamment mes objets d'étude de ces vingt dernières années sous la forme d'un *paysage* m'a fait prendre acte, en les matérialisant visuellement, du fait que nous mobilisons toute une série d'images, de métaphores filées et d'analogies dans nos représentations de l'histoire et les récits scientifiques que nous en faisons (Fernández Sebastián, 2015).



Figure 1 : Paysage politique et culturel (Espagne, 1900-1945 aprox.), du point de vue d'une hispaniste française. Dessin au crayon sur papier, 40 x 60 cm., numérisé et travaillé par ordinateur. Eve Fourmont Giustiniani, 2022.

Les termes de *cartographie*, *liens*, *tissage*, *trame*, *paysage*, employés dans le texte cité plus haut, et qui sont autant de métaphores lexicalisées courantes dans le vocabulaire des études culturelles, relèvent tous de la spatialité ou de l'étendue, davantage que de l'évolution temporelle. Les expressions idiomatiques de *forteresse du pouvoir* ou de *labyrinthe administratif*, matérialisées dans ce dessin, ou encore celle de « désert » (*páramo*, *erial*) parfois employée pour qualifier le paysage culturel de la dictature franquiste (pan du paysage qui se trouve ici hors-champ), sont autant de clichés de langage qui symbolisent des concepts politiques au moyen d'images spatiales.

Les recherches menées autour de l'exil se situeraient à l'aval de cette carte, au-delà de « l'océan de l'oubli » – confins de l'histoire qui deviendront malgré tout, à terme, un affluent modeste du vaste delta de la Transition, zone de confluence traversée de courants contraires mais finalement convergents. Cette partie aval de la carte, objet des travaux présentés ci-après, reste encore à topographier avec précision. L'une des questions posées ici est justement de savoir quelles données et quel encodage pourrait adopter une représentation graphique de ces recherches.

La notion de « réseau » est l'une de ces images heuristiques reposant sur une métaphore spatiale auxquelles recourt volontiers le récit historique. Devenue à la fois grille sémantique, outil méthodologique et représentation didactique, la notion de réseau a porté des fruits remarquables en histoire culturelle. De métaphore lexicalisée, elle est ainsi devenue modèle épistémique. Son emploi aujourd'hui généralisé (quoiqu'avec des succès divers, comme le souligne Garrote, 2014) atteste un tournant scientifique opéré par les sciences humaines et sociales depuis vingt à trente ans, concomitant à la révolution des nouvelles technologies de l'information et de la communication : le *topical turn*, ou tournant spatial (Dominic Laramée, 2017). Une mode historiographique qui n'invite pas moins à interroger la pertinence de ces notions pour penser des phénomènes historiques, lesquels doivent être saisis dans leur évolution, leur mutation, leur devenir.

L'exode espagnol de 1939, que sa longue durée (quatre décennies de dictature) et sa dimension politique (l'antifranquisme, dénominateur commun de toutes ces personnes et d'une bonne part de leur œuvre : Blanco Aguinaga, 2002) ont modelé comme une communauté diasporique, requiert à l'évidence d'être abordé en diachronie. On ne peut appréhender avec les mêmes outils l'exode de réfugiés républicains de 1939 et les migrations económico-politiques des années 1960, la littérature des camps et la philosophie déployée par des exilés depuis les chaires de grandes universités américaines, ou encore les réseaux politiques de l'exil durant l'immédiat après-guerre et leur place sur l'échiquier de l'opposition antifranquiste des années 1970.

Mais le phénomène de l'exil, qui offre à penser de multiples expériences du déplacement (forcé) comme les liens qui continuent d'unir les exilés à la communauté nationale malgré leur position d'expatriation (*ex-solus*), invite tout particulièrement à une lecture spatialisée et à des analyses relationnelles. En quoi l'objet de recherche « exil » convoque-t-il la notion de réseau, la renouvelle-t-il ou permet-il d'en révéler certaines limites ? En d'autres termes, le concept de réseau est-il opératoire pour ce qui concerne l'exil (de 1939) ? À quels autres modèles théoriques recourir pour appréhender les objets de recherche fragmentés, lacunaires, protéiformes et multi-situés qui composent la mosaïque de l'exil, ou plutôt *des* exils antifranquistes ?

Le présent travail a pour point de départ une démarche de spatialisation de la pensée (Urbain, 2014). Cette « horizontalisation » du point de vue invite non seulement à interroger le cadre conceptuel requis par la focale spatiale, mais aussi les méthodologies nécessaires pour saisir des objets complexes et modéliser les phénomènes étudiés, c'est-à-dire à la fois les analyser, les structurer, et les représenter (Armatte et Dahan Dalmedico, 2004).

Les trois premiers points qui suivent présentent un cas d'étude concret d'histoire culturelle vue au prisme des réseaux, par l'esquisse de ce que serait l'application du modèle de l'analyse relationnelle à un objet pourtant complexe à saisir, celui de l'exil. La seconde partie du texte, prenant acte des limites du concept de réseau pour appréhender un tel objet, tente de le cerner au moyen d'autres images, celles de rhizome et de maillage, qui invitent à figurer processus et résultats de la recherche sous d'autres modes de représentation que la « datavisualisation » : des figurations cartographiques et sensibles.

Une recherche sur les retours d'exil dans l'Espagne de la Transition

Les travaux dont il est ici question portent sur les intellectuels, écrivains, artistes qui se sont exilés¹ en conséquence de la victoire du camp dit franquiste à l'issue de la Guerre Civile de 1936-1939. Menés au long cours, et depuis 2020 dans le cadre d'un projet d'habilitation à diriger des recherches, ces travaux se sont orientés, à partir d'une réflexion initiale sur les modifications idéologiques induites par l'expérience de l'exil dans la philosophie politique des intellectuels espagnols, vers la question de la place de l'exil dans l'héritage culturel national. Plus spécifiquement, ces derniers travaux abordent un moment charnière du récit de l'exil : celui du retour, envisagé comme une forme parmi d'autres de *désexil* ou *post-exil* (Nouss, 2013).

Le projet consiste donc à questionner le rapatriement et la patrimonialisation de l'exil républicain de 1939 dans l'Espagne de la fin du franquisme et de la Transition vers la démocratie. Il vise à évaluer la façon dont les retours d'exils ont été projetés, puis vécus par les intéressés dès avant la fin de la dictature, mais aussi perçus et intégrés par les milieux culturels et politiques espagnols de cette période (entendue au sens large, entre la fin des années 1960 et le milieu des années 1980). La question recouvre celles de la factibilité matérielle du retour de ces personnes, de leur incorporation à une société elle aussi en transition, mais aussi des discours qu'ils et elles portent sur leur expérience et que l'on porte sur eux dans l'espace public. Quels sont les enjeux du « rapatriement » des exilés, de leur pensée et de leur production (scientifique, littéraire, artistique, etc.) ? Il s'agit à terme de questionner l'intégration de l'exil antifranquiste au patrimoine, à la mémoire et au canon culturel nationaux.

¹ Pour des raisons d'harmonisation éditoriale, on emploie ici au masculin les termes d'exilé, d'intellectuel, d'écrivain, etc. ; mais il va sans dire que le corpus d'étude inclut des femmes, et que la perspective de genre est intégrée à la réflexion. Les exilées que nous étudions auraient ainsi subi, au moment de leur retour, une sorte de « triple marginalisation » dans l'espace public espagnol : historique, parce qu'exilées ; politique, parce que républicaines ; et sociale, parce que femmes.

Cette recherche s'inscrit dans le cadre méthodologique de la « civilisation », une discipline hybride qui n'existe sous ce nom quasiment que chez les hispanistes français² mais qui offre une heureuse tradition de transdisciplinarité, par ses sources comme par ses méthodes. La perspective adoptée pour aborder l'exil est celle d'une « histoire culturelle du politique et d'histoire politique du culturel » (Hoyos Puente, 2014, telle qu'on peut la pratiquer de part et d'autre des Pyrénées. Les présentes réflexions ainsi sont largement redevables de travaux tels que ceux, entre autres, d'Antolín Sánchez Cuervo (2015) et de Mari Paz Balibrea (2007, 2017) sur la production philosophique de l'exil, de Ricardo Tejada (2023) ou Mario Martín Gijón (ed., 2018) autour de l'essai, de Manuel Aznar Soler et José Ramón López García (ed., 2017) pour l'exil littéraire, de Jorge de Hoyos Puente (2012), Abdón Mateos (2015) ou Juan Andrade (2018) pour l'exil politique, de Giulia Quaggio (2014) ou Aránzazu Sarriá Buil (2019) pour l'exil intellectuel.

L'hypothèse de départ de l'étude, bâtie à partir de cet état de la question, est que l'incorporation au récit national et au canon culturel de cet exil (au sens de diaspora comme de patrimoine) aurait été à la fois tardive, partielle et politiquement instrumentalisée, alimentant à terme un « besoin social de mémoire » que mettent bien en relief l'essor (et l'usage) de ces sujets dans les débats académiques et citoyens contemporains.

La perspective traditionnelle sur l'exil espagnol, volontiers monographique (et parfois encore essentialiste, du type « l'homme et l'œuvre »), consiste à retracer des trajectoires dotées d'un point de départ et d'un point d'arrivée, rythmées par une suite de points de transit ordonnés chronologiquement. De la sorte, l'histoire de l'exil est pensée de façon téléologique, sur un axe temporel orienté où l'origine serait la catastrophe de 1939 et le terme, l'horizon du retour. Les parcours d'exil y sont vus comme des lignes droites, segmentées en « périodes » ou « phases », bornées par quelques « grandes dates » (les sanctions diplomatiques de l'ONU, les accords hispano-américains, etc.) et ponctuées de rituels cycliques (anniversaire de l'avènement de la République, etc.) : des récits qui envisagent la chronologie de l'exil sous la forme d'une ligne pointillée de stations successives, et non comme un cheminement entre chacune d'entre elles (par exemple, chez Marichal, 1976). Ces récits téléologisés tendent à gommer la complexité des parcours individuels d'exil (parfois tortueux, émaillés de mouvements contrariés ou de va-

² Ce que l'on appelle ici « histoire culturelle », en accord avec le programme du CREC suscité, est peu ou prou une transposition du terme anglais de *cultural studies*, un champ aujourd'hui bien consolidé, dont la variante anglo-saxonne, marquée du sceau du *linguistic turn*, a également bénéficié de l'apport considérable de l'histoire de l'art et des *visual studies*. En France, la discipline porte l'héritage scientifique de l'histoire des intellectuels, depuis laquelle, dès la fin des années 1980, elle a pris son essor. En Espagne, le syntagme d'« études culturelles », conçues comme une branche des « humanités », est davantage usité qu'en France, où l'histoire culturelle relève du champ des « sciences humaines et sociales » (SHS).

et-vient) en occultant leur dimension proprement spatiale, c'est-à-dire leur ancrage dans des espaces physiques et des contraintes matérielles (Sánchez Vázquez, 1997).

Notre projet a pour vocation de contempler dans une perspective collective ces trajectoires trop souvent abordées de façon monographique. Il s'agit de reconstituer le regard que des artistes, intellectuels ou écrivains qui avaient, autour de 1975, passé plusieurs décennies en exil, ont pu poser sur une Espagne ankylosée par la dictature. On s'intéresse en particulier à leur point de vue sur la conduite du processus transitionnel, dont on postule qu'il a instrumentalisé la médiatisation de leurs retours, tout en neutralisant leurs possibilités de participation politique. Réciproquement, il convient d'évaluer la place qui est accordée à l'exil dans l'espace public national, non seulement à travers les discours mais aussi à l'aune des politiques effectivement mises en œuvre (législation, indemnisation, patrimonialisation).

Cette relecture contrefactuelle du « roman national » espagnol de la Transition tâche ainsi de restituer la voix, la place et les récits des exilés, tissés depuis les marges de la société et longtemps passés sous silence, dans le processus choral de sortie de la dictature. Il s'agirait ainsi d'écrire l'histoire de l'exil comme une *nomadologie* : une cartographie du multiple, attentive aux devenirs minoritaires et à leur puissance critique des discours hégémoniques. Car comme l'écrivent Gilles Deleuze et Félix Guattari, « on écrit l'histoire, mais on l'a toujours écrite du point de vue des sédentaires, et au nom d'un appareil unitaire d'État, au moins possible même quand on parlait de nomades. Ce qui manque, c'est une Nomadologie, le contraire d'une histoire » (Deleuze et Guattari, 1980, p. 34).

À partir de quelles sources aborder un tel projet ? De façon générale, l'exil républicain espagnol est un objet des plus complexes à saisir, protéiforme par sa nature comme par les traces qui permettent de l'appréhender. La multiplicité est la première de ces complexités. Elle tient non seulement à l'importance démographique de cet exode (près de 500 000 personnes autour de 1939, dont un quart à un tiers demeurera en exil toute sa vie ou presque), mais aussi à la vastitude des productions culturelles concernées, puisque la plupart des intellectuels et artistes de la *Edad de Plata* sont partis en exil et ont continué d'y développer leur œuvre. L'exil ne peut être conçu que sous l'angle de la dispersion, concept que Stéphane Dufoix (2011) adopte dans ses travaux sur les diasporas, ou encore de la dissémination, puisque les exilés essaient sur tous les continents du globe. La dimension transnationale des traces qu'un exil laisse à l'historien est donc une complexité supplémentaire, qui pose des difficultés certaines pour la collecte. Répartis dans le monde entier, soumis à différentes modalités de conservation, d'accès, de législation, etc., les corpus de l'exil sont nécessairement fragmentés et lacunaires.

Les sources documentaires produites par ou depuis l'exil se caractérisent également par leur hétérogénéité générique ; elles comprennent des documents de nature textuelle (mais pas seulement) où se déploient toutes sortes de discours. Documents d'archives administratives ou policières, textes légaux, ouvrages imprimés, sources hémérogaphiques, discours politiques doivent permettre d'établir un certain nombre de faits et d'événements contextualisant les discours publics relatifs à l'exil. Les egodocuments et la correspondance constituent le contrepoint à ces discours publics, et un outil précieux pour retracer des trajectoires individuelles et analyser des expériences singulières de retour. Le corpus doit donc inclure des sources écrites et des documents relevant de la non-fiction (philosophie, essai, critique) autant que des œuvres relevant de la création. Poésie, cinéma, arts plastiques, montrent en effet par quels motifs (esthétiques) sont transcrites les circonstances du retour et la (re)découverte d'une Espagne radicalement autre que celle que les exilés avaient quittée des décennies auparavant.

Enfin, et de plus en plus, ces corpus comme tous ceux de l'histoire contemporaine se caractérisent par leur dimension « numérique ». Un continent de sources encore mal cartographié qui, tel un iceberg, recèle une énorme partie cachée : celle des archives informelles (familiales, notamment) qui circulent sur le web, et que nul répertoire à ce jour ne topographie avec exactitude. Ainsi des chercheuses comme Matilde Eiroa (2019) ou Lidia Bocanegra Barbecho (2021) sont-elles passées des études sur l'exil à l'étude de *l'internet de l'exil* : l'analyse du déploiement d'une mémoire numérique, sur les réseaux sociaux en particulier, amène avec elle une réflexion sur les enjeux de la collecte de ces traces en ligne (Pons et Eiroa, 2018).

Les archives de l'exil républicain peuvent ainsi être considérées comme des archives lacunaires, manquantes, marginales ou alternatives vis-à-vis du patrimoine historique et culturel espagnol ; et leurs tentatives actuelles de récupération, envisagées comme un processus de recomposition sélective du passé dont les objectifs politiques sont aussi à interroger au regard des enjeux du présent.

Le « corpus total » de l'exil vers lequel on aimerait tendre pose ainsi, outre les difficultés à le constituer, un certain nombre de problèmes méthodologiques. Le défi est de trouver des concepts, une méthode et des outils qui permettent de composer avec des sources éparpillées, des données lacunaires, des discours ambigus ou ambivalents, bref, une grille épistémologique à même d'appréhender cette complexité et cette altérité. Le processus amène à délinéariser la pensée (Paveau, 2015), à tenter d'épouser la dissémination de l'exil, ou encore, comme le préconisait Francisco Caudet (1998), à le *dialogiser*. Mais aussi, si l'on souhaite compléter l'analyse qualitative de corpus par une approche quantitative des phénomènes de mobilités,

transferts et circulations étudiés (qu'ils soient d'individus ou d'idées), à se demander comment formaliser ces sources hétérogènes et partielles en données statistiquement exploitables.

Modéliser les réseaux de l'exil

Le concept de réseau et la méthode de l'analyse relationnelle sont-ils opérationnels pour analyser les phénomènes d'exil ? La notion de réseau s'est imposée durant les années 1990 à l'occasion de ce qu'il est convenu d'appeler le *topical turn*, pour décrire les logiques de développement de la vie sociale, politique ou culturelle et leur analyse en termes spatiaux plutôt que temporels. Par définition, un réseau désigne un ensemble d'éléments interconnectés dont la liaison permet une circulation continue de flux (par exemple ressources, énergie, données, etc.) ; la notion de réseau embrasse donc autant les flux de personnes et de biens matériels et immatériels qui circulent, que les infrastructures qui permettent ces circulations.

La notion de réseau a suscité une importante « mode » historiographique qui dure depuis déjà vingt à vingt-cinq ans et s'est développée en même temps que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (Lemercier, 2005). Si la « vue en réseau » fut en son temps un virage copernicien pour les disciplines de l'histoire, et les SHS en général, son succès y a été tel qu'elle semble presque relever aujourd'hui du lieu commun. L'une des raisons qui expliquent la bonne fortune de la notion de réseau est sa polysémie, qui lui permet de désigner à la fois des objets de recherche et la façon dont se construit le savoir sur ces objets : elle a une portée métacognitive.

En effet, un réseau n'est pas une structure, mais un système dynamique d'échanges, dont il s'agit d'analyser le fonctionnement. Ce dernier est inscrit dans sa topologie, terme qui dans le langage informatique désigne la disposition des différents éléments (nœuds et liaisons) qui le composent. Au sein d'un réseau informatique, les « nœuds » et « liaisons » sont les différents ordinateurs reliés par des câbles ; dans un réseau neuronal, ce sont les neurones et les axones. Dans un écosystème, tel que la forêt par exemple, nœuds et liaisons sont respectivement matérialisés par les arbres et les hyphes mycorhiziens (filaments souterrains au moyen desquels les arbres communiquent et échangent de l'information *via* micro-organismes et nutriments). Mais comment définir, dans un réseau « culturel », ce qui fait *point* ou *nœud* et ce qui fait *liaison* ?

En histoire culturelle, où la notion de réseau a été utilisée de façon pionnière (sans nécessairement recourir à la quantification), elle s'est avérée particulièrement fructueuse pour se figurer les transferts culturels : échanges intellectuels, circulation d'idées, transmission de

modèles et de représentations. Il y a déjà longtemps que dans des disciplines telles que les *cultural studies* (Ruby et Rosenberg, 2006), l'historiographie littéraire (Moretti, 2008), ou encore l'histoire de l'art (Perrin Khelissa et Roffidal, 2019), on prend en compte la complexité de ces flux d'idées et d'images, et des processus continus de réappropriation, d'hybridation et de resignification qu'ils supposent, autant que la matérialité des supports qui les véhiculent, où s'inscrivent nos représentations et identités (Charitonidou, 2016). Lorsque l'on parle de réseaux en histoire culturelle, on renvoie donc déjà à des réseaux polycentriques et « maillés »³, comme on dit en topologie de réseaux.

De quels réseaux parle-t-on à propos de l'exil républicain ? Ce sont d'abord des réseaux familiaux et amicaux, mobilisés dans les situations de fuite et de survie, que l'on peut par exemple approcher au moyen de la correspondance (réseaux épistolaires). Les réseaux d'entraide et d'assistance, gouvernementaux ou non, jouent également un rôle clé dans les processus d'exfiltration territoriale et de réinstallation. Le phénomène de l'exil, transnational par définition, intéresse la diplomatie des États et invite donc à une lecture géopolitique. Sont alors étudiés les réseaux d'information, qui comprennent les réseaux médiatiques mais aussi les réseaux de communication institutionnels ou officieux, tels les réseaux diplomatiques et d'espionnage. Les réseaux économiques et financiers sont concernés aussi, bien sûr, et dans le cas de l'exil dessinent souvent une carte en négatif de celle des réseaux officiels de pouvoir et d'influence, épousant plutôt les contours de l'économie informelle, de la clandestinité voire de la contrebande.

Ce sont enfin des réseaux professionnels qu'il faut mettre au jour, ceux que les réfugiés ont perdus en Espagne, ceux qu'ils et elles ont pu se créer dans leur pays d'exil, et enfin ceux auxquels ils et elles essaient de s'intégrer à leur retour — pour les exilés de seconde génération surtout. Nous intéressent tout particulièrement, en histoire culturelle, les réseaux professionnels relevant des secteurs de l'éducation, de l'information, de la culture et de la création : université, édition, presse, milieux de l'art, etc., observables depuis les lieux, institutions et groupes où ils s'ancrent. Dans ces lieux de formation et d'exercice, de production et d'échange, de sociabilité et de pouvoir, se matérialisent des relations d'influence, de dépendance ou de domination, des phénomènes d'intégration ou de rejet : il s'agit, en somme, de « lieux qui font lien » (Maisonobe, 2021). Tous ces réseaux et canaux sont mobilisés, à des degrés divers, dans la circulation

³ Le terme de réseau maillé, en informatique, désigne une topologie de réseaux dont tous les hôtes sont connectés « de pair à pair », c'est-à-dire sans hiérarchie centrale, formant ainsi une structure en forme de filet où chaque nœud peut recevoir, envoyer et relayer des données. Les réseaux maillés utilisent ainsi plusieurs chemins de transferts entre les différents nœuds.

d'informations et de personnes (et donc dans les transferts culturels) qui s'opèrent dans l'exil, par exemple dans les échanges entre la diaspora et l'« intérieur ».

La notion de réseau engage ainsi à réfléchir sur ce qui se passe *entre* les points de départ et d'arrivée d'un transfert de flux, dans les espaces où ces échanges ont lieu. Ces circulations ne peuvent être pensées comme des transmissions séquentielles, univoques, depuis une source x vers un récipiendaire y. L'analyse doit prendre en compte les effets rétroactifs, les interactions entre émetteur et récepteur, autant que les variations, voire les transformations qu'admettent les objets étudiés au cours de ces processus.

En ce sens, l'apport des sciences de l'information et de la communication et en particulier de la SNA (*system network analysis*) à l'analyse de réseaux est capital (Cailloux, 2018). Les schémas cybernétiques complexes permettent de penser les objets historiques – personnes, biens, représentations, groupes – non pas en états (statiques), mais en forces et dynamiques. Comme l'écrit Daniel Bounoux, « là où nous croyions traiter avec des choses, il faut considérer des flux ; remplacer les causes ponctuelles par les systèmes et les interactions ; entre les êtres stables introduire la dialectique, les boucles récursives, en bref la pensée communicationnelle » (Bounoux, 1991, p. 23).

Les points d'interconnexion d'un réseau, par ailleurs, ne sont pas nécessairement des personnes ou des groupes : on peut matérialiser comme un réseau les relations entre des œuvres, des références, des motifs ou encore des thèmes. Étudier comment les images et les imaginaires se communiquent, se transmettent, se transforment d'un groupe d'individus à l'autre conduit à les voir comme des « construits » et non comme des essences. L'intérêt de l'histoire culturelle est précisément qu'elle donne à analyser des réseaux où circulent des entités difficilement « chiffrables » telles que des œuvres, des concepts ou des représentations, ce qui force à porter l'attention sur la qualification de la *relation* entre ces entités – ce que permettent les systèmes de gestion de bases de données relationnelles (SGBD).

Disséquer nos corpus à la loupe en établissant une taxonomie fine du type de relations qui peuvent exister entre les différentes entités qui le composent (personnes, groupes, institutions, œuvres, voire icones ou concepts) produit des résultats analytiques extrêmement riches et parfois surprenants. La méthode a montré son efficacité, par exemple, pour se figurer des réseaux épistémiques en histoire des idées, étudier des mobilités savantes en histoire des élites, ou encore cartographier la circulation d'artistes et avec eux de courants picturaux en histoire de l'art (Álvarez Francés et Van Den Heuvel, 2014 ; Da Costa Kaufmann, Dossin et Joyeux-Prunel, 2015). La visualisation des données que les NTIC permettent est un outil heuristique puissant,

et pourtant peu appliqué jusqu'ici dans les études hispaniques, notamment à l'analyse de « galaxies intellectuelles » telles que celles de l'exil.

Analyse relationnelle et datavisualisation : le réseau au prisme de figurations quantitatives

Peut-on prétendre, en voulant cartographier les réseaux de l'exil, parvenir au type de visualisation en « toile d'araignée » que l'on obtient en manipulant des données massives, à l'instar des historiens recourant aux *humanités numériques* ? Les travaux de Martin Grandjean, par exemple, montrent à la fois la complexité analytique et la portée heuristique de ces visualisations graphiques (ou « datavisualisations ») que peuvent offrir les multiples outils de ce que l'on appelait encore il y a peu l'histoire quantitative (Grandjean, 2015 et 2021). Un simple coup d'œil au carnet Hypothèses *Réseaux et Histoire*⁴ suffit à se convaincre du grand dynamisme des études de réseaux, dans tous les champs de la discipline.

Ces techniques permettent non seulement de figurer graphiquement les caractéristiques d'un réseau, mais parfois même de les y déceler. Ainsi, la puissance d'une personne ou d'une institution au sein d'un système culturel peut se manifester par le nombre de connexions du nœud qui la représente avec d'autres points du réseau, connexions qui indiquent son « degré de centralité ». Les acteurs impliqués dans un réseau peuvent être caractérisés comme des *médiateurs* lorsqu'ils se situent entre d'autres individus moins connectés, position qui leur permet de contrôler le flux d'informations à travers le réseau. À l'inverse, ils peuvent y apparaître comme des *isolés* parce qu'ils n'ont pas de liens avec d'autres acteurs du réseau, ou encore comme des *points de coupure*, lorsque leur retrait du réseau rompt les connexions entre divers groupes ou individus. La visualisation graphique d'un réseau peut enfin permettre de mesurer sa densité (par le nombre de connexions possibles entre individus) et son degré de centralisation (la domination d'un seul ou d'un petit nombre d'individus), ce qui permet d'analyser la distribution hiérarchique du pouvoir qui s'y opère (Klenk, 2018).

⁴ <https://reshist.hypotheses.org/464>

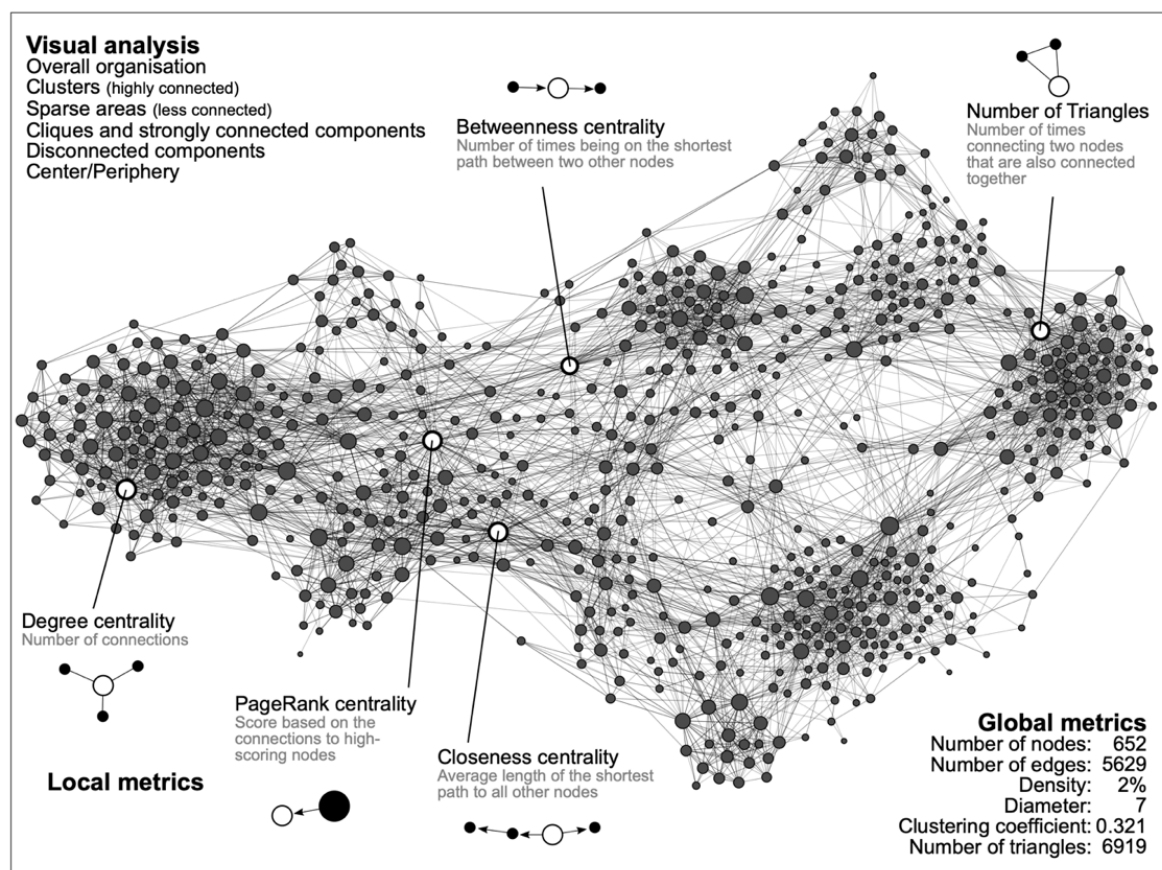


Figure 2 : Network and analysis interpretation: how do we 'read' networks and how do we 'translate' them into the language of historical research?, Martin Grandjean, 2021, p. 14.

Cependant, le problème d'un objet de recherche tel que le phénomène de l'exil est, on l'a dit, la difficulté à formaliser des données sources hétérogènes et parfois manquantes : écueil qui conduit souvent à renoncer à la perspective quantitative pour privilégier l'analyse qualitative, car les opérations de codage des données préalables à leur analyse sont longues et fastidieuses, sinon techniques (Dedieu, 2017). Et dans l'hypothèse où l'on parviendrait à réellement quantifier l'ensemble de ces réseaux, on risquerait de se heurter à la complexité des graphes générés. Même si ces visualisations de réseaux peuvent être éclaircies par affinage des algorithmes qui gèrent l'affichage (dans des représentations *topologiques*), ou encore « simplifiées » en cartes conceptuelles (dans des représentations *diagrammatiques*), ces graphiques ne présentent pas moins de biais que toute figuration⁵. L'utilisation de la modélisation en histoire instaure donc un paradoxe : l'historien attend du traitement

⁵ Si l'on prétend faire usage scientifique de modélisations, on se doit de respecter les codes de la sémiologie graphique (Bertin, 2017) et notamment d'explicitier systématiquement les choix effectués dans la symbolisation de l'information, car le codage graphique (couleurs, signes, proportions, etc.) est porteur de sens, et donc de biais potentiels. En informatique, pour juger de la qualité et de l'efficacité de la transcription graphique de l'information, on parle du principe KISS : *Keep It Simple, Stupid...* Éviter les biais et rendre compte simplement de phénomènes complexes, telle est la gageure.

informatique des données une confirmation de ses hypothèses théoriques, tandis que l'informaticien se base sur ces mêmes conceptualisations pour organiser les données et tenter d'en proposer une visualisation pertinente (Besse, 2006).

Tous les praticiens des simulations numériques soulignent cet aller-retour constant entre la simulation comme outil et la simulation comme objet, leur impossible dichotomie, sans que l'on soit en mesure d'élucider à quelles conditions précisément le cercle vicieux se mue finalement en un cercle vertueux (Armatte et Dahan Dalmedico, 2004, p. 270).

Au-delà de la question des compétences informatiques à acquérir – obstacle qui peut aujourd'hui être surmonté –, se pose ainsi celle de la pertinence même d'aborder le phénomène de l'exil sous une telle perspective. De façon générale, se demande-t-on dans nos disciplines, la description d'un patchwork de sources primaires par sa réduction à une taxonomie, c'est-à-dire à des catégories de listes (transformables en énoncés binaires et donc quantifiables), ne risque-t-elle pas de lisser la complexité des phénomènes étudiés ?

De plus, sur des graphes d'analyse de réseaux, on « capture » les relations observées en synchronie : on pense y saisir les relations en trois dimensions, mais leur chronologie demeure souvent invisible. Dans les versions « dynamiques » ou « interactives » de ce type de visualisation, on peut naviguer dans le réseau ; mais ce n'est pas le réseau qui est mobile, c'est notre seul point de vue qui s'y déplace. L'une des limites de l'analyse relationnelle est donc, paradoxalement, la relative staticité de ses résultats, si elle n'intègre pas d'une façon ou d'une autre l'axe diachronique.

Enfin, dans ces modèles, on continue souvent de centrer l'approche sur les individus, représentés comme autant de points ou de nœuds sur des graphes où leurs attributs (formation, fonctions, publications, etc.) mais aussi leurs relations avec d'autres personnes, n'apparaissent que comme des satellites. De la sorte, on a du mal à se départir de la construction mentale traditionnelle qui définit les acteurs comme une somme « essence + attributs » : des individus auxquels on attache des qualités objectivables, qui bâtissent une « identité » supposée continue.

Comment, avec une telle catégorisation, rendre compte des évolutions idéologiques, des changements d'affiliation, de nationalité ou d'alliances, des aiguillages dans une trajectoire, des

⁶ On consultera notamment avec profit la page *QuantiHMC* lancée par Claire Lemerrier et Claire Zalc, ainsi que le site web *Programming Historian*, parmi tant d'autres, pour avoir un aperçu des multiples outils d'analyse quantitative offerts aujourd'hui et de la simplicité d'utilisation de nombre d'entre eux. Le dynamisme de ces champs de recherche ne peut qu'engager à promouvoir l'enseignement de ces méthodes au plus tôt dans les cursus de formation.

zones obscures, des brisures et des sinuosités de parcours ? Comment appréhender la dynamique des rapports entre individus dans le temps, et comment embarquer l'ancrage spatial de ces évolutions dans la représentation ? Comment, en somme, réintégrer dans la visualisation d'analyses relationnelles les paramètres de l'espace et du temps ? On en revient ainsi à une limite posée par les prémices mêmes de la spatialisation de l'approche en réseau : elle tend à gommer soit la temporalité, soit la spatialité dans lesquelles se déploient les objets, personnes ou phénomènes étudiés.

Cette question se pose en particulier lorsque l'on adopte une perspective biographique, qui constitue une autre des limites de l'analyse de réseaux. Comment penser l'articulation entre l'individuel et le collectif, en dehors des étiquettes « appartient à » (un groupe, un parti, une école, etc.) ou « fait partie de » (une famille, un courant de pensée, un mouvement, etc.) ? Comment rendre compte de la position de l'individu dans un groupe, et de la position de celui-ci par rapport à d'autres groupes, et mesurer dans ces rapports collectifs le poids des relations interpersonnelles ? Inversement, comment ne pas biaiser la perspective si l'on contemple le réseau depuis le point de vue d'un individu singulier, arbitrairement placé au centre du réseau ?

Pour résoudre de tels écueils, l'approche méthodologique idéale de notre objet serait une combinaison d'analyse relationnelle, d'étude prosopographique et d'« analyse de parcours », au sens où l'entend la sociologie (Santelli, 2019) ; c'est en quelque sorte ce qu'envisage le récent *surgeon* de la SNA qu'est la *biographical reconstructive network analysis* ou BRNA (Brandhorst et Krzyzowski, 2022). En ce sens, dresser une topologie des réseaux intellectuels de l'exil en Espagne consisterait à tracer, depuis une perspective « méso » (soit à mi-chemin entre le micro et le macro), les contours de ce système et à y situer ses acteurs, et ce par trois moyens : une cartographie des lieux et institutions qui polarisent l'activité autour et de l'exil ; des graphes ou diagrammes identifiant les acteurs impliqués, individuels ou collectifs, leur position et leurs interrelations ; et enfin une topographie plus fine de certains parcours individuels dans ce paysage⁷.

⁷ Les travaux présentés ici mettent à l'étude la constitution d'une base de données relationnelle prosopographique avec le SGBD Heurist, basé sur un logiciel open-source développé par Ian Johnson et abrité en France par la TGIR Huma-Num (<https://heuristnetwork.org>). L'outil devrait permettre de radiographier de façon nouvelle la réalité de la présence des exilés et de leur œuvre dans les réseaux culturels de l'Espagne de la Transition. Il s'agit de situer des événements dans une chronologie, d'évaluer leur fréquence, leur répartition et leur portée, puis de mesurer l'engagement et l'interaction des individus, groupes et institutions dans leur réalisation. L'ensemble établit des liens avec les sources, imprimées ou non, et la bibliographie secondaire, ce qui permet d'embarquer une perspective historiographique dans l'analyse. L'avantage d'Heurist, outre qu'il ne requiert aucun codage informatique, est qu'il permet à l'utilisatrice de personnaliser entièrement les modèles de base fournis et de configurer sa taxonomie en fonction de son objet spécifique. Il permet une qualification très fine des *relations* entre les items du corpus, ce qui en fait un outil exploratoire poussé.

Cartographier l'exil républicain espagnol de 1939

Diagramme de conceptualisation d'une base de données prosopographique

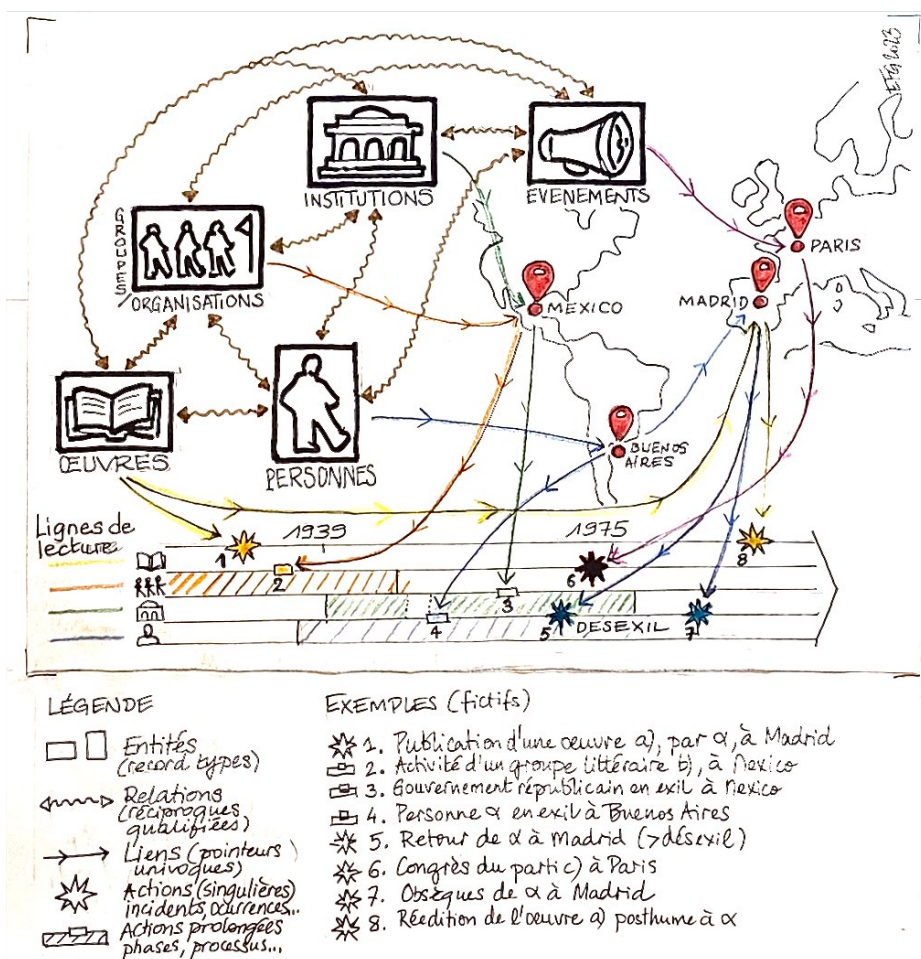


Figure 3 : Cartographier l'exil républicain espagnol de 1939 : diagramme de préconceptualisation d'une base de données relationnelle prosopographique. Eve Fourmont Giustiniani, 2023.

C'est en butant sur la tâche de formalisation des catégories par lesquelles encoder les données d'un corpus disparate que j'ai été amenée à questionner les grilles conceptuelles à l'œuvre dans ces approches relationnelles. En particulier, les « vieilles » questions du distinguo entre attributs et identités, ou de la qualification des *relations* à considérer entre les entités d'un réseau, m'ont conduite à envisager l'adoption d'un autre modèle pour penser l'exil à la fois dans l'espace et dans le temps : celui du rhizome.

Du réseau au rhizome ou du calque à la carte

Le rhizome, tel qu'on l'aborde ici, est une métaphore alternative à celle de réseau dont il s'agit d'abord d'éprouver la solidité sémantique (c'est-à-dire la capacité à se transformer en métaphore filée ou en analogie) pour savoir si elle peut constituer un *modèle* épistémique dans nos recherches (Armatte et Dahan Dalmedico, 2004).

L'image du rhizome relève du champ sémantique du végétal, à l'instar de celle de racine, *topos* incontournable des discours sur l'exil : des images qui pourraient induire une ontologie naturaliste, voire organiciste. Qu'apporte à la compréhension de l'exil la notion de rhizome par rapport au modèle du réseau, qui, lui, est d'emblée constructiviste ?

Comme l'on sait, la théorisation de la notion de rhizome est entreprise par Gilles Deleuze et Félix Guattari, dans un essai consacré à Kafka. L'étude relève, avant toute chose, le caractère « minoritaire » de l'écriture kafkaïenne – trait qu'il partage avec maints écrivains exilés en situation de diglossie : minant de l'intérieur sa langue, Kafka met en œuvre une forme de résistance « micropolitique » à l'hégémonie (Sibertin-Blanc, 2009). Or, c'est en cernant les traits de cette dissidence linguistique et romanesque que Deleuze et Guattari en viennent à dépeindre l'écriture kafkaïenne comme un rhizome, ou encore comme un terrier :

[Dans l'œuvre de Kafka] on entrera par n'importe quel bout, aucun ne vaut mieux que l'autre, aucune entrée n'a de privilège, même si c'est presque une impasse, un étroit boyau, un siphon, etc. On cherchera seulement avec quels autres points se connecte celui par lequel on entre, par quels carrefours et galeries on passe pour connecter deux points ; quelle est la carte du rhizome ; et comment elle se modifierait immédiatement si l'on entrait par un autre point. Le principe des entrées multiples empêche seul l'introduction de l'ennemi, le Signifiant, et les tentatives pour interpréter une œuvre qui ne se propose en fait qu'à l'expérimentation (Deleuze et Guattari, 1975, p. 7).

Quelques notes sur les caractéristiques botaniques du rhizome et de son développement écartent rapidement toute interprétation essentialiste de la métaphore. Le rhizome est en effet un type tout particulier de racine. Contrairement à cette dernière, qui puise l'énergie dans le sol, le rhizome constitue en lui-même une « réserve » (de nourriture, d'énergie) pour la plante, guidant et épousant sa croissance suivant un développement souterrain et horizontal – d'où son assimilation, chez Deleuze, au terrier. Le long de ces structures horizontales on observe la ramification et la fragmentation opérées par la croissance de ramets verticaux, à n'importe quel

endroit du rhizome. Ainsi des rhizomes primaires en viennent à se former (longs, non ramifiés, à croissance rapide, sans ramets) et d'autres rhizomes, « secondaires », surgissent çà et là ; courts, plus ramifiés, et dotés de ramets. On constate enfin dans un rhizome des asymétries de croissance, dues à des formes de voisinage concurrentiel (ramification, mortalité). Le diagramme ci-dessous montre le potentiel sémantique que l'on peut tirer de l'analogie du rhizome pour se figurer, par exemple, l'évolution d'écoles de pensée ou de parcours biographiques.

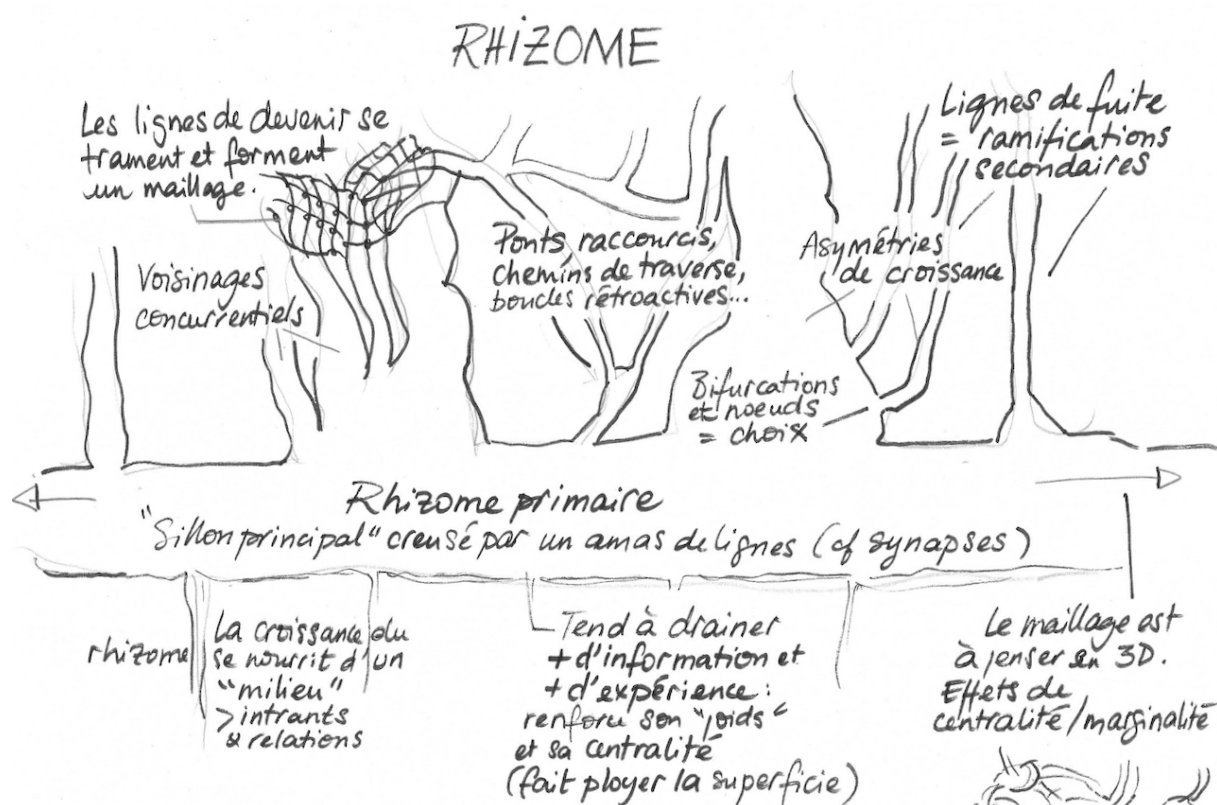


Figure 4 : Rhizome. Représentation schématique d'une croissance rhizomatique. Eve Fourmont Giustiniani, 2022.

La figuration schématique d'un tel modèle de développement montre que malgré son caractère organique, la métaphore du rhizome a bien peu à voir avec celle de l'arbre et de ses racines. La croissance du rhizome est horizontale, là où celle de l'arbre est verticale ; et sa prolifération est multidirectionnelle, là où la poussée de l'arbre est hiérarchique (Dahan-Gaida, 2020, p. 31-37).

Dans *Mille Plateaux* (1981), Deleuze et Guattari font du rhizome un concept au sens propre, en qualifiant par ce terme tout système qui obéit aux six principes suivants. Les principes de *connexion* et d'*hétérogénéité* d'abord, au sens où « n'importe quel point d'un rhizome peut être

connecté avec n'importe quel autre, et doit l'être » (p. 13) : un rhizome, à la différence d'un arbre, ne fixe ni point, ni ordre, ni hiérarchie. Un principe de *multiplicité* ensuite : un multiple qui doit être traité comme substantif, c'est-à-dire comme n'ayant « plus aucun rapport avec l'Un comme sujet ou comme objet, comme réalité naturelle ou spirituelle, comme image et monde » (*Ibid.*, p. 14). Car ce n'est qu'à cette condition qu'une multiplicité ne se laisse pas surcoder par un pouvoir quelconque qui lui serait extérieur.

En outre, « les multiplicités se définissent par un dehors : par la ligne abstraite, ligne de fuite ou de déterritorialisation suivant laquelle elles changent de nature en se connectant avec d'autres » (*Ibid.*, p. 16). Tout rhizome, poursuivent les auteurs, possède ainsi « des lignes de segmentarité d'après lesquelles il est stratifié, territorialisé, organisé, signifié, attribué », mais aussi des « lignes de déterritorialisation, par lesquelles il fuit sans cesse » (*Ibid.*). Cela conduit au principe de *rupture a-signifiante* : « Un rhizome peut être rompu, brisé en un endroit quelconque, il reprend suivant telle ou telle de ses lignes et suivant d'autres lignes » (*Ibid.*).

Enfin, le rhizome échappe à toute hiérarchie : « Un rhizome n'est justifiable d'aucun modèle structural ou génératif. Il est étranger à toute idée d'axe génétique, comme de structure profonde » (*Ibid.*, p. 17-18). Il en résulte le dernier principe, celui de *cartographie* : du rhizome, on ne peut faire que la carte, et non le calque. Le calque, ou décalcomanie, « a déjà traduit la carte en image, il a déjà transformé le rhizome en racines et radicules. Il a organisé, stabilisé, neutralisé les multiplicités suivant des axes de signifiante et de subjectivité qui sont les siens » (*Ibid.*, p. 21). La carte, au contraire, « est tout entière tournée vers une expérimentation en prise sur le réel » : une carte est « affaire de performance » (*Ibid.*, p. 20).

Le rhizome se définit donc comme un cheminement, une méthode. En ce sens, la démarche rhizomatique diffère radicalement des régimes de pensée linéaires et hiérarchiques, induits par les modèles organicistes tels que celui de l'arbre. « L'arbre est filiation, le rhizome est alliance », résumait Deleuze et Guattari. « L'arbre pose le verbe "être", le rhizome pose la succession de conjonctions *et... et... et...* » (*Ibid.*, p. 36). Contrairement à la racine, le rhizome n'a ni début ni fin ; il invite donc à entrer et sortir par son milieu, et non à commencer et à finir. Il se déploie de manière horizontale, dans toutes les directions. Une organisation rhizomatique de la connaissance permet ainsi d'exercer une résistance contre le modèle arborescent, lequel traduit en termes épistémologiques une structure sociale oppressive. Comme le synthétise Edouard Glissant :

Gilles Deleuze et Félix Guattari ont critiqué les notions de racine et peut-être d'enracinement. La racine est unique, c'est une souche totalitaire qui prend tout sur elle

et tue alentour ; ils lui opposent le rhizome qui est une racine démultipliée, étendue en réseaux dans la terre ou dans l'air, sans qu'aucune souche y intervienne en prédateur irrémédiable. La notion de rhizome maintiendrait donc le fait de l'enracinement, mais récuse l'idée d'une racine totalitaire. La pensée du rhizome serait au principe de ce que j'appelle une poétique de la Relation, selon laquelle toute identité s'étend dans un rapport à l'Autre (Glissant, 1990, p. 23).

Dans le rhizome, les relations se déploient sur des surfaces, des étendues sans profondeur – quoique celles-ci puissent receler des « plis ». Le rhizome invite à transformer les points en lignes : en les parcourant, on spatialise le raisonnement, on l'horizontalise. Dès lors, le temps lui aussi est pensé en étendue. La durée se matérialise spatialement dans le *devenir* de lignes sur le plan, et non plus sous la forme d'une sédimentation verticale, à la façon de couches archéologiques accumulées. L'absence de verticalité met fin à toute hiérarchisation. Le devenir n'est plus vu comme une suite de stations qui scanderaient un déroulement unilinéaire et vectorisé. L'histoire cesse aussitôt d'être conçue de façon téléologique.

Rhizome	Arbre
Anarchique	Hiérarchique
Déterritorialisé	Territorialisé
Espace lisse	Espace strié
Hétérogène	Homogène
Multiple	Unitaire et binaire
Nomade	Sédentaire
Non-linéaire	Linéaire
Rhizomatique	Arborescent
Science mineure	Science majeure

Figure 5 : Table des concepts opposant le rhizome à l'arbre (Laurent, 2019)

Le devenir rhizomatique est un déploiement par le milieu, sans origine ni fin. Le rhizome se constitue dans la *relation*, suivant les lois de l'alliance latérale, et non de la filiation. La causalité éclate : les jumeaux ne sont pas la genèse l'un de l'autre ; les amis ne sont pas des frères. Plutôt que des héritages, des généalogies ou des lignages, la pensée rhizomatique invite à penser les relations en elles-mêmes, indépendamment de leur terme. Circulations, échanges, collaborations se tissent sous la modalité horizontale de l'alliance, et non sous celle, verticale, de la transmission.

On saisit dès lors la portée déconstructrice d'un tel modèle au regard de certains concepts canoniques de la discipline historique. En histoire des idées, par exemple, on ne saurait

aujourd'hui se restreindre à penser en termes de générations intellectuelles⁸, de filiations ou d'ascendances, ou à retracer le « pedigree » d'un concept ou d'une doctrine, comme si la transmission des idéologies et des représentations était univoque et monolithique. En pensant ces transmissions en rhizome, sous la modalité de la relation, on cesse de chercher l'origine matricielle des idées et on les considère comme surgissant de partout à la fois, suivant les lois de la mutation génétique subite – de l'événement – plutôt que de la génération.

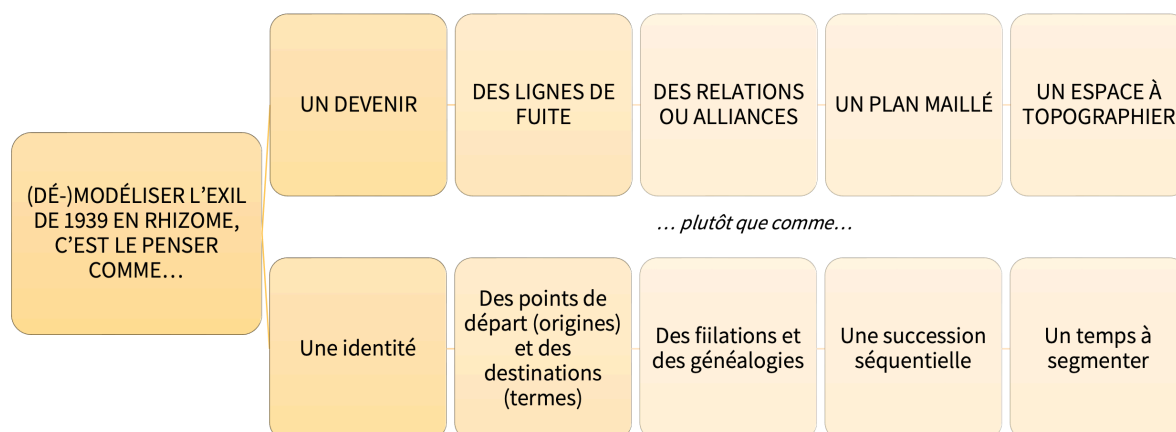


Figure 6 : *Dé-modéliser l'exil en rhizome*. Schéma de synthèse de l'approche rhizomatique de l'exil, Eve Fourmont Giustiniani, 2022.

Avec le modèle du rhizome on est donc amené à dés-essentialiser les individus, autant que les identités ou les représentations, lesquelles apparaissent comme construites et mouvantes (en devenir). L'identité n'est pas une substance : « toute identité s'étend dans un rapport à l'autre », disent Deleuze et Guattari (1977, p. 127). Elle est le produit de ces relations que l'individu tisse constamment avec son milieu – ou plutôt en continuité avec son milieu, qui lui est immanent. Sur ce plan d'immanence que l'on peut se figurer, ainsi que le propose Tim Ingold (2011), comme une trame faite de multiples fils entrecroisés (un écheveau ou *meshwork*), les individus seraient vus comme des nœuds mobiles. Les subjectivités apparaissent alors comme le produit instable de connexions changeantes, à l'intersection d'un maillage d'innombrables relations, et non plus comme des entités ou des substances toujours déjà là et dotées d'attributs immuables. Retracer des trajectoires individuelles dans leur devenir historique consisterait ainsi à suivre ces multiplicités de lignes sillonnant le plan. Ou tout au moins quelques-unes des trames de ce

⁸ Voir par exemple l'éclairante analyse qu'effectue Serge Salaün (1992) des usages de l'étiquette de « génération » (1898, de 1927, etc.) dans l'historiographie littéraire espagnole du XXe siècle – et des torts qu'elle lui a causés.

maillage, pour situer les nœuds qu'y forment, à tel ou tel instant, les relations tissées par un sujet en mouvement.

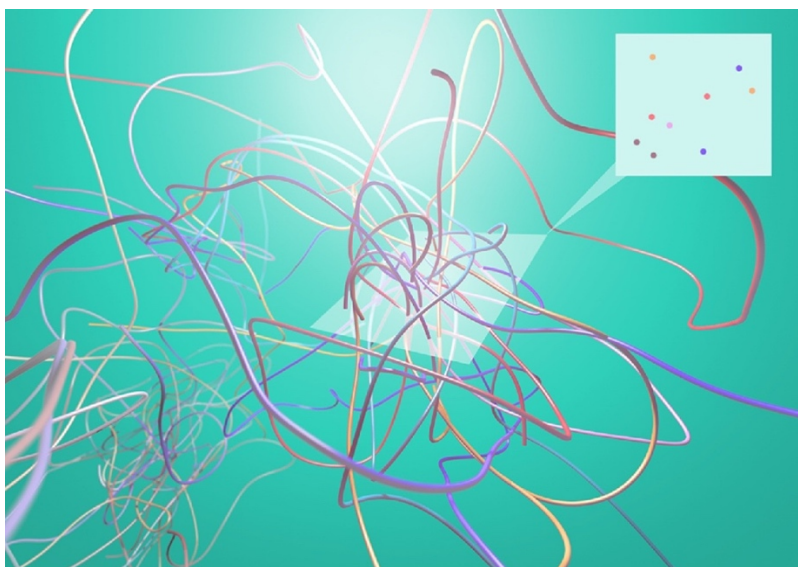


Figure 7 : April Burst, *Transdisciplinary meshwork as an encounter of lines of becoming rather than assembled dots* (Klenk, 2018). L'image confronte la vision bidimensionnelle classique des "positions des acteurs dans un champ" représentées comme des points sur un graphique, à la vision tridimensionnelle que révèle la prise en compte des « lignes » formées par leurs trajectoires dans l'espace.

Les exils en rhizome : plaidoyer pour une *nomadologie*

Comment transposer le riche concept de rhizome dans notre propre démarche analytique ? Peut-il constituer un modèle pour l'histoire culturelle (en général) et pour les études sur l'exil (en particulier) ? Comme le réseau, le rhizome a une portée métacognitive : il est utilisable à la fois pour penser l'objet de recherche et pour organiser le récit. Pourtant, selon Guillaume Artous-Bouvet, il n'est ni une métaphore ni un modèle, pas plus qu'un contre-modèle (de l'arbre, ou de la structure), ni même « méta-modèle intégratif » ; mais plutôt « une puissance de dé-modélisation » (Artous-Bouvet, 2014, §12).

Il nous apparaît que l'objet « exils » est un cas privilégié pour penser le rhizome ou les développements rhizomatiques, voire qu'il n'est pensable que sous cette figure et méthode. Il est significatif à ce titre que l'indispensable somme scientifique coordonnée par Mari Paz Balibrea sur l'histoire culturelle de l'exil républicain espagnol de 1939 (Balibrea, 2017) porte le titre de *Líneas de fuga*⁹.

⁹ On ne trouve malheureusement pas dans le livre d'autre développement plus poussé de l'application de ce concept à l'exil que la référence explicite de son titre aux travaux de Deleuze et Guattari, même si cette référence est sous-tendue par des travaux menés par son éditrice scientifique sur la « modernité alternative » qu'incarnent les philosophes espagnols exilés de 1939 (Balibrea, 2007).

« Fuir n'est pas du tout renoncer aux actions, rien de plus actif qu'une fuite », écrit Deleuze. Fuir, ce n'est pas désertier : « c'est tracer une ligne, des lignes, toute une cartographie » (1977, p. 47). L'exilé, le nomade, le migrant, est un individu en mouvement, un itinérant qui se déplace lui-même autant qu'il habite l'entre-deux. L'exil est une expérience de déterritorialisation qui libère les exilés de leur condition, de leurs racines – origine, famille, éducation, etc. – et les projette sur des lignes de fuite où ils tissent de nouvelles existences. Toute l'œuvre de l'écrivaine exilée de seconde génération qu'est Angelina Muñiz-Huberman fait ainsi état d'une expérience résiliente de l'exil, condition de possibilité de l'émancipation créatrice si souvent mentionnée par les écrivains apatrides :

Yo soy una sobreviviente. Aprendí a sobrevivir desde niña. La verdad es que todo me sorprendía. Cambios de países. De gente. Abandonos. Pérdida del paisaje. Nuevas adquisiciones. En el fondo, me divertía. Lo que pudo ser tragedia, se convirtió para mí en el poder de observación del mundo. (...) Lo que ahora pienso es que todos estos procedimientos fueron necesarios en mi evolución literaria exílica. Necesitaba inventarme una senda por la cual transitar. La marginación ya no importaba y la excentricidad fue la tabla de salvación. La liberación y el desnudamiento fueron naturales. Hallé la patria y la identidad en el cultivo de la lengua y en la creación artística. Donde no hay límites ni fronteras (Muñiz-Huberman, 1999, p. 188-189).

La condition exilique invite ainsi à repenser l'expérience diasporique comme une fabrique d'identités rhizomatiques. Non seulement car les identités sont faites de relations, suivant le principe que Glissant appelle poétique de la Relation, mais parce que l'identité rhizome, qui s'étend en horizontalité et non en verticalité, s'adapte aux accidents du sol par la multiplication et par l'hybridation, plus que par la transplantation. L'expérience diasporique modèle des identités intrinsèquement hétérogènes, qui vivent avec et à travers la différence : des identités hybrides (Raynaud, 2020). Ainsi, quand l'expérience de l'exil peut être vue comme une ligne de fuite, l'idée de *transtierro* théorisée par José Gaos (1949, 1966) apparaît à l'inverse comme une reterritorialisation. Le fait n'a pas échappé à des penseurs eux-mêmes issus de l'exil républicain tels que Vicente Lloréns (1974) ou Adolfo Sánchez Vázquez (1997), qui critiquent la notion gaosienne en soulignant ses impensés idéologiques, tel que le rôle du capital socio-économique initial dans le reclassement en exil, ou encore les relents colonialistes de l'hispanisme arboré par les exilés espagnols en Amérique Latine.

Penser les réseaux culturels de l'exil non pas en termes de filiations et d'héritages, mais de maillages de relations, conduirait au contraire à voir les exils de 39 comme une recomposition des réseaux de la *Edad de plata* sous les modalités de l'alliance latérale. Si l'exil rompt les cercles de sociabilités comme familiaux, et cause d'immenses pertes en faisant « éclater » toutes ces structures préalables à la guerre, il crée aussi – on le voit bien dans la correspondance – des nouvelles rencontres, des connexions réinvesties, des rapprochements inattendus (et révélateurs : songeons au repli d'Ortega y Gasset vers ses amitiés pro-franquistes durant la Guerre Civile). Après le conflit, plus que jamais, sont expérimentées des relations nomades, à la façon des amitiés stoïciennes, faites de connectivités qui ne sont pas « durables » et peuvent se jouer de loin en loin. Ces liens et réseaux (re)composés durant l'exil gagnent à être conçus sur le mode des relations de camaraderie ou d'amitié décrites par Deleuze et Guattari : des liens nomades, obéissant aux lois de l'alliance latérale. Le philosophe en particulier est capable de « changer d'ami », de trouver des associations, des liens nouveaux à créer sur la surface du champ. La loi de l'alliance latérale explique la plasticité des rhizomes relationnels, à l'image de celle des systèmes neuronaux. Elle renouvelle le terme d'affinités intellectuelles en l'extirpant des généalogies – car le camarade n'est pas le frère.

Dans une telle perspective, les liens politiques, par exemple, ne sont plus pensés sous l'espèce d'organisation, de partis, de groupes ou de camps, avec leurs nécessairement problématiques listes de « membres » et leurs successives « doctrines », mais de nouveau sous la forme, beaucoup plus souple, de lignes et de courants. Ainsi la vue du traditionnel « camp républicain espagnol » cesse-t-elle d'être monolithique ; ou l'étude du « socialisme en exil », par exemple, peut-elle prendre en compte les expressions diversifiées du militantisme et l'évolution idéologique des acteurs, en fonction du pays concret d'exil étudié (Faber, 2016). De la même façon, la conception de la « tradition libérale » comme un héritage « occulté » durant la période franquiste, et « sauvé » (*rescatado*) par une certaine droite phalangiste plus ou moins repentie, gagnerait à être vue sur le mode de la dissémination, c'est-à-dire selon une perspective transnationale, attentive à d'autres polarisations que celles qui se cristallisent dans la seule Péninsule. Sous cet angle, ce que sont devenus le « libéralisme » ou le « socialisme » dans l'Espagne en 1975 n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'ils étaient en 1931.

Enfin, l'analogie du maillage ou *meshwork* renouvellerait certainement la question (objet d'une attention historiographique assez récente) des relations et transferts culturels entre les exils de 1939 et « l'intérieur », souvent pensés jusqu'ici à l'aide de la métaphore des « ponts » : une image plutôt appauvrissante pour se figurer des transferts multidirectionnels et des systèmes polycentriques (Larraz, 2022 ; López García, ed., *et al.*, 2021).

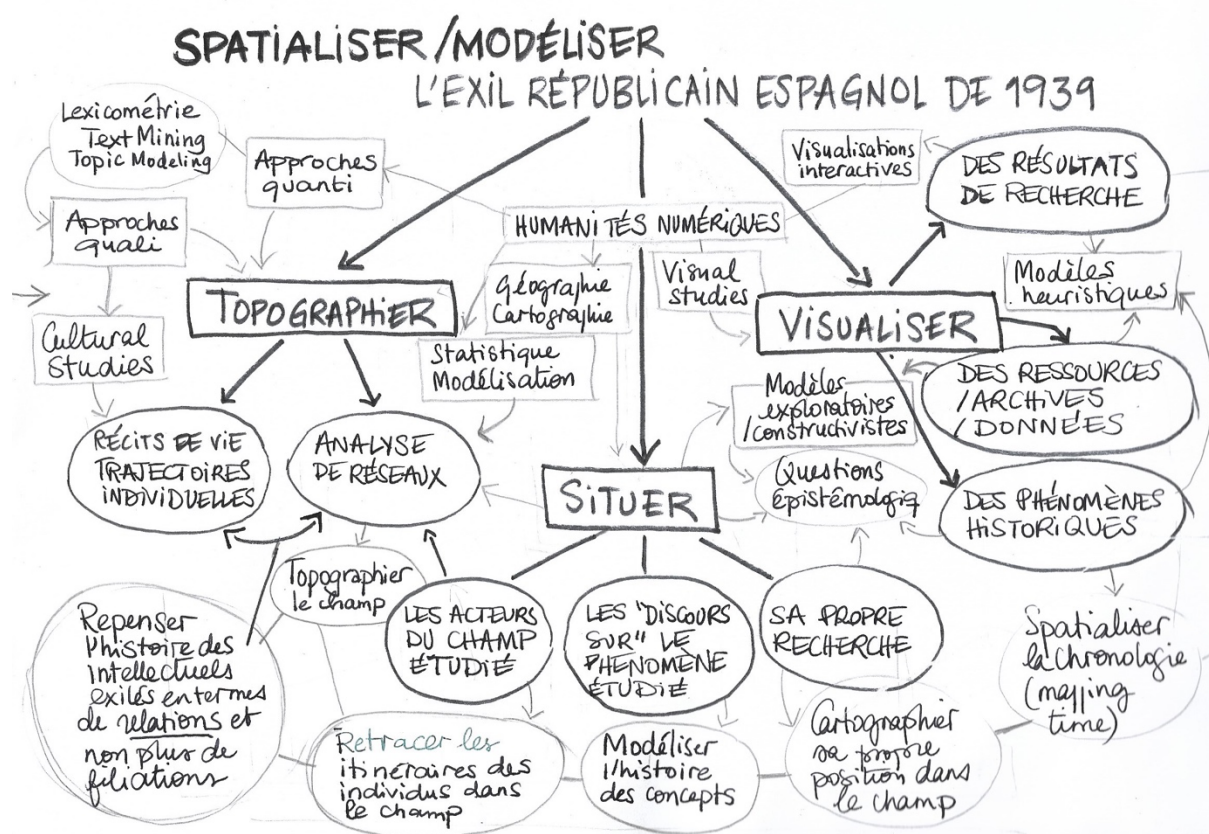


Figure 8 : Spatialiser/modéliser l'exil républicain espagnol de 1939. Diagramme de synthèse des champs, objectifs et outils d'une approche transdisciplinaire des exils, Eve Fourmont Giustiniani, 2022.

Suivre les lignes de fuite de l'exil républicain espagnol : de la « cartographie sensible » à la diagrammatique

Le terme de cartographie – cinquième principe du système rhizomatique pour Deleuze et Guattari – nous invite à revenir sur les modes de figuration visuelle qu'offre la spatialisation de la pensée ; où le terme de *figuration* présente l'avantage de rendre plus palpable l'opération de « création » d'image que le terme de *représentation*, qui suppose qu'il existerait une réalité déjà là qu'il s'agirait de copier. Ainsi, comment se représenter l'exil (et les retours) à la fois en diachronie et en synchronie, chronologiquement et spatialement ?

Déplier horizontalement dans l'espace le rhizome de l'exil, c'est tenter de mettre en relief les liens et *relations* qui unissent les exilés entre eux, mais aussi avec les intellectuels de l'intérieur et ceux de leur pays d'accueil. C'est retracer des trajectoires d'artistes, d'écrivains, d'intellectuels à travers le prisme spatial, c'est-à-dire les localiser dans les zones géographiques où leur présence ou activité est documentée, afin de prendre en compte le contexte culturel avec

lequel ils et elles entrent en contact. C'est enfin topographier les circulations des éléments culturels que ces personnes déplacent avec elles : idées, représentations, récits, images, motifs littéraires ou iconographiques, mais aussi croyances et mythes ; et analyser comment ces idées et ces images circulent, se transforment et s'hybrident, se recomposent au sein de nouveaux systèmes où ils coexistent avec d'autres et, loin de disparaître ou s'effacer avec la rupture de l'exil, sont resignifiés par ces contacts inédits que l'expatriation permet de nouer. Les bases de données relationnelles conçues dans une perspective prosopographique, on l'a dit, offrent des possibilités de figuration extrêmement fécondes de ces phénomènes.

Mais ces formes de visualisation des résultats de la recherche et du processus même qui y conduit peuvent aussi être conçues sur des modes « sensibles », qui assument davantage leur caractère constructiviste de représentations. Le principe de cartographie du rhizome prend ainsi tout son sens. « Faites des cartes, et pas des photos ni des dessins », proclament Deleuze et Guattari dans *Mille Plateaux* : le rhizome est « carte et non pas calque » (1980, p. 20). Cohérence et incohérence, ordre et désordre, le rhizome est mouvant, il est fait de directions plus que points. Le dessiner, c'est aussitôt le trahir, le figer, le tuer. Le rhizome est vivant : son découpage n'est jamais établi, fixé une fois pour toutes, mais il reste au contraire variable et toujours à refaire.

En dresser la cartographie, comme l'entendent Deleuze et Guattari, relèverait plutôt de la topographie, c'est-à-dire du balisage d'un terrain au fil de sa découverte. Une cartographie itinérante, donc, qui éviterait la vision verticale surplombante des cartes militaires, administratives, diplomatiques, toujours stratégiques et orientées par les fins de ceux qui les dressent, pour revenir à une perspective topographique « située », comme l'étaient les cartes avant la généralisation des plans ichnographiques. On parlait autrefois de chorographie, c'est-à-dire de notes d'arpentage, où le discours porte à la fois sur la situation que l'on essaie de dépeindre et la manière dont on fabrique la carte. Un tel relevé des lignes de parcours suivies au cours d'une recherche serait un mode de figuration possible de la complexité des objets étudiés, vue « au ras du sol ».

La topographie ou chorographie, entendue comme ce relevé des lignes « à la promenade », évoque les « pratiques de spatialisation » étudiées par Michel de Certeau : ces « arts du geste et de la narration des pas » que sont les parcours et les itinéraires, « des actions qui conduisent à arpenter l'espace, à produire de l'espace » (Certeau, 1980, p. 177-178). Depuis les travaux de Kevin Lynch en 1960 (2020), la démarche de la géographie cognitive et sensible que poursuivent Kenneth White (1994) ou Guy di Méo (1991) se prolonge dans des études

géocritiques, géopoétiques ou géolittéraires qui attestent le tournant spatial mentionné plus haut et présentent des modèles stimulants (Tally, 2013 ; Bisenius-Penin, 2018).

On pourrait ainsi, comme y invitent les travaux de l'anthropologue anglais Tim Ingold sur la notion de ligne (Ingold, 2011), visualiser les trajectoires d'exilés comme des maillages (*meshworks*). Prolongeant le rhizome deleuzien par ses lignes de fuite, le maillage ingoldien rend compte « des multiples systèmes de fils, de cheminements, de traits tissant et réalisant le monde » (Citton et Walentowitz, 2012). Ces recherches, que l'on pourrait appeler *écosophiques*, trouvent leur prolongement dans le champ de la littérature. Sophie Ménard, par exemple, (2017) entend poursuivre ce « chantier ethnocritique » consistant à « repérer les cosmologies linéaires qui organisent certains récits » (p. 2). Une telle lecture des textes et des parcours doit adopter le régime de la ligne courbe ou fluide, et non celui de la ligne segmentée, divisée en stations successives entre lesquelles il ne se passerait rien. Suivre la ligne de tels récits conduit à embrasser des paysages changeants, découverts à mesure qu'on les arpente, c'est-à-dire à « filer » ou tisser le paysage, plutôt qu'à le cartographier : *yarning*, dit l'anglais, et non *mapping*.



Figure 9 : Claudio Herrera, *El deseo de la artista emancipada*, 2019. Crayon et graphite sur papier, 70x110 cm. (Courtesy)

Des exilés, on aimerait ainsi retranscrire les manières de produire de l'espace en habitant des territoires. On parcourrait un monde constitué de multiples lignes enchevêtrées – lignes de déterritorialisation, lignes de transit, lignes de fuite. Des trajectoires parfois hésitantes, hasardeuses ou illogiques, mais non moins éloquentes : des lignes d'« erre », comme les désignent Deleuze et Guattari reprenant le terme du psychiatre Fernand Deligny (2007, p. 779), qui consignait par le dessin les sinueuses allées et venues de ses patients autistes. Guattari campe ainsi le projet de « cartographies schizo-analytiques », qui montreraient les « territorialités » sociales que parcourt le désir d'un individu et les différentes lignes de devenir qu'il y trace (Antonioli, 2012; Querrien, 2019). Ce sont, note Deleuze, des « géo-analyses », en ce sens qu'elles suivent les lignes qui établissent des relations entre la psyché et le lieu (Deleuze, 1977, p. 152).

On pourrait imaginer de déployer sur ce modèle des biographies rhizomatiques, où les parcours individuels seraient suivis comme des lignes faisant maillage avec d'autres, à la façon d'un écheveau de fils entremêlés dont on déploierait les spires. On sortirait du régime de la liste et du pointillé (le répertoire, le catalogue, les listes d'attributs, les catégories), lesquels segmentent les lignes et la territorialisent en figeant l'identité dans des coordonnées ; pour suivre plutôt les lignes (de fuite) des exilés et le tramage de leurs relations, qui constituent des identités en mouvement. À l'instar du relevé topographique de l'explorateur, de telles cartographies ne balisent pas un chemin déjà parcouru pour mesurer et régir l'espace, mais servent plutôt d'instruments d'exploration le dévoilant au fil du chemin : *caminante, no hay camino, se hace camino al andar...*

Ces modes de figuration, qui ne prétendent pas se substituer aux modélisations scientifiques telles que celles qu'offre l'analyse quantitative, peuvent cependant accompagner la recherche et contribuer à la situer, par l'espace d'autoréflexivité qu'ils ouvrent. Face aux datavisualisations numériques, parée d'une scientificité visuelle trompeuse (car comme toute figuration, elles sont porteuses de biais de représentation), l'approche sensible est à la fois plus sincère et plus modeste. N'utilise-t-on pas des « vues d'artiste » pour se figurer des objets astrophysiques inobservables ? Visualisations complémentaires, plutôt qu'alternatives, à celles des méthodes quantitatives, les figurations sensibles n'en constituent pas moins une forme de pensée visuelle qui propose un imaginaire raisonné et construit. Les adopter comme régime de pensée finit souvent par transformer l'objet même de la recherche, autant que la façon de la pratiquer.

On plaidera donc ici pour une méthode « diagrammatique », telle que Johanna Drucker la définit dans *Graphesis : Visual Forms of Knowledge Production* (2014), et la prolonge par

exemple dans sa « Database Narrative in Book and Online » (2015), étonnant atlas de ses productions inachevées ; ou encore telle que la pratique Donna Haraway (2020), tirant les fils de l'image et du texte pour créer des constellations d'idées hybrides. Le diagramme – un assemblage des actes de figuration, d'écriture et d'articulation logique (Besse, 2006, p. 15) –, est l'une des matérialisations possibles d'un régime sémiotique délinéarisé et rhizomatique (Letellier, 2005). Deleuze, qui emprunte le terme à Michel Foucault, l'explique lorsqu'il décrit le travail du peintre Francis Bacon. Base de ses compositions, le diagramme se présente d'abord comme un entrelacs indistinct sur la toile, un chaos dont finit par émerger une nouvelle image. Le diagramme est donc un moment de destruction ou de déterritorialisation, que suit un moment de reconfiguration ou de création. « Le diagramme ne fonctionne jamais pour représenter un monde préexistant, il produit un nouveau type de réalité, un nouveau modèle de vérité », explique Deleuze (1981, p. 43). C'est par la destruction de tout régime significatif préalable que peut y surgir un ordre nouveau. Le diagramme « agit comme processus immanent qui renverse le modèle et ébauche une carte, même s'il constitue ses propres hiérarchies, même s'il suscite un canal despotique », écrivent encore Deleuze et Guattari (1980, p. 31).

En tant que tentative de cartographie sensible d'espaces en constante mutation, le diagramme assume son empirisme et en fait une source de sérendipité. Performatif et de ce fait autoréflexif, il donne à voir des objets de recherche depuis un point de vue situé. Au plan cognitif, c'est donc un outil de figuration heuristique autant que d'exploration analytique.

Le diagramme, capable de s'adapter à la topographie de lignes de fuite, apparaît ainsi comme une figure d'intelligibilité de la pensée rhizomatique. Dans la mesure où le rhizome n'est ni un modèle, ni une analogie, mais bien plutôt un *agencement*, un espace de l'alliance et de l'hybridité, il est inséparable d'un devenir technique ou artistique : « le statut du rhizome pourrait alors être celui du diagramme-catastrophe qui dé-figure l'arbre, le fait muter, pour en faire jaillir de nouvelles virtualités », écrit Laurence Dahan-Gaida (2020, p. 38).

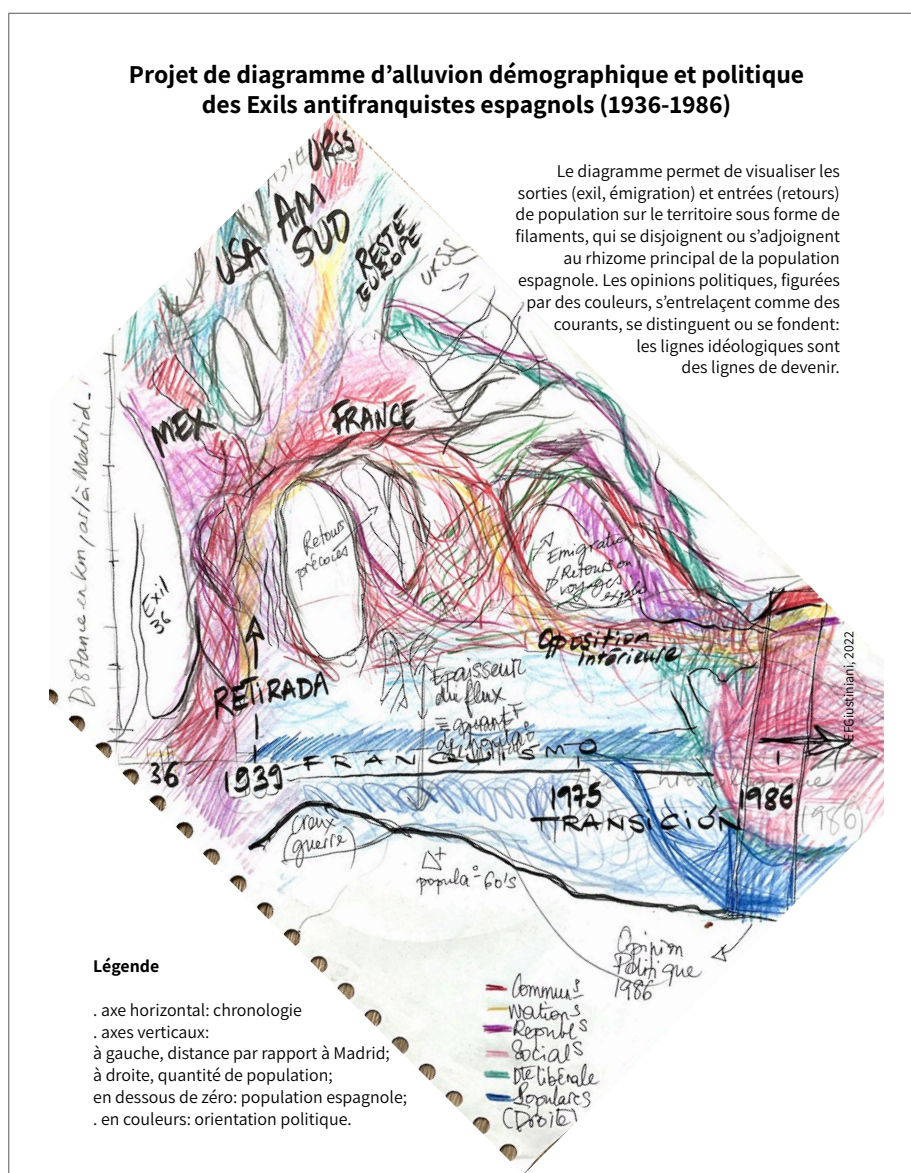


Figure 10 : Projet de diagramme d'alluvion démographique et politique des exils antifranquistes espagnols (1936-1939). Eve Fourmont Giustiniani, 2022.

Si l'on tentait de figurer graphiquement un rhizome diasporique, formé de multiples parcours individuels d'exilés, eux-mêmes pris dans un complexe écheveau de relations, il est fort probable que l'on n'obtiendrait pour tout résultat qu'un diagramme chaotique. Une telle représentation aurait à tout le moins la vertu de figurer le degré de complexité d'un tel objet d'étude. Dans cet inextricable enchevêtrement de lignes, pourrait-on distinguer des amas de plis faisant ployer la surface en zones critiques d'échange ou de pouvoir, ou encore les détours et les nœuds formés par telle ou telle trajectoire individuelle ? Le parcours biographique d'un exilé ainsi figuré tiendrait bien davantage de la « cartographie schizo-analytique » que du répertoire ordonné d'événements, et serait certainement plus représentatif de la complexité du

réel. De même, un groupe ou institution donné y apparaîtrait comme un espace d'échanges et de relations constamment redéfini, et non comme une structure close et figée.

Prétendre à une représentation « totale » de tels objets est évidemment utopique, et son efficacité didactique serait sans doute limitée. Mais la démarche de visualisation graphique de systèmes complexes, fût-ce au moyen de croquis labyrinthiques, n'en est pas moins porteuse de sens. Tout processus de recherche s'accompagne de fait de la production d'une masse considérable et souvent désordonnée de notes, schémas et autres cartes mentales. Topographie d'une pensée en train de se dérouler, ces traces du procès de la recherche disparaissent, le plus souvent, de l'écriture académique qui en résulte. Le moment de destruction créatrice opéré par la mise en diagramme est occulté au profit du sens qui en a émergé. La multidimensionnalité du rhizome est escamotée par la logique séquentielle du récit.

Pourtant, la figuration sensible de ces processus d'intellection ne contribue-t-elle pas à l'heuristique narrative, autant qu'à la probité déontologique ? L'hybridation des régimes textuel et visuel de pensée, au-delà d'une simple fonctionnalité illustrative, produit des mutations épistémologiques majeures. La visualisation graphique d'agencements rhizomatiques, telle que la permettent le diagramme ou la cartographie sensible, pourrait bien être un mode de figuration privilégié de la *nomadologie*.

BIBLIOGRAPHIE

- ÁLVAREZ FRANCÉS, Leonor et VAN DEN HEUVEL Charles, 2014, *Mapping Notes and Nodes in Networks. Exploring potential relationships in biographical data and cultural networks in the creative industry in Amsterdam and Rome in the early modern period*, KNAW-Public Private Project, Huygens Institute for the History of the Netherlands, en ligne: <https://hdl.handle.net/1887/54784>.
- ANDRADE, Juan, 2018, « El ensayo político en el exilio español (1939-1977) », in MARTÍN GIJÓN, Mario, ed., *El ensayo del exilio republicano de 1939. I. España y el mundo. Filosofía y política*, Sevilla, Renacimiento, p. 183-304.
- ANTONIOLI, Manola, 2012, « Cartographier l'inconscient », in *Chimères*, vol. 76, n° 1, p. 91-100, en ligne : <https://www.cairn.info/revue-chimeres-2012-1-page-91.htm>.
- ARMATTE, Michel et DAHAN DALMEDICO, Amy, 2004, « Modèles et modélisations, 1950-2000 : Nouvelles pratiques, nouveaux enjeux », in *Revue d'histoire des sciences*, Paris, vol. 57, n° 2, p. 243-303, en ligne : https://www.persee.fr/doc/rhs_0151-4105_2004_num_57_2_2214.
- ARTOUS-BOUVET, Guillaume, 2014, « Rythmes, rhizomes, machines : la Nature répétée », in CAZALAS, Inès et FROIDEFOND, Marik (dirs.), *Le modèle végétal dans l'imaginaire contemporain*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, p. 33-46, disponible sur : <https://books.openedition.org/pus/3297>.
- AZNAR SOLER, Manuel, et LÓPEZ GARCÍA, José Ramón (dirs.), 2017, *Diccionario biobibliográfico de los escritores, editoriales y revistas del exilio republicano de 1939*, Sevilla, Renacimiento.
- BALIBREA, Mari Paz, 2007, *Tiempo de exilio: una mirada crítica a la modernidad española desde el pensamiento republicano en el exilio*, Barcelona, Montesinos.
- —, (coord.), 2017, *Líneas de fuga. Hacia otra historiografía cultural del exilio republicano español*, Madrid, Siglo XXI.

- BERTIN, Jacques, 2017, *Le Graphique et le traitement graphique de l'information*, Bruxelles, Zones Sensibles.
- BESSE, Jean-Marc, 2006, « Cartographie et pensée visuelle. Réflexions sur la schématisation graphique », communication présentée lors de la journée d'étude *La carte, outil de l'expertise aux XVIIIe et XIXe siècles*, Université de Strasbourg, 9 juin 2006, disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00256710/document>
- BISENIUS-PENIN, Carole, 2018, « Création littéraire en résidence : une approche géopoétique et géoculturelle de l'espace », in *Cuadernos de Literatura Comparada*, Porto, n° 38, p. 45-65, en ligne: <http://ilc-cadernos.com/index.php/cadernos/article/view/462/517>.
- BLANCO AGUINAGA, Carlos, 2002, « Sobre la especificidad del exilio español de 1939 », in *Nuevo Texto Crítico*, Stanford University, vol. 15, n°29-32, p. 9-16, disponible sur https://muse.jhu.edu/content/crossref/journals/nuevo_texto_critico/v015/15.29-32.aguinaga.html.
- BOCANEGRA BARBECHO, Lidia, 2021, « Fuentes digitales para el estudio del exilio republicano español », in *Hispania Nova*, Madrid, vol. , n° 1-extraordinario, p. 12-46, en ligne : <https://e-revistas.uc3m.es/index.php/HISPNOV/article/view/6178>.
- BOUGNOUX, Daniel, 1991, *La communication par la bande : introduction aux sciences de l'information et de la communication*, Paris, La Découverte.
- BRANDHORST, Rosa et KRZYZOWSKI, Lukasz, 2022, « Biographical Reconstructive Network Analysis (BRNA): A Life Historical Approach in Social Network Analysis of Older Migrants in Australia », in *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, Berlin, vol. 23, n°1, disponible sur: <https://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/3715>.
- CAILLOUX Marianne, 2018, « Au croisement de l'histoire culturelle et des sciences de l'information et de la communication. Une approche transdisciplinaire des transferts culturels dans les Alpes Occidentales tardo-médiévales », in *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, Presses Universitaires du Midi, n° 32, p. 31-52, en ligne : <http://journals.openedition.org/diasporas/2119>

- CAUDET, Francisco, 1998, « Dialogizar el exilio », in AZNAR SOLER, Manuel (ed.), *El exilio literario español de 1939 : Actas del Primer Congreso Internacional (Bellaterra, 27 de noviembre- 1 de diciembre de 1995)*, Vol. 1, Barcelona, Crítica, p. 31-56. Disponible sur: http://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/el-exilio-literario-espanol-de-1939-actas-del-primer-congreso-internacional-bellaterra-27-de-noviembre-1-de-diciembre-de-1995-volumen-1--0/html/ff70a9e4-82b1-11df-acc7-002185ce6064_100.html
- CERTEAU (DE), Michel, 1980, *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Union générale d'éditions, collection 10/18.
- CHARITONIDOU, Marianna, 2016, « Réinventer la posture historique : les débats théoriques à propos de la comparaison et des transferts », in *Espaces et sociétés*, Toulouse, n° 167, p. 137-152, DOI: [10.3917/esp.167.0137](https://doi.org/10.3917/esp.167.0137)
- CITTON, Yves et VALENTOWITZ, Saskia, 2012, « Pour une économie des lignes et des tissages », in *Revue des Livres*, Paris, n° 4, p. 28-39, en ligne : <https://www.contretemps.eu/wp-content/uploads/RDL-4global-32-43.pdf>.
- CREC (Centre de Recherches sur l'Espagne Contemporaine), 2017, « Thématique pluriannuelle 2017-2022 – CREC-PARIS 3 », site crec-paris3.fr, en ligne : <https://crec-paris3.fr/thematique-pluriannuelle-2017-2022>.
- DA COSTA KAUFMANN, Thomas, DOSSIN, Catherine, JOYEUX-PRUNEL, Béatrice (dirs.), 2015, *Circulations in the Global History of Art*, Farnham, Burlington, Ashgate.
- DAHAN-GAIDA, Laurence, 2020, « Métamorphoses de l'arbre : du schème au diagramme et du corail au rhizome », in *Cahiers philosophiques*, Paris, vol. 163, n° 4, p. 23-46, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-cahiers-philosophiques-2020-4-page-23.htm>.
- DEDIEU, Jean-Pierre, 2017, « Encore un effort ! », in *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, Madrid, n° 47-2, p. 297-301, en ligne : <http://journals.openedition.org/mcv/7944>.
- DELEUZE, Gilles, 1977, *Dialogues. Avec Claire Parnet*, Paris, Flammarion.
- —, 1981, *Francis Bacon. Logique de la sensation*, Paris, Éditions de la différence.

- DELEUZE, Gilles, et GUATTARI, Félix, 1975, *Kafka. Pour une littérature mineure*, Paris, Minuit.
- —, 1977, *Rhizome*, Paris, Minuit.
- —, 1980, *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie 2*, Paris, Minuit.
- DELIGNY, Fernand (2007), « Lignes d'erre. Chronique d'une tentative », *Partisans*, n°65, mai-juin 1972, reed. dans *Œuvres*, Paris, L'Arachnéen.
- DI MÉO, Guy, 1991, *L'Homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos.
- DOMINIC LARAMEE, François, 2017, « Les tournants géographiques, le numérique et la pratique historique », in *Cahiers d'histoire*, Dijon, vol. 35, n° 1, p. 149-173, en ligne : <https://www.erudit.org/en/journals/histoire/1900-v1-n1-histoire03233/1041623ar/>.
- DOSSE, François, 2009, *Gilles Deleuze et Félix Guattari. Biographie croisée*, Paris, La Découverte.
- DRUCKER, Johanna, 2014, *Graphesis – Visual Forms of Knowledge Production*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press.
- —, 2015, « Database Narrative in Book and Online », in *The Journal of Electronic Publishing*, Michigan, vol. 18, n° 1, disponible sur : <http://hdl.handle.net/2027/spo.3336451.0018.113>.
- DUFOIX, Stéphane, 2011, *La dispersion : une histoire des usages du mot diaspora*, Paris, Amsterdam.
- EIROA, Matilde, 2019, « Primary sources for a digital-born history: the Hispanic blogosphere on the Spanish Civil War and Franco's regime », in *Culture & History Digital Journal*, CSIC, vol. 7, n° 2, en ligne: <http://cultureandhistory.revistas.csic.es/index.php/cultureandhistory/article/view/144>.
- FABER, Sebastiaan, 2016, « Exilio e hispanismo norteamericano: cuatro paradigmas de interpretación », in *Laberintos*, Valencia, n° 18, p. 159-172.
- FERNÁNDEZ SEBASTIÁN, Javier, 2015, « Metáforas para la historia y una historia para las metáforas », in GODICHEAU, François, SANCHEZ LEON, Pablo (eds.), *Palabras que*

- atan: metáforas y conceptos del vínculo social en la historia moderna y contemporánea*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, p. 33-62, disponible sur : <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5731724>.
- FOUCAULT, Michel, 1983, « Usage des plaisirs et techniques de soi », in *Le Débat*, Paris, vol. 5, n°27, p. 46-72, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-le-debat-1983-5-page-46.htm>.
- GAOS, José, 1949, « Los “transterrados” españoles de la filosofía de México », in *Filosofía y Letras*, México, n°36, p. 207-231.
- —, 1966, « La adaptación de un español a la sociedad hispanoamericana », in *Revista de Occidente*, Madrid, segunda época, n°38, p. 168-178.
- GARROTE, Gabriel, 2014, « Réseaux : de la notion à l’analyse. Heurs et malheurs d’un outil », carnet *Réseaux et Histoire*, en ligne : <https://reshist.hypotheses.org/464>.
- GLISSANT, Édouard, 1990, *Poétique de la Relation*, Paris, Gallimard.
- GRANDJEAN, Martin, 2015, « Introduction à la visualisation des données : l’analyse de réseau en histoire », in *Geschichte und Informatik*, Zurich, n° 18/19, p. 109-128.
- —, 2021, « Introduction to Social Network Analysis: Basics and Historical Specificities », conference lors du colloque *HNR+ResHist Conference*, 13 juin 2020, disponible sur : <https://zenodo.org/record/5083036>.
- GUATTARI, Félix, 1989, *Cartographies schizoanalytiques*, Paris, Galilée.
- —, 2011, *Lignes de fuite. Pour un autre monde de possibles* (1979, posthume), La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube.
- HARAWAY, Donna, 2020, *Vivre avec le trouble*, Vaulx-en-Velin, Éditions des Mondes à faire.
- HOYOS PUENTE (DE), Jorge, 2012, *La utopía del regreso. Proyectos de Estado y sueños de nación en el exilio republicano en México*, México, El Colegio de México, Universidad de Cantabria.

- —, 2014, « La historia cultural de la política en los estudios de los exilios », communication présentée lors des *II Jornadas de Trabajo sobre Exilios Políticos del Cono Sur en el siglo XX*, novembre 2014, disponible sur : <http://sedici.unlp.edu.ar/handle/10915/59670>.
- INGOLD, Tim, 2011 [2007], *Une brève histoire des lignes*, Bruxelles, Zones Sensibles.
- KLENK, Nicole, 2018, « From network to meshwork: Becoming attuned to difference in transdisciplinary environmental research encounters », in *Environmental Science & Policy*, vol. 89, p. 315-321, en ligne : <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2018.08.007>.
- LAURENT, Mélody, 2019, « Liberté d'action d'un apprenant dans un environnement virtuel : Modélisation numérique du monde contemporain », Conférence, *H2PTM'19: De l'hypertexte aux humanités numériques*, Montbéliard, en ligne : <https://hal.science/hal-02344540v1>.
- LARRAZ, Fernando, 2022, « Puentes de poesía entre el interior y el exilio », in *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, Madrid, n° 52-1, en ligne : <https://journals.openedition.org/mcv/16413?lang=fr>.
- LEMERCIER, Claire, 2005, « Analyse de réseaux et histoire », in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, Paris, vol. 52, n° 2, p. 88-112, en ligne : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2005-2-page-88.htm>.
- LETELLIER, Bénédicte, 2005, « Saisir la pensée diagrammatique, lectures plurielles », in *Acta Fabula*, Paris, vol. 6, n° 2, en ligne : <https://www.fabula.org/443/revue/document962.php>.
- LLORÉNS, Vicente, 1974, « Jorge Guillén desde la emigración », in *Revista de Occidente*, Madrid, n° 130, p. 78-87.
- LÓPEZ GARCÍA, José Ramón, AZNAR SOLER, Manuel, RODRÍGUEZ, Juan et LÁZARO SANZ, Esther (eds.), 2021, *Puentes de diálogo entre el exilio republicano de 1939 y el interior*, Sevilla, Renacimiento.
- LYNCH, Kevin, 2020, *L'image de la cité* (1^{re} ed.: 1960), Malakoff, Dunod.
- MACHEREY, Pierre, 2018, « Entre les lignes. (Ingold) », in *À l'essai*, Paris, Kimé, p. 297-363, en ligne : <https://www.cairn.info/a-l-essai--9782841749119-p-297.htm>.

- MAISONOBE, Marion, 2021, « “Les lieux qui font liens” : Several Ways to Integrate Places in Network Analysis », conférence, *Historical Networks Research : ResHist Conference 2021*, Esch-sur-Alzette, Luxembourg, en ligne : <https://hal.science/hal-03806677>.
- MARICHAL, Juan, 1976, « Treinta y seis años de exilio: las fases políticas del destierro español (1939-1975) », in *Historia 16*, Madrid, n° 5, p. 35-41.
- MARTÍN GIJÓN (ed.), 2018, *El ensayo del exilio republicano de 1939*, 2 vols., Sevilla, Renacimiento.
- MATEOS, Abdón, 2015, *Exilios y retornos*, Madrid, Eneida.
- MÉNARD, Sophie, 2017, « Narrativité anthropologique de la ligne contemporaine. Bailly, Echenoz, Sautière », in *Captures*, Montréal, vol. 2, n° 2, dossier « Imaginaire de la ligne », en ligne : revuecaptures.org/node/917.
- MOLINO, Jean, 1979, « Métaphores, modèles et analogies dans les sciences », in *Langages*, Paris, vol. 12, n° 54, p. 83-102, en ligne : https://www.persee.fr/doc/lgge_0458-726x_1979_num_12_54_1820.
- MORETTI, Franco, 2008, *Graphes, cartes et arbres. Modèles abstraits pour une autre histoire de la littérature*, Paris, Les Prairies Ordinaires.
- MUÑIZ-HUBERMAN, Angelina, 1999, « La puerta del exilio », in *El canto del peregrino : hacia una poética del exilio*, Sant Cugat del Vallès, Associació d'Idees ; Gexel, p. 174-180, disponible sur : <http://www.cervantesvirtual.com/nd/ark:/59851/bmc18368>.
- NOUSS (NUSELOVICI), Alexis, 2013, « Exil et post-exil », working paper de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme 2013-45, disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00861334>.
- PAVEAU, Marie-Anne, 2015, « [Dictionnaire :] Délinéarisation », in *Technologies discursives*, en ligne : <https://technodiscours.hypotheses.org/320>.
- PERRIN KHELISSA, Anne et ROFFIDAL, Émilie, 2019, « La notion de réseau en histoire de l'art : jalons et enjeux actuels », in *Perspective. Actualité en histoire de l'art*, n° 1, p. 241-262, en ligne : <http://journals.openedition.org/perspective/13613>.

- PONS, Anacleto et EIROA, Matilde, 2018, *Historia digital: una apuesta del siglo XXI. Dossier de Ayer*, n°110, Madrid, Marcial Pons.
- QUAGGIO, Giulia, (ed.), 2014, *Volver a España. El regreso del exilio intelectual durante la Transición. Dossier de Historia del Presente*, n°23, Madrid, Asociación de Historiadores del Presente.
- QUERRIEN, Anne, 2019, « La schizoanalyse : une cartographie à n dimensions », in *Chimères*, en ligne : <https://www.revue-chimeres.fr/La-schizoanalyse-une-cartographie-a-n-dimensions-discussion-avec-Anne-Querrien>.
- RAYNAUD, Claudine, 2020, « “Identité”, diaspora et études (trans)atlantiques : le sujet “noir” entre reconfiguration identitaire et poétique de l’identité », in GOMEZ-MULLER, Alfredo, (éd.), *Constructions de l’imaginaire national en Amérique latine*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, p. 75-88, en ligne : <http://books.openedition.org/pufr/17807>.
- RODRÍGUEZ, Juan, 2005, « El exilio literario en la periferia de la literatura española », in *La Literatura y la Cultura del exilio republicano español de 1939: Actas del IV Coloquio Internacional de 2002 en La Habana, Cuba*, Alicante, Biblioteca Virtual Miguel de Cervantes.
- RUBY, Christian et ROSEMBERG, Julien, 2006, « Une histoire culturelle contemporaine ou une histoire culturelle du contemporain ? », in *EspacesTemps.net. Revue électronique des sciences humaines et sociales*, en ligne : <https://www.espacestems.net/articles/une-histoire-culturelle-contemporaine-ou-une-histoire-culturelle-du-contemporain/>.
- SALAÛN, Serge, 1992, « La “Génération de 1927” : une appellation mal contrôlée », *Histoire de la littérature espagnole contemporaine XIXe-XXe siècles : questions de méthode*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, p. 107-118, en ligne : <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=591373>.
- SÁNCHEZ CUERVO, Antolín, 2015, « Penser en los márgenes. El exilio de la filosofía », in *Laberintos: revista de estudios sobre los exilios culturales españoles*, Valencia, n° 17, p. 245-256, disponible sur : <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5422942>.

- SÁNCHEZ VÁZQUEZ, Adolfo, 1997 [1977], « Cuando el exilio permanece y dura », in *Recuerdos del exilio*, Sant Cugat del Vallés, GEXEL – UAB – Associació d'Idees, 1997, p. 45-46.
- SARRÍA BUIL, Aránzazu, (ed.), 2019, *Retornos del exilio republicano español: dilemas, experiencias y legados*, Madrid, Ministerio de Justicia.
- SANTELLI, Emmanuelle, 2019, « L'analyse des parcours. Saisir la multidimensionalité du social pour penser l'action sociale », in *Sociologie*, Paris, vol. 10, n° 2, p. 153-171, en ligne : <https://www.cairn.info/revue-sociologie-2019-2-page-153.htm>.
- SIBERTIN-BLANC, Guillaume, 2009, « Deleuze et les minorités : quelle 'politique' ? », in *Cités*, Paris, vol. 40, n° 4, p. 39-57, en ligne : <https://www.cairn.info/revue-cites-2009-4-page-39.htm>.
- TALLY, Robert T., 2013, *Spatiality*, London/New York, Routledge.
- TEJADA, Ricardo, 2023, *L'essai en Espagne à l'épreuve de l'exil et de la dictature (1939-1976) : la malle et la boussole*, Paris, L'Harmattan.
- URBAIN Jean-Didier, 2014, « La trace et le territoire », in *Actes Sémiotiques*, Limoges, vol. 117, en ligne : <https://www.unilim.fr/actes-semiotiques/index.php?id=5277>.
- VARENNE, Franck, 2016, « Histoire de la modélisation : quelques jalons », communication lors du colloque *Modélisation, succès et limites*, Paris, CNRS/Académie des Technologies, en ligne : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02495473>.
- WHITE, Kenneth (1994), *Le Plateau de l'Albatros. Introduction à la géopoétique*, Paris, Grasset.

ANNEXE

Cinquante auteurs, autrices et artistes espagnols exilés

ALBERTI, Rafael
ANDÚJAR, Manuel
ARNÁIZ, Aurora
ARRABAL, Fernando

AUB, Max
AYALA, Francisco
BERGAMÍN, José
BLANCO AGUINAGA, Carlos
CARRETERO, Anselmo
CARRILLO, Santiago
CASARES, María
CASONA, Alejandro
CHACEL, Rosa
FERRATER MORA, José
FLORES, Xavier
GARCÍA BACCA, Juan David
GARCÍA CALVO, Agustín
GAYA, Ramón
GIRAL, Francisco
GOYTISOLO, Juan
GUILARTE, Cecilia G. de
GUILLÉN, Jorge
IBÁRRURI, Dolores
KENT, Victoria
LARREA, Juan
LEÓN, María Teresa
LLOPIS FERRÁNDIZ, Rodolfo
LLORENS, Vicente
LÓPEZ RAIMUNDO, Gregorio
LUZURIAGA, Jorge
MADARIAGA, Salvador de
MALDONADO, José
MALLO, Maruja
MARICHAL, Juan
MONTSENY, Federica
MUÑIZ-HUBERMAN, Angelina
NICOL, Eduardo
PÀMIES I BERTRAN, Teresa
RAVENTÓS, Joan
ROCES SUÁREZ, Wenceslao
SALINAS DE MARICHAL, Solita
SÁNCHEZ-ALBORNOZ, Claudio
SÁNCHEZ-ALBORNOZ, Nicolás
SÁNCHEZ VÁZQUEZ, Adolfo
SEGOVIA, Tomás
SEMPRÚN, Jorge
SENDER, Ramón J.
TARRADELLAS, Josep
VALERA, Fernando
XIRAU SUBIAS, Ramón
ZAMBRANO, María

Réseaux culturels en Europe : forces et faiblesses des acteurs non étatiques et des projets transnationaux

Laurent MARTIN
ICEE – EA 2291
Université de la Sorbonne Nouvelle

Résumé

Deux types et deux âges de réseaux européistes sont étudiés dans cet article. Le premier type est celui d'un groupe d'intellectuels généralistes qui se rassemblèrent au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour proposer une vision renouvelée de l'Europe. Le second réseau étudié est celui des experts auprès du Conseil de l'Europe, qui travaillèrent à la diffusion des méthodes et principes des politiques culturelles à l'échelle de l'Europe. Cet article évoque les principales figures de ces réseaux, leur mode de fonctionnement, les résultats obtenus.

Mots-clés : Intellectuels – Experts – Europe – Réseaux

Resumen

En este artículo se examinan dos tipos y dos épocas de redes europeístas. El primero es el de un grupo de intelectuales generalistas que se reunieron tras la Segunda Guerra mundial para proponer una visión renovada de Europa. El segundo es el de los expertos del Consejo de Europa, que trabajaron para difundir los métodos y principios de las políticas culturales a nivel europeo. Este artículo examina las principales figuras de dichas redes, su funcionamiento y los resultados que se obtuvieron.

Palabras clave: Intelectuales – Expertos – Europa – Redes

Abstract

Two types and two ages of Europeanist networks are examined in this article. The first type is that of a group of generalist intellectuals who came together in the aftermath of the Second World War to propose a renewed vision of Europe. The second network is that of the experts at the Council of Europe, who worked to disseminate the methods and principles of cultural

policies throughout Europe. This article looks at the main figures in these networks, how they operated and the results they achieved.

Keywords: Intellectuals – Experts – Europe – Networks

Le thème des « réseaux culturels » dans l'Europe contemporaine est relativement peu traité par la littérature scientifique. La meilleure spécialiste française en est Anne-Marie Autissier (2016), qui l'aborde du point de vue des politiques culturelles et des réseaux associatifs constitués relativement récemment (années 1980) autour de pratiques ou de secteurs de la culture. On peut aussi traiter ce thème sous l'angle de l'histoire ou de la sociologie des intellectuels au sens large du terme et évoquer les réseaux intellectuels qui ont animé la pensée européenne depuis, au moins, le XVIII^e siècle. Je choisirai cette seconde approche en traitant d'abord des cercles européistes dans les années 1950 puis des réseaux d'experts en politique et coopération culturelles des années 1960 aux années 1990. Par « réseau », j'entends des groupes de personnes rassemblées autour d'objectifs et d'intérêts communs, dont les échanges s'effectuent sur une base non hiérarchique, horizontale, et entre lesquels circulent des informations utiles aux membres du réseau. Ces réseaux peuvent avoir une activité de plaidoyer ou de pression mais ce n'est pas toujours le cas. Ils sont à mi-chemin des réseaux fortement organisés et des réseaux informels distingués par Michel Forsé (1997 ; Valade, 2012). Ils ont été des acteurs essentiels de la construction intellectuelle de l'Europe dans la seconde moitié du XX^e siècle, permettant la circulation des idées européistes grâce aux vecteurs qu'ils mirent en place (Frank, 2012 ; Jardin, 2012).

Réseaux européistes dans les années 1950 : autour de Denis de Rougemont

Denis de Rougemont apparaît comme l'une des principales figures intellectuelles de ce mouvement européiste (Ackermann, 1996). Né en Suisse, dans le canton de Neuchâtel, fils de pasteur, élevé dans une tradition protestante exigeante, il fréquente à Paris les cercles personalistes autour d'Emmanuel Mounier dans les années 1930, faisant ses premières armes dans des revues comme *Ordre nouveau*, *Plans*, *Esprit* avant de publier ce qui demeurera son best-seller, *L'Amour et l'Occident*, en 1939. Il passe la guerre en exil aux États-Unis (où, dit-il, il découvre vraiment, par contraste, ce qu'est l'Europe) et en revient en 1946, pour prendre la parole aux premières Rencontres internationales de Genève consacrées à « l'esprit

européen » (aux côtés de Julien Benda, Georges Bernanos, Karl Jaspers, Stephen Spender, Jean Guéhenno, Francesco Flora, Jean-Rodolphe de Salis, Georg Lukacs, Umberto Campagnolo, notamment). Un an plus tard, 1947, il introduit le premier congrès des Fédéralistes européens à Montreux, où il retrouve des anciens d'*Ordre nouveau*, Alexandre Marc, Robert Aron, et d'autres personnalités qui vont devenir les compagnons de route de son combat pour une Europe fédérée (Ignazio Silone, Altiero Spinelli, Hendrik Brugmans). De ce congrès de Montreux en septembre 1947 serait né un autre congrès, celui de La Haye, en mai 1948, d'où seraient à leur tour sorties à peu près toutes les grandes avancées intellectuelles et institutionnelles de l'Europe pré-communautaire.

Le conditionnel est de mise puisque si Denis de Rougemont, comme souvent dans ses écrits, a tendance à mettre son rôle personnel en valeur, il convient de replacer ce congrès de La Haye dans le contexte de ces années 1946-48, marquées par la multiplication des associations et organisations pro-européennes, rassemblées après La Haye dans un « mouvement européen » hétéroclite. Du Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe au Mouvement pour l'Europe unie dirigé par Winston Churchill en passant par les Nouvelles équipes internationales proches de la démocratie-chrétienne, les options idéologiques sont nombreuses et contradictoires. Le fédéralisme tendance Rougemont n'est que l'une de ces options ; estimant qu'il n'est de culture que locale ou européenne, il se heurte à ceux qui estiment indépassable le cadre de l'État-nation et prônent une Europe unie des nations.

Reste que le congrès de La Haye de 1948, présidé par Churchill, a effectivement été un grand moment de ferveur européenne ; y participent nombre d'intellectuels de premier plan, parmi lesquels Bertrand Russell, Etienne Gilson, Salvador de Madariaga, lequel préside la Commission culturelle du congrès. Denis de Rougemont est chargé de la conclusion du congrès, qu'il intitulera « Le message aux Européens » et qui aura un grand retentissement. Le rapport culturel qu'il rédige également propose deux créations institutionnelles – un Centre européen de la culture et un Collège d'Europe – de nouveau placées en tête de l'agenda à la conférence européenne de la culture organisée à Lausanne par Rougemont sous l'égide du Mouvement européen en décembre 1949. Ces institutions sont créées en 1950, la première à Genève, présidée par l'Espagnol Salvador de Madariaga mais dirigée par Denis de Rougemont, la seconde à Bruges et confiée au Néerlandais Hendrik Brugmans, l'un des proches de Rougemont. Le dispositif est complété en 1954 par la création, encore à Genève, de la Fondation européenne de la culture.

Entretemps auront été créés le Conseil de l'Europe (1949), le Conseil européen pour la recherche nucléaire (1952) mais l'élan, déjà, est retombé, avant même l'échec du projet de

Communauté européenne de défense (CED) en 1954, qui sonne le glas du Mouvement européen.

Denis de Rougemont lui-même le reconnaît dans un article publié en 1979 dans *Cadmos*, la revue du Centre européen de la culture, où il évoque, notamment, la conférence de Lausanne de 1949 : « L'effet de Lausanne sur les intellectuels européens est resté nul sinon même négatif. Ceux qui étaient engagés là n'ont pas été remplacés par des plus jeunes. Lesquels se trouvent désormais mobilisés par des activités purement protestataires, dénonçant des scandales lointains, appelant au soutien de causes lointaines, comme le Vietnam. Ils abandonnent les problèmes prochains (et du prochain) aux soins – tournés en dérision – des technocrates. » (Rougemont, 1979, p. 23). Il va même jusqu'à parler d'une « involution de l'intelligentsia européenne » dont Jean-Paul Sartre lui paraît être l'exemple le plus accompli.

Denis de Rougemont prend des positions de plus en plus hostiles au communisme et à l'URSS, jusqu'à accepter la présidence du Congrès pour la liberté de la culture, l'une des principales organisations intellectuelles de lutte contre l'influence soviétique, dont le *New York Times* révélera en 1966 qu'elle est financée par la CIA.

Parmi les plus ardents défenseurs d'une Europe autonome, parmi les fédéralistes eux-mêmes se font jour au tournant des années 1950 un désenchantement envers l'Europe telle qu'elle se fait, et bientôt une nostalgie pour un rêve européen qui a passé. On le lit à travers les textes de Denis de Rougemont ou dans nombre d'articles publiés dans la revue *Cadmos* : la construction européenne qui s'ébauche dans ces années 1950 ne les convainc pas. Europe de marchands et d'industriels, Europe technocratique et anti-démocratique, l'Europe de la CECA puis de la CEE apparaît singulièrement étriquée aux yeux d'intellectuels qui imaginaient d'abord et avant tout une Europe de l'esprit, de la culture. Idéocratie et illusion scolastique vont ici de pair pour rejeter une « politique des petits pas » chère à Jean Monnet, une politique réaliste, pragmatique mais qui paraît manquer singulièrement de souffle, d'ambition¹. Cette critique européiste et idéaliste de l'Europe communautaire a, depuis, prospéré.

¹ Cf. par exemple l'article de Jean F. Freymond dans *Cadmos* en 1980 intitulé « La construction politique de l'Europe ou la trahison d'un rêve » : « Au fur et à mesure que les années passent, le sens de l'idée européenne se perd et la finalité de la construction de l'Europe est négligée. (...) Le rêve est devenu une réalité mais une réalité bien différente de ce que beaucoup avaient espéré. », (*Cadmos* n°9, 1980, p. 144).

Réseaux d'experts dans les années 1960-1990 : le réseau CIRCLE

Les européistes des années 1940-1950 étaient pour la plupart des intellectuels généralistes, philosophes ou hommes de lettres qui investissaient dans le rêve européen un engagement qu'ils auraient tout aussi bien pu mettre dans la défense de l'Homme ou du Roman. Ceux dont je vais maintenant parler incarnent une autre modalité de l'intellectuel européen, l'intellectuel-expert qui délaisse l'empyrée des idées pures pour descendre dans la technique administrative ou scientifique ; au philosophe et au lettré succèdent l'économiste et le juriste, aux sciences humaines les sciences sociales, à l'intellectuel public le chercheur qui s'épanouit dans les *think tanks* et produit des idées sur contrat de recherche. J'ai tenté naguère, avec *l'Enjeu culturel* (Martin, 2013), de comprendre l'action de ces cercles fonctionnant à la périphérie directe du politique, salons internationaux où se renouvelle la fonction de conseiller du prince. Mon étude portait sur quelques figures du monde de l'expertise en politique culturelle dont j'ai étudié l'insertion dans des réseaux scientifiques, politiques et administratifs nationaux et internationaux entre les années 1960 et les années 1990, en particulier au Conseil de l'Europe et à l'UNESCO.

En juin 1980, le Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe organisa à Strasbourg une réunion exploratoire sur les centres de recherche, d'information et de documentation culturelles afin d'examiner s'il était possible de créer une structure organisationnelle pour des échanges réguliers d'informations sur les expériences culturelles et pour une collaboration à la recherche culturelle. L'origine de cette initiative fut la prise de conscience des nombreuses difficultés qui empêchaient l'échange systématique d'informations sur le développement culturel entre les pays européens. Plusieurs États membres n'avaient pas d'infrastructure identifiable pour de telles informations ; dans les pays où ces informations existaient, les écarts entre la méthodologie, l'organisation et les sujets traités posaient des problèmes d'interprétation pour toute étude comparative. En 1979, le Conseil de coopération culturelle du Conseil de l'Europe demanda à Andreas Wiesand, directeur du Zentrum für Kulturforschung, de formuler des propositions pour la création d'un réseau de centres pour la recherche, la documentation et le développement culturels (DECS/DC 80 10²) ; c'est à la suite de la remise de ces propositions que le Conseil de l'Europe convoqua la première réunion des responsables de ces centres en 1980. Selon le témoignage de Rod Fisher, délégué par le Arts Council de Grande-Bretagne à cette réunion, celle-ci ne déboucha pas sur grand-chose. Lui-

² Fonds « Conseil de l'Europe » du Service des études et recherches, Comité d'histoire du ministère de la Culture.

même appelait de ses vœux la création d'un mécanisme d'échanges réguliers d'informations sur la recherche en matière de politique culturelle, sans pour autant que ce mécanisme soit restreint à la seule recherche de type universitaire – ce qui était plutôt le modèle proposé par Andreas Wiesand³. Les réunions suivantes, en 1982 et 1983, précisèrent les contours de ce réseau destiné à faciliter la coopération entre des institutions et des personnes intéressées par de telles questions. En 1984, il fut décidé de créer un groupe ou une association informelle baptisée de l'acronyme anglais CIRCLE (pour *Cultural Information and Research Centres Liaison in Europe*)⁴, un réseau – premier du genre – « flexible, informel et pragmatique » réunissant des volontaires sur une base personnelle plutôt qu'une association professionnelle de chercheurs. Cette hypothèse est confortée par le texte que donna Augustin Girard, directeur du Service des Études et recherches au sein du ministère français de la Culture, pour les quinze ans de CIRCLE, dans lequel il écrit :

La circonstance particulière fut la dernière après-midi de travail d'une des sessions de trois jours qu'organisait le Comité de coopération culturelle dans les années soixante-dix sur les différents thèmes des politiques culturelles : quelques-uns des experts réunis ce jour-là décidèrent de rester dans la salle avec les interprètes pour parler spécifiquement référence et documentation sur toutes les innovations évoquées en séance. À la session suivante, ce groupe de volontaires créa un « bulletin de liaison » qui retint la mémoire de ces précieux matériaux et alla finir la soirée dans une Weinstube de Strasbourg⁵.

Qui composait ce réseau ? Des chercheurs universitaires, des documentalistes/bibliothécaires, des responsables d'instituts de recherche indépendants, des chefs de service dans des ministères de la culture ou des conseils des Beaux-Arts ; cette hétérogénéité en faisait la richesse mais aussi la faiblesse, les priorités des uns et des autres pouvant être (et étant effectivement) assez différentes. Les membres du réseau représentaient

³ Entretien avec R. Fisher, 22-V-2012. Celui qui fut le premier président de CIRCLE a insisté au cours de cet entretien sur l'importance que revêtait à ses yeux l'existence de ce réseau et sur son souci constant d'aboutir à des décisions concrètes. La recherche sur la politique culturelle n'était considérée comme une priorité par aucun des gouvernements de l'époque et guère plus par le Conseil de l'Europe. CIRCLE contribua selon lui de manière décisive à inscrire cette préoccupation sur l'agenda politico-administratif européen.

⁴ « Editorial » dans *Circular*, n°10, X-1999 (non paginé).

⁵ *Circular*, n°10, juillet 1999 (non paginé). R. Fisher complète : « Le principe qui étaye cette décision [...] est] qu'il nous incombait de promouvoir l'importance de la recherche et de la documentation culturelle et non le statut des chercheurs » (document de travail relatif à l'orientation future du CIRCLE, Strasbourg, 22-XII-1987 (DECS / AC 87 25), fonds « Conseil de l'Europe » du Service des études et recherches, Comité d'histoire du ministère de la Culture.

leurs centres mais pas leurs gouvernements. Selon Augustin Girard (1999), les fondateurs de CIRCLE

n'étaient ni des hauts fonctionnaires ni des grands universitaires, ni des chercheurs érudits ni même des documentalistes chevronnés. C'étaient avant tout des hommes et des femmes militants, au sens où l'on parle de militants d'éducation populaire, de militants pour la paix, de militants culturels, c'est-à-dire des croyants plutôt que des savants.

CIRCLE prit un caractère officiel interétatique dans la seconde moitié des années 1980, les premiers membres du réseau étant alors remplacés, lors des réunions, par leurs supérieurs, qui ont une approche différente, moins pragmatique et plus globale.

On retrouve dans ce réseau bon nombre des figures de ce fameux « *brain-trust* culturel » dont parlait Augustin Girard ; Carl-Johan Kleberg, le directeur du Conseil national des affaires culturelles suédois, Andreas Wiesand, le directeur du Zentrum für Kulturforschung, Carla Bodo, chef du service « Économie de la culture et politique culturelle » à l'ISAE (l'institut pour l'analyse économique du gouvernement italien) ou Ritva Mitchell, chercheuse au comité artistique finlandais, comptaient parmi les membres les plus actifs ; Rod Fisher, le premier président de CIRCLE, était responsable des Affaires internationales au Conseil des Arts de Grande-Bretagne⁶. La plupart de ces personnalités étaient des experts et consultants auprès du Conseil de l'Europe mais le réseau ne faisait pas officiellement partie de cette organisation et certains de ses membres n'étaient pas européens⁷ ; en revanche, le financement provenait essentiellement du Conseil de la coopération culturelle⁸ et le réseau était au service de cette structure appartenant au Conseil de l'Europe dont certains hommes clefs suivirent de près la structuration de CIRCLE⁹. Le travail qu'ils effectuaient était basé sur le bénévolat, ce qui fut à long terme un facteur de fragilité, chacun prenant sur son temps (et les ressources de son centre) pour participer au travail commun. CIRCLE fonctionna comme un véritable *think tank*

⁶ On peut encore citer les noms d'Adrian Munnely pour l'Irlande, de Nils Johansson pour la Suède, d'Eduardo Delgado pour l'Espagne (qui fut le deuxième président de CIRCLE).

⁷ Les nationalités représentées étaient : l'Allemagne, l'Autriche, le Canada et le Québec, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Russie, la Suède, la Suisse.

⁸ Certains de ces projets bénéficiaient également du soutien de l'UNESCO, de la Commission européenne, de la Fondation européenne de la Culture, du ministère fédéral de l'Éducation à Bonn, du Conseil des Arts d'Irlande, du Conseil des Arts de Finlande, de la Fondation Cini.

⁹ Parmi lesquels il faut surtout citer José Vidal Beneyto, chef de la Direction de l'Enseignement, de la Culture et du Sport, Nicolaus Sombart, chef de la division des Affaires culturelles, Gabriele Mazza, responsable de CIRCLE au sein du Conseil de l'Europe.

international, où la parole était libre, la hiérarchie peu présente lors des réunions annuelles et des tables rondes organisées dans divers pays européens – mais jamais en France, il faut le noter, alors que le Service des Études et recherches du ministère français des Affaires culturelles en fut la cheville ouvrière¹⁰.

À quoi servait le réseau ? L'objet de son activité était la mise en œuvre d'une activité de recherche collective et comparative, la collecte, l'échange et la diffusion d'informations ayant trait à la recherche et à la documentation dans le domaine culturel entre les centres des États membres du Conseil de l'Europe. Dans la période qui m'intéresse, il fut à l'origine de cinq tables rondes internationales qui se caractérisèrent par une ouverture aux chercheurs d'Europe de l'Est dont les pays étaient engagés dans la difficile transition entre système culturel entièrement administré et un autre dominé par le marché : sur l'État, le marché et la culture (à Budapest en 1988), sur l'emploi culturel et le développement régional (à Dublin en 1989) ; la troisième est réunie à Moscou en 1991 sur la participation à la vie culturelle en Europe ; la quatrième eut lieu à Venise et la cinquième à Helsinki, toutes deux en 1993, et portèrent respectivement sur les implications du marché unique sur la culture et sur les droits culturels en tant que droits de l'homme¹¹.

CIRCLE fut aussi le co-organisateur, avec le Zentrum für Kulturforschung, du séminaire de Bonn de 1992 qui étudia la possibilité de créer un réseau international de bases de données culturelles. On lui doit aussi un certain nombre de publications, actes des tables rondes et des colloques susnommés mais aussi des études sur le financement de la culture ou le métier d'administrateur de la culture¹² ainsi que le *Manuel européen des affaires culturelles*, dont la première édition date de 1985 (ce fut le début du travail concret de coopération du réseau) et qui donne des informations sur les structures de la coopération culturelle ainsi que les adresses des centres de ressources dans tous les pays membres de la Convention culturelle européenne¹³. Il fut également partie prenante de la constitution du « réseau des réseaux », appelé *Culturelink*,

¹⁰ Entretien de C. Bodo avec l'auteur, 19-X-2009.

¹¹ Reprise d'un thème et d'un titre déjà utilisés en 1968 pour une réunion organisée par l'UNESCO. À noter que cette même année 1968, du 21 au 28 septembre, un colloque réunissait à Cerisy, autour de Georges Balandier, Louis Dumont, Jeanne Hersch, Maxime Rodinson et Alain Touraine, des intervenants venus débattre des « Droits de l'homme à l'épreuve ».

¹² *Nouvelles mesures de financement de la culture : enquête sur les expériences et les innovations dans le domaine au cours des années 1980* (publié en association avec le Conseil des Arts de Finlande, Helsinki, 1989) ; *Administrer les arts et la culture, un métier ? Les administrateurs culturels et les gestionnaires artistiques en Europe : tendances et perspectives* (publié en association avec le Conseil des Arts de Finlande, Helsinki, 1992).

¹³ C'est G. de Brébisson, du DEP, qui rédigea le chapitre sur la France.

à l'initiative de l'UNESCO qui souhaitait relier entre eux les réseaux impliqués dans la recherche sur la culture dans le monde ; *Culturelink* existe toujours¹⁴.

CIRCLE s'appliquait particulièrement à créer des liens entre chercheurs et décideurs politiques et à diffuser l'information sur la recherche culturelle auprès de ceux qui, par fonction, en étaient les destinataires. Parlant des membres du réseau, Augustin Girard (1999) disait qu'ils

croyaient naïvement et obstinément à la vertu intrinsèque de la documentation comme fonction intégrante de tout système de recherche ou d'action. Ils croyaient en même temps à la nécessité impérieuse de veiller à sa restitution aux deux mondes de la recherche et de la décision, de façon simple, pratique et constamment renouvelée, d'où *Circular*¹⁵.

Circular était la lettre d'information du réseau. Le premier numéro fut publié à l'automne 1987. Simple bulletin de liaison à l'origine, diffusé à une centaine d'exemplaires et destiné aux seuls membres du réseau des correspondants du Conseil de l'Europe, il devint par la suite une lettre à la présentation soignée et diffusée à 2000 exemplaires (en 1992) auprès des institutions et personnes intéressées par les études et la documentation dans le domaine des politiques culturelles dans le monde développé. Faute de financement suffisant et de secrétariat permanent, la charge de sa publication incombait aux structures nationales. C'est le Département des études et de la prospective (DEP) du ministère français de la Culture qui se chargea de cette responsabilité à partir du numéro 6 (1989), ainsi que du secrétariat du réseau, en principe pour deux ou trois ans ; il la conserva jusqu'à la disparition de la lettre en 2002¹⁶. Entretemps, *Circular* avait grandi et forci, passant de quelques pages ronéotées en français à une lettre bilingue français/anglais de vingt à vingt-quatre pages. Entre 1989 et 1994, le DEP réalisa une vingtaine de numéros à raison de quatre numéros par an.

La charge de travail était donc considérable, supportée entièrement par le Service. Il fallait d'abord collecter l'information à partir des documents disponibles au DEP et des bulletins d'information de diverses institutions¹⁷ ; sélectionner parmi les sources disponibles et les

¹⁴ *Culturelink* fut fondé en 1989 à la suite de la consultation des représentants des réseaux régionaux et sous-régionaux de recherche et de coopération dans le domaine du développement culturel organisée par l'UNESCO et le Conseil de l'Europe. Il est coordonné par l'Institut des relations internationales (IRMO) basé à Zagreb. Il publie un bulletin en anglais quatre fois par an (<http://www.culturelink.org>)

¹⁵ *Circular*, n°10, juillet 1999 (non paginé).

¹⁶ En collaboration avec le Boekman Stichting d'Amsterdam à partir de 1998.

¹⁷ ABSA (Londres), ARCULT (Bonn), ARSEC (Lyon), Banlieues d'Europe (Freyming-Merlebach), Boekman Stichting (Amsterdam), British American Arts Association (Londres), CEREC (Londres), ELIA (Amsterdam), Europäische Medieninstitut (Düsseldorf), IETM (Bruxelles), IRMO (Zagreb), Mediacult (Vienne), ZfKf (Bonn).

documents reçus en ciblant les travaux européens et les études comparées ; traduire et faire traduire cette information ; rédiger des résumés ; réécrire les informations reçues des membres du réseau ; mettre en page, réviser, relire, faire imprimer, diffuser, mettre à jour la liste de diffusion ; les frais d'impression et d'envoi étaient à la charge du DEP qui mobilisait en outre trois personnes pendant quatre mois par an¹⁸. Autrement dit, il s'agit là d'un autre exemple du détournement – vertueux ! – des moyens des administrations nationales au profit d'un projet international, sans d'ailleurs qu'aucun de ses bénéficiaires n'en tire d'avantage personnel. Leur rémunération, ces bénévoles la trouvaient dans le sentiment exaltant de contribuer à la construction d'une Europe culturelle et donc politique et, de façon plus immédiate, dans l'échange d'informations permettant de faire avancer les méthodes de chacun :

Leur méthode leur permettait d'avoir dix ans d'avance sur les hauts fonctionnaires dits sérieux et d'injecter en Finlande comme en France, en Suisse comme en Suède, en Hongrie comme en Hollande, en Italie comme en Norvège des vues véritablement prospectives, au sens où cette prospective était fondée non sur l'imagination ou des prévisions – toujours démenties – mais bien sur des avancées de dix ans *déjà réalisées*, mais ailleurs, et donc très classiquement ignorées¹⁹.

Porté sur la comparaison et l'innovation, le schéma du transfert culturel décrit ici par le chef du SER/DEP apparaîtrait parfaitement multilatéral et circulatoire (les noms mêmes de CIRCLE et de *Circular* invitent à cette conclusion) si l'examen de la *pratique* du réseau ne faisait apparaître des déséquilibres structurels. Le fait que le DEP se soit chargé pendant plus de dix ans de la publication de la lettre d'information et du secrétariat du réseau en est déjà un signe ; les autres centres étaient en retrait par rapport au centre français. Impression confirmée par l'examen du contenu de *Circular* : en principe nourri par la remontée d'informations sélectionnées et mises en perspective par les membres du réseau, il procéda en fait à 80% des ressources propres du DEP. Geneviève Gentil, l'une des trois personnes travaillant à l'élaboration de la lettre en faisait le constat dans une note de 1994 :

¹⁸ Geneviève Gentil, Marie-Claire Vitale et Isabelle Schwarz.

¹⁹ *Circular*, n°10, juillet 1999 (non paginé). Dans une note de 1993, A. Girard parle aussi de la dimension prospective et du caractère non gouvernemental du réseau qui permettaient « d'aborder sans contrainte la critique des politiques passées et les tendances futures, non officielles, peu visibles ou encore souterraines, à l'Est comme à l'Ouest. », note de présentation établie par le DEP, VII-1993. (Fonds SER/DEP).

Le contenu est trop exclusivement DEP ; très grande difficulté à obtenir une réelle collaboration des autres membres du CIRCLE malgré de très nombreux rappels. Les seuls actifs sont l'Italie en la personne de Carla Bodo, les Espagnols à travers Eduardo Delgado et Lluís Bonnet et le centre de documentation de Barcelone, les Anglais, à travers Rod Fisher à condition de les relancer sans cesse²⁰.

On peut ajouter à cette liste les Finlandais en la personne de Ritva Mitchell, très active sur le front des publications.

Pour Augustin Girard, CIRCLE permettait d'« assurer la présence des Français sur la scène internationale des experts avec leur avance conceptuelle en matière de politiques culturelles [et d'] assurer le *feed-back* des expériences étrangères vers les conceptions culturelles françaises grâce aux liens amicaux et documentaires du réseau²¹. » Ce rôle parut moins nécessaire aux responsables du DEP à la fin des années 1990 ; mais surtout, CIRCLE, fragilisé par la tension entre un pôle « recherche » et un pôle « documentation » fut banalisé par l'émergence d'autres réseaux²², l'évolution des méthodes de travail du Conseil de l'Europe (qui créa en 1998 sa propre unité de recherche et de documentation) et par le formidable outil que constitue Internet dans l'échange d'informations au niveau international.

Conclusion

Comme le souligne l'historienne Claude Gauvard (2018, p. 12), « la mise en réseaux met en valeur le poids des intermédiaires, dont l'historien a du mal à cerner l'existence et a fortiori le

²⁰ G. Gentil note également : « Tout travail international est beaucoup plus lourd qu'un autre. », note préparatoire à la réunion DEP sur *Circular*, 13-XII-1994. (Fonds SER/DEP). Le Boekman Stichting d'Amsterdam, qui collabora à la publication de *Circular* de 1998 à 2002, n'avait jamais été un membre très actif et ses contributions étaient jugées « peu utilisables » car « trop universitaires ».

²¹ Note de présentation établie par le DEP, VII-1993. (Fonds SER/DEP). Ce mouvement double est confirmé dans une lettre d'A. Girard de 1995 à R. Fisher annonçant sa décision de se retirer du bureau de CIRCLE, où A. Girard précise : « Quand j'étais responsable du Département des études et de la prospective, je pouvais à la fois mettre au service de notre organisation quelques moyens logistiques que je gérais alors et en retour faire bénéficier mon ministère des expériences étrangères, des idées, des relations ou des actions du CIRCLE. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. » (Lettre du 24-I-1995, Fonds SER/DEP).

²² En particulier ERICarts fondé en 1993 par l'association européenne des chercheurs sur la culture (ECURES, *European Association of Cultural Researchers*) qui se présente comme une association professionnelle de chercheurs spécialisés sur la politique culturelle avec un profil plus « consultant » que « militant » au sens où l'entendait A. Girard. On y retrouve bon nombre de participants à CIRCLE, parmi lesquels C. Bodo, R. Mitchell, A. Wiesand, ERICarts étant conçu initialement comme un développement de CIRCLE centré sur la recherche. Devenu un Institut en 2004 (<http://www.ericarts.org>), ERICarts se consacre surtout à l'élaboration du *Compendium des politiques et tendances culturelles en Europe*, un ouvrage de référence doublé d'un système d'information en ligne créé en 1998 sous l'égide du Conseil de l'Europe, qui décrit les moyens, fonctions administratives, types de gestion de la culture à partir des données fournies par les centres de recherche sur les politiques culturelles des différents pays européens (<http://www.coe.int/dg4/cultureheritage/culture/compendium>).

rôle ». Sans recourir aux techniques sophistiquées de l'analyse structurale et quantitative des réseaux, cette étude avait pour but d'apporter un éclairage sur deux réseaux situés à deux âges différents de l'histoire récente de l'Europe. Le premier rassemblait des intellectuels généralistes au lendemain du second conflit mondial, animés par le désir de tirer les leçons de la guerre et de surmonter les clivages nationaux qui avaient, par deux fois au cours du XX^e siècle, déchiré le continent européen. Rassemblés autour de quelques grandes figures, en particulier celle de Denis de Rougemont, ils ont tenté de proposer une vision renouvelée de l'Europe, en s'appuyant sur des vecteurs tels que des revues, des congrès, des institutions. D'une certaine manière, leur conception de l'Europe était en grande partie à l'opposé du second type de réseau que j'ai examiné au cours de cette étude, le réseau des experts auprès du Conseil de l'Europe dans les années 1970-1980. Juristes, sociologues, économistes, ces experts avaient le souci de l'efficacité et menaient une forme de recherche-action ou appliquée qui devait déboucher sur des propositions concrètes que pourraient utiliser les décideurs de cette Europe technocratique rejetée par leurs devanciers. Le réseau se rapproche ici du modèle du *think tank* étudié notamment par Sabine Jansen (2017). Dans les deux cas, cependant, ces intellectuels – universels ou spécifiques selon la distinction opérée par Michel Foucault – ont joué le rôle d'intermédiaires entre responsables politiques et opinion publique mais surtout entre monde politico-administratif et monde intellectuel, s'efforçant d'amener à leurs vues les premiers et de convaincre les seconds du bien-fondé de l'engagement européiste.

BIBLIOGRAPHIE

- ACKERMANN, Bruno, 1996, *Denis de Rougemont : une biographie intellectuelle*, Genève, Labor et Fides, 2 vol.
- AUTISSIER, Anne-Marie, 2016, *Europe et culture : un couple à réinventer ? Essai sur 50 ans de coopération culturelle européenne*, Toulouse, éd. de l'Attribut.
- FORSE, Michel (dir.), 1997, « Les Réseaux sociaux », in *L'Année sociologique*, Paris, vol. 47, n°1.
- FRANK, Robert, 2012, « Culture et relations internationales : transferts culturels et circulation internationale » in FRANK, Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, p. 437-451.
- FREYMOND, Jean F., 1980, « La construction politique de l'Europe ou la trahison d'un rêve », in *Cadmos*, Genève, n°9, p. 144.
- GAUVARD, Claude, 2018, « Conférence introductive, 140^e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Réseaux et société », in GAUVARD, Claude (dir.), *Appartenances et pratiques des réseaux*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, p. 5-14.
- GIRARD, Augustin, X-1999, « Editorial » in *Circular*, Paris, n°10 (non paginé).
- JANSEN, Sabine, 2017, *Les Boîtes à idées de Marianne. État, expertise et relations internationales en France (1935-1985)*, Paris, Cerf.
- JARDIN, Pierre, 2012, « Groupe, réseau, milieu », in FRANK, Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, p. 511-528.
- MARTIN, Laurent, 2013, *L'Enjeu culturel. La réflexion internationale sur les politiques culturelles, 1963-1993*, Paris, La Documentation française.
- ROUGEMONT, Denis de, 1979, « L'Europe comme invention de la culture », in *Cadmos*, Genève, n° 7, automne, p. 14-25.
- VALADE, Bernard, 2012, « Les réseaux de sociabilité », in LETONTURIER, Éric (coord.), *Les réseaux*, Paris, CNRS Éd., p. 121-127.

La «comunidad imaginada» en red: una propuesta de análisis

Ferran ARCHILÉS I CARDONA
Universitat de València

Résumé

Ce chapitre propose d'envisager l'étude de la nation et du nationalisme dans le champ d'étude des réseaux. Il est proposé d'analyser les imaginaires nationaux, en portant une attention particulière aux matériaux culturels qui les composent, compris en réseau. Chaque nation, chaque nationalisme est présenté comme unique ou exceptionnel. Mais en réalité, il n'y a rien de plus transnational que les nations et les nationalismes. L'existence même des nations (et notamment de leur forme politique l'État-nation) dépend de la reconnaissance internationale. Loin d'être des phénomènes voués à disparaître, les nations et les nationalismes perdurent au XXI^e siècle. Il est donc nécessaire de bien comprendre leur nature. Ce chapitre propose de comprendre comment les individus construisent leur identité nationale à travers des réseaux relationnels qui leur permettent de combiner les dimensions individuelles et collectives. La force de cette identité en réseau explique en grande partie la résilience des nations au XXI^e siècle.

Mots-clés : Nation – Nationalisme – Réseau – Identité – Transnational

Resumen

Este capítulo propone considerar el estudio de la nación y el nacionalismo en el campo de estudio de las redes. Se propone analizar los imaginarios nacionales, y con especial atención hacia los materiales culturales que los componen, entendidos en red. Cada nación, cada nacionalismo se presenta como único o excepcional. Pero en realidad, nada hay más transnacional que las naciones y los nacionalismos. La existencia misma de las naciones (y en especial de su forma política, el Estado nación) depende del reconocimiento internacional. Lejos de ser fenómenos destinados a desaparecer, las naciones y los nacionalismos persisten en el siglo XXI. Es, por tanto, necesario comprender bien su naturaleza. En este capítulo se propone entender cómo los individuos construyen su identidad nacional a través de redes relacionales que les permiten combinar la dimensión individual y la colectiva. La fortaleza de esta identidad en red explica en gran medida la resiliencia de las naciones en el siglo XXI.

Palabras clave: Nación – Nacionalismo – Red – Identidad – Transnacional

Abstract

This chapter proposes to consider the study of the nation and nationalism in the field of study of networks. It is proposed to analyze the national imaginaries, with special attention to the cultural materials that compose them, understood in the network. Each nation, each nationalism is presented as unique or exceptional. But in reality, there is nothing more transnational than nations and nationalisms. The very existence of nations (and especially of their political form, the nation-state) depends on international recognition. Far from being phenomena destined to disappear, nations and nationalisms persist in the 21st century. It is, therefore, necessary to understand its nature well. This chapter proposes to understand how individuals build their national identity through relational networks that allow them to combine the individual and collective dimensions. The strength of this networked identity largely explains the resilience of nations in the 21st century.

Keywords: Nation – Nationalism – Network – Identity – Transnational

Las naciones y los nacionalismos son fenómenos políticos, sociales y culturales contemporáneos, surgidos no antes de finales del siglo XVIII, como ha establecido firmemente la denominada teoría *modernista* de la nación (Özirimli, 2010). A los efectos del presente trabajo partiremos de la premisa analítica de que nación y nacionalismo no son dos elementos distintos y desde luego no opuestos. Una nación es (aunque no solo sea esto) una retórica o discurso «sobre la nación» y está definida como tal por el discurso nacionalista (Calhoun, 1997). Nación es «narración» ha sintetizado Stefan Berger (Berger, 2008), adaptando –e historizando– la tesis de Homi Bhabha¹.

Las naciones y los nacionalismos nacen, se transforman y perviven (o eventualmente desaparecen) en un contexto conformado por la existencia de otras naciones. Nada hay más «internacional» que la idea de nación, como señaló Anne-Marie Thiesse (Thiesse, 2001). Aunque cada nación vive su existencia y en especial su *nacimiento* como un acto singular, estrictamente único, todos los procesos de construcción nacional se parecen. A su vez ello ha creado la ficción más compartida: la de la excepcionalidad o singularidad de cada nación².

En la modernidad, desde finales del siglo XVIII, las naciones europeas y no europeas se han estructurado fundamentalmente en dos formas: imperios y Estados nación (que a su vez no son

¹ No se trata, sin embargo, de reducir la nación a una forma de «texto». Una concepción discursiva implica prácticas tanto como relatos. La de la identidad nacional es una narrativa fluida y cambiante, codificada en relatos que pueden ser producidos y consumidos por grupos sociales diferentes, que a su vez les otorgan significados distintos. Excelentes ejemplos que abordan la dimensión discursiva referida a Francia son los trabajos de Vincent Martigny y Sébastien Ledoux (Martigny, 2016; Ledoux, 2021).

² En el caso francés, este mito consiste en interpretar Francia como un modelo universal (encarnado en la República). En los EE.UU. (que tiene elementos retóricos muy similares a Francia) se trata de la doctrina del «Manifest Destiny». En el caso español el relato de la singularidad se ha construido sobre la anomalía, o la excepcionalidad respecto del modelo europeo.

fórmulas opuestas: Francia ha sido un imperio tanto como un Estado nación, por ejemplo). La existencia de las naciones –de los Estados nación, por tanto– en el siglo XIX o en el siglo XXI (aunque en Europa se fundamente en el precedente del denominado orden westfaliano) depende literalmente de las demás naciones: es el reconocimiento explícito de las demás naciones lo que permite que exista cada una de ellas. Es decir, el reconocimiento de la legitimidad de sus fronteras y sus formas de gobierno (o en todo caso la disputa de fronteras y formas de gobierno). El problema de las naciones sin Estado es, casi siempre, la falta de reconocimiento *internacional* por parte de otros Estados.

Es en este sentido que cabe afirmar que la nación, cada nación, existe en red, en relación con las demás y no aisladamente. Y con los imaginarios nacionales sucede lo mismo. Toda nación es una «imagined community» según la definición de Benedict Anderson, «limitada y soberana» (Anderson, 2006, p. 6-7). Como señaló Anderson en su prefacio a la edición francesa de su obra (y en parte para explicar por qué su libro hablaba poco de Francia): «On ne peut réellement comprendre le nationalisme que dans un contexte pleinement mondial, comme le fruit de forces profondes et puissantes qui ne s’attachent à aucune nation.» (Anderson, 1996, p. 14)

A B. Anderson debemos precisamente el giro cultural en los estudios sobre la nación, que en su obra definió concretamente como un «artefacto cultural». La centralidad de la cultura, de los materiales culturales está, por tanto, en el corazón mismo de la naturaleza de las naciones.

Pero sucede que los imaginarios nacionales no son creaciones aisladas fruto solo de procesos culturales internos a cada nación (surgidos en el seno de la propia cultura nacionalista). Y aunque así fuera, su funcionamiento es siempre un juego de espejos entre la imagen propia, la autorrepresentación, y la imagen que desde otras naciones se tiene. En este juego, puede darse la aceptación o el rechazo de la representación que cada nación tiene de sí misma y a la vez abrirse un proceso de negociación hacia dentro y hacia fuera. En este sentido cabe destacar los trabajos desarrollados dentro del campo de estudios de la Imagología, por ejemplo, sobre la construcción de los «caracteres nacionales» en una perspectiva de larga duración (Beller, Leerssen, 2007; Leerssen, 2018). Aunque el campo de estudios de las imágenes o representaciones es más amplio, los estereotipos, conforman la parte más visible de este proceso de elaboración de los imaginarios³.

³ La importancia de los estereotipos alcanza a todos los niveles, incluso a la hora de las relaciones internacionales diplomáticas (Sluga, 2006).

En definitiva, el imaginario de toda nación es relacional y de hecho se construye «en red». Todo estudio de una nación, de una identidad nacional solo puede hacerse desde una perspectiva comparada y transnacional. Así, por ejemplo, en el caso español la representación de la nación se ha construido en relación a –o contra– tres elementos: Europa (con Francia como ejemplo a imitar o evitar, en primer lugar), la América Latina de habla española y por último respecto de la dimensión imperial (del imperio español en América y Asia hasta 1898 y África hasta 1975).

Pero en mi opinión con demasiada frecuencia la perspectiva de análisis transnacional se contempla como deliberadamente no nacional. Sin duda, estudiar la nación debe hacerse desde una perspectiva transnacional, porque transnacional ha sido siempre la nación. Pero, transnacional no es simplemente no nacional (Iriye, 2013). Pensemos que el fascismo, el imperialismo, la monarquía o el movimiento obrero son transnacionales tanto como son procesos o fenómenos nacionales. O pensemos en ejemplos culturales: el romanticismo es un fenómeno cultural transnacional –como lo es la red de contactos entre intelectuales– como lo fue la cultura de las vanguardias, pero son fenómenos que se construyen también en el terreno nacional⁴.

Una visión acrítica, menos analítica que normativa, sobre la globalización ha establecido un relato sobre la necesaria desaparición de la nación en el contexto de la inevitable y unidireccional globalización (el lugar reservado para la nación y el nacionalismo en este relato sería el de la resistencia «antimodernizadora»). Al final de este texto volveremos sobre esta cuestión, pero ahora abordaremos una argumentación sobre lo inadecuado de esta supuesta desaparición de la nación.

¿La desaparición de la nación?

A finales del siglo XIX el crecimiento de las interconexiones comerciales, de comunicación y culturales, permite hablar de una realidad a escala mundial que puede calificarse como «globalizada» (Osterhammel, 2015). En realidad, el concepto de globalización puede extender sus raíces bastante más atrás (tal vez desde el siglo XVI), pero en todo caso entre 1870 y 1945 –que es además el periodo de apogeo del imperialismo– es plenamente constatable (Rosenberg, 2012). Se comparta o no su diagnóstico político, Marx había acertado al trazar con Engels en el *Manifiesto Comunista* el carácter crecientemente integrado del mundo que la burguesía –el capitalismo– iba dibujando a su imagen y semejanza.

⁴ Es muy sugestivo el ejemplo de las vanguardias en Francia (Hunkeler, 2018).

Este mundo cada vez más globalizado desde el siglo XIX era también un mundo de imperios y de Estados nación. Después de 1945 la globalización no cesó, al revés se incrementó (Sperber, 2023). Pero también se incrementó el número de naciones.

Cuando la ONU se fundó en octubre de 1945, había 51 Estados representados. En estos momentos, los Estados miembros son 193. Todos los Estados fundamentan su legitimidad y la capacidad de ejercer su soberanía en la nación. Son Estados soberanos porque son Estados nación. A menudo se dice que el siglo XIX fue el siglo de las naciones y nacionalismos. Esta es una verdad a medias, pues. En realidad, da la impresión de que afirmarlo es una forma de sugerir el «anacronismo» de las naciones y los nacionalismos en el siglo XXI. Pero es en el siglo XX cuando se ha producido la mayor proliferación y consolidación de Estados nación, debido en gran medida a los procesos de descolonización. Y el siglo XXI ha heredado esta configuración. A la postre la disolución de los imperios del siglo XIX y XX ha dejado al Estado nación como la fórmula privilegiada de la organización de la vida en sociedad. Este no es un criterio moral, es una constatación. Nos parece bien o mal, a lo largo de toda la época contemporánea vivimos en un mundo de naciones y nacionalismos. La «Modernidad» inventó la nación y los Estados nación.

Ha sido en las últimas tres décadas cuando se ha añadido deliberadamente un elemento clave en el escenario del análisis de las naciones y los nacionalismos: la «globalización». Aunque como hemos visto históricamente se trataba de un fenómeno anterior, desde 1989 ha tomado unas características precisas. Porque pensar la globalización está a medio camino entre el análisis y la prognosis normativa. La insistencia en la «inevitabilidad» del fenómeno –de una globalización entendida como sinónimo de capitalismo desregulado– es significativa. De la mano de la consolidación de esta versión neoliberal de la globalización se señala insistentemente la progresiva –e inevitable– desaparición del Estado nación y en especial de la idea de nación. Ambos habrían quedado sumergidos –una vez vaciados de sentido– en estructuras más amplias. La nación y el nacionalismo serían, pues, desechos del pasado. Pero, cabe insistir, entre los procesos de globalización y la nación –y el Estado nación– no ha existido históricamente una contradicción, puesto que han coexistido (Halikiopoulou, Vasilopoulou, 2011). Es el estrechamiento del concepto globalización como sinónimo de capitalismo neoliberal a partir de 1989 el que ha provocado este cambio analítico.

Ciertamente, la Unión Europea sería un paradigma casi perfecto de ese proceso histórico que implica una «superación» o una disolución del Estado nación. Pero, ¿de verdad es la Unión Europea un modelo de disolución del Estado nación? Además, –y como si estuviéramos en un nuevo ejercicio de eurocentrismo– se produce un efecto deformante en la mirada que de Europa

se lanza sobre el futuro de la nación. Así, lo que estaría pasando en la Unión Europea sería la prueba de lo que ocurre en todas partes, una norma de alcance mundial. Pero ¿de verdad es posible afirmar que en China, India, Estados Unidos o Rusia (así como en Irán, Brasil o Japón, entre otros ejemplos) la nación y el Estado nación están en proceso de disolución o desaparición?

Hay motivos para creer que en muchos ámbitos intelectuales (y políticos) europeos se ha extendido un sesgo cognitivo que comporta creer en la superioridad normativa de las soluciones supranacionales. Esta superioridad va de la mano de la «inevitabilidad» del marco europeo entendido a menudo de forma acrítica. Y el corolario lógico es la consideración del marco nacional como algo superado y retardatario (Barbier, 2018). Eso sí, la oposición más firme se muestra a la hora de hablar de los marcos «subnacionales» ya que entonces (sea Escocia o Cataluña) el mantenimiento del Estado nación se defiende enconadamente en nombre precisamente de la estabilidad del proyecto europeo. El desprecio y la ridiculización de las demandas de estos movimientos subestatales se extienden, además, al estudio de los mismos. Pasan a convertirse en anomalías dentro del metarrelato que hace de los Estados nación existentes (y de la Unión Europea que es su superación) el punto de llegada inexorable de toda identidad colectiva.

¿Qué papel juega la financiación con fondos europeos de los proyectos de investigación en este sesgo? ¿Qué papel juega el sesgo de clase de los investigadores en la construcción de estos marcos? ¿Qué lugar ocupa el hecho de que el carácter transnacional de las investigaciones responde a una élite transnacional? ¿Qué lugar ocupa el poder que ciertos países, culturas y lenguas tienen (Alemania, Francia) a la hora de dibujar el escenario supranacional?

Una y otra vez se afirma la obsolescencia de la nación y del nacionalismo y una y otra vez las esperanzas deben quedar decepcionadas. La responsabilidad de los intelectuales y estudiosos del fenómeno es considerable. ¿Estamos ante un fenómeno de miopía o sería mejor que habláramos de un verdadero sesgo?

Pero, al final, la realidad en Europa (y fuera de Europa) ha sido diferente, y lo previsto no ha ocurrido o al menos no como estaba previsto. En 2011, el filósofo Étienne Balibar señalaba:

Mi primera hipótesis será, sencillamente, que hoy hay de nuevo una «cuestión nacional» en Europa, que ha sido totalmente infravalorada, si no reprimida, en los debates sobre las condiciones, modalidades y efectos de la construcción europea; mientras que, de hecho, entenderlo y unirse para abordarlo debería haber sido una preocupación primordial para los «arquitectos» de Europa. Algunas de las principales causas de esta

supresión radica claramente en que las clases dirigentes de las naciones europeas (y especialmente las naciones líderes) creían en el poder irresistible de la integración económica para «homogeneizar» (sobre bases individualistas y consumistas) las sociedades que Europa estaba juntando en su territorio común «sin fronteras internas», al tiempo que resistía ferozmente toda idea de construir canales de comunicación y procesos de reconocimiento mutuo (a través de la educación, pero también de luchas sociales y campañas políticas) que permitieran a los pueblos confrontar sus historias y poner en común sus intereses. Porque esto también habría cuestionado el monopolio de representación de estas clases dominantes, tanto a nivel interno como supranacional (y, por tanto, su papel como intercesores inevitables de «sus» pueblos en lo que respecta a las instituciones europeas⁵. (Balibar, 2011)

En una década, estas reflexiones parecen perfectamente confirmadas, casi obvias. Habrá pues que concluir (Taguieff, 2015) ¿que en Europa –y fuera de Europa– estamos ante una «revancha del nacionalismo»?

La nación en su historia

El descrédito del nacionalismo es, incuestionablemente, resultado de las experiencias de las dos Guerras mundiales, en el siglo XX. Sin embargo, incluso en el periodo de entreguerras, fue habitual que retóricas nacionalistas e internacionalistas coexistieran: la guerra civil española de 1936 es un ejemplo de cómo las dos dinámicas se entrelazaron, a izquierda y derecha. Los republicanos españoles luchaban por su nación. Los sublevados, en fin, también. De hecho, el fenómeno es generalizable y muchos de los que lucharon en la Segunda Guerra mundial lo hicieron para liberar a sus naciones y no por internacionalismo (Lowe, 2017, p. 352). Ni

⁵ «My first hypothesis will be, simply, that *there is again a 'national question' in Europe today*, which has been completely underestimated, if not repressed, in the debates on the conditions, the modalities and effects of European construction; whereas in fact understanding it and joining together to address it should have been a primary concern for the 'architects' of Europe. Some of the main causes of this suppression clearly lie in the fact that the ruling classes of the European nations (and especially the 'leading' nations) believed in the irresistible power of economic integration to 'homogenize' (on individualistic and consumerist bases) the societies which Europe was bringing into its common territory 'without internal borders', while at the same time fiercely resisting every idea to build channels of communication and processes of mutual recognition (through education, but also social struggles and political campaigns) which would allow the peoples to confront their histories and merge their interests. For this would also have challenged the *monopoly of representation* of these ruling classes, both internally and at the supranational level (and thus their remaining the inevitable *intercessors* of 'their' peoples with regard to the European institutions)», <https://www.opendemocracy.net/en/our-european-incapacity/> (consultado el 6-IX-2023).

quiera la URSS escapó a esta realidad. Con la liberación, los comunistas y los socialistas europeos aspiraron a convertirse en los grandes partidos del pueblo, de la Nación. El antifascismo en Francia o Italia fue totalmente compatible con el patriotismo nacional (Colozza, 2009), como también lo fue para la izquierda española derrotada y en el exilio. La guerra había incrementado, de hecho, el sentimiento nacionalista, al menos entre los vencedores (Mazower, 2017, p. 247). Ciertamente, el descrédito del nacionalismo como doctrina política fue un poderoso legado. Pero si la guerra modificó el anterior relato sobre el lugar de la nación, no la hizo desaparecer del centro. Derrota o victoria, fueron lentes a través de las cuales volver a mirar a la nación (Berger, 2015). La victoria contra el fascismo había sido tanto nacional como internacional. Pero la «política» –los derechos de ciudadanía y el marco electoral– estaría estrictamente definida desde 1945 dentro de los límites de la nación y el Estado nación. La «nacionalización» de la política, a una escala nunca vista por su alcance –con sufragio universal y medios de comunicación de masas de escala nacional– fue la consecuencia (Caramani, 2004).

La ONU se fundó y fundamentó sobre el principio de la igualdad y soberanía de sus miembros. Todos los movimientos anticoloniales asumieron que la liberación, el fin del colonialismo, pasaba por alcanzar y garantizar su soberanía (Manela, 2007). La ONU sería un garante de los nuevos Estados nación, por tanto. De hecho, la ONU es la institución clave para entender hasta qué punto los Estados nación están en conexión y dependen del reconocimiento entre naciones para su legitimidad. Sin bandera en la ONU ningún Estado cuenta con reconocimiento efectivo en el mundo.

Desde sus inicios, uno de los objetivos de la ONU sería la lucha contra las desigualdades. Por eso había que desplegar iniciativas internacionales –por ejemplo, el FMI– que ayudaron al desarrollo económico. Los principios universalistas que impulsaba la ONU fueron compatibles con el Estado nación. Asimismo, la hegemonía de los principios keynesianos hacía del Estado el gran actor de la posguerra.

Al fin y al cabo, distintas instituciones intergubernamentales contribuyeron a «rescatar» el Estado nación. También fue este el caso de la Comunidad Económica Europea. Como señaló Alan Milward, después de 1945:

El Estado nación fue rescatado del colapso, y se creó un nuevo consenso político en torno a su legitimidad, y mediante cambios en las respuestas que ofrecía a sus ciudadanos con ampliación de la extensión de las funciones y aspiraciones, se reafirmó como la unidad fundamental de la organización política. (Milward, 2000, p. 3)

En efecto, el crecimiento de las atribuciones del Estado en lo que se refiere a la sociedad alcanzó en las décadas siguientes –y hasta los años ochenta– su máximo. El Estado del Bienestar integró en el marco nacional-estatal a las clases trabajadoras de una forma más efectiva que nunca. Muchas de las competencias que tendemos a atribuir como elementos clásicos de las soberanías de los Estados del siglo XIX son en realidad del siglo XX o XXI.

La reconstrucción de la democracia en Europa después de 1945 –lo que a menudo quiso decir la invención de la democracia– es decir, la construcción de una alternativa al fascismo, pasó por la nación y el Estado nación (redefinido y con límites hasta entonces nunca establecidos, eso sí). Se dibujaron las nuevas fronteras para muchos Estados, pero nunca estuvo en cuestión la nación como principio de organización. Un relato de tonos míticos tiende a presentar la creación de la Unión Europea como resultado de una voluntad exclusiva de superación del marco nacional. Así los héroes y los hitos autocelebratorios quedan bien establecidos: de Jean Monnet en el Tratado de Roma. Sin embargo, la Unión Europea tiene muchas fuentes de origen y la guerra fría y el anticomunismo no son la menos abundante de ellas. Pero en cualquier caso no fue sin la nación como se forjó la Comunidad Económica Europea. Precisamente por el contexto de guerra fría –y con la hegemonía de la URSS siempre presente– la Europa del Este se construyó también con Estados nación (Naimark, 2019).

A lo largo de la posguerra fría en Europa, las «cuestiones nacionales» que habían atizado el período de entreguerras quedaron aparentemente congeladas y en algún caso desaparecieron (fue el caso de Alsacia o Trieste). Pero no hay que olvidar que en parte esto fue el resultado de los desplazamientos y limpieza étnica que empezaron con la guerra pero que se extendieron brutalmente en los años posteriores. Entre 1930 y 1948, 90 millones de personas fueron desplazadas o murieron (Mazower, 2017, p. 265). Las poblaciones de las naciones se redefinieron. Y por lo general después de 1945, la mayoría de los países de Europa eran más «homogéneos» que antes.

Ciertamente, las demandas anticoloniales (que afectaban pues a los países europeos en tanto que imperios) no mermaron, al contrario. Además, en la década de los sesenta se hizo patente la aparición de lo que, a escala de Europa Occidental, se ha denominado «nuevo nacionalismo» y que agrupa las demandas nacionales de marcos subestatales. (McCrone, 1998, p. 125-148). Precisamente porque la nación –y el Estado nación– era el fundamento de la legitimidad y la soberanía, las demandas de estos movimientos estaban hechas en los mismos términos: fuera la suya una demanda de independencia o de reforma del marco de los Estados (en un sentido federal o plurinacional). Frecuentemente estaban en plena sintonía ideológica con los procesos de descolonización en Asia y África y se enmarcaban en el surgimiento de la nueva izquierda

que 1968 simboliza (Kernalegenn, 2020). *Small is beautiful...* Este contexto les alejó del carácter conservador que habían tenido sus precedentes en el período de entreguerras. Una oleada de reivindicaciones barrió Europa: de Irlanda del Norte, Escocia y Gales, a Bretaña, Córcega y las tierras occitanas, pasando por Cerdeña, Flandes o Cataluña y el País Vasco. Lejos de ser unas reivindicaciones retrógradas empleaban, pues, el mismo lenguaje que los marcos que discutían (y a menudo eran movimientos entusiastas europeístas). Cabe decir que ninguno de estos movimientos ha hecho desaparecer a ningún Estado europeo occidental. En cambio, la caída del muro de Berlín y el fin de la URSS tuvieron un impacto mucho mayor a la hora de reabrir –ya fuera al reinventar o visibilizar– muchas cuestiones nacionales en la Europa del Este: las guerras en Yugoslavia, las independencias de antiguas repúblicas de la URSS, la disolución de Checoslovaquia, etc. Una vez más –y con el tiempo como miembros de la Unión Europea– los nuevos territorios se han constituido como Estados nación soberanos.

A nivel mundial, la caída del muro de Berlín y el fin de la guerra fría abrieron un escenario inédito. Se decretó el fin de la historia, entendida como el momento de culminación del progreso histórico: el capitalismo había triunfado y el comunismo se encaminaba al cubo de desechos de la Historia. Había llegado la hora de la apoteosis del capitalismo neoliberal. No había alternativa. Pronto se generalizó la nueva palabra de orden: la «globalización» convirtió la tierra en «plana», como dijo Thomas L. Friedman. Las distancias y particularidades quedaban abolidas. *Big is beautiful...* A principios del siglo XXI la Red lo ha invadido casi todo. Herramienta para incrementar el consumismo y generalizar el mercado global, Internet es la nueva Tierra Prometida. Los profetas de la nueva tecnología aspiraban a superar a las viejas naciones y sus limitados marcos mentales y comerciales.

Sin embargo –en lo que es un campo de estudios todavía en desarrollo– sabemos que Internet no ha «abolido» las naciones. Por una parte, los Estados siguen teniendo un control decisivo sobre sus esferas de comunicación y pueden acotar el alcance de la difusión de la red. Y ello sucede tanto si se trata de regímenes autoritarios (como China o Rusia) como sistemas democráticos, con acuerdos con las empresas en la red (Google, por ejemplo). Aunque sea por razones distintas, los países democráticos ejercen también este control. La creación de los dominios (por ejemplo .fr o .es) ya respondió a estas lógicas. Pero además existe un control de difusión por motivos diversos. Las televisiones públicas francesas (como las británicas, italianas o españolas) no pueden verse fuera del marco del Estado nación (los canales internacionales son precisamente canales creados para su difusión). Por otra parte, el «consumo» de la información disponible en la red sigue también pautas marcadas por el origen nacional o cultural del consumidor. Por ejemplo, en el caso de los alumnos Erasmus europeos,

el consumo cultural en red (y no solo en red) combina un consumo internacional con un consumo estrictamente vinculado a su marco cultural-nacional de origen (Cicchelli, 2012). En general Internet está garantizando esta coexistencia entre lo global y lo local. Frecuentemente las comunidades desplazadas de sus marcos nacionales de origen continúan fuertemente vinculadas a la misma a través de la red (Eriksen, 2007).

¿Por qué las naciones y los nacionalismos no han desaparecido, entonces? Posiblemente no saber entender esta resiliencia de la nación, en especial por parte de ciertas élites políticas e intelectuales, explica, como señalaba É. Balibar, la sorpresa o incapacidad a la hora de entender la revancha del nacionalismo.

Con especial intensidad desde la crisis de 2008, el Estado nación parece afectado en Europa por turbulencias y ansiedades. Sin alejarnos de nuestro entorno más inmediato, en los últimos años cabe destacar los referendos sobre la independencia celebrados en Escocia en 2014 y Cataluña en 2017, el auge de los movimientos nacionalistas flamenco y valón en Bélgica, el crecimiento de los nacionalismos corso, sardo y polinesio (que han alcanzado mayorías en sus parlamentos) además del crecimiento de los nacionalismos bretón y galés, y los referendos de 2017 en el Véneto y Lombardía, y en 2021 en Nueva Caledonia.

Ninguno de estos movimientos ha logrado alcanzar la independencia. Pero el escenario está lejos de estar inmóvil. Italia, Francia y Gran Bretaña han desplegado en las últimas décadas modelos de Estado diversos pero que coinciden en otorgar a los ámbitos locales/regionales capacidades de gobierno crecientes. Bélgica, Alemania y Suiza han redefinido sus modelos federales ya existentes. España a su vez ha profundizado en el modelo de descentralización administrativa de su modelo autonómico. A la postre solo Portugal y los Países Bajos (a los que cabría añadir Irlanda, pero con peculiaridades significativas) no han introducido cambios. No estamos ante una foto fija, sino de sucesivas oleadas de reajuste del Estado nación que vienen produciéndose desde los años sesenta del siglo XX y que en todo caso se han acelerado. La tendencia hacia la descentralización y regionalización es constante en los países más avanzados de Europa y del mundo (Hooghe, Marks, Schakel, 2010).

Por otra parte, la construcción de la Unión Europea tras los tratados de Maastricht y Lisboa, ha sido decisiva a la hora de plantear la coordinación o absorción de algunas de las competencias consideradas clásicas en la soberanía de los Estados nación, en especial las económicas y parcialmente en justicia (pero no en defensa, relaciones internacionales o inmigración, por ejemplo). Estamos frente a una nueva redefinición de la soberanía. Sin embargo, redefinición no significa desaparición. No parece que caminemos en los próximos años hacia una «homogeneización» de la misma, sino que estamos delante de una forma

«postclásica» de soberanía (Patel, 2018, p. 207). Sería, pues, equivocado dar por sentado que el Estado nación está desapareciendo en Europa. En primer lugar, porque la Unión Europea es desde sus orígenes y hasta ahora unión de Estados soberanos (el tratado de Lisboa de hecho ha reforzado esta consideración). Si la soberanía se expresa en primera instancia por su poder constituyente, la Unión Europea no tiene ese poder. Su ordenamiento procede de los Estados. Solo ellos pueden firmar los Tratados. En Europa no existe la soberanía compartida (propia de un estado federal, por ejemplo) sino un ejercicio común de poderes (Grimm, 2015). La Unión Europea, pues no tiene derecho a la autodeterminación, pero los Estados nación miembros sí.

Un retorno inesperado: pandemia en un mundo global

La pandemia del año 2020 supuso un retorno inesperado del Estado y, de la mano del mismo, del imaginario de la nación. La crisis abierta en marzo de 2020 con la difusión del COVID-19 más allá del foco originario en la ciudad de Wuhan en China hacia Europa y el resto del mundo, estableció rápidamente la que podría describirse, aparentemente, como una paradoja. El virus y la consecuente pandemia tenían una índole planetaria, global. En un mundo hiperglobalizado, las fronteras nacionales dejaban de tener sentido frente a la expansión de la enfermedad. Sin embargo, las respuestas adoptadas fueron inequívocamente nacionales, esto es tomadas en el marco del Estado nación. Ya había sido así en China, pero los países de la Unión Europea, Italia, España, Francia y Alemania primero y muy pronto todos los demás –y no la Unión Europea en su conjunto o como entidad– adoptaron medidas tan características como el cierre de fronteras y controles hacia los ciudadanos «no nacionales». En conjunto, en mayo de 2020, cuatro mil millones de seres humanos de 188 países fueron confinados a los límites de sus fronteras nacionales (Foucher, 2020). La única medida común que a principios de abril había tomado la Unión Europea fue precisamente suspender el espacio Schengen y cerrar las fronteras de la Unión Europea para los «no comunitarios». Ante una crisis global, la respuesta ha sido Estado nación y fronteras. Más aún, de forma inaudita desde 1945 los dirigentes políticos de Europa –E. Macron, G. Conte o P. Sánchez– empezaron a utilizar una retórica bélica: «Estamos en guerra».

El 11 de marzo de 2020 en su primera alocución en televisión, el presidente E. Macron enfatizó el papel de la nación. Dijo:

Mais le temps, aujourd'hui, est à la protection de nos concitoyens et à la cohésion de la Nation. Le temps est à cette union sacrée qui consiste à suivre tous ensemble un même chemin, à ne céder à aucune panique, aucune peur, aucune facilité, mais à retrouver cette force d'âme qui est la nôtre et qui a permis à notre peuple de surmonter tant de crises à travers l'Histoire.

Al mismo tiempo.... el presidente E. Macron quiso señalar un peligro. «D'une part, le repli nationaliste. Ce virus n'a pas de passeport». Por ello señaló que «la coordination européenne est essentielle» y que «Nous aurons sans doute des mesures de contrôle, des fermetures de frontières à prendre, mais il faudra les prendre quand elles seront pertinentes et il faudra les prendre en Européens, à l'échelle européenne, car c'est à cette échelle-là que nous avons construit nos libertés et nos protections». Pero finalmente el cierre de fronteras no fue a escala europea sino estrictamente nacional, francesa.

El editorial de *Le Monde* al día siguiente fue claro: «Contre le coronavirus, l'arme de l'union sacrée». La retórica nacional alcanzaba su punto álgido. El día 17 el presidente volvió a intervenir en televisión y en esta ocasión habló ya abiertamente de guerra: «Nous sommes en guerre, en guerre sanitaire certes. Nous ne luttons ni contre une armée ni contre une autre nation, mais l'ennemi est là, invisible, insaisissable, et qui progresse. Et cela requiert notre mobilisation générale. Nous sommes en guerre». Y hasta seis veces repetiría la expresión.

«#Este virus lo paramos unidos» fue uno de los eslóganes del Ministerio de Sanidad español más difundido. Se trató la crisis como si afectara al cuerpo de la nación como un todo: como si las clases sociales, la edad o la geografía no importaran. Este mito de la unidad suponía trasladar la idea de la comunidad imaginada y «homogénea» al campo vírico. Sin embargo, está claro que el virus no afectó por igual a toda la nación: hubo unas líneas claras de fractura social y territorial y que eran a la vez fracturas que seguían la línea de la edad y el género. Y, lo altamente significativo, como se pudo comprobar, estas líneas de fractura siguieron fielmente el contorno de la «racialidad»: los inmigrantes –recientes o no– estuvieron peor preparados para hacer frente a las consecuencias sociales y económicas de la pandemia (Fassin, 2020). El virus no solo no afecta a la «comunidad imaginada» de forma homogénea, sino que su impacto multiplicado puede leerse a través de una matriz de interpretación marcadamente «interseccional».

En definitiva, como señaló tempranamente Dani Rodrik, la respuesta a la crisis estaba anticipada por el predominio absoluto del marco de la política nacional (Rodrik, 2020; Ferraiuolo, 2020). Por eso, y con la crisis incluso en pleno ya pudo concluirse que: «No hay

dudas de que lo que veremos –a escala global, a raíz de la crisis del coronavirus– es el retorno del Estado. La cuestión es qué Estado» (Özkirimli, Tragardh, 2020)⁶.

La pandemia ha pasado. Muchos dirigentes políticos europeos hablan ahora de la necesidad de reindustrializar a sus países y proteger sectores económicos estratégicos. Como quien dice hacer políticas a nivel nacional.

Según datos de la ONU, en el año 2017 de un total de 7.750 millones de habitantes en el planeta, solo 258 millones viven en el extranjero, fuera de su Estado nación. Esta cifra supone un 3,4 por ciento del total, aunque podría redondearse hasta un 5 por ciento; según el demógrafo François Héran, es una cifra baja a escala global (Héran, 2018, p. 28-29). Son datos que pueden parecer contraintuitivos, tanto hemos interiorizado los discursos sobre oleadas inmigratorias, invasiones, etc. Pero son datos que muestran cómo en pleno siglo XXI, la mayoría de la humanidad vive en el marco de los Estados nación. Y muchos migrantes desearían convertirse en ciudadanos de los Estados nación a los que llegan, además.

Por tanto, las naciones no están desapareciendo, ni en Europa ni fuera de Europa. La globalización y la nación coexisten aunque no sepamos cómo se va a articular esta relación. Lo que sucede es precisamente que cada vez están más en simbiosis, en relación. En red.

Tejer la nación en red

Hasta ahora nos hemos ocupado de establecer que las naciones y los Estados nación solo pueden entenderse en interacción y por ello deben analizarse de manera transnacional. Pero el análisis de la nación «en red» puede y debe extenderse al estudio de la construcción de la identidad nacional, al proceso de *Nation Building*.

Uno de los elementos clásicos en los estudios del nacionalismo ha sido el del papel que cabe atribuir al Estado como institución clave para la construcción de la nación. Este papel central ha tendido a desplegarse a partir de una perspectiva de estudios denominada *top down*, esto es de arriba hacia abajo. Podría decirse que el mejor trabajo en este sentido es el estudio publicado originalmente en 1975 por Eugen Weber, destinado a ejercer una enorme influencia⁷. Weber se dedicó al estudio del caso francés desde 1870 hasta 1914. Su obra establecía que el Estado (a través de la escuela y del ejército) había sido el actor clave del proceso de construcción nacional francesa. Además, Weber explicó en su obra que el paso de «campesinos» a «franceses» había

⁶ Un retorno del Estado que, en efecto, se ha confirmado (Kahl, Wright, 2021).

⁷ El modelo analítico de Weber ha estado en la base de los estudios sobre los procesos de nacionalización en España desarrollados hasta hace poco.

que analizarlo a partir de la óptica de la teoría de la modernización, esto es del paso de la sociedad rural a la sociedad moderna o urbana (Weber, 1983).

Un problema repetido en los autores que han aplicado la teoría de la modernización (también en la obra de Ernest Gellner o en Eric Hobsbawm, aunque este último aplique una variación mediante el uso del marxismo) es que tiende a ser instrumentalista. La nación sería estrictamente el resultado de la acción de unas élites (políticas y/o económicas). Se abre así la puerta a una interpretación no solo instrumental sino a que, en función de unos intereses de grupo o clase (singularmente la burguesía) la nación y el nacionalismo sean vistos exclusivamente como elementos para la manipulación social. Pero ello solo es posible si se acepta el papel pasivo de los sujetos, de los individuos. Es como si los individuos no fueran más que recipientes pasivos a la espera de ser «rellenados» de nación.

Sin embargo, si adoptamos una perspectiva «desde abajo» (o *bottom-up*) que contemple algo más que la acción del Estado o de las elites sociales, entonces podrían contemplarse las iniciativas de construcción de nación que surgen de la sociedad civil. Esto es, se trata de contemplar el papel activo de los sujetos, de los individuos. Lejos de ser recipientes vacíos pasivos, los individuos pasan a ser sujetos activos de su propia historia: de su propia historia nacional. Se trata por tanto de movernos (o al menos combinar) una dimensión estructural con una dimensión de *human agency*.

Esta perspectiva nos abre la puerta a lo que podemos denominar «experiencias de nación», esto es a la pluralidad de estas experiencias (Archilés, 2013). Partiendo de la tradición del marxismo británico y en especial de la obra de E. P. Thompson (1964), es posible transformar decididamente la manera de entender la construcción y funcionamiento de los sujetos sociales a partir de la articulación de sus experiencias de clase o grupo.

Como argumentó Joan W. Scott (1989; 1999), la experiencia no es una algo dado, ya construido sino precisamente algo que se construye. Así sucede con la experiencia de clase o de género. Así debería plantearse también para la nación. En este sentido los lenguajes juegan un papel central y por ello debemos hablar de «lenguajes de nación». Hay que asumir que en todo discurso nacional existen distintas narrativas de nación. Así, por ejemplo, las experiencias de nación y las narrativas que las doten de sentido deben contemplar variables como: el género, la raza, la clase social, la religión, la región, la relación centro/periferia, la dimensión imperial o la dicotomía espacio urbano/rural. Desde luego esta lista no debe entenderse como ningún orden jerárquico. Y por supuesto cabe contemplar la interseccionalidad.

Una vez contempladas estas (y otras) variables podemos preguntarnos cómo construyen los individuos sus experiencias, cómo las *articulan*. Cómo las «tejen». ¿Cómo se tejen las

identidades? Por supuesto una dimensión puramente voluntarista no sirve, pues en la construcción nacional los individuos no pueden actuar al margen de los contextos y las estructuras que los determinan o al menos condicionan (Archilés, 2018). En el fondo sería muy útil retomar el análisis del *habitus* que propuso Pierre Bourdieu y aplicarlo a la dimensión de la nación (algo que, por cierto, el propio Bourdieu nunca hizo, pero sí autores como Michael Billig).

Los imaginarios nacionales (símbolos o representaciones) son producidos y consumidos por individuos conectados por estructuras reticulares: del ámbito local al del Estado. Estos imaginarios son interiorizados, naturalizados (o son rechazados y contestados) y esto es la identidad nacional. Esto es la «nacionalización».

Ningún individuo está aislado: ningún individuo que vive en una nación (que forma parte de una nación) está aislado. Solo ha podido llegar a nacionalizarse «en red». Pensemos, por ejemplo (y a través de un imaginario de esferas concéntricas) en la inserción de cada individuo en el ámbito de la familia; de la calle/barrio/ciudad donde vive; de la escuela o el ámbito de trabajo; de los espacios de ocio. En la construcción de la identidad nacional de cada individuo, lo público y lo privado se entrelazan: el Estado y la sociedad civil se entrelazan. La sociabilidad (por utilizar el concepto que acuñó Maurice Agulhon) es clave. Es claro que las redes son algo más. Pero la aproximación al estudio a partir de las formas de sociabilidad nos ayuda a entender –y a proponer una agenda histórica practicable de ello– el construirse en red. El tejer identidades. Y es por esto que una dimensión exclusivamente centrada en el Estado y en una dimensión «desde arriba» es insuficiente.

El sociólogo Paul McLean ha planteado que la cultura (en sentido antropológico y sociológico) es clave en la conformación de redes de relaciones sociales. Así lo es en la manera como los gustos culturales y las visiones del mundo afectan a la composición y forma de las redes sociales de cada individuo. Lo es en las maneras como las competencias culturales y capacidades comunicativas afectan a la formación de vínculos de red. Y también en la manera como las normas producen pautas en la creación de redes sociales (McLean, 2017).

La fórmula de la «comunidad imaginada» de B. Anderson implica precisamente poner el énfasis en imaginarios nacionales que están en circulación en una esfera de comunicación compartida. En este sentido, la prensa, los libros, el teatro y los espectáculos escénicos, la radio, el cine y la televisión son medios de circulación de imaginarios nacionales (como también lo son las nuevas redes sociales). La importancia de los materiales culturales es, por tanto, clave. Como señaló B. Anderson –a partir del ejemplo de la lectura y siguiendo a Walter Benjamin– compartir estos medios crea la ficción de la simultaneidad de la comunidad nacional. Si los

imaginarios culturales son ampliamente compartidos, pueden llegar a naturalizarse y volverse invisibles: volverse obvios o banales. Un nacionalismo se convierte en banal, según la fórmula de M. Billig, cuando los sujetos interpretan que su identidad nacional no es construida y mucho menos artificial, sino que la viven como evidente (Billig, 1995).

Pero además –y esto es algo que ni B. Anderson ni M. Billig contemplaron– existen distintas experiencias de nación, que pueden ayudarnos a entender cómo los individuos construyen sus identidades nacionales de maneras que pueden resultar sorprendentes, pues combinan un alto grado de determinación (social y económica) en las relaciones sociales reticulares con la *human agency*.

Para terminar este apartado proponemos sintetizar algunas cuestiones. Por una parte, ha de ser posible analizar cómo distintos ámbitos que contribuyen a la creación de imaginarios nacionales (la literatura, el teatro o el cine...) tejen redes de difusión, comunicación y consumo nacionalizados (donde el vehículo lingüístico es el mecanismo más evidente, aunque no sea el único). Es así como los imaginarios nacionales pasan a ser conocidos y experimentados (de maneras diversas) por los individuos. En segundo lugar, la circulación de los imaginarios nacionales, por tanto, puede y debe ser entendida a la vez hacia dentro de las fronteras nacionales y hacia fuera. En interacción, de hecho. Los materiales culturales que conforman los imaginarios nacionales son producidos, reproducidos y consumidos en estructuras reticulares. Pensemos en la acción de los intelectuales, las novelas o el cine y las transferencias que se producen (sean explícitas o no). Ninguna cultura nacional está aislada. Se combina así, una dimensión nacional y una dimensión transnacional.

Epílogo, ¿dedicado a historiadores?

Sin duda uno de los mayores y más apasionantes desafíos de nuestro presente son los debates sobre cómo escribir la historia de la nación⁸. ¿Cómo hacer frente al relato nacional? ¿Es siquiera legítimo plantear todavía el marco nacional? Como es bien sabido, este es un debate muy vivo e intenso en Francia y que desborda el ámbito de trabajo de los historiadores. Forma parte de grandes debates en la esfera pública, mediática y política francesa. Entre otras cosas, porque afecta directamente a la manera de enseñar la nación en el ámbito escolar, museístico o memorialístico.

⁸ Y que a su vez se insertan en los complejos debates sobre el trabajo de los historiadores en relación con cuestiones identitarias (Berger, 2022).

La publicación en 2017 de la *Histoire Mondiale de la France* bajo la dirección de Patrick Boucheron (Boucheron, 2017) la situó en el centro de muchas de las polémicas que en las últimas dos décadas han recorrido la sociedad y la cultura francesa. En 2013 un dossier de la revista *Le Débat* estuvo dedicado a cómo enseñar la historia de Francia (*Le Débat*, 2013) además de que por esas fechas se publicaron o republicaron obras con temáticas similares (Avezou, 2013; Borne, 2014). La idea de Francia del presidente N. Sarkozy y el auge del *Front National* habían reavivado o creado nuevas polémicas. La obra de P. Boucheron fue condenada (por autores como Alain Finkielkraut) como un intento de disolución de la historia de Francia. En cambio, otros autores la consideraron como el modelo a seguir. En el corazón de la polémica latía la posibilidad de escribir un relato nacional singular o insertarlo en una dimensión comparada y transnacional⁹. Con la singular efusividad de la industria editorial francesa proliferaron las obras. ¿Historia universal o historia global? (Inglebert, 2018). ¿Es aún posible una historia nacional? (Zancarini-Fournel, 2018).

Lejos quedaban los tiempos de *Les lieux de mémoire* de Pierre Nora (1984) que, como el burgués de Molière, hablaba siempre de Francia sin saber que solo hablaba de Francia. Pero lo cierto es que el volumen de P. Boucheron de 2017 estaba lejos de ser una obra alejada del relato nacional francés¹⁰. La cronología de la obra abraza, con toda naturalidad, la historia medieval y la historia antigua para llegar hasta el presente. ¿De verdad se trata de una obra que «diluye» la identidad nacional francesa?

Nadie tiene una respuesta definitiva. Pero escribir la historia de la nación en Francia, como en cualquier otro país, pasa por incorporar la dimensión transnacional. Toda nación es un producto inter-nacional. En mi opinión estudiar la «nación en red», ayudaría a superar dos escollos: diluir la nación (lo cual falsea un pasado contemporáneo lleno de naciones) y el opuesto, el de incurrir en el «nacionalismo metodológico» (Dumitru, 2014; Vasilev, 2019), que es el «nacionalismo banal» de los historiadores. Pero mucho me temo que el debate en la esfera pública tiene una agenda propia y no van a ser los historiadores los que la marquen.

⁹ Son muy interesantes los desarrollos propuestos por Quentin Deluermoz (Deluermoz, 2021).

¹⁰ Algo parecido ha sucedido con las versiones en Italia y España que han imitado la monumental obra francesa.

BIBLIOGRAFÍA

- ANDERSON, Benedict, 1996, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, Éd. la Découverte.
- — 2006, *Imagined communities. Reflections on the origin and spread of nationalism*, London, Verso.
- ARCHILÉS, Ferran, 2013, «Lenguajes de nación. Las “experiencias de nación” y los procesos de nacionalización: propuestas para un debate», in *Ayer*, 90, Madrid, Pons, p. 91-114.
- — 2018, «¿En el rincón feliz? Habitarse a la nación o la identidad nacional como experiencia (in)voluntaria» in GARCÍA CARRIÓN, Marta y VALERO GÓMEZ, Sergio (coord.), *Tejer identidades. Socialización, cultura y política en época contemporánea*, València, Tirant lo Blanch, p. 19-43.
- AVEZOU, Laurent, 2013 [2008], *Raconter la France: histoire d'une histoire*, Paris, Armand Colin.
- BALIBAR, Étienne, 2011, «Our European incapacity», www.opendemocracy.net/etienne-balibar/our-european-incapacity (consultado el 6-IX-2023)
- BARBIER, Jean-Claude, 2018, « La vie politique des citoyens dans l'Union européenne et le biais universitaire en faveur de l'intégration européenne », in BARBIER, Jean-Claude (dir.), *Un retour des nations en Europe ? Réflexions sur la crise politique de l'Union européenne*, Paris, La Documentation Française, p. 23-55.
- BELLER, Manfred et LEERSEN, Joep Theodoor (eds.), 2007, *Imagology: the cultural construction and literary representation of national characters. A Critical survey*, Amsterdam, Rodopi.
- BERGER, Stefan, 2008, « Narrating the Nation: Historiography and other genres », in BERGER, Stefan, ERIKSONAS, Linas et MYCOCK, Andrew (eds.), *Narrating the nation. Representations in history, media and the arts*, Oxford-New York, Berghahn Books, p. I-VXI.
- — 2015, *The past as history. National identity and historical Consciousness in Modern Europe*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

— — 2022, *History and Identity. How historical Theory Shapes Historical Practice*, Cambridge, Cambridge University Press.

BILLIG, Michael, 1995, *Banal nationalism*, London, Sage.

BORNE, Dominique, 2014, *Quelle histoire pour la France?*, Paris, Gallimard.

BOUCHERON, Patrick (dir.), 2017, *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil.

CALHOUN, Craig, 1998, *Nationalism*, Buckingham, Open University Press.

CARAMANI, Daniele, 2004, *The nationalization of politics. The formation of national electorates and party systems in Western Europe*, Cambridge, Cambridge university press.

CICCHELLI, Vincenzo, 2012, *L'esprit cosmopolite. Voyages de formation des jeunes en Europe*, Paris, Sciences po, les Presses.

COLOZZA, Roberto, 2009, *Repubbliche rosse. I simboli nazionali del Pci e del Pcf (1944-1953)*, Boloña, Clueb.

DELUERMOZ, Quentin (dir.), 2021, *D'ici et d'ailleurs. Histoires globales de la France contemporaine, XVIII-XX^e siècle*, Paris, la Découverte.

DUMITRU, Speranta, 2014, «Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique? Essai de typologie», in *Raisons politiques: études de pensée politique*, 54, Paris, Presses de Sciences Po, p. 9-22.

ERIKSEN, Thomas Hylland, 2007, «Nationalism and the Internet», in *Nations and Nationalism: journal of the Associatino for the study of ethnicity*, 13 (1), London, Cambridge university press, p. 1-17.

FASSIN, Didier, «L'illusion dangereuse de l'égalité devant l'épidémie», <https://www.college-de-france.fr/fr/actualites/illusion-dangereuse-de-egalite-devant-epidemie> (consultado el 6-IX-2023).

FERRAIUOLO, Gennaro, 2020, «Nazionalismo banale e livelli di Governo dell'emergenza» in STAIANO, Sandro (a cura di), *Nel ventesimo anno del terzo millennio. Sistemi politici*,

- istituzioni economiche e produzione del diritto al cospetto della pandemia da Covid-19*, Napoli, Editoriale scientifica, p. 113-147.
- FOUCHER, Michel, 2020 [2016], *Le retour des frontières*, Paris, CNRS éditions.
- FRIEDMAN, Thomas L., 2005, *The World is Flat: A brief History Of The Twenty-first Century*, Farrar, Straus and Giroux.
- GALEOTE, Géraldine et OSTOLAZA, Maitane, 2018, « Stéréotypes et solidification des imaginaires nationaux: regards croisés », *Amnis*, URL : <http://journals.openedition.org/amnis/3242> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/amnis.3242> (consultado el 6-IX-2023)
- GRIMM, Dieter et COOPER, Belinda, 2015, *Sovereignty: The Origin and Future of a Political and Legal Concept*, New York, Columbia university press.
- HALIKIOPOULOU, Daphne et VASILOPOULOU, Sofia (eds.), 2011, *Nationalism and globalisation. Conflicting or complementary?*, London-New York, Routledge.
- HÉRAN, François, 2018, *Migrations et sociétés*, Paris, Collège de France/Fayard.
- HOOGHE, Liesbet, MARKS, Gary et SCHAKEL, Arjan H., 2010, *The Rise of Regional Authority. A comparative study of 42 democracies*, London-New York, Routledge.
- HUNKELER, Thomas, 2018, *Paris et le nationalisme des avant-gardes: 1909-1924*, Paris, Hermann.
- INGLEBERT, Hervé, 2018, *Histoire universelle ou histoire globale ?*, Paris, PUF.
- IRIYE, Akira, 2013, *Global and transnational history. The past, present and future*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- KAHL, Colin et WRIGHT, Thomas, 2021, *Aftershocks: Pandemic Politics and the End of the Old International Order*, Oxford, St. Martin's Press.
- KERNALEGENN, Tudi, BELLIVEAU, Joël et ROY, Jean-Olivier (dir.), 2020, *La vague nationale des années 1968. Une comparaison internationale*, Ottawa, les Presses de l'université d'Ottawa.
- Le Débat*, 2013, « Enseigner l'histoire de France », 175, Paris, Éd. Gallimard, p. 8-93, <https://www.cairn.info/revue-le-debat-2013-3.htm> (consultado el 6-IX-2023)

- LEDOUX, Sébastien, 2021, *La nation en récit: des années 1970 à nos jours*, Paris, Belin.
- LEERSSEN, Joep Theodoor, 2018 [2006], *National thought in Europe. A cultural history*, Amsterdam, Amsterdam university press.
- LOWE, Keith, 2017, *The fear and the freedom. How the Second world war changed us*, London, Penguin.
- MANELA, Erez, 2007, *The Wilsonian moment: self-determination and the international origins of anticolonial nationalism*, Oxford-New York, Oxford University Press.
- MARTIGNY, Vincent, 2016, *Dire la France. Culture(s) et identités nationales 1981-1995*, Paris, Sciences po, les presses.
- MCCRONE, David, 1998, *The Sociology of Nationalism*, London, Routledge.
- MAZOWER, Mark, 2017, *La Europa negra*, València, Barlin Libros.
- MCLEAN, Paul, 2017, *Culture in networks*, Cambridge, Polity Press.
- MILWARD, Alan Steele, 2000 [1992], *The European rescue of the nation-state*, London, Routledge.
- NAIMARK, Norman M., 2019, *Stalin and the fate of Europe. The postwar struggle for sovereignty*, Cambridge-Massachusetts, Belknap Press of Harvard university press.
- OSTERHAMMEL, Jürgen, 2015, *The Transformation of the World: A global History of the Nineteenth Century*, Princeton, Princeton University Press.
- ÖZKIRIMLI, Umut, 2010, *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- — y TRAGARDH, Lars, 2020, « Why might Sweden's Covid-19 policy work? Trust between citizens and state », in *The Guardian*, London, 21-IV.
- PATEL, Klaus Kiran, 2018, *Project Europe. A history*, Cambridge, Cambridge University Press.

- ROSENBERG, Emily S., 2012, *A world connecting, 1870-1945*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press.
- RODRIK, Dani, 2020, «¿El Covid-19 reconstruirá el mundo?», <https://www.project-syndicate.org/commentary/will-covid19-remake-the-world-by-dani-rodrik-2020-04>), (consultado el 6-IX-2023).
- SCOTT, Joan W., 1989, «Sobre el lenguaje el género y la historia de la clase obrera», in *Historia social*, n°4, Valencia, p. 81-98.
- — 1999, «La experiencia como prueba», in CARBONELL CAMÓS, Neus et TORRAS FRANCÈS, María Ángeles (eds.), *Feminismos literarios*, Madrid, Arco Libros, p. 77-112.
- SPERBER, Jonathan, 2023, *The Age of Interconnection: A Global History of the Second Half of the Twentieth Century*, New York, Oxford University Press.
- SLUGA, Glenda, 2006, *Nation, Psychology, and International Politics, 1870-1919*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.
- TAGUIEFF, Pierre-André, 2015, *La revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, PUF.
- THIESSE, Anne-Marie, 2001, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Éd. du Seuil.
- THOMPSON, Edward P., 1964, *The Making of the English working class*, London, Victor Gollancz.
- VASILEV, George, 2019, «Methodological nationalism and the politics of history-writing: how imaginary Scholarship perpetuates the nation», in *Nations and Nationalism*, 25 (2), p. 499-522.
- WEBER, Eugen, 1983, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, 2018, *Une histoire nationale est-elle encore possible ?*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux.

Avertissement

Le contenu de ce volume relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive du CREC. Il peut être consulté et reproduit sur un support papier ou numérique sous réserve que cela soit strictement réservé à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique, excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur (CREC), le titre de la publication et le nom de l'auteur, ainsi que la référence ISSN. Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

